

Les élections américaines

Les démocrates améliorent légèrement
leurs positions au Congrès
Les républicains à court d'idées

Ni passion, ni révolution, ni grande déception : le résultat du scrutin du 6 novembre aura été à l'image d'une campagne confuse qui, marquée par la crise du Golfe, a été marquée par la crise du Golfe. Les républicains ont obtenu des sièges à la Chambre et au Sénat, sans compter deux importants postes de gouvernements nationaux, mais ils ont perdu la majorité au Sénat. Les démocrates ont obtenu des sièges à la Chambre et au Sénat, sans compter deux importants postes de gouvernements nationaux, mais ils ont perdu la majorité au Sénat.

Une victoire partielle, où les républicains ont obtenu des sièges à la Chambre et au Sénat, sans compter deux importants postes de gouvernements nationaux, mais ils ont perdu la majorité au Sénat. Les démocrates ont obtenu des sièges à la Chambre et au Sénat, sans compter deux importants postes de gouvernements nationaux, mais ils ont perdu la majorité au Sénat.

Les élections américaines ont été marquées par la crise du Golfe. Les républicains ont obtenu des sièges à la Chambre et au Sénat, sans compter deux importants postes de gouvernements nationaux, mais ils ont perdu la majorité au Sénat. Les démocrates ont obtenu des sièges à la Chambre et au Sénat, sans compter deux importants postes de gouvernements nationaux, mais ils ont perdu la majorité au Sénat.

N'est pas Ronald Reagan qui veut, et là où le grand communicateur proposait une « vision », George Bush le suivait, offre seulement un savoir-faire. Mais le problème aujourd'hui n'est pas de savoir si Reagan a raison ou tort, mais de savoir si Bush a raison ou tort.

QUE proposait la « révolution réaganienne », impérialisme de morale acceptée (et ceux-là sont toujours d'actualité) ? Deux mots d'ordre pour la menace « rouge », la paix imposée par la force ; à l'intérieur la « croissance sans douleur » ou comment débarrasser le libre entreprise des contingences fiscales. Or, depuis l'effondrement du bloc de l'Est, le credo réaganien anticomuniste, est parti à la casse avec les missiles de la guerre froide. Quant à la promesse « de ne pas augmenter les impôts », quitte à se dédire, les républicains ont dû accepter certaines réalités, perdant incontestablement aussi, au moins dans l'opinion, la bataille économique.

Les démocrates qui, pendant des années, ont vécu des recettes du « New Deal » à peine aménagées, ont connu semblable remise en cause. Et le recentrage amorcé n'est toujours pas achevé. Ces élections montrent qu'au terme de dix ans de réaganisme et de deux ans de réaganisme « revivifié », les républicains, à leur tour, sont à court d'idées.

M 0147 - 1108 0 - 5,00 F



Au terme des élections du 6 novembre, les démocrates ont réussi à maintenir les républicains sur la défensive, en conservant le contrôle du Sénat et de la Chambre des représentants, où ils remportent une dizaine de sièges. De plus, le parti de l'Anse s'adjuge au moins deux importants postes de gouverneur, en Floride et au Texas. De leur côté, en dépit d'un revers personnel pour George Bush qui s'était fortement impliqué dans la campagne, les républicains sont parvenus à contrer l'offensive en ne perdant qu'un siège au Sénat. Ils ont d'autre part remporté le poste important de gouverneur de Californie.

WASHINGTON

de notre correspondant

Au terme d'une mêlée confuse, où les duels locaux ont souvent brouillé les tendances nationales, la démocratie américaine a de nouveau démontré sa capacité à amortir les chocs et à laisser, peu ou prou, les choses en l'état.

Comme c'est la règle, ces élections de « mi-mandat », à mi-chemin entre deux présidentielles, ont profité au parti qui n'occupe pas la Maison Blanche. Mais, tout au

moins au Congrès, les gains démocrates sont maigres, et ne font que conforter leur majorité dans les deux Assemblées : un siège de sénateur, et sans doute une dizaine de sièges à la Chambre des représentants. Peu de chose, à vrai dire, alors que l'économie semble entrer en récession, qu'une forte majorité d'Américains est convaincue que leur pays s'oriente « dans la mauvaise direction » et que la guerre menace dans le Golfe.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 4

Le défilé des émissaires à Bagdad

Les libérations d'otages
se multiplient en Irak

Malgré la mise en garde des Douze, qui ont réaffirmé lundi 5 novembre le principe de non-négociation au niveau gouvernemental avec l'Irak à propos des otages, le défilé à Bagdad des anciens chefs de gouvernement se poursuit avec quelques résultats : 108 personnes ont été libérées mardi et M. Brandt pourrait obtenir la libération de la totalité des otages allemands. D'autre part, mille ressortissants soviétiques pourraient quitter l'Irak à partir de dimanche. M. Baker, le secrétaire d'Etat américain, et le président égyptien, M. Moubarak, se sont prononcés contre toute solution de compromis.

D'après M. Edward Heath, une cinquantaine d'otages britanniques, des ouvriers du bâtiment qui travaillaient à la construction du palais du président Saddam Hussein, seraient autorisés à partir la semaine prochaine. L'ancien premier ministre britannique a préconisé des négociations directes entre le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, et le président irakien pour résoudre la crise du Golfe. Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, poursuit en Tur-

quie la tournée qu'il a entamée en vue de renforcer la cohésion des alliés des Etats-Unis. Au Caire, il s'était auparavant entretenu avec son collègue égyptien. Celui-ci a laissé entendre que son pays ne s'opposerait pas à l'adoption par le Conseil de sécurité d'une résolution autorisant l'usage de la force contre l'Irak. Le premier ministre du Koweït, le cheikh Saad, a de son côté demandé aux Etats-Unis d'utiliser « sans délai » leur puissance militaire contre l'Irak.

Lire les Informations page 3

CSG : la censure
s'éloigne

Bien que les communistes aient annoncé leur intention de voter la motion de censure sur la contribution sociale généralisée (CSG) que la droite doit déposer, les « pointages » à l'Assemblée nationale laissent prévoir un échec de cette motion qui ne devrait pas réunir la majorité absolue.

Lire page 8 l'article de P. SERVANT

Incertain au Palais-Bourbon, le « front » anti-CSG éclate sur le terrain social où deux manifestations sont prévues, le 14 novembre.

Lire page 29 l'article de J.-M. NORMAND

Les économies
de l'Est un an après

Le lent déclin du COMECON
page 30 - section D

Le réchauffement
de la Terre

Les Européens et les Japonais en pointe dans la lutte contre l'« effet de serre »
page 10 - section B

Séisme en Iran

Huit villages détruits et une vingtaine de morts selon un premier bilan
page 40 - section D

M. Pascal Joseph
directeur de la Cinq

Il conservera ses fonctions au groupe d'achat d'espace Carat
page 11 - section B

ÉDUCATION

Les enseignants dans le miroir lycéen
■ Le retour des « faluches »
pages 13 et 14 - section B

ILE-DE-FRANCE

L'opération Seine Rive Gauche
■ Pollution : une Seine à moitié propre
page 32 - section D

Les annonces immobilières sont en pages 35 et 36 - section D

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40 - section D

Une agriculture moins protégée

La CEE propose de réduire de 30 % les soutiens aux paysans européens

Bons derniers à présenter leur offre de réduction des subventions agricoles devant le GATT (ils devaient remettre leur proposition avant le 15 octobre), les Douze ont finalement accepté de réduire de 30 % les soutiens publics à leurs paysans sur dix ans, et ce à compter de 1986.

Si les Etats-Unis ont déjà haussé la voix en jugeant cette annonce « insuffisante », le ministre français de l'Agriculture M. Louis Mermaz, s'est félicité de voir la CEE constituer, in extremis, il est vrai, « un front » uni face aux Américains. Optimisme qu'est loin de partager le président de la FNSEA, M. Raymond Lacombe. Présent mercredi matin à Bruxelles, le leader du premier syndicat d'exploitants français voyait dans l'accord intervenu la veille le signe d'une montée en puissance des « technocrates européens », seuls désormais, selon lui, à définir la future politique agricole commune.

« Les gouvernements ne comptent plus », déplorait-il, la Commis-

sion à tous les pouvoirs. Malgré la résistance de la France et de l'Allemagne, il a fallu s'incliner. » Déjà, un rassemblement de protestation des agriculteurs européens a été prévu pour le mardi 13 novembre à Genève, qui réunira des professionnels de tous les pays de la Communauté et de la Suisse. Le président de la FNSEA ne cachait pas qu'il continuait à espérer un échec des négociations au GATT plutôt qu'un accord sur la base fixée par la Commission.

Après un été très chaud marqué par de nombreuses manifestations paysannes, une grave sécheresse et un effondrement des cours de la viande ovine et bovine, les agriculteurs ont le sentiment qu'une fois encore leur secteur économique sera « bradé » sur la table des négociations internationales, au nom de la recherche d'un compromis avec les Américains sur d'autres terrains.

ÉRIC FOTTORINO

Lire la suite et l'article de PHILIPPE LEMAITRE page 29



(EN GROS : MAINTENANT, VOUS VOUS DÉMERDEZ TOUT SEULS !)

Les enfants-tueurs de Medellin

Le gouvernement colombien s'efforce de réhabiliter une ville où les jeunes chômeurs servent de main-d'œuvre au cartel de la cocaïne

MEDELLIN

de notre envoyé spécial

Le plus jeune, un blondinet de treize ans, en paraît trois de moins. Un corps fluide, un visage d'ange, un regard candide. Il dit avec un clin d'œil : « Je suis aussi le plus « malin ». L'ainé, un Noir, un costard d'une vingtaine d'années, prend des notes avec application. Ils sont une cinquantaine, serrés sur les bancs étroits de cette classe très particulière.

Tous très sérieux, attentifs et bien polis. Ils se lèvent avec ensemble à l'arrivée du visiteur. Pas la moindre trace d'arrogance ou d'ironie chez ces collégiens modèles. Tous, pourtant, sont des sicarios,

tueurs à gages de la Mafia, mais décidés, si l'on en croit Pablo, le responsable de ce centre de réhabilitation des quartiers populaires du nord-est de Medellin, à « trouver un travail honnête ». Certains, « déjà chefs de famille », précise Pablo, doivent d'abord apprendre à lire et à écrire. Difficile de les imaginer dans leur tenue de criminels salariés, sur des motos pétaradant, prêts à tuer. Dans la salle commune tapissée de posters à la gloire d'une « Colombie plus forte » fournis par les militaires, ils parlent entre eux, en plaisantant, de football et de filles.

Le centre est installé dans un dispensaire entre un collège qui porte le nom de « République du Nicaragua » et une modeste chapelle. Au

départ, une initiative courageuse soutenue par le curé du quartier, le Père Pablo Loayza, et approuvée aujourd'hui par les autorités civiles et militaires de la ville. Le gouvernement a promis une aide financière qui tarde à venir. Sur les trois cents sicarios recrutés récemment par le centre, une centaine auraient déjà rejoint leurs « bandes ». La loi du gang. Ceux qui restent avouent être là « pour faire comme les copains » et pour « avoir un bon boulot », mais ne se sentent pas menacés. « Jamais », disent-ils, les gens du quartier ne nous ont dénoncés. »

MARCEL NIEDERGANG

Lire la suite page 6

A TOUCH OF FRED

FRED

JOAILLIER

6, rue Royale, Paris 8^e - 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées • Hôtel Méridien • Espace "Galerie Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Cokas, Deauville • 21, boulevard de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo • 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston.

Existe en or jeune, or jeune et acier ou or rose et acier. Modèles homme et dame à partir de 16 500 F

Le français en retard d'une fenêtre

DÉBATS

Golfe

Convaincre et prévenir

par Mohamed Sayah

La crise du Golfe est en train de mobiliser le monde, de l'ébranler même, sans que l'on sache de quelle manière elle connaîtra son dénouement.

A défaut de certitude à ce sujet, il y a au moins l'espoir que, tant que l'irréparable n'est pas arrivé, il sera toujours possible de l'éviter. C'est à cela que la communauté internationale devra s'atteler de plus en plus, en ayant surtout présent à l'esprit - comme étant l'un des phénomènes de notre temps - le haut degré d'interpénétration auquel le monde est parvenu de nos jours et dont la crise actuelle offre, du reste, la parfaite illustration.

Il ne faut pas penser seulement à l'ampleur des forces qui sont concentrées aujourd'hui autour de l'Irak, pratiquement les plus importantes jamais réunies dans une même zone depuis la seconde guerre mondiale ; ou à la diversité des nations dont elles relèvent, en fait une véritable coalition mondiale bénéficiant du soutien - pour une fois unanime - de tous les membres permanents du Conseil de sécurité.

A cela il faut ajouter, pour expliciter un tel engagement, les principaux enjeux de cette crise : celui qui est mis en avant au niveau du Conseil de sécurité et dont on aurait tort de nier l'importance, la défense du droit international et de l'ordre dans le monde ; et celui qui, sans être déclaré officiellement, ne s'impose pas moins à l'attention de tous, la volonté des grandes puissances industrielles de leur assurer leur libre ravitaillement en pétrole et la contrainte de son prix.

Enfin, et pour illustrer l'importance de ce dernier enjeu, mentionnons les graves perturbations

qu'elle a déjà provoquées dans l'économie mondiale. Il en est de même pour les drames humains qu'elle a causés par ailleurs. Et comme il ne s'agit pas de faire de distinction entre les hommes lorsqu'ils sont frappés par un sort injuste, pensons à la fois à la grande épreuve nationale des Koweïtiens et aux exactions qu'ils subissent dans leur pays, lorsqu'ils n'ont pas eu à s'expatrier ; aux souffrances endurées par les Irakiens qui, à peine sortis de leur guerre meurtrière avec l'Iran, se trouvent aujourd'hui menacés de famine, avant de se voir offrir en véritable holocauste ; à la désolation - et à l'angoisse de leurs familles - de ces milliers d'otages retenus en Irak pour servir de boucliers humains ; enfin, et ce n'est pas le moins poignant, à l'exode de cette multitude de travailleurs arabes et asiatiques condamnés à fuir l'Irak et le Koweït dans un tel état de dénuement et de détresse.

Tout cela ne peut pas mieux attester des dimensions internationales de cette crise ni plaider davantage pour qu'elle trouve son dénouement au plus vite et sans affrontement armé.

Logique de non-violence

Pour épargner au monde une telle catastrophe et mettre un terme au mal qui lui a été fait jusqu'ici, c'est à l'Irak qu'incombe en premier la responsabilité. Seul un engagement de sa part, signifié d'une manière ou d'une autre dans les jours ou les semaines qui viennent, à se retirer du Koweït peut arrêter la course à l'abîme.

Puisse-t-il seulement se convaincre que c'est là aussi son intérêt et, du moins, le moindre mal pour lui.

Le pire serait qu'il attende d'y être contraint, soit sous l'effet des sanctions économiques qui finiront tôt ou tard par affecter ses capacités militaires et les forces vitales de son peuple, soit au prix d'un affrontement dont l'issue, quoi qu'elle en coûte pour les autres, sera plus désastreuse pour lui.

Dans l'un et l'autre cas, ce n'est pas à la loi internationale qu'il aura à se soumettre, mais à celle de la guerre qui, elle, ne laisse rien aux vaincus. Même pas le droit de disposer d'eux-mêmes, si ce n'est aux conditions des vainqueurs. Tous ceux qui aiment l'Irak - j'en suis - ne peuvent pas avoir de peine plus profonde à penser qu'il puisse se condamner à un destin aussi funeste.

Mais les manquements de l'Irak ne sont pas pour absoudre la communauté internationale ou la décharger de la responsabilité qui lui incombe dans la sauvegarde de la paix. Tout indique qu'elle en est pleinement consciente et tout aussi décidée, du moins dans sa majorité, à ne pas s'y dérober. Puisse-t-elle toutefois, pour avoir plus de chance d'éviter la guerre, ne pas se contenter de dissuader. Aux moyens engagés à cet effet - et sans lesquels la loi internationale n'aurait pas sa crédibilité - devraient s'en ajouter d'autres, dont il faudrait user parallèlement comme deuxième terme d'un seul et même couple : celui de la dissuasion-persuasion, le mieux indiqué qui soit pour dénouer les crises les plus complexes et assurer, aux moindres frais, le respect du droit.

La logique de non-violence que les Nations unies ont la lourde charge de faire admettre à tous, et qu'il est grand temps de généraliser dans les relations internationales comme à l'intérieur de chaque

communauté, ne peut pas se limiter à lancer des ultimatums. Elle implique que l'on s'emploie au même moment à convaincre. Et plutôt que de passer son temps à gémir le mal, s'ingénier à le prévenir.

De la sécurité au développement

Il serait illusoire de penser qu'il puisse y avoir paix et stabilité, tant qu'on laissera dans l'une des régions les plus névralgiques, les Palestiniens sans patrie, Israël sans frontières reconnues, sinon celles que les guerres lui ont permis de s'octroyer bien au-delà du tracé que les Nations unies lui ont donné lors de sa création. Le Liban déchiré depuis plus de quinze ans et livré à l'irréductibilité des uns et des autres. Et qu'au moment où la question du désarmement fait tant de progrès dans le monde, on laisse se constituer dans cette région des arsenaux capables de la réduire en poussière, alors que par ailleurs - et ce n'est pas le moins explosif - on voit s'accumuler dans l'indifférence tant de richesses à côté de tant de misère.

L'essentiel en abordant les problèmes de cette région, c'est d'avoir présent à l'esprit et l'effet qu'ils peuvent avoir sur le reste du monde et le lien à établir entre la sécurité et le développement. Il est aussi important en cherchant à les résoudre, l'un après l'autre et en tenant compte de leurs données spécifiques, de ne pas oublier que la loi doit être la même pour tous et que le droit, qui est indivisible, ne saurait souffrir d'exceptions.

► Mohamed Sayah est ancien ministre d'Habib Bourguiba, en Tunisie.

TRAIT LIBRE



Europe

Main tendue à l'Est

par Pierre de Calan

L'OUVERTURE de la porte de Brandebourg en décembre 1989 et le démantèlement du mur de Berlin marquent, au-delà de la conquête des libertés et des responsabilités concrètes, la volonté de plus de 100 millions d'êtres humains d'élever leur niveau de vie à la hauteur de celui des populations d'Europe occidentale. C'est-à-dire d'atteindre approximativement le tripler. Pour cela, un immense effort de formation est nécessaire.

L'expérience de l'après-guerre a prouvé qu'il était possible, dans des périodes de rattrapage, de tripler le niveau de vie d'une population en vingt ans. Cela suppose un rythme annuel de croissance de 5,5 %, lequel paraît à la portée des pays d'Europe centrale, après une phase initiale d'adaptation pour réorganiser leurs économies sur la base de l'autonomie des entreprises et du jeu de la concurrence.

Aussi, la machine économique des pays les plus avancés d'Europe de l'Ouest va-t-elle bénéficier, simultanément, de la puissance de deux moteurs auxiliaires : la réalisation effective du marché unique dans la Communauté, à partir de 1993, et cet extraordinaire appel de l'Europe orientale, avide d'investissements et de biens de consommation, avide aussi d'un environnement moins dégradé.

Comment ces pays les plus avancés d'Europe, dotés d'instruments d'organisation économiques modernes, peuvent-ils répondre le mieux à l'appel de leurs frères de l'Est ? Les peuples de ces pays ont su conquérir des libertés qu'il leur faut apprendre à gérer, s'ils veulent atteindre un niveau de vie comparable au nôtre. C'est par l'apprentissage de l'économie de marché qu'ils pourront parvenir à un véritable développement humain, basé et fondé d'une démocratie moderne.

Notre tâche est de les y aider. C'est aussi notre intérêt. En remplissant notre devoir de solidarité, nous œuvrons à notre propre expansion. La réalisation du marché unique ajoutera au moins un demi-point à la croissance annuelle des pays de la Communauté. Et l'ouverture à l'Est représentera une augmentation du même ordre de grandeur. C'est-à-dire que notre espoir de croître de 3 % par an au cours de la prochaine décennie - hélas encore insuffisant pour résorber le chômage qui pèse sur nos sociétés - peut désormais être porté à 4 %.

Mais il faut, pour cela, que les pays d'Europe centrale, tout en évitant les erreurs que nous avons commises en prenant conscience bien tardivement des contraintes d'environnement et en ayant trop exclu-

vement notre croissance sur le confort matériel de chacun, rattrapent leur retard de connaissances et d'expériences en matière économique. Concrètement, notre solidarité peut se manifester par la prise en charge de la formation des hommes aux réalités économiques, contribuant ainsi à un développement à visage humain.

Notre société civile, en France et en Occident, peut et doit tendre la main à la société civile de l'Europe continentale : de personnes à personnes, de commune à commune, d'université à université, de ville à ville, d'entreprise à entreprise, de fondation à fondation. C'est d'une véritable mobilisation d'hommes et de femmes de l'Occident qu'il s'agit en faveur des hommes et des femmes de l'Europe centrale et orientale, auxquels il nous faut apprendre l'esprit d'entreprise pour leur permettre de conquérir leur autonomie.

La formation des hommes

Dans un monde qui se fragilise dangereusement, comme le montrent les événements du Moyen-Orient, un tel effort est porteur de paix et de prospérité pour tous.

C'est par l'éducation et la formation des hommes que l'on peut assurer à la fois une prise de responsabilité autonome et progresser dans la construction d'une société libre, fondée sur un humanisme agissant. Car le sort de la grande Europe, dans les dix prochaines années, se jouera sur le plan de la formation des hommes plus encore que sur celui de la transmission des techniques ou des capitaux.

L'Association européenne de projets d'éducation et d'assistance culturelle et économique, European PEACE (1), qui vient d'être créée, se propose d'œuvrer dans cette voie, en commençant à partir de la France pour essaimer ensuite au plan européen. Fédérer les efforts des bonnes volontés décidées à porter cette mission d'éducation : telle est la mission qu'elle s'est fixée. La participation de l'entreprise française est indispensable à la réussite de ce grand projet, qui exige un immense effort de coordination et de formation.

(1) European PEACE, aux bons soins de M. Remo Vesica, 1, quai aux Fleurs, 75004 Paris, tél. : 42-77-95-30.

► Pierre de Calan, ancien vice-président du CNPF, est membre de l'Institut.

BIBLIOGRAPHIE

Le pouvoir militaire en question

LES GÉNÉRAUX
de Jean Guisnel,
éditions La Découverte,
308 pages, 98 francs.

CONSACRÉ aux quelque six cents officiers généraux qui sont censés faire la pluie et le beau temps dans les trois armées françaises, la dérogation générale pour l'armement, la gendarmerie et leurs différents services, le livre de Jean Guisnel se veut avant tout, de l'aveu de son auteur, une enquête sur le pouvoir militaire en France.

Voilà donc les prémisses, bien posées, d'une équation qui, en réalité, ressemble fort à un axiome, admis de tous, vieux comme le monde, allant de soi, mais qui reste à vérifier. Le mérite de Jean Guisnel est d'avoir, le premier, mis les pieds dans le plat en tentant d'établir - sinon de démontrer l'existence d'une corporation efficace et solidaire à force de complaisances, tout entière vouée à contraindre l'action légitime du pouvoir civil.

L'auteur, qui est le spécialiste reconnu et compétent des questions de défense au quotidien *Libération*, s'est attelé à l'ouvrage avec une double attitude : celle du juge d'instruction, qui constitue la matérialité des faits, et celle du procureur, qui dresse son réquisitoire. Mais Jean Guisnel n'a pas oublié le journaliste qu'il est de longue date : il a cherché à émailler son enquête d'une foultitude d'anecdotes ou de détails, comme autant de pièces, quelquefois inédites, souvent pertinentes, d'un dossier réuni pour asseoir la conviction du lecteur, devenu juge.

L'effacement du pouvoir civil

Comment les généraux s'autoprovoquent-ils, en éradiquant tout ce qui va à l'encontre du conformisme ambiant dans les armées ? Comment les mêmes s'emploient à résister, le plus longtemps possible, à l'esprit des réformes, quitte à s'efforcer, dès le départ, de torpiller ce qu'ils seront contraints d'appliquer ensuite ? Pourquoi, en France, la pensée militaire est-elle si terne, dans des états-majors qui quêtent « l'ennemi perdu », pérennisent une doctrine figée et qui souffrent du complexe de l'arme à la bretelle ? Comment passe-t-on de l'autre côté du miroir, quand on est l'un de

ces ingénieurs de l'armement happés par le « lobby » militaire-industriel ?

Toutes ces questions sont examinées sans complaisance par l'auteur. Elles ne sont pas nouvelles. Elles n'en sont pas moins graves. Sonica, pour autant, des tares spécifiques au milieu militaire ou, comme toute institution assaillie d'avoir l'hérédité pour elle, l'armée n'est-elle pas plutôt sur le modèle de toutes ces corporations conservatrices par construction génétique ?

Si le pouvoir militaire, que dénonce Jean Guisnel, existe, n'est-ce pas parce que l'autorité civile - qu'il s'agisse du pouvoir législatif ou du pouvoir exécutif qui ont banni sur lui - s'abstient de le limiter, de le contrôler, de le canaliser, bref de lui donner des ordres clairs et des missions précises ?

Nombre des exemples avancés par l'auteur témoignent que le pouvoir militaire n'a d'existence que par l'effacement, devant lui, de l'autorité civile. L'armée a du poids, de l'influence, de la puissance (ce qui n'est pas le pouvoir) autant que le vrai pouvoir, celui du Parlement et du gouvernement désignés par les électeurs, le lui en abandonne par crainte (de quoi ?), par faiblesse (devant qui ?) ou par désintérêt (pour quel profit ?).

En réalité, le pouvoir des généraux - s'ils en ont autant que l'opinion le leur en prête - se nourrit des hésitations des « décideurs » politiques à intervenir, en toute autonomie, une politique de défense de longue haleine, qui soit adaptée aux circonstances, et une panoplie de moyens militaires, qui viendrait appuyer. La plupart du temps, ce pouvoir politique préfère entourer son action en la matière d'un « flou » artistique.

Dans le passé, seul, observe Jean Guisnel, le général de Gaulle a su imposer à ce pouvoir militaire, sans doute parce qu'il avait appris à en faire le tour dès son entrée à Saint-Cyr. « La puissance de la France ne s'exprime plus que très marginalement par les armes », remarque l'auteur. Peut-être. Mais quel pouvoir civil, par ses choix de stratégie, prendra la responsabilité, devant les avatars de l'Histoire, d'avoir mal préparé la défense du pays ?

JACQUES ISNARD

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »,

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

La Monde-Entreprises,

M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie

du « Monde »

12, R. M. Gauthier

94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux

et publication, n° 57 347

ISSN 0395-2017

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président

Françoise Hugot, directeur général

Philippe Dagnès, directeur commercial

Micheline Cerlemans,

directeur du développement

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc : MONDPUB 206 136 F

Téléc : 45-55-94-70 - Bureaux

du journal Le Monde et Siège Presse SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Tapez LEMONDE

ou 38-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article,

sauv' accord avec l'administration

PP, Paris RP

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF

FRANCE

SUISSE-BELGIQUE

LUXEMBOURG

AUTRES PAYS

Voie normale-CEE

3 mois

400 F

572 F

790 F

6 mois

780 F

1 123 F

1 560 F

1 an

1 400 F

2 086 F

2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre

réglement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE A DOMICILE

Pour tous renseignements : (1) 40-65-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veillez avant l'abonnement d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Handwritten note in a box: "M. Brandt" and "M. Nakasone".

ÉTRANGER

La crise du Golfe

M. Brandt pourrait obtenir la libération de tous les otages allemands en Irak

M. Willy Brandt obtiendra-t-il davantage que M. Yasuhiro Nakasone, qui a reçu, mardi 6 novembre, la promesse de la libération de soixante-dix-sept (sur trois cent cinquante) de ses compatriotes retenus en Irak? On peut le penser car le président de l'Assemblée nationale, M. Saadi Mahdi Saleh, a déclaré que le Parlement serait consulté sur la question des otages allemands, trois cents au total, dont quelque soixante-dix servant de «boucliers humains» sur des sites «stratégiques».

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Dans les milieux diplomatiques à Bagdad, on a aussitôt conclu que l'annonce de cette réunion était un «très bon signe» puisqu'il s'agit d'une procédure similaire à celle à laquelle a eu recours le président Saddam Hussein pour relâcher les otages français : cette mesure avait été soumise à l'approbation – symbolique – de cette Chambre d'enregistrement des vœux du maître de Bagdad.

Une différence toutefois : même si l'ancien chancelier de Bonn se voit remettre un bon de sortie général pour les ressortissants allemands, l'événement ne saurait revêtir une importance tout à fait comparable à celle de l'évacuation des Français la semaine dernière. D'abord parce que c'était un précédent de taille autrement plus significatif que la libération des Autrichiens lors de la venue de M. Kurt Waldheim ; d'autre part, la France n'a pas eu à envoyer une personnalité telle que M. Brandt ; et le «catégorie» fait à ce dernier n'a pas la même valeur puisque l'Allemagne n'est pas engagée militairement sur le front anti-irakien. Enfin, le traitement de faveur très particulier dont jouit la France a été encore souligné tout récemment par l'affaire des trois militaires capturés par les Irakiens et rendus à leur pays sans la moindre difficulté.

En même temps qu'elles annonçaient la libération des soixante-dix-sept Japonais (dont vingt sur les cent trente-neuf prisonniers dans des installations stratégiques), les autorités irakiennes ont indiqué qu'elles laisseraient partir quinze «travailleurs européens» : dix Italiens (il en reste plus de trois cents), deux Portugais (sur onze encore en Irak), deux Allemands, et un Suédois.

Cela correspond à un engagement pris par M. Saddam Hussein devant une délégation de syndicalistes arabes qui, samedi, lui avait demandé de faire un pareil geste. Par ailleurs, quatre autres Suédois vont être relâchés pour rejoindre M. Haytham Rahma, président de l'Association islamique de Suède, de ses propos «anti-impérialistes» lors de sa visite dans la capitale irakienne. Et dix autres Italiens seront autorisés à quitter l'Irak après le départ d'une délégation de parlementaires représentant les Verts et l'extrême gauche, venue de la Péninsule.

Diviser pour durer

A noter que ceux-ci, refusant de manifester trop de patience et de complaisance à l'égard de leurs hôtes, ont claqué la porte de l'aéroport de Bagdad avant même de savoir s'ils obtiendraient l'élargissement de quelques otages. «Comme quoi il se confirme que la fermeté peut être payante», commentait mardi un diplomate occidental. Deux Australiens regagneront aussi leurs foyers en réponse à une demande faite par une poétesse de Sydney, chanteuse de la cause arabe, irakienne notamment.

Toutes ces «récompenses» accordées aux délégations étrangères qui ont accepté de prendre le chemin de Bagdad témoignent de la volonté des Irakiens de rompre leur isolement en essayant d'attirer un maximum d'interlocuteurs, quand bien même la plupart de ceux-ci pourrissent «passer» pour «étrangers» ou peu représentatifs.

Selon ce qui semble être sa devise actuelle : diviser pour durer, veut dire, M. Saddam Hussein continue

plus que jamais de tenter de mettre le doigt sur un manque d'unité dans le boycottage plus ou moins convenu au sein de la communauté internationale, de l'Europe et de certains pays. Il y a réussi en partie avec la venue de ces «ex», ces anciens chefs de gouvernement que sont MM. Edward Heath, Yasuhiro Nakasone et Willy Brandt.

Il faut bien reconnaître que l'on assiste actuellement à un véritable défilé à Bagdad. A la suite de l'ancien premier ministre britannique et d'un vice-président bulgare (qui a obtenu le départ de 690 de ses compatriotes), se sont succédés récemment, outre M. Primakov, conseiller de M. Gorbatchev, ces parlementaires italiens et irlandais, alors que s'annoncent maintenant le ministre chinois des affaires étrangères qui devrait être à Bagdad le premier membre d'un gouvernement d'un Etat ayant un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Il est vrai qu'il y aurait près de cinq mille travailleurs chinois en Irak, ce que l'on a tendance à oublier, de même que l'existence de seize mille ouvriers vietnamiens (mais cette main-d'œuvre est théoriquement libre de quitter le pays une fois son contrat rempli).

Si les libérations d'otages se multiplient et si l'on remarque une relative ouverture avec les propositions faites dernièrement par le président du Parlement irakien – que l'URSS, la France, la Chine, l'Allemagne et le Japon, ou deux de ces Etats, se prononceraient pour une «solution pacifique», et «tous» les otages seraient libres (le Monde, du 6 novembre), – c'est aussi, dit-on de diverses sources étrangères à Bagdad, que les dirigeants irakiens éprouvent le besoin de lâcher du lest au moment où Washington vient d'augmenter ses moyens de pression sur Bagdad.

Déclarations menaçantes du président Bush, tournée du secrétaire d'Etat James Baker dans la région, nouvelle initiative diplomatique destinée à exercer davantage de contraintes sur l'Irak, l'accroissement du dispositif militaire américain en Arabie saoudite, sont autant de signaux qui, en dépit des

rodromonades habituelles, semblent avoir suscité de l'inquiétude à Bagdad.

Les Irakiens paraissent redouter de plus en plus que les Américains ne profitent du moindre incident pour déclencher une opération militaire. Ainsi la presse irakienne a-t-elle fait savoir mardi que, samedi et dimanche, quatre avions «ennemis» avaient «violé» l'espace aérien irakien. Aucune mise en garde n'est mentionnée.

Consignes de prudence

Non seulement les forces irakiennes n'ont pas répliqué de quelconque manière que ce soit, mais encore ont-elles une nouvelle fois reçu l'ordre de s'abstenir de riposter tant qu'il ne s'agit pas d'une offensive d'envergure de la part des Américains. Des incidents semblables, qui prouvent que les Américains testent souvent les défenses irakiennes, ont déjà eu lieu mais pour la première fois mardi, le président du Parlement a clairement et officiellement laissé entendre que des consignes de grande prudence avaient été données.

FRANCIS CORNU

La Chine n'exclut pas que l'ONU autorise l'usage de la force

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, est arrivé mardi soir 6 novembre à Ankara après une rencontre au Caire avec son homologue chinois, M. Qian Qichen, qui a laissé entendre qu'il n'exclut pas l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution autorisant l'usage de la force contre l'Irak.

Comme on lui demandait au début de l'entretien si une telle solution pourrait servir à renforcer la pression contre Bagdad, le chef de la diplomatie chinoise a répondu : «Il faut attendre et voir». Les forces armées, a-t-il souligné, «ont deux rôles à jouer, l'un est de livrer la guerre, l'autre de rechercher la paix». Un haut responsable américain en a conclu qu'il n'avait pas exclu l'adoption d'une résolution de l'ONU autorisant le recours à la force, bien que Pékin ait été jusqu'à présent très réticent face à cette éventualité.

Fermeté et discrétion

La délégation américaine est restée très discrète sur cet entretien, comme sur les discussions avec le président égyptien, M. Hosni Moubarak, qui l'avait précédé. MM. Baker et Qian ont de nouveau échangé toutes les résolutions de l'ONU condamnant l'invasion du Koweït par l'Irak soient appliquées.

Ils se sont prononcés contre toute solution de compromis qui permettrait à l'Irak de tirer bénéfice de son agression, a simplement indiqué un responsable du département d'Etat.

Les responsables américains se sont refusés à tout commentaire sur des informations parues dans la presse égyptienne, selon lesquelles Washington aurait demandé le droit de baser en Egypte des bombardiers lourds B-52. «Vous abordez un domaine dont je ne peux pas parler», a déclaré un responsable militaire. – (AFP.)

M. Gorse souhaite le retrait des troupes françaises d'Arabie saoudite. – Au cours de la réunion du groupe RPR de l'Assemblée nationale, mardi 6 novembre, M. Georges Gorse, député des Hauts-de-Seine, a évoqué la crise du Golfe pour «mettre en garde ceux qui se laisseraient entraîner dans une guerre qui n'aurait pas été clairement voulue». Il estime que la position officielle de la France, soutenue par les dirigeants du RPR, «n'est pas intelligible». Favorable au maintien de l'embargo contre l'Irak, il est, en revanche, «partisan du retrait des troupes terrestres françaises qui se trouvent sur le sol de l'Arabie saoudite».

PROCHE-ORIENT

L'assassinat du leader extrémiste juif à New-York

- Le meurtrier du rabbin Kahane aurait agi seul
- Jérusalem redoute une vague de violences antipalestiniennes

Le meurtrier du rabbin Meir Kahane, tué lundi soir 5 novembre dans un hôtel de New-York (le Monde du 7 novembre), est un employé municipal d'origine égyptienne qui semble avoir agi seul, a indiqué, mardi 6 novembre, la police américaine.

L'agresseur du rabbin, El Sayyid El Nosair, qui a été blessé lors de l'arrestation, est né en 1955 à Port-Saïd, en Egypte, et vit aux Etats-Unis depuis 1981, selon un porte-parole des services de l'immigration. Il travaillait, depuis avril 1988, pour la municipalité de New-York et avait obtenu la nationalité américaine l'an dernier.

Le département d'Etat américain a qualifié cet assassinat d'«acte méprisable et lâche», tandis qu'à Amman un porte-parole du Djihad islamique «s'est réjoui» de l'assassinat du rabbin Kahane. A Paris, le président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), M. Jean Kahn, a condamné le meurtre commis à New York, se déclarant «ému». A Jérusalem, rapporte notre correspondant Alain Frachon, les autori-

tés israéliennes se préparent à contenir une vague de violences antipalestiniennes.

Certains des porte-parole du Kach, le parti au programme ouvertement raciste, que dirigeait Meir Kahane, disaient qu'il leur serait difficile de retenir «la juste colère des Israéliens» et que «les Arabes pourraient bien en payer le prix». De Kiriat-Arba, une implantation israélienne en Cisjordanie, un journaliste du Jerusalem Post rapportait ce propos entendu dans la bouche de l'un des résidents de la colonie : «Croyez-moi, avant la fin de la semaine, Fayçal Hussein sera mort». M. Hussein est l'une des personnalités palestiniennes de Jérusalem proches de l'OLP.

«Une situation explosive»

Quatre heures après l'annonce du meurtre du rabbin Kahane, deux Palestiniens ont été assassinés dans un village de la région de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie. Il s'agit d'un homme de soixante-cinq ans et d'une femme de soixante ans, mitraillés sur le pas de leur porte par un individu que des témoins locaux ont décrit comme portant une kippa sur la

tête et conduisant une Peugeot à plaque d'immatriculation israélienne.

M. Avi Pazner, l'un des conseillers du premier ministre Itzhak Shamir, a évoqué «une situation explosive», et la police a renforcé la protection de plusieurs milliers de nationalistes palestiniens, de certains députés arabes israéliens ainsi que de membres de la gauche. Les militants du Kach se préparaient, pour leur part, à enterrer leur chef mercredi 7 novembre, dans un cimetière de Jérusalem, sous haute protection policière.

La condamnation de cet assassinat a été unanime dans la classe politique israélienne. Mais il ne s'est trouvé qu'une vingtaine de députés – sur cent vingt – dans l'hémicycle de la Knesset au moment de la minute de silence consacrée à la mémoire du rabbin Kahane, comme le veut la tradition pour la mort de tout ancien membre de cette Assemblée.

Dans les rangs de la droite nationaliste au pouvoir comme dans ceux de l'opposition travailliste, on redoute que le pays ne s'enfonce un peu plus dans un cycle de violences et contre-violences au moment où la tension est déjà extrême entre Palestiniens et Israéliens.

M. Nakasone a quitté Bagdad

avec soixante-dix-sept citoyens japonais

L'ancien premier ministre japonais Yasuhiro Nakasone a quitté Bagdad mercredi 7 novembre à 15 heures (13 heures à Paris), à bord d'un Boeing-747 de la Japan Airlines, avec soixante-dix-sept de ses compatriotes jusqu'alors retenus en otages.

TOKYO

de notre correspondant

L'annonce de la libération de soixante-dix-sept des trois cent cinquante japonais détenus en Irak (le Monde du 7 novembre) a suscité des réactions mitigées à Tokyo. Tout en se félicitant de leur retour, jeudi 8 novembre par un vol spécial, à la suite des entretiens à Bagdad de l'ex-premier ministre, M. Yasuhiro

Nakasone, avec M. Saddam Hussein, les journaux soulignent les limites et les ambiguïtés de cette intervention.

Sur le plan diplomatique, la teneur des entretiens de M. Nakasone risque de mettre Tokyo dans une position délicate. Poursuivant une tactique qui vise à diviser les puissances occidentales, les Irakiens ont souligné les points de convergence entre Bagdad et Tokyo.

Concessions verbales

Le président du Parlement irakien a notamment déclaré à l'issue de sa rencontre avec M. Nakasone que les deux pays avaient plus de points d'entente que de divergences.

La délégation japonaise a cependant refusé la proposition irakienne de signer un communiqué commun.

M. Nakasone n'en aurait pas moins exprimé sa «compréhension» de la volonté de Bagdad de faire «des problèmes passés et futurs du Proche-Orient, tels que la question palestinienne et la crise du Golfe, des problèmes internationaux», exprimant ainsi, tout en valant les commémorateurs, une certaine sympathie pour la thèse du lien entre la crise actuelle et la récente visite au Proche-Orient, le premier ministre, M. Kaifu, s'était refusé à établir un tel lien.

Nouvel exemple, s'interroge le Mainichi, du hiatus entre la diplomatie poursuivie par le parti conservateur et celle du gouvernement? Il semble que M. Nakasone ait fait les concessions verbales attendues des Irakiens afin d'obtenir la libération d'un nombre plus important que prévu d'otages.

Ph. P.

Un Britannique décrit les atrocités commises par les Irakiens au Koweït

«Le traitement infligé par les Irakiens aux Koweïtiens est atroce et viole toutes les conventions internationales», a indiqué un ressortissant britannique qui se cache au Koweït et qui a réussi à faire parvenir son témoignage en Grande-Bretagne.

Exécutions et tortures

Ce témoignage, contenu dans une lettre publiée, mercredi 7 novembre, par le quotidien The Independent, décrit les exécutions et les tortures commises par les forces d'occupation irakiennes dans l'émirat. Son auteur demande en outre

une intervention militaire immédiate pour libérer le pays. «Les Irakiens reconduisent souvent des Koweïtiens chez eux pour les exécuter et, avant de les tuer, tirent des coups de feu en l'air pour attirer l'attention des gens du voisinage», assure l'auteur de la lettre, selon lequel «les électrocutions, les brûlures, les passages à tabac et l'emploi de produits chimiques sont autant de méthodes d'interrogatoire des Irakiens».

«Chaque jour qui passe apporte de nouvelles morts, de nouvelles souffrances, de nouvelles difficultés», écrit encore l'auteur, qui déclare vivre caché, en compagnie de sa femme et de leur fils. – (Reuters.)

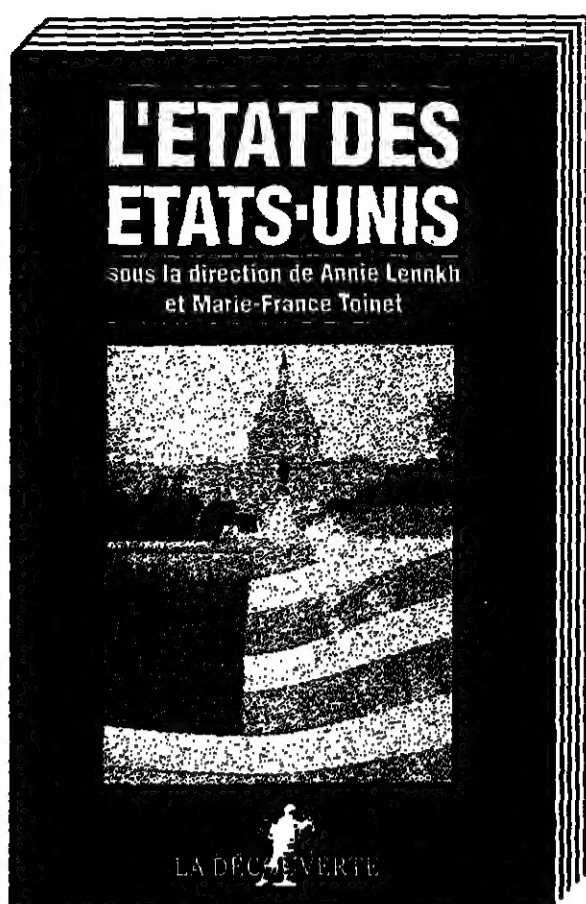
MURAKAMI

Une révélation au Japon : 4 millions d'exemplaires vendus. Un des écrivains les plus doués de la nouvelle génération japonaise.

Traduit du japonais par Patrick De Vos - 110 F

Haruki Murakami
LA COURSE AU MOUTON SAUVAGE
roman
Seuil

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE AU SEUIL



Relié, 496 pages, 160 F.

L'ETAT DES ETATS-UNIS

Sous la direction de
Annie Lennkh et Marie-France Toinet

■ A un moment où les États-Unis apparaissent aux uns comme la superpuissance mondiale triomphante et à d'autres comme un empire en irrémédiable déclin, ce livre apporte une somme d'éclairages et d'analyses exceptionnelles.

■ En 200 articles, *L'état des États-Unis* offre un tableau complet de l'Amérique d'aujourd'hui, scrutée sous tous les angles : histoire, géographie, démographie, économie, civilisation, vie quotidienne, culture, vie artistique, droit, institutions, vie politique, travail, relations internationales, ...

■ Parmi les 130 auteurs (universitaires, journalistes et experts) : Nicole Bernheim, Marc Chénétier, Laurent Cohen-Tanugi, Françoise Crouigneau, Pierre Collombert, Sim Copans, Marianne Debouzy, Pierre Dommergues, Gérard Dorel, Michel Fabre, Michel Faure, Claude Fohlen, Jacqueline Grapin, Serge Halimi, Pierre Hassner, Stanley Hoffmann, Jacques Lévesque, Ted Lowi, Jean Pisani-Ferry, Christian Sautter, Ezra Suleiman, Guy Sorman, François Weil, ...

■ Avec ses nombreux tableaux statistiques, ses multiples bibliographies, ses cartes, etc ..., cet ouvrage se présente comme une véritable encyclopédie de poche unique en langue française ...
voire anglaise.



LA DÉCOUVERTE

Les démocrates améliorent leurs positions

Suite de la première page

Les Républicains ont souffert, et M. Bush avec eux, mais pas à la mesure de leur calamiteuse performance dans le récent débat budgétaire. Et la bruyante irritation des électeurs contre un système politique miné par l'argent, les appels véhéments au coup de balai général, sont restés quasiment sans effet : on n'a pas, à quelques notables exceptions près, « sorti » les sortants, qui ont massivement profité des énormes avantages financiers que leur assure le système.

En réalité, les résultats qui placent le plus politiquement se situent moins dans les élections au Congrès que dans les scrutins pour les postes de gouverneurs des États. Et là, les démocrates emportent, avec la Floride et le Texas, deux des dix-sept plus spectaculaires, même si le gros lot, la Californie, semble devoir leur échapper. Mais gagner ne serait-ce que deux de ces trois États dirigés jusqu'à par des gouverneurs républicains est déjà un résultat fort appréciable, qui permettra d'influer sur le redécoupage électoral et donc de peser sur les prochaines élections à la Chambre des représentants. C'est aussi un pied de nez à M. Bush, « Texan » d'adoption (il a voté à Houston), qui avait énergiquement fait campagne pour soutenir le candidat « macho », gaffier et rustre qu'était Clayton Williams, défait, au terme d'un combat de chiffonniers, par une démocrate « libérale », Ann Richards.

Mais - dans l'attente des résultats de Californie - les Républicains ont reçu d'appréciables lots de consolation, en enlevant à leurs adversaires démocrates l'Ohio, le Vermont, et même le Massachusetts, amer épilogue de la dernière élection présidentielle. Michael Dukakis, adversaire malheureux de George Bush en 1988, et gouverneur sortant de ce représentant dans cet État où le « miracle économique » a depuis longtemps laissé place au marasme, c'est un Républicain qui prend la relève : William Weld, aussi patriote et « WASP » (il qu'on peut l'être en Nouvelle-Angleterre, ce qui n'a pas empêché de recevoir l'appui des

libéraux « de gauche »... Un peu plus au nord, dans le Vermont, c'est au contraire un « socialiste », espèce rarissime dans ce pays, qui a ravi son siège de représentant à un démocrate.

Des classifications partisans trompeuses

C'est que la politique, aux États-Unis, est plus locale que nationale, que les classifications partisans sont souvent trompeuses, et que les leçons du scrutin sont souvent contradictoires.

Ainsi, en Caroline-du-Nord - c'était l'un des résultats les plus attendus - le Républicain d'extrême droite Jesse Helms a une fois de plus gagné, battant nettement, au terme d'une campagne nauséabonde et clairement raciste, son adversaire noir (voir par ailleurs). Mais dans le Connecticut, c'est au contraire un candidat noir, Gary Franks, qui a été élu sous l'étiquette républicaine, et pour la première fois depuis 1932 un Noir siège donc à la Chambre des représentants sous les couleurs du parti de Lincoln. Jesse Helms et Gary Franks avaient l'un et l'autre reçu le soutien personnel de M. Bush.

En règle générale, l'argent a fait la différence, et assuré la victoire des sortants, même là où ils avaient perdu un moment menacés. Mais il y a quelques exceptions retentissantes, et dans le Minnesota, un démocrate radical, Paul Wellstone, a déclaré, a fait mordre la poussière au sénateur républicain Rudy Boschwitz, qui a dépensé en vain 7 millions de dollars, et est la seule victime de la journée parmi les trente-cinq sénateurs dont le mandat arrivait à échéance.

En Floride, le démocrate Lawton Chiles s'est aussi été récompensé, sinon de sa fragilité, du moins de son refus de recevoir des contributions électorales supérieures à 100 dollars. On l'a même vu organiser des « hot-dogs » parties à 1,5 dollar, tandis que le gouverneur sortant, Bob Martinez, invitait, selon une pratique désormais classique dans les deux camps, à des « petits

Les enfants-tueurs de Medellin

Suite de la première page

D'ailleurs ils sont libres. Ils rentrent le soir chez eux, quelques part dans cet entassement de barbares accrochés à flanc de montagne. On compte un million et demi d'habitants dans les « comunas » du nord-est. On a une vue imprenable sur la capitale de l'Antioquia, ses gratte-ciels, ses banques de verre et d'acier et, au fond de la vallée étroite, vers le sud, sur les quartiers résidentiels d'El Poblado et d'Envidado où les « capos » de la mafia ont beaucoup investi. « La violence à Medellin », dit le directeur du journal *El Mundo*, est aussi le reflet d'une lutte de classe.

Dans les « comunas » la tension est sensible. Ruelles pentues, chemins de terre coupés d'escaliers, bidonvilles de briques en terrasse : c'est la casbah de Medellin. Sur les murs des slogans « Nous nous battons pour la victoire des millions populaires ». L'ELN (Armée de libération nationale du cône Manuel Pérez) est présente dans les bidonvilles. Une menace supplémentaire et un problème pour l'armée engagée prioritairement dans la lutte contre les narco-trafiquants. « La terreur est relâchée », dit Pablo.

« On n'éteint pas le feu avec le feu »

La population est méfiante, aux aguets. Les patrouilles militaires s'aventurent avec précaution, le doigt sur la gâchette dans ce dédale. C'est le rif de Pablo Escobar, le numéro un du cartel, qui a distribué ici des millions de pesos, aidé à la construction de maisons, de dispensaires, de stades rustiques. Un bienfaiteur pour les pauvres des « comunas », Pablo Escobar a recruté sans peine des sicarios dans ce quartier instable de jeunes sans emploi, attirés par l'argent facile. « Il y a environ trois cents bandes de sicarios à Medellin, dit un colonel de la 4e Brigade. En multipliant par dix la moyenne de chaque bande, cela fait trois mille tueurs. »

La corporation est sans doute touchée par le chômage car les narco-trafiquants sont moins libres de leurs mouvements depuis un an, pourchassés qu'ils sont par les six mille hommes de la 4e Brigade et les cinq mille des différents corps de police. Mais Pablo Escobar continue de ridiculiser ceux qui le traquent. Où l'homme se cache-t-il ? Quand on pose la question au colonel Campo,

chef de la police du département d'Antioquia, il lève un sourcil perplexe et répond : « Si je le savais... »

« On n'éteint pas le feu avec le feu », déclare Omar Florez, nouveau maire de Medellin, favorable à la réintégration sociale des sicarios. « C'est délicat, dit-il, car la loi punit les délits criminels dont ils sont coupables mais la justice et le Congrès devraient trouver une solution. Il faut faire quelque chose pour les enfants de la violence. Il faut remplacer la culture de la mort par une révolution culturelle, relancer la construction qui a chuté de 40% cette année, terminer le métro de Medellin pour créer des emplois. »

En six mois, trois mille deux cents personnes ont été assassinées dans la ville, sans compter les policiers. « J'ai perdu plus de trois cents hommes en deux mois », déclare le colonel Campo. Medellin continue donc de battre les records de violence du pays mais la folie de meurtre a baissé. L'insécurité a changé de signes, moins d'assassinats mais beaucoup plus d'enlèvements. « Un par jour », affirme un collaborateur du gouverneur du département, Gilberto Echeverry Mejia, qui ajoute que « bien des enlèvements ne sont même pas signalés. Les familles préfèrent négocier directement avec les ravisseurs : guérilleros, sicarios ou délinquants organisés. »

Voitures blindées, escortes, gardes du corps : l'industrie de la sécurité est de nouveau en hausse. En réponse au terrorisme sélect, notables, industriels, commerçants redoublent de précautions. « C'est pénible de vivre ainsi, déclare le nouveau directeur d'une grande entreprise textile. Nos projets d'expansion se heurtent à cette image de la ville à haut risque. Plusieurs ingénieurs nord-américains que nous attendions ont annulé leur contrat. Mais nous continuons... »

« Un paranoïaque motivé par la vengeance »

Les poises - surnom des habitants de l'Antioquia - restent fidèles à leurs traditions de courage et de dynamisme. Ils ne plient pas. « A Medellin, dit Alejandro Ceballos, patron d'une autre entreprise textile, les narco n'ont pas réussi à se faire admettre par la bonne société. Il est vrai que Pablo Escobar n'a jamais été membre du club Campestre, le plus sélect de la ville. « Une offense qu'il ne pardonnera jamais », affirme



dépensés à 1 500 dollars le couvert.

Mais ce n'étaient là qu'exceptions. La règle est toujours que l'argent, la notoriété et la capacité d'exercer une influence à Washington désignent le vainqueur. Dans l'Oregon, le sénateur républicain Mark Hatfield va entamer un cinquième mandat de six ans après avoir repoussé l'assaut d'un homme d'affaires néophyte en politique - tous les businessmen qui s'attaquent à de puissants « sortants » et finançaient leur campagne sur leurs propres deniers ont d'ailleurs échoué. Et en Caroline-du-Sud, l'éternel sénateur Strom Thurmond, républicain, a été réélu comme une fleur, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Sueurs froides chez les notables

Certains notables ont tout de même eu des sueurs froides, tel le sénateur démocrate du New-Jersey, Bill Bradley, figure nationale bien connue et candidat potentiel à la présidence, qui a, à la surprise générale, été poussé dans ses derniers retranchements par une République disposant de vingt fois moins d'argent que lui. Mais le longjumeau « Dollar Bill Bradley » a sauvé la mise. Tout comme un bouillant représentant républicain de Georgia, Newt Gingrich, qui n'a échappé que d'un cheveu à la catastrophe. Une défaite de ce représentant de la

droite conservatrice, qui en dépit de son rôle de « whip » (numéro deux) républicain à la Chambre, avait farouchement combattu les augmentations d'impôts approuvées par M. Bush, n'aurait sans doute pas vraiment peiné le président. Mais Newt Gingrich restera au Capitole, symbole de l'incapacité de M. Bush à faire régner un semblant de discipline dans son propre parti.

La poussière de la bataille n'est pas encore complètement retombée, certains résultats manquent encore, mais le paysage que l'on peut déjà distinguer est tout à fait familier : un Congrès dominé par les démocrates, encore plus nettement qu'avant le 6 novembre, mais sans que cette majorité soit suffisante, en particulier au Sénat, pour passer systématiquement outre à la volonté du président, dont les vetos ne peuvent être repoussés que par deux tiers des voix. Les Républicains, qui il y a quelques mois encore espéraient beaucoup de ces élections, ont payé leurs errements des dernières semaines, et ceux de leur président. Mais ils ont limité les dégâts, et M. Bush lui-même peut se consoler à l'idée qu'à ce stade de son mandat un seul de ses prédécesseurs recueillait un taux d'approbation supérieur au sien : John Kennedy.

Il a, moins que jamais, les mains libres, et les deux années à venir ne s'annoncent pas faciles pour lui. Certes son prédécesseur, Ronald Reagan, avait connu des élections de « mi-mandat » autrement difficiles, et avait su s'en accommoder. Mais lui pouvait s'appuyer sur une image clairement identifiable, sur un message bien compris du public. Alors que M. Bush a perdu l'essentiel de son maigre message (« Pas d'impôts nouveaux », et ce qui sa popularité est désormais bâtie sur le sable d'un lointain désert.

JAN KRAUZE

(1) Wasp : white, anglo-saxon, protestant.

Résultats des élections des gouverneurs

Trente-six postes de gouverneurs sur cinquante étaient à pourvoir, dont vingt détenus par des démocrates et seize par des républicains. Les premiers élus étaient :

Arkansas : Bill Clinton (D) ; Californie : Pete Wilson (R) ; Connecticut : Lowell Weicker (Indépendant, ancien républicain) ; Floride : Lawton Chiles (D) ; Illinois : Jim Edgar (R) ; Massachusetts : William Weld (R) ; Maine : John McKernan (R) ; New York : Mario Cuomo (D) ; Ohio : George Voinovich (R) ; Oregon : Barbara Roberts (D) ; Texas : Ann Richards (D).

Au Sénat

Les élections portaient sur le renouvellement de trente-cinq des cent sièges de sénateur. Dix-sept sièges étaient par des démocrates et dix-huit par des républicains étaient en jeu. Les noms suivis d'un astérisque sont ceux des sénateurs réélus.

Alabama : Howell Heflin* (D) ; Alaska : Ted Stevens* (R) ; Arkansas : David Pryor* (D) ; Caroline-du-Nord : Jesse Helms* (R) ; Caroline-du-Sud : Strom Thurmond* (R) ; Colorado : Hank Brown* (R) ; Dakota-du-sud : Larry Pressler* (R) ; Delaware : Joseph Biden* (D) ; Géorgie : Sam Nunn* (D) ; Hawaï : Daniel Akaka (D) ; Idaho : Larry Craig (R) ; Illinois : Paul Simon* (D) ; Indiana : Dan Coats* (R) ; Iowa : Tom Harkin* (D) ; Kansas : Nancy Kassebaum* (R) ; Kentucky : Mitch McConnell* (R) ; Louisiane : Bennett Johnston* (D) ; Maine : William Cohen* (R) ; Massachusetts : John F. Kerry* (D) ; Michigan : Carl Levin* (D) ; Minnesota : Paul Wellstone (D) ; Mississippi : Thad Cochran* (R) ; Montana : Max Baucus* (D) ; Nebraska : Jim Exon* (D) ; New-Jersey : Bill Bradley (D) ; New-Hampshire : Robert Smith (R) ; Nouveau-Mexique : Pete Domenici* (R) ; Oklahoma : David Boren* (D) ; Oregon : Mark Hatfield* (R) ; Rhode-Island : Claiborne Pell* (D) ; Tennessee : Albert Gore* (D) ; Texas : Phil Gramm* (R) ; Virginie : John Warner* (R) ; Virginie-Occidentale : John Jay Rockefeller* (D) ; Wyoming : Alan Simpson* (R).

MARCEL NIEDERGANG

AMÉRIQUES

législatives et locales

A Washington

La mainmise des femmes sur le « D.C. »

WASHINGTON
correspondance

Après des décennies d'une administration corrompue et incapable de maîtriser la vague de criminalité, deux jeunes femmes noires ont accédé aux leviers de commande de la capitale. La candidate démocrate à la mairie, M^{me} Sharon Pratt-Dixon, a été élue mardi 6 novembre à une majorité dépassant les prévisions (près de 80 %). Sa victoire était attendue, dans une ville à très grande majorité noire (70 % de la population) et où 90 % des électeurs sont démocrates. Elle n'a pas eu de mal à battre le candidat républicain, l'ancien chef de la police municipale, transfuge du parti démocrate. Mais son succès répond bien aux aspirations profondes de changement de l'électorat. Ainsi, au cours des « primaires », elle avait mené sa campagne sous le signe du balai, symbole de son désir de mettre fin à l'administration précédente.

La volonté de changement de la part de l'électorat se traduit aussi par l'élection, également à une forte majorité, de M^{me} Eleanor Norton comme déléguée de la capitale à la Chambre des représentants. M^{me} Norton, professeure de droit, n'a pas souffert des attaques menées par ses adversaires lui reprochant des irrégularités fiscales de son mari.

Enfin, les électeurs ont signifié leur rejet de l'administration précédente en mettant fin à la carrière du maire, Marion Barry, qui n'a pas réussi à se faire élire conseiller municipal. Condamné récemment à six mois de prison pour trafic de drogue, il avait fait appel et pouvait ainsi se maintenir en fonctions. Néanmoins, il avait décidé de renoncer à sa candidature à la mairie pour briguer seulement un siège de conseiller municipal. Mais, arrivé bon dernier dans la compétition, il n'est plus en mesure, comme il l'espérait, d'exercer une influence au sein du conseil municipal, ce qui aurait pu gêner le nouveau maire.

Enfin, le révérend Jesse Jackson a renforcé sa position en remportant la première fonction élective de sa carrière de tribun, même s'il s'agit de la fonction honorifique de « sénateur fantôme » du district de Columbia (un poste non rétribué et ne donnant pas de droit de vote au Sénat). Il pourra, aux côtés de M^{me} Dixon et Norton, mener une campagne vigoureuse, d'abord pour alléger la tutelle administrative exercée par l'Etat fédéral puis pour tenter d'obtenir le statut d'Etat pour le district de Columbia. Avant, bien sûr, de se mettre une nouvelle fois en orbite pour la présidentielle de 1992.

HENRI PIERRE

En Caroline-du-Sud

Strom Thurmond « for ever »...

Les mots d'ordre vengeurs contre les hommes politiques en place, et les cris enjoignant aux électeurs de « sortir les sorcières », qui ont animé la campagne 1990 ne sont jamais parvenus à l'homme qui a été élu en Caroline-du-Sud à quatre-vingt-sept ans, le sénateur Strom Thurmond, réélu une nouvelle fois mardi 6 novembre, détient donc le record inégalé d'être à la fois le plus vieux élu du Sénat en âge et en durée. Il est vrai qu'en Caroline-du-Sud, où se jouèrent les prémices de la guerre civile en 1861, rien n'est jamais comme ailleurs.

Pour les hommes politiques il en est de même, et Strom Thurmond représente à lui seul les contradictions de cet Etat longtemps lanternes rouges de l'Union, où l'aristocratie blanche — et démocrate, cela va de soi — se battit jusqu'au bout pour empêcher l'émancipation des Noirs : élu gouverneur de l'Etat en 1946 avec le label « ségrégationniste », Thurmond qui fut le candidat « Dixiecrat » (1) à la présidentielle de 1948, prit finalement pour ne plus le lâcher le poste de sénateur en 1954. Son enthousiasme pour Barry Goldwater, l'ancêtre des premiers conservateurs républicains l'ayant simplement fait

changer d'étiquette en 1964. Une survie exceptionnelle dans la vie politique américaine.

Mais il est vrai que « Strom Thurmond » échappe aux normes, tel le coccinelle des grandes profondeurs du Congrès, c'est tout juste s'il ressent les changements de courant en surface. S'adaptant à son propre rythme à certaines « réalités » : la montée des Noirs en politique, par exemple. Et lui qui tint la tribune en 1957 au Sénat pendant vingt-quatre heures et dix-huit minutes pour bloquer un texte de loi profitant aux minorités, s'est fait aujourd'hui leur plus efficace défenseur. Devenu le « Parrain » inépuisable de la Caroline-du-Sud, ce patriarche, qui joggait tous les matins, et s'est remarqué à soixante-dix ans avec une reine de beauté locale, dont il a eu trois enfants, a un moral d'acier : « Je ne suis jamais déprimé », dit-il. Ce ne fut pas le cas de son adversaire, qui ne trouva personne pour s'occuper de sa campagne et dut tout faire lui-même.

M.-C. D.

(1) Démocrates dissidents du Sud qui refusaient de soutenir le candidat officiel.

Faible taux de participation

Le plus mauvais concert de Madonna

Que faire pour réveiller les appétits électoraux des Américains ? La réponse est venue des grandes maisons de disques de Los Angeles : l'été dernier, sous la forme de vidéos suggestives et rythmées, destinées, disaient les promoteurs à entraîner les dix-huit-vingt-quatre ans, deux fois plus récalcitrants encore que leurs aînés, vers les urnes. Ces derniers votant en général à 50 % à peine lors d'une élection présidentielle, et un peu plus de 30 % aux législatives, il fallait vraiment « mettre le paquet ».

Ainsi fut fait : la tâche étant confiée à la blonde Madonna. Celle-ci, abandonnant ses habitudes crucifix et vieilles dentelles pour se produire en strict « panty » et soutien-gorge rouge fluo, une bannière étoilée en guise de débardeur, a lancé son message électoral sur un air de rap : « Dr King, Malcolm X, la

liberté d'expression c'est aussi bon que de faire l'amour ».

Clou de la vidéo, tandis que deux danseurs noirs en godillots militaires lui donnaient la fessée, la madone des urnes entonnait : « Si vous n'allez pas voter, vous recevrez la fessée ». D'après le « New York Times », dès le premier passage du spot télévisé sur la chaîne MTV, dix mille étudiants s'inscrivirent en Californie. Le réveil national visiblement n'alla pas plus loin, ce fut le plus mauvais concert de Madonna : d'après les premières estimations, le taux de participation aux élections du 6 novembre devrait être un des plus bas depuis la dernière guerre. Surtout sur le « front » en Arabie saoudite où le vote par correspondance n'aurait eu aucun succès. Il est vrai que les « boys » n'ont pas tous la vidéo aux arrières.

M.-C. D.

Les problèmes raciaux ont souvent dominé la campagne

Les problèmes raciaux ont dominé la campagne dans plusieurs Etats. En Caroline-du-Nord, l'adversaire bien connu des minorités raciales, le sénateur ultra-conservateur Jesse Helms, a obtenu son quatrième mandat, défaisant son adversaire démocrate, l'architecte Harvey Gantt, ancien maire de la ville de Charlotte, et noir lui-même. Celui-ci demandait l'établissement de quotas dans l'emploi, qui, selon Jesse Helms, auraient favorisé les gens de couleur.

Le sénateur républicain, qui se présente comme le défenseur des petites gens de l'Amérique « profonde », avait fait un spot télévisé montrant un Blanc, le mieux qualifié pour un emploi, contre un candidat noir, être refusé en raison des quotas d'embauche favorisant les minorités. Son parti — le républicain — devra répondre à des accusations d'« intimidation » sur l'électorat démocrate. Il aurait dû

fusé en effet, dans des districts de Caroline-du-Nord à large majorité démocrate, une centaine de milliers de cartes postales contenant des informations erronées et de nature à effrayer les électeurs. Les démocrates ont porté plainte et le département de la justice a ouvert une enquête.

En Louisiane, un ancien grand dragon du Ku Klux Klan, M. David Duke, a mené une campagne dans le style des démonstrations racistes des années 60 pour tenter d'enlever son siège au sénateur démocrate Bennett Johnston. Il a échoué mais a obtenu tout de même un score surprenant (44 % des suffrages) en affirmant, dans un langage codé parfaitement compréhensible pour les électeurs, que les mesures en faveur des minorités raciales étaient en fait discriminatoires à l'égard des Blancs. — (UPI, AFP.)

ASIE

INDE

Le président Venkataraman doit jouer un rôle déterminant dans la crise politique

Un vote de confiance devait intervenir au Parlement mercredi 7 novembre en fin de journée. Le gouvernement de M. V. P. Singh était généralement donné perdant, surtout depuis la scission au sein de son propre parti.

NEW-DELHI

de notre correspondant

L'homme le plus occupé de l'Inde depuis quelques jours est sûrement le président Venkataraman. Nuit et jour, son antichambre est pleine de visiteurs, dont il écoute les conseils et les doléances. De la sagesse de ce souriant patricien octogénaire dépend, dans une large mesure, le sort du pays. On lui prête cette boutade : « Le bureau du président fonctionne comme une lampe témoin : il s'allume automatiquement en cas de crise, et s'éteint de la même façon lorsque la crise est passée ».

Avocat de formation, avec une nette inclination pour le « libéralisme », il fut d'abord très hostile à Indira Gandhi. Soudainement, en 1976, il changea d'avis et devint le ministre des finances et de l'industrie — à la réputation fléchissante — de l'ancien premier ministre. Congressiste (mais tout homme politique indien ou presque l'a été un jour), son expérience est grande, son indépendance d'esprit reconnue, son calme olympien et, dit-on, son optimisme incurable. Il est donc bien, apparemment, l'homme d'une situation qui semble insaisissable.

M. V. P. Singh déteste M. Chandra Shekhar, qui le lui rend bien et

qui attend depuis des temps immémoriaux de devenir premier ministre. L'occasion, pense-t-il, lui est enfin offerte. Pour cela, il est prêt à s'allier avec... M. Rajiv Gandhi, le chef du parti du Congrès-I. Qu'importe si M. Chandra Shekhar fut, avec M. V. P. Singh, l'un des « tombeurs » du Congrès lors des élections de novembre 1989. La fin justifie les moyens. A l'issue de tractations intenses, le Congrès a annoncé, mardi 6 novembre, qu'il soutiendrait « de l'extérieur », un gouvernement dirigé par M. Chandra Shekhar.

M. Gandhi, autre donnée d'importance, éprouve une animosité tenace envers M. V. P. Singh. Celui-ci fut son ministre des finances, puis de la défense, avant de devenir son rival, bientôt écarté du pouvoir. M. Singh a alors pris la tête de la campagne visant à mettre en accusation la probité de M. Gandhi dans le scandale Bofors. M. Gandhi voit donc dans M. Chandra Shekhar l'instrument d'une vengeance, et de sa reconquête du pouvoir.

Devant cet embrouillamini, M. Venkataraman a discrètement relancé l'idée d'un gouvernement d'union nationale. Le premier ministre a sauté sur l'occasion et a lancé cette idée avec force publicité. Les, mardi soir, les réponses étaient globalement négatives. Ces joutes politiques ne prendront pas fin si la confiance est refusée à l'actuel premier ministre, au contraire. Le président va devoir se décider : Rajiv Gandhi, Chandra Shekhar, V. P. Singh, Devi Lal, d'autres ?

LAURENT ZECCHINI

BIRMANIE

Amnesty International dénonce l'« état de terreur »

Amnesty International a accusé, mercredi 7 novembre, le gouvernement militaire de Birmanie de faire régner dans le pays un « état de terreur » et de réprimer sans pitié tout opposant. Les habitants « vivent dans un climat de frayeur », écrit dans un rapport l'organisation de défense des droits de l'homme. « Le simple fait de connaître un opposant vous fait courir le risque d'être arrêté et emprisonné par les militaires », ajoute Amnesty, en affirmant que « des milliers de gens ont été abattus par les soldats ».

Les militaires arrêtent les gens n'importe où, chez eux, dans les autobus et dans les bars et torturent les opposants. « Des centaines de personnes ont simplement disparu », après avoir été arrêtées. Selon Amnesty, des milliers ayant participé à des manifestations ont été tués au cours des derniers mois, des leaders de l'opposition et des membres élus du Parlement ont été arrêtés.

Quant aux tribunaux, poursuit l'organisation internationale, « ils alimentent à la chaîne les prisons » du pays, hors de la loi martiale qui

« leur donne une autorité absolue dans les cas politiques et prive les accusés de leurs droits ». « La torture est une menace permanente pour les prisonniers politiques », ajoute Amnesty International, qui a identifié dans le pays 19 centres de détention où la torture est pratiquée courante.

o CORÉE DU SUD : fin de la crise au sein du parti gouvernemental. — Le président Roh Tae-woo et M. Kim Young-sam, ancien dirigeant de l'opposition devenu coprésident du Parti démocrate-libéral, ont mis fin mardi 6 novembre à une querelle qui menaçait d'éclater le parti au pouvoir. M. Kim s'opposait au projet du chef de l'Etat d'instaurer un régime parlementaire. Les deux hommes se sont mis d'accord « pour ne pas chercher de révision constitutionnelle qui ne soit pas soutenue par la population », a déclaré le porte-parole présidentiel. En échange, a-t-il ajouté, M. Kim « dirigera le parti sous sa propre responsabilité ». — (Reuters, UPI.)

VOUS ICI ?



L'Iconothèque
Futura (C. Luter)

« Ne regardez pas par la serrure. Ouvrez plutôt la porte et découvrez les gaités de l'amour caché. »

Décollez les 36 portes qui cachent des spectacles érotiques.

Tous les fantasmes sont satisfaits dans ce chef-d'œuvre de l'imagerie coquine à la présentation élégante et sobre.

INDISCRÉTIONS

UN
LIVRE-CADEAU
STRICTEMENT RÉSERVÉ
AUX ADULTES

En vente en librairie 98 F

Clotès

EUROPE

ITALIE : après les révélations de M. Andreotti

L'affaire « Gladio » secoue la classe politique

« Une crise institutionnelle est ouverte. » « Qu'on le veuille ou non, la deuxième République italienne est à notre porte. » « Des mystères au chaos. » Sans être partagés par tous les observateurs, ces commentaires alarmistes relevés dans la presse transalpine illustrent bien le climat d'effervescence politique qui secoue la péninsule depuis la découverte de l'opération « Gladio », une structure parallèle de renseignement et d'action créée il y a trente ans et toujours en activité (le Monde du 7 novembre).

ROME

de notre correspondant

Pressé par les partis qui, à l'exception de la démocratie chrétienne au pouvoir depuis quarante ans, affirment avoir tout ignoré de l'existence de ce réseau clandestin, le président du Sénat a invité le

chef du gouvernement, M. Giulio Andreotti, à venir s'expliquer devant le Parlement, jeudi 8 novembre. Le président du Conseil, qui avait auparavant promis que le secret d'Etat serait levé sur cette affaire, s'est déclaré mardi soir « convaincu que ce débat apportera toute la lumière ». Aussi calme qu'à l'accoutumée, M. Andreotti a ajouté qu'il trouvait « un peu étrange que, les conditions étant réunies depuis quelques mois pour informer le Parlement », ses révélations déclenchent « autant de bruit et de confusion ».

Se référant sans doute à l'effondrement général des régimes communistes du pacte de Varsovie, la réflexion du président sur la « maturité » des temps n'est pas partagée, semble-t-il, par l'OTAN, qui, selon M. Andreotti, aurait en quelque sorte « sponsorisé » l'opération « Gladio » (glaise), mise en place sous d'autres noms et dans différents pays, à la suite de protocoles secrets conclus avec elle. L'alliance atlantique a sèchement fait savoir que « sur les questions de secret militaire », il n'était pas dans ses habitudes « de fournir quelque renseignement ou de faire quelque commentaire que ce soit ». En clair, aux Italiens de se débrouiller avec leur opinion publique.

L'OTAN dément l'OTAN

La déclaration, faite vingt-quatre heures plus tôt à Bruxelles par le porte-parole du Commandement suprême des forces alliées en Europe (SHAPE), selon laquelle l'OTAN n'avait « jamais entendu parler de Gladio », a été démentie, mardi 6 novembre, par une autre structure de l'organisation atlantique : son secrétariat général. « Cette déclaration, a ajouté ce second porte-parole, fut une erreur basée sur une information erronée ». Cela signifie-t-il que l'OTAN reconnaît la paternité de « Gladio » ? Qui pour les uns, pas du tout pour les autres. La presse italienne n'avait retrouvé son unité mercredi matin que pour ironiser sur cette « OTAN qui dément l'OTAN ». Et M. Andreotti lui-même, n'a pas résisté au plaisir de faire remarquer que « la confusion, finalement, n'est pas seulement italienne ».

Restent les problèmes et les questions de fond, qui sont loin d'être résolus et qui continuent d'enflammer la polémique. Pour le Parti communiste, les choses sont claires : « Les révélations sur Gladio », déclare le secrétaire général, démontrent l'existence d'un centre occulte niché au cœur du système politique et qui pendant des décennies a agi en dehors de la légalité constitutionnelle. Cette « structure clandestine », ajoute M. Achille Occhetto, sous prétexte de défendre le pays de l'étranger, avait pour objectif explicite de combattre un ennemi interne, la PCI.

Aussi, tandis que M. Bettino Craxi, chef du Parti socialiste, associé au pouvoir en place, convoitait pour mercredi après-midi une grande conférence de presse d'explication sur « Gladio », M. Occhetto appelait pour sa part à une large manifestation, le 17 novembre, à Rome. Thème de la mobilisation : « Vingt ans de défilés impunis, ça suffit ! Nous voulons toute la vérité ! »

PATRICE CLAUDE

■ BULGARIE : pression des étudiants sur le gouvernement. L'université de Sofia a été paralysée, mardi 6 novembre, par la grève avec occupation des locaux lancée la veille par les étudiants bulgares, qui réclament la démission du gouvernement communiste. Ils ont reçu l'appui du syndicat ouvrier Podkrepa.

La dernière grève des étudiants, en juin, avait abouti à la démission du président de la République, M. Petar Mladenov qui fut remplacé par M. Jelju Jeleu, chef de l'opposition. Celle-ci s'est, pour la première fois la semaine dernière, déclarée prête à former un gouvernement. (AFP, Reuter.)

■ HONGRIE : résultats définitifs des élections municipales. La publication, mardi 6 novembre, des résultats définitifs des élections municipales des 30 septembre et 14 octobre a confirmé la victoire de l'opposition libérale : l'Alliance des démocrates libres (SzDSz) a remporté 20,2 % des suffrages, son allié la Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ) 13,2 %, le Forum démocratique (au pouvoir) 18,3 % et le Parti socialiste 10,1 %. (AFP.)



La « Rose des vents », en France aussi...

ROME

de notre correspondant

« C'est la France, a révélé M. Giulio Andreotti, qui en 1959 appela l'Italie à participer au comité clandestin de planification qui opérait dans le cadre du SHAPE. » « Des réseaux de résistance (à une éventuelle occupation soviétique) pour-aux-ils, furent organisés en Grande-Bretagne, en France, aux Pays-Bas et en Belgique. La France avait également pris des mesures pour les territoires allemands et autrichiens soumis à son contrôle. »

Curieux décalage de date ! A en croire les témoignages recueillis par Roger Falgout et Pascal Krop dans leur ouvrage intitulé *La Piscine - Les services secrets français 1944-1984* il a bien existé, à partir de 1948, une opération similaire à celle de « Gladio », telle que décrite par M. Andreotti. La création en 1947 du Kominform à la conférence des partis communistes européens faisait craindre un éventuel coup de force de ces derniers, suivi d'une occupation soviétique. Les initiateurs de

l'opération, parmi lesquels M. François de Grossouvre, ami proche de M. François Mitterrand, envisageaient alors de recruter quelques milliers d'hommes à travers la France, des « taupes dormantes » que le SDECE réveillerait en cas de coup dur.

Incidentement, cette organisation secrète, qui avait notamment pour nom de code la « Rose des vents », a la même appellation que la « Rose des vents » italienne, opération néo-fasciste découverte en 1974, qui cotisa son poste au chef des services secrets transalpins et dont on assure aujourd'hui qu'elle n'était rien d'autre qu'une « déviation » de « Gladio ». Le plus étonnant est que, selon les auteurs de la Piscine, si les structures de l'opération française « sont restées en place pendant une décennie (1959-1969), la mission a disparu du répertoire du SDECE en 1959 ». Pourtant, selon le chef du gouvernement italien, c'est un an après que Paris invitait Rome à mettre en place un réseau du même type que celui qu'elle avait laissé disparaître.

P. C.

IRLANDE : l'élection présidentielle

Mary Robinson contre Brian Lenihan...

2,4 millions d'Irlandais ont voté, mercredi 7 novembre, pour élire leur nouveau président de la République, qui succédera à M. Patrick Hillery, en fonction depuis quatorze ans.

DUBLIN

de notre correspondant

Trois candidats sont en lice : M. Brian Lenihan, un des hommes forts du Fianna Fail (nationaliste), la formation politique la plus importante du pays ; M. Austin Currie, originaire d'Irlande du Nord, soutenu par le Fine Gael (centriste, opposition), et M^{me} Mary Robinson, une jeune avocate libérale qui, bien qu'elle ait démissionné du Parti travailliste il y a quelques années, se présente sous cette étiquette et celle du Parti des ouvriers (marxiste).

La campagne a été virulente. Elle a entraîné le limogement de M. Lenihan de ses postes de vice-premier ministre et de ministre de la défense. De façon tout à fait inattendue, M^{me} Robinson, proposée par deux formations qui normalement ne recueillent au total que 20 % des voix, est créditée, selon les derniers sondages, de 43 % des intentions de vote à égalité avec M. Lenihan. Pour la première fois dans l'histoire de l'Irlande, une femme pourrait ainsi accéder à la présidence de la République.

Une fonction honorifique

Mère de trois enfants, âgée de quarante-six ans, M^{me} Robinson a été, depuis deux décennies, le porte-parole juridique de groupes marginaux dans la société irlandaise, tels que les homosexuels, les mères célibataires. Elle a fait notamment campagne devant la Cour européenne des droits de l'homme en faveur du divorce.

En Irlande, le rôle du président de la République est en grande partie honorifique, avec peu de pouvoirs réels. Le chef de l'Etat est tenu à la réserve sur les dossiers politiques et ne peut même quitter le pays sans l'accord du gouvernement. Il est commandant en chef des forces armées, mais c'est une fonction hautement symbolique. Certes, il nomme le premier ministre, mais uniquement sur recommandation du Parlement.

JOE MULHOLLAND

URSS : l'anniversaire de la révolution d'Octobre

M. Gorbatchev a lancé un appel à l'« unité des forces démocratiques »

Le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a lancé mercredi 7 novembre un appel à l'unité de toutes les forces démocratiques d'URSS, dans une brève allocution prononcée depuis la tribune du mausolée de Lénine sur la place Rouge à Moscou, pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre.

M. Gorbatchev et le président de la Fédération de Russie, M. Boris Eltsine, côte à côte, ont ensuite descendu du mausolée pour prendre brièvement la tête du défilé populaire qui a suivi la parade militaire. C'est la première fois qu'un numéro un soviétique prend une telle initiative.

Pendant ce temps, les contestataires se regroupaient en d'autres

points de Moscou pour participer aux deux contre-manifestations prévues.

Dans son allocution, M. Gorbatchev a appelé les Soviétiques à ne « pas céder à la panique ». « Nous devons comprendre que tout ce qui a été fait par l'histoire est irréversible. Il est possible de corriger les erreurs si on sait en tirer les leçons », a-t-il dit. « Je crois à la sagesse du peuple. Que la fête nous aide à parvenir à la paix civile, à la tolérance, à la création. Nous avons besoin de l'unité des forces démocratiques et de fermement à l'égard des plans extrémistes d'une coopération totale de tous les partisans sincères de la perestroïka. » (AFP, Reuter.)

AFRIQUE

MAROC : la brouille entre Rabat et Paris

L'Etat marocain demande la mise sous séquestre d'émissions d'Antenne 2 et de Radio-France

Dans un discours à l'occasion du 15^e anniversaire de la « marche verte », le roi Hassan II a de nouveau appelé, mardi 6 novembre, ses « sujets » vivant actuellement en l'est et au sud du Sahara marocain à retourner « dans leur pays d'origine », estimant que « les mini-Etats ne peuvent plus survivre ou se perpétuer ». Le souverain chérifien a également rendu hommage à son « cher peuple », qui a pris « unanimement » sa défense, à la suite de la campagne de « désengagement » menée en France et remettant en cause son attitude

envers les droits de l'homme. Par ailleurs, l'Etat du Maroc et son Premier ministre, M. Azeddine Laraki, ont engagé mardi 6 novembre une procédure préliminaire aux poursuites qu'ils se réservent le droit d'exercer contre Antenne 2, Radio France, les journalistes Bernard Rapp et Catherine Laurence, et l'écrivain Gilles Perault, auteur du livre *Notre ami le roi* (Gallimard).

Au nom du gouvernement du royaume du Maroc, M. Laraki considère que les interviews de Gilles Perault, diffusées le 18 septembre par

Radio France internationale, le 19 octobre par Antenne 2, dans l'émission « Caractères », et le 26 octobre par France-Info, constituent des offenses au souverain marocain, des diffamations et des injures à l'égard de l'Etat du Maroc.

Antenne 2, dans un premier temps, M. Laraki, représenté par M^{re} François Sarda, a ainsi le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris, pour demander, à l'audience du 8 novembre, que le magistrat place sous séquestre les enregistrements des émissions contestées.

M. P.

COTE-D'IVOIRE

La succession de M. Houphouët-Boigny s'organise sur le plan constitutionnel

Aux termes d'une loi votée, mardi 6 novembre, par le Parlement, le président de l'Assemblée nationale ivoirienne devient, sur le plan constitutionnel, le successeur du président de la République jusqu'à l'expiration du mandat présidentiel en cours, en cas de décès, de démission ou d'empêchement absolu de celui-ci.

Une deuxième loi, votée également mardi, crée un poste de premier ministre. Ce dernier est nommé par le président, qui demeure le détenteur exclusif du pouvoir exécutif. La nouvelle loi modifie notamment les dispositions de l'article 11 de la Constitution, qui confiait au président du Parlement l'intérim du chef

de l'Etat - en cas de défaillance de celui-ci - en vue de préparer, dans un délai de quarante-cinq à soixante jours, des élections pour le choix d'un nouveau président.

Le président de l'Assemblée, Henri Konan Bédié, cinquante-six ans, s'est félicité du vote de ces deux lois « de grande portée » qui, selon lui, sont garantes d'une stabilité politique et d'un instrument pour la relance économique du pays. M. Houphouët-Boigny, élu le 28 octobre pour un septième mandat présidentiel, avait annoncé que ce mandat serait le dernier. Des élections législatives devaient avoir lieu le 25 novembre. (Reuter.)

M. Nelson Mandela reçu à l'Elysée

M. Nelson Mandela devait être reçu, mercredi 7 novembre, par le président François Mitterrand au palais de l'Elysée. Le vice-président du Congrès national africain (ANC) devait rencontrer le chef de l'Etat français le mois dernier, avant de se rendre à Moscou. Mais cette visite avait été annulée en raison d'une modification du programme du numéro un soviétique.

M. Mandela a rencontré, mardi 6 novembre, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd. Le gouvernement britannique a conseillé à l'ANC, selon l'agence Reuter, d'accepter de coopérer avec le mouvement zoulou Inkatha pour mettre fin aux violences.

LESOTHO

Le roi Moshoesoe II a été déposé par les militaires

Le roi du Lesotho, Moshoesoe II, a été déposé, mardi 6 novembre, par la junte militaire dirigée par le général Metsing Lekhanya. Le roi, officiellement privé de ses pouvoirs législatifs et exécutifs depuis le 21 février, vivait en exil à Londres depuis le mois de mars. Exigant, comme condition à son retour, la démission de la junte et la mise en place d'un « gouvernement représentatif intérimaire », le souverain avait fait le conflit ainsi ouvert avec les militaires au pouvoir à Maseru lui laissait peu d'espoir de revenir à la tête haute dans son pays.

Enclavé en territoire sud-africain, ce petit Etat, peuplé d'environ un million et demi d'habitants, avait accédé à l'indépendance en octobre 1966, année du couronnement du roi. Celui-ci, âgé aujourd'hui de cinquante-deux ans, n'aura jamais véritablement dirigé son pays. Au lendemain du putsch militaire de janvier 1986 - qui avait permis d'évincer le président Leaboa Jonathan, favorable au Congrès national africain (ANC) - la junte militaire, suivant les vœux de Pretoria, avait remis provisoirement en selle le roi Moshoesoe II, avec qui elle s'était engagée à partager le pouvoir. La « cohabitation », toute symbolique, entre la cour et le Conseil militaire n'aura donc duré que quatre ans. Le général Lekhanya a souligné que le Lesotho resterait une monarchie, réaffirmant même avec force sa « loyauté à la couronne et à la famille royale ». Un décret, publié mardi, stipule que le choix du successeur de Moshoesoe II incombera aux chefs traditionnels. (AFP.)

Appelez le

01/47 42 78 57.

Et Vienne vous

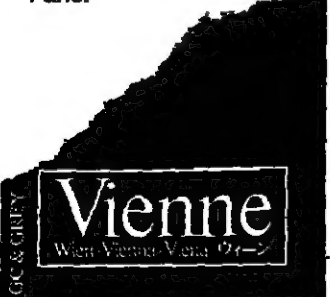
fera une scène.



Votre journal « Vienne - Scènes d'hiver 1990/91 » vous est livré gratuitement à votre domicile. Avec sa musique et son théâtre, ses fêtes et ses expositions - et le tout nouveau musical produit par Peter Weck.

Vienne, cet hiver, ne laissera personne froid. Qu'en se le dise...

Votre numéro des « Scènes d'hiver » vous attend aux bureaux de l'Austrian Airlines et à l'Office National Autrichien de Tourisme de Paris.



DIPLOMATIE

La rencontre de M. Kohl et de M. Mazowiecki sur la ligne Oder-Neisse

Entre l'Allemagne et la Pologne une frontière sans querelle

Le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, et le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, se rencontreront, jeudi 8 novembre, à Francfort-sur-Oder, à la frontière germano-polonaise, pour discuter des traités relatifs à la ligne Oder-Neisse et aux droits de la minorité allemande en Pologne. Ces entretiens doivent marquer la fin des querelles sur le tracé de la frontière entre les deux pays.

SLUBICE

C'est veille de Toussaint. Les vendeurs de chrysanthèmes offrent sur le trottoir des milliers de fleurs en pot, blanches et jaunes. Profitant du dimanche, une foule compacte envahit les allées de l'immense cimetière de Szecczin, le deuxième port polonais, pour aller nettoyer les tombes. A l'embouchure de l'Oder, pratiquement sur la frontière, l'ancienne Stettin fait partie des territoires allemands donnés à la Pologne lors du redécoupage des frontières à l'issue de la guerre. Vie de ses habitants, comme la plus grande partie de la région frontalière, la ville avait été repeuplée par des Polonais chassés de l'est par les Soviétiques ou déportés par les nazis des territoires allemands. Dans la partie centrale du cimetière, toutes les tombes sont postérieures à 1945. De l'époque allemande, seuls subsistent, épars, quelques mausolées en ruines aux inscriptions à demi-éclatées.

Pas de nouveau mur

« Je déteste les Allemands, après tout ce qu'ils nous ont fait. Ici on est maintenant chez nous, en Pologne, et on est prêt à se défendre. » Au bistrot de Slubice, en face de Francfort-sur-Oder, le jeune marchand à l'humour agressif. Il est furieux de ne pas avoir le droit de franchir le pont sans visa alors que les Allemands de l'est, eux, le peuvent. Il n'aime pas beaucoup visiter à l'est. Les Allemands qui viennent tout raler avec leurs deutschmarks après avoir si longtemps accusé les Polonais de piller l'ex-RDA, du temps où les produits étaient subventionnés... Depuis quelques semaines, il y a un marché à chaque point de passage frontalier. Artur, plus mesuré, sourit, un peu gêné quand même des excès de zèle de son ami. Selon lui, tout ne va pas si mal. Mais la réunification, les discussions sur la frontière, l'agressivité des anciens Allemands de l'est avec leur mark lourd ont réveillé bien des mauvais souvenirs. Bien qu'officiellement il n'y ait aucun problème, le chancelier allemand, M. Helmut Kohl, et le premier ministre polonais, M. Tadeusz

Mazowiecki, se rencontrent jeudi 8 novembre, à Francfort-sur-Oder, pour bien montrer que la réunification et la chute du rideau de fer ouvrent une ère nouvelle dans les relations germano-polonaises. Et, symboliquement, les deux hommes d'Etat franchiront l'Oder, après leurs entretiens, pour se rendre à Slubice.

Les Polonais souhaitent que cette frontière ne se transforme pas en un nouveau mur avec l'Europe de l'Ouest. Depuis le 3 octobre, qui a scellé l'unité allemande et mis fin aux droits des Allemands sur l'Allemagne, ils ne bénéficient plus en effet du libre passage vers Berlin-Ouest, où ils allaient vendre ce qu'ils pouvaient pour ramasser quelques devises. Désormais, il leur faut montrer patte blanche pour entrer en Allemagne, y compris dans l'ancienne RDA. Les Polonais sont d'autant plus furieux que cette obligation de visa n'existe pas pour les Tchèques ni pour les Hongrois. En signe de bonne volonté, Varsovie a décidé unilatéralement de laisser entrer librement les ressortissants de l'ancienne RDA jusqu'à la fin de l'année. En espérant un geste en retour. Le gouvernement allemand a fait savoir qu'il n'avait pas d'objection sur le fond. Mais il s'est retranché derrière les accords européens de Schengen pour demander un délai de réflexion.

Mai contrôlée, cette liberté de circulation risque d'être à double tranchant. L'ex-Allemagne de l'Ouest donnait bon an mal en proie d'un million de visas d'entrée aux Polonais sans que cela pose de difficultés. On fermait les yeux sur le travail au noir. Tout porte à croire que cela ne va pas se passer aussi bien dans l'ancienne RDA. La chute du régime communiste a provoqué chez les Allemands de l'est une vague de xénophobie que l'effondrement de l'économie locale et le complexe d'infériorité à l'égard des Allemands de l'Ouest ne font qu'exacerber. On se venge en considérant les Polonais, les Russes comme « des moins que rien ».

« Les Allemands vont revenir »

Les négociations en cours sur le futur traité d'amitié et de coopération, qui doit être signé en même temps que l'accord définitif sur la frontière Oder-Neisse, ont également remis à l'ordre du jour un des sujets les plus délicats des relations entre les deux pays : celui de la minorité allemande en Pologne. Appuyés par les unions de réfugiés allemands de l'Europe de l'est, qui constituent un lobby très actif au sein du Parti chrétien-démocrate du chancelier Kohl, elle profite de la situation pour redresser la tête. Bien qu'un million de Polonais d'origine allemande aient émigré au cours des deux dernières décennies en RFA, il

n'existait officiellement jusqu'ici pas de minorité allemande en Pologne. L'usage même de la langue allemande y était proscrit. La libéralisation a déclenché un puissant vent de patriotisme là où les anciennes populations locales n'avaient pas disparu, principalement en Silésie, au sud de la frontière. Dans les rues, on s'est mis à « rapader » sa langue. Les drapeaux noir, rouge et or ont refait leur apparition. Le droit aux écoles et églises allemandes est ouvertement revendiqué. Aux élections communales de juin, les Allemands ont repris place dans les conseils municipaux, emportant même quelques dizaines de mandats en Silésie. Un conseil central de la communauté allemande en Pologne s'est créé pour représenter les Allemands du pays. Il vient d'adresser aux gouvernements de Bonn et Varsovie un catalogue de doléances.

« Les vieux ont toujours dit que les Allemands allaient revenir. Maintenant, ils le disent plus qu'avant », relève Maria Masley, à Jasien, un petit village perdu non loin de la frontière. Fille d'une Ukrainienne et d'un Polonais, elle est arrivée ici en 1945, à l'âge d'un an et demi. Il n'y avait plus personne. Les maisons avaient été pillées par les Russes. Aujourd'hui, les Allemands reviennent voir les lieux de leurs origines. Maria se souvient d'une femme qui s'est effondrée en larmes en retrouvant la ferme de ses parents. Elle craint des problèmes « à cause du cimetière ». « Les gens, explique Josef Rapowicz, nouveau maire de Slubice, ont peur de l'expansionnisme allemand. Ils se disent qu'ils vont redresser la situation chez eux, ils vont commencer à venir regarder ici en se disant que cela leur appartient ».

Un peu plus au sud : Lubsko, une bourgade de quinze mille habitants, peut difficilement échapper à son passé allemand, avec ses façades typiquement « Jugend », les styles en allemand de sa vieille église. Mais le jeune maire, Piotr Palcat, est optimiste. Il estime, dans un bon allemand, qu'il faut profiter de la situation pour s'ouvrir et multiplier autant que possible les contacts. « Il faut apprendre à vivre dans un monde ouvert », dit-il en soulignant qu'en Pologne et en RDA on avait trop pris l'habitude de vivre en vase clos pour appréhender facilement le changement.

Les deux maires plaident en faveur d'un développement de la coopération interfrontalière. Pour détendre l'atmosphère. A cet effet, ils viennent de former avec leurs collègues de la région un syndicat intercommunal chargé de défendre leurs intérêts.

HENRI DE BRESSON

Accueillant la Hongrie en son sein

Le Conseil de l'Europe définit son rôle dans la nouvelle architecture du continent

Le Conseil de l'Europe a mis à profit la cérémonie d'adhésion de la Hongrie à l'organisation, mardi 6 novembre, à Rome, pour préciser sa position dans le débat sur la nouvelle architecture du Vieux Continent. Le Comité des ministres des vingt-quatre pays membres a confié à son secrétaire général, M^{me} Catherine Lalumière, le soin de présenter « une contribution » au sommet de la CSCE qui se tiendra du 19 au 21 novembre à Paris.

ROME

L'exercice auquel les vingt-quatre se sont livrés dans la capitale italienne montre combien la majorité d'entre eux est décidée à faire jouer au Conseil de l'Europe un des tout premiers rôles dans l'édification de la « maison commune », l'expression de M. Mikhail Gorbatchev étant désormais employée par les responsables européens.

Seule la France a, pour l'instant, une position en retrait. L'intervention de M^{me} Elisabeth Guigou est significative de la prudence affichée par Paris. Faisant référence aux réactions du Congrès américain à la suite de la proposition de M. George Bush au sommet de l'OTAN, en juillet dernier à Londres, de créer une assemblée parlementaire de la CSCE, en parallèle à celle du Conseil de l'Europe, le ministre français délégué aux affaires européennes a souligné qu'il fallait éviter « la confusion entre deux institutions différentes ». Pour M^{me} Guigou, les différentes organisations européennes doivent avant tout coopérer et, surtout, ne pas se concurrencer.

En réalité, les milieux gouvernementaux ne souhaitent pas se déterminer avant le sommet de la

CSCE, à Paris, afin de laisser le soin à M. Mitterrand, non seulement de formuler la position de la France, mais également de jouer un rôle d'arbitre dans une négociation qui s'annonce difficile. C'est, en tout cas, l'analyse que fait M^{me} Lalumière de l'attitude actuelle de la France.

Aucun doute sur l'adhésion de l'URSS

Le secrétaire général du Conseil de l'Europe exprime des idées précises sur la manière dont son organisation doit s'insérer dans le processus en cours. Son projet de « contribution » porte à la fois sur les droits de l'homme et l'assemblée parlementaire. Considérant qu'il est inutile de créer « des doubles emplois », M^{me} Lalumière estime que l'organisation de Strasbourg est seule compétente dans le domaine « de la dimension humaine ». Les vingt-quatre ont développé un acquis en matière des droits de l'homme « dont il apparaît dangereux de s'écarter », ajoute-t-elle, d'autant que les principes généraux de la CSCE ne sont pas suffisamment contraignants.

S'agissant du volet parlementaire de la CSCE, M^{me} Lalumière estime qu'il serait judicieux d'utiliser « les structures et l'expérience » du

Conseil de l'Europe pour organiser un dialogue entre « une assemblée paneuropéenne et les gouvernements des pays de la CSCE et de toute institution intergouvernementale ». Dans son esprit, l'organisation des vingt-quatre pourrait servir de base à une future assemblée associant sur un pied d'égalité tous les parlements des Etats participant à la CSCE. Le secrétaire général ne semble avoir aucun doute quant à l'adhésion, à terme, de l'Union soviétique au Conseil de l'Europe.

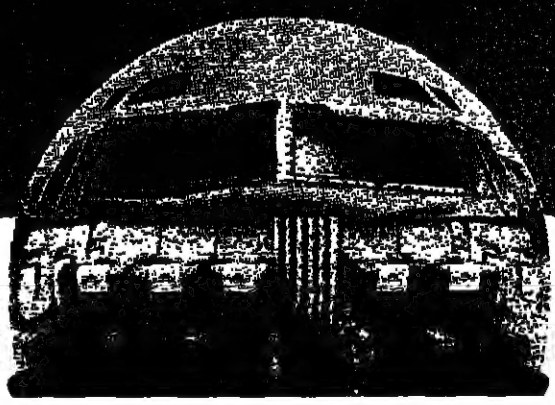
En revanche, les relations qu'établirait le nouveau Conseil de l'Europe avec les Etats-Unis et le Canada sont à peine esquissées. Il n'est question des pays d'Amérique du Nord que pour dire qu'ils peuvent sans aucune difficulté partager « les normes » européennes sur les droits de l'homme. Mais chacun sait que Washington ne veut pas entendre parler d'une organisation supranationale pour juger des plaintes pour atteinte aux droits de l'homme sur le territoire américain.

Autre question sans réponse : comment faire participer une délégation parlementaire à une assemblée qui aurait son existence propre et qui s'élèverait, à l'occasion, aux représentants américains et canadiens ?

MARCEL SCOTTO

« 99% des passagers de l'European Business Class de KLM jugent ses prestations "excellentes". »

« A cause du confort des sièges plus larges »



La politique d'améliorations constantes chère à KLM n'est pas passée

finement supplémentaire. Présentation encore plus soignée. Fraîcheur des ingrédients.

Et des petits pains chauds et croustillants. Bien que 99% de nos passagers aient jugé ces améliorations "excellentes", nous n'avons pas l'intention d'en rester là.

Quand il s'agit de répondre à votre attente, KLM n'est jamais à court de bonnes nouvelles. Venez. Voyez. Et volez.

place préférée à l'avance! Nouveau! Le service restauration bénéficie d'un raf-

Et des petits pains chauds et croustillants. Bien que 99% de nos passagers aient jugé ces améliorations "excellentes", nous n'avons pas l'intention d'en rester là.

Quand il s'agit de répondre à votre attente, KLM n'est jamais à court de bonnes nouvelles.

Venez. Voyez. Et volez.

La Ligne de Confiance: KLM

Francophonie : à la conférence de Liège

Les ministres de la culture ont adopté un plan d'action quinquennal

Réunis dans la grande ville mosane, les 5 et 6 novembre, les ministres de la culture de la quarantaine de « pays ayant en commun l'usage du français » ont adopté un texte politique, la « Déclaration de Liège », et un « programme d'action culturelle 1991-1995 ».

LIÈGE

La charte dont viennent de se doter les francophones prône notamment, d'une part « une meilleure circulation des biens culturels » (livres, cinéma, radio, télévision, chanson, spectacles) entre les différentes zones composant l'espace où se développe l'expression française, d'autre part, « la sauvegarde du patrimoine culturel, en particulier par la réhabilitation de musées du Sud au moyen de jumelages avec les musées du Nord ».

Le plan d'action pratique sur cinq ans prévoit un fonds de soutien pour les coproductions audiovisuelles, le financement de vidéoclips, la création de bibliothèques, en particulier en milieu rural, la mise en place d'un consortium pour les co-éditions, etc.

La réalisation de ce programme a été confiée à l'Agence de coopération culturelle et technique. L'ACCT a déposé une somme de 43 millions de francs pour l'application du plan en 1991, mais elle a estimé qu'un autre montant, un peu supérieur (environ 46 millions de francs), sera

nécessaire. Le Canada et le Québec ont respectivement 15 millions de francs et 2,5 millions de francs, la Wallonie-Bruzelles 1 million de francs, et la Suisse fixera prochainement le niveau de sa contribution.

Les délégués d'Afrique noire, apparemment déçus avant tout de recevoir chez eux la chaine francophone internationale de la TV 5, déjà diffusée par satellite en Europe occidentale, au Maghreb et en Amérique du Nord, ont indiqué que leurs gouvernements fourniraient un effort financier si ce programme était étendu au sud du Sahara. M. Deaux devait participer mercredi, à Bruxelles, à une réunion sur TV 5 avec les représentants des autres nations francophones riches.

La France participera-t-elle au financement de ce plan ? Le ministre de la francophonie n'a pas dit non, mais il a rappelé que Paris consacrait déjà chaque année 5 milliards de francs dans le monde pour une diffusion culturelle basée sur la langue française. Il a fait aussi remarquer que les 15 millions de francs mis cette année par Paris à la disposition des cinéastes et téléastes sahariens n'ont été utilisés qu'à moins des deux-tiers (apparemment faute de projets de qualité).

C'était certes un caillou dans le jardin de ceux qui pressent les Français d'accroître leurs dépenses pour la francophonie, mais surtout dans le jardin des Africains, qui se plaignent que leurs créations n'ont guère accès aux écrans, petits ou grands, du Nord.

Pour faire connaître ce qui existe

déjà et stimuler les échanges, a été acceptée une invitation de l'Egypte à organiser sur son sol « une foire internationale des biens culturels de la francophonie ». La mauvaise circulation de ces biens est en effet patente : il aura ainsi fallu trois années de démarches de l'ACCT pour que parviennent enfin au Sud les « francophones », livres bon marché d'auteurs de graphie française, tirés à 325 000 exemplaires, aux frais des gouvernements francophones du Nord. Selon M. Jean-Louis Roy, secrétaire général de l'Agence, 75 000 ouvrages viennent d'être répartis en Afrique afro-arabe, et parmi les 36 cercles francophones du Viet-Nam. La même quantité de volumes vont être envoyés prochainement dans les régions du Tiers-monde où a cours le français.

S'agissant du 4^e Sommet francophone prévu à l'automne 1991, M. Deaux a précisé que « rien n'était encore venu remettre en question le choix de Kinshasa, analysé par le troisième sommet en 1989, mais que néanmoins les réserves de quelques capitales s'étaient depuis lors manifestées ». Il s'agit essentiellement d'Ottawa, particulièrement mécontent de la situation des droits de l'homme au Zaïre. Cependant, Paris, déjà aux prises avec la mauvaise humeur du roi Hassan II, ne semble guère enclin à se mettre également à dos le maréchal Mobutu.

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

POLITIQUE

La menace de censure du gouvernement

M. Rocard devrait bénéficier de la bienveillance ou de l'indocilité de certains centristes et gaullistes

La perspective d'un vote de censure sur la contribution sociale généralisée (CSG), le 19 novembre, est appréhendée avec une relative sérénité à l'hôtel Matignon, où l'on estime que les injonctions des dirigeants de l'Union pour la France (UPF) pourraient aboutir, paradoxalement, à dissuader certains députés centristes de s'y soumettre. Des voix pourraient manquer, aussi, sur les bancs du RPR. Aussi M. Laurent Fabius président de l'Assemblée nationale, a-t-il indiqué, mardi 6 novembre, sur Europe 1, que la censure, selon lui, « ne recueillera pas suffisamment de voix » pour que le gouvernement soit renversé.

M. Bernard Stasi, député centriste, ne mâchait pas ses mots, mardi 6 novembre, dans les couloirs de l'Assemblée nationale. « Je suis furieux », disait-il, en expliquant qu'« un certain nombre de députés UDF » en avaient assez d'être « suspectés » par leurs amis de l'Union pour la France (UPF). « Nous en avons assez d'être menacés des pires représailles au cas où nous ne voterions pas la censure » contre le projet de contribution sociale généralisée, disait M. Stasi.

« Nous ne sommes pas contre le principe de la CSG, mais tant que le

gouvernement n'aura pas répondu à nos questions [concernant un plan de maîtrise des dépenses de santé, les retraites, et la question de la cotisation des allocations familiales], nous avons l'intention de le censurer », déclarait le vice-président du CDS. Mais il est scandalisé, inadmissible, que M. Valéry Giscard d'Estaing et Gérard Llonguet nous menacent au cas où nous ne voterions pas. Cela donne, d'ailleurs, envie à un certain nombre d'entre nous de ne pas voter la censure pour ne pas céder au chantage. »

Contre la « roc'tax »

En termes moins crus, le président de l'UDC, M. Pierre Méhaignerie, a exprimé la même idée au cours de la réunion du bureau de l'intergroupe de l'UDF et du RPR, devant MM. Charles Millon et Bernard Pons. « Nous voulons nous décider librement en fonction de la qualité des textes : nous gardons notre liberté de mouvement », a-t-il expliqué à la sortie, en estimant légitime que certains de ses amis soient « agacés » par des menaces répétées de représailles aux prochaines élections. Selon M. Méhaignerie, « la quasi totalité » de son groupe votera la censure.

M. Méhaignerie a confirmé que si le premier ministre recourt à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, le 13 novembre, lors de l'examen de la

CSG, l'opposition ne déposera qu'une seule motion de censure, même dans l'hypothèse où M. Michel Rocard utiliserait deux fois le « 49-3 » sur la contribution sociale généralisée et sur l'ensemble du projet de loi de finances pour 1991. Le vote de cette censure s'annonce comme l'un des plus serrés auxquels le gouvernement aura été confronté. Pour la première fois, les députés communistes ont annoncé leur intention de mêler leurs voix à celles de la droite pour protester contre la « roc'tax » (allusion à la peu populaire Poll Tax de M. Margaret Thatcher). Dans l'entourage du premier ministre, on se montre sévère et on ironise sur la physionomie étrange de cette future coalition « contre nature », unissant « la carpe et le lapin ».

Chaque suffrage pèsera lourd dans ce scrutin, qui devrait se jouer à deux ou trois voix. Depuis l'arrivée au Palais-Bourbon des suppléants de MM. Louis Mermaz et Bruno Durieux, les députés sont au complet (cinq cent soixante-dix-sept).

Organiser les non-inscrits

Pour faire tomber le gouvernement, la censure doit recueillir au moins deux cent quatre-vingt-neuf voix, seuls les votes « pour » étant comptabilisés. Le « front du refus » de la CSG peut compter en principe, au moins, sur les cent vingt-neuf députés RPR, les quatre-vingt-onze UDF, les trente-neuf centristes et les vingt-six communistes, soit un potentiel de deux cent quatre-vingt-cinq voix. Sur les vingt députés non inscrits, quatre ou cinq devraient censurer le gouvernement, ce qui donnerait les chances à la censure si un déficit n'était à attendre au RPR.

M. Pierre de Bénouville juge un peu « léger » de censurer le gouvernement sur un tel texte – et si M. Méhaignerie lui-même ne se voyait des déficiences dans ses rangs (deux ou trois, dont, peut-être, celle de Raymond Barre).

Le gouvernement se trouve confronté à une autre difficulté, qui concerne tous les textes qu'il souhaite faire adopter par l'Assemblée

nationale. Faute de majorité socialiste absolue, les voix des non-inscrits, en cette période de durcissement communiste, deviennent un enjeu important. Le gouvernement l'a bien mesuré, la semaine dernière, quand l'opposition, refusant aux députés socialistes la possibilité de tourner les clés de vote des députés non inscrits qui se prononceraient, d'ordinaire, pour les textes gouvernementaux, a contraint le gouvernement à reporter l'examen et le vote final du projet de regroupement des élections régionales et cantonales (le Monde du 2 novembre). Le président du groupe socialiste, M. Jean Auroux, a protesté, mardi, à la conférence des présidents contre cette « obstruction physique » de l'opposition.

Il faudra, dorénavant, que chaque député non inscrit laisse sur sa clé de vote une consigne explicite et dûment signée, mais d'autres solutions sont envisagées pour permettre aux vingt députés non inscrits de s'organiser. Ces députés sont, en nombre suffisant pour former un groupe parlementaire, puisque la « barre » avait été abaissée à vingt députés au début de cette législature, mais on voit mal M. Marie-France Stirbois (Front national) se retrouver dans ce curieux groupe aux côtés de M. Alexis Pons, proche du PCF. De la même façon, il est difficilement imaginable que la douzaine de députés non inscrits qui votent traditionnellement avec le PS acceptent de former un nouveau groupe avec une dizaine d'élus qui leur seraient « prêtés » par le groupe socialiste. Ils tiennent trop à leur liberté pour s'allier si visiblement avec un autre groupe.

Dans l'entourage du premier ministre, on ne désespère pas de trouver rapidement une solution permettant à ces précieux non-inscrits de mieux s'organiser et de faire valoir un point de vue qui, ces derniers temps, a pris une valeur inconnue sous le ciel de la V^e République, plutôt synonyme de majorités sans faille.

PIERRE SERVET

La préparation du congrès du PCF

M. Anicet Le Pors, explorateur

Communiste, fier de l'être et fermement décidé à le rester, après refus de la « facilité » qu'il y aurait à ne plus l'être aujourd'hui, M. Anicet Le Pors fait partie de ces « refondateurs » qui s'évertuent, depuis des mois, en compagnie de M. Charles Fiterman, à mêler dans tous les arcanes de gauche, et souvent à contre-courant, pour un renouveau hypothétique du PCF, il y a deux semaines, le 27 octobre, il exprimait ses convictions devant le club Républicain moderne de M. Jean-Pierre Chevènement. Mardi soir 6 novembre, il était l'invité, au Palais-Bourbon, du groupe de travail du PS chargé, sous la direction de M. Michel Charzat, d'élaborer un nouveau projet socialiste pour octobre 1991.

M. Pierre Mauroy s'était fait un devoir de participer à cette séance de travail pour retrouver son ancien ministre de la fonction publique des « années heureuses », celles de 1981 à 1984. Ce fut une trêve de nostalgie, l'occasion, pour M. Le Pors, de reprocher courtoisement au PS d'avoir « perdu son âme » en ayant « fait beaucoup trop de concessions

pernicieuses au libéralisme », de se montrer trop mou devant la primauté accordée désormais au droit européen sur le droit français, au risque de « trahir la conception française de la fonction publique sur l'autorité de l'État unique », de succomber à « la fascination qui s'opère du modèle américain du présidentialisme exacerbé », alors qu'il y a sans doute mieux à proposer aux Français en présence d'une évolution institutionnelle qui tend à substituer au couple peuple-Parlement le couple président de la République-Conseil constitutionnel, autrement dit le gouvernement des juges.

L'occasion, aussi, pour M. Le Pors, de faire remarquer à ses anciens alliés socialistes que leur tristement célèbre congrès de Rennes n'avait pas été un « cadavre » pour lui non plus : chaque fois qu'il pleure pour l'abandon du « centralisme démocratique » et l'expression des « tendances » devant le comité central du PCF, ses adversaires se font un malin plaisir de le renvoyer à ce contre-exemple « irripetible ».

« Il faut inventer un autre système ».

M. Anicet Le Pors est en recherche. Il explore des pistes : « Nous avons besoin de réinventer notre conception du socialisme [...] Il faut réhabiliter les modèles car l'expression synthétique visant à la cohérence est un besoin pour l'homme qui veut transformer la société... » Mais il a l'honnêteté de dire qu'il ne sait pas où le mène sa quête et il se réfère simplement, pour expliquer sa démarche, à celle des communistes italiens : eux, ils ont jeté leur dévolu aux crises, puis appelé tout simplement « la chose » le nouveau parti informel dont ils rêvaient pour remplacer le PCI, avant de rebaptiser celui-ci « Parti démocrate et de la gauche », une nouvelle formation dont le sigle – PDG – « est malheureusement inutilisable, en France, pour un parti révolutionnaire... ».

En revanche, comme M. Fiterman, M. Le Pors a au moins une certitude : il faudra bien qu'un jour toutes les composantes de la gauche française se retrouvent dans une « entente démocratique » et que quelqu'un prenne en ce sens « une grande initiative politique » capable de susciter un élan analogue à celui du Front populaire dans les années 30 et à celui du Programme commun des années 70. Personnellement, il sera partant pour les idées générales de la gauche préconisées par M. Mauroy à la fin de l'année prochaine.

Mais pour aboutir à quoi ? Pendant quelques minutes, dans un intense aparté, MM. Mauroy et Le Pors ont refait le congrès de Tours qui vit en 1920 la séparation des socialistes et des communistes. Étonnant dialogue :

« C'est vrai, nous, socialistes, nous aspirions trouver une voie nouvelle entre le capitalisme et le socialisme et nous n'avons rien trouvé, mais l'idéologie communiste s'est effondrée et vous n'avez rien trouvé non plus... »

« Il faut inventer un autre système. Moi, communiste, je suis prêt à l'autocritique mais si vous ne parlez d'économie mixte, ça ne suffit pas. Si vous me dites que le socialisme, c'est l'économie de marché et du social en plus je reste sur ma faim... On ne peut pas dire qu'il s'agit simplement d'être les meilleurs gestionnaires dans le monde des golden boys... »

« Il faut rechercher un compromis sur des valeurs qui sont celles de la social-démocratie, ou alors que les communistes trouvent la recette économique... »

« Il faut des valeurs de portée universelle allées à la responsabilité des citoyens et à une efficacité sociale qui se substitue à la logique du profit... J'attends de savoir ce qu'est pour vous le socialisme... »

Le débat se poursuivra mais, mardi soir, c'est M. Mauroy qui a tenu à avoir provisoirement le mot de la fin : « J'ai récemment demandé à des Russes gorbachevistes pourquoi le système économique de l'Union soviétique avait échoué et ils m'ont répondu : il a échoué parce qu'il n'a pas apporté de motivation à l'homme. Les communistes n'ont pas rendu l'homme meilleur. Ils ont cru qu'ils allaient faire naître un autre homme, et l'homme n'a pas changé. » Vieille histoire...

ALAIN ROLLAT

M. Fabius confirme sa volonté de réformer le travail parlementaire

La conférence des présidents de l'Assemblée nationale a fixé au 19 novembre la date du débat sur la motion de censure que l'opposition devrait déposer après l'engagement de la responsabilité du gouvernement sur le projet de contribution sociale généralisée, discuté le 13 novembre. Le vote de la deuxième partie du projet de loi de finances et de l'ensemble des budgets réservés pourrait intervenir le 20 novembre.

Le groupe socialiste, par la voix de son président, M. Jean Auroux, a renouvelé, mardi 6 novembre, son souhait de voir présenté dès cette session un texte sur le logement et la maîtrise foncière. Les députés de la majorité demandent au gouvernement de reprendre les dispositions contenues dans la proposition de M. Guy Malandain (PS, Yvelines), déposée au printemps dernier. Au lendemain des incidents de Vaulin-en-Valin, le ministre de l'équipement, du logement et des transports, M. Michel Delebarre, avait annoncé qu'il présenterait au conseil des ministres, à la mi-novembre, une loi « anti-

ghetto ». M. Auroux laissait entendre, mardi, que son groupe préférerait un texte peut-être moins ambitieux, mais plus « ciblé », dont l'examen, en première lecture, serait certain dès cette session. Il a indiqué qu'il avait, sur ce point, reçu le « soutien » du premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy.

La densité des travaux parlementaires reste cependant méconnue. Après que les lycéens eurent exprimé leur surprise, lundi, à la vue du faible nombre de députés présents en séance lors du débat sur le budget de l'éducation nationale, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a réaffirmé, mardi, son intention de voir réaménager les méthodes de travail parlementaires afin de lutter contre l'absentéisme. Il a notamment proposé de « concentrer les grands débats le mardi, le mercredi et le jeudi ». « Il faudrait que l'on demande aux députés d'être présents », a indiqué M. Fabius, et même, le cas échéant, qu'il y ait une obligation. »

□ Un non-inscrit rejoint le groupe RPR. – M. Gautier Audinot, député non inscrit de la Somme, a rejoint, mardi 6 novembre, le groupe du Rassemblement pour la République, qui compte désormais 130 députés. Élu en 1988 sous l'étiquette de l'Union du rassemblement et du centre (URC), qui rassemblait le RPR et l'UDF, il avait tout d'abord été apparenté au groupe RPR avant de siéger parmi les non-inscrits. De 1986 à 1988, M. Audinot, alors membre de l'UDF, avait été élu député de l'Isère sur la liste commune du RPR et de l'UDF.

□ Deux nouveaux députés à l'Assemblée. MM. Bourget et Hossain. – MM. René Bourget et Jacques Hossain, suppléants, respectivement, de MM. Louis Mermaz et Bruno Durieux, ont pris leurs fonctions de député lundi 5 novembre. Ils remplacent M. Mermet, élu de Vaires et M. Durieux, élu du Nord, qui ont rejoint le gouvernement le 2 octobre, le premier comme ministre de l'Agriculture, le second comme ministre délégué à la santé. M. René Bourget devait rejoindre le groupe socialiste, tandis que M. Hossain, qui est RPR, avait indiqué, lors de l'entrée au gouvernement de M. Durieux, qu'il avait l'intention de siéger parmi les non-inscrits.

Les députés socialistes s'interrogent sur le statut de la Corse

Les députés socialistes ne semblent guère se passionner pour le projet de nouveau statut de la Corse, qui devrait être soumis au Parlement dès cette session. « Nous ne soutenons pas ce texte venant trop rapidement en débat », a expliqué, mardi 6 novembre, M. Jean Auroux, président du groupe socialiste.

Les députés du PS souhaitent respecter la règle qui veut que le Parlement aille du général au particulier, et non l'inverse. La Corse passerait ainsi, notamment, après le projet de M. Pierre Joxe sur l'administration territoriale.

Il y a aussi, a précisé M. Auroux, « certaines interrogations » à l'intérieur du groupe, par exemple sur la « notion de peuple corse » dont l'existence est reconnue dans l'article 1^{er} de l'actuel projet de loi.

C'est M. Marc Dolez qui sera responsable du groupe de travail sur le sujet, lorsque celui-ci commencera à se réunir. On affirme en plaisantant, chez les députés socialistes, que M. Dolez aura le « recul » nécessaire, puisqu'il est élu du Nord.

En attendant, lors de la réunion de l'île, président du MRG, a évoqué le projet, mais il se trouve que M. Zuccarelli, bien que député apparenté au PS, est l'un des adversaires les plus déterminés du projet Joxe.

Si les députés socialistes n'ont pas d'idées très précises sur la Corse, les régions françaises à fort particularisme commencent, elles, à en avoir.

Dans un vote adopté à l'unanimité mardi, nous signalons notre correspondance en Ile-et-Vilaine, le conseil régional de Bretagne, souhaite « être en mesure d'assumer l'intégralité de ses responsabilités par l'exercice de prérogatives et de libertés nouvelles conférées à ses institutions ».

Les quatre élus communistes n'ont pas pris part au vote. M. Pierre Le Treut, vice-président (CDS) du conseil régional de Bretagne, a précisé mardi sur Europe 1 que, dans son esprit, il ne s'agissait nullement d'une demande d'autonomie pour la Bretagne.

Adoptions définitives au Sénat. – Au cours de la séance du mardi 6 novembre, les sénateurs ont adopté définitivement à l'unanimité, en seconde lecture, le projet de loi issu des travaux de l'Assemblée nationale (le Monde du 17 octobre 1990), qui adapte la législation française aux dispositions de la convention des Nations unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Les sénateurs ont également adopté en première lecture, à l'unanimité et sans le modifier, le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public, qui tire les conséquences de la prise de contrôle d'UTA et d'Air Inter par Air France. Ce texte organise la représentation des salariés au conseil d'administration.

□ Roger Hanin et M. Waechter s'investissent. – Le chef de file des Verts, M. Antoine Waechter, a demandé à TF 1, lundi 5 novembre, de bénéficier d'un droit de réponse après les « calomnies » exprimées, selon lui, à l'encontre des écologistes par le comédien Roger Hanin, invité, la veille, de l'émission « 7 sur 7 ». Roger Hanin avait qualifié d'« attitude de salauds » le choix des Verts de ne pas se désister au second tour.

□ Adoptions définitives au Sénat. – Au cours de la séance du mardi 6 novembre, les sénateurs ont adopté définitivement à l'unanimité, en seconde lecture, le projet de loi issu des travaux de l'Assemblée nationale (le Monde du 17 octobre 1990), qui adapte la législation française aux dispositions de la convention des Nations unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Les sénateurs ont également adopté en première lecture, à l'unanimité et sans le modifier, le projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public, qui tire les conséquences de la prise de contrôle d'UTA et d'Air Inter par Air France. Ce texte organise la représentation des salariés au conseil d'administration.

VOYAGEURS EN ARGENTINE A CHOIX AEROLINEAS ARGENTINAS

Rendez-vous à Ushuaia...

Patagonie, terre de feu, 13 jours à partir de 17 600 F

Sur les traces de Magellan, Darwin, Charcot, Saint-Exupéry, explorez à votre tour le royaume de vent et de la densité pour aller à l'extrême du continent, sur le minuscule aéroport de la bourgade la plus australe du monde : Ushuaia.

Vous pouvez aussi, avec VOYAGEURS EN ARGENTINE, découvrir les Pays Andins, le Chili, l'île de Paques, ou partir à la poursuite de Moby Dick.

Demandez à VOYAGEURS EN ARGENTINE, 12, rue Sainte-Anne 75001 Paris. Tél. : (1) 42.86.17.77, le programme complet de ses circuits et expéditions.

VOYAGEURS EN ARGENTINE

Un seul pays, tous les voyages.

AEROLINEAS ARGENTINAS

La crise

Les industriels

Thaïlande un pays de...

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

10- La conférence mondiale sur le climat.
Traité de Kyoto dans la Vallée.

11- M. Josephie prend la direction de la Cinq.
Danse : chorégraphes et lycéens.

12- 15-20 ans, les pieds sur terre.
13-14 « Le Monde Éducation ».

Après de nouvelles manifestations en province

La crise lycéenne prend un tour plus politique

Les lycéens sont redescendus nombreux dans la rue, mardi 6 novembre, en province. Besançon et Belfort, Marseille et Reims, Nantes et Brest, Toulouse et Lille, Bordeaux et Nancy : au total, des centaines de lycéens ont sillonné, dans le calme, une quarantaine de villes.

Cette mobilisation toujours aussi forte n'empêche pas les deux « coordinations » qui tentent de piloter le mouvement lycéen de rester divisées. Elles devaient se réunir, chacune de leur côté, mercredi 7 novembre, pour préparer la manifestation nationale, prévue le 12 novembre.

Les lycéens bénéficieront, ce jour-là, de l'appui accru des enseignants. Le principal syndicat des professeurs de lycée, le SNES, ainsi que le SGEN-CFDT, ont en effet déposé un préavis de grève pour lundi prochain. Une enseignante aurait été molestée, mardi 6 novembre, dans un collège d'Argenteuil (Val-d'Oise).

Enfin, le débat sur la crise lycéenne continue à susciter de nombreuses réactions politiques. Le RPR et l'UDF ont notamment appelé, mardi 6 novembre, à une réforme en profondeur des lycées. M. Giscard d'Estaing s'est déclaré favorable à un grand emprunt national pour l'éducation.

Après les manifestations des 5 et 6 novembre, l'agitation lycéenne prend un tour plus politique. Les deux « coordinations » lycéennes, autoproclamées il y a une quinzaine de jours, restent plus divisées que jamais sur la façon de canaliser cette agitation et de préparer la suite du mouvement. La fusion de ces coordinations rivales, envisagée en fin de semaine dernière, qui avait permis l'organisation conjointe de la journée du 5 novembre, ne semble plus du tout à l'ordre du jour.

Elles devaient en effet se retrouver, mercredi 7 novembre, pour organiser ensemble la manifestation nationale prévue le 12 novembre à Paris. Or la coordination animée par la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (FIDL) et les proches de SOS-Racisme a fait savoir, mardi soir, qu'elle tiendrait de son côté, mercredi, des assises réunissant quatre élus par lycée de province et deux élus par lycée parisien.

L'autre coordination, où se regroupent notamment des lycéens proches des Jeunes communistes, des trotskistes et du courant Socialisme et République du PS, devait se réunir, pour sa part, à Censier (Paris-II) avec la participation de quatre députés par département de province et huit élus par département de la région parisienne. Outre le contrôle du mouvement, cette division tient aussi à l'objectif

annoncé de la manifestation du 12 novembre. L'idée d'une marche vers l'Élysée est loin de faire l'unanimité.

Malgré ces dissensions, le mouvement lycéen a reçu, mardi 6 novembre, l'appui plus marqué que jusqu'à présent du SNES (professeurs de lycée) et du SNEP (éducation physique). Ces deux syndicats d'enseignants ont déposé un préavis de grève pour lundi 12 novembre afin de permettre aux enseignants qui le souhaitent de participer à la manifestation lycéenne. Les trois sections des académies parisiennes du SNES ont, dès à présent, appelé officiellement à la grève ce jour-là.

Au lendemain des manifestations lycéennes et de la discussion du budget de l'éducation à l'Assemblée nationale, l'opposition UDF-RPR réclame, de son côté, une modification d'envergure du paysage éducatif français. Plaçant le débat sur un terrain nettement politique, elle demande notamment une « réforme radicale » du second cycle de l'enseignement secondaire, en prévoyant la « diversification, la professionnalisation et la décentralisation ». Devant le Conseil régional d'Alsace, M. Giscard d'Estaing a qualifié de « positives » les revendications des lycéens et souhaité le

lancement d'un grand emprunt national pour l'éducation.

Au cours d'une conférence de presse commune, mardi 6 novembre, M. François Bayrou, député général de l'UDF, et M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, ont souhaité que soit engagé un état des lieux des établissements dégradés, puis un plan d'urgence financé par la privatisation de certaines entreprises publiques. Les deux responsables de l'Union pour la France (UPF) ont aussi dénoncé le « gigantisme et la centralisation » du ministère de l'éducation nationale, particulièrement dans le domaine des ressources humaines. Ils ont plaidé

pour un assouplissement du système éducatif, passant par une décentralisation qui donnerait aux régions plus de pouvoir en matière de gestion des établissements, mais aussi de définition des filières. Des désaccords subsistent toutefois sur le degré exact de décentralisation envisagé et sur le maintien ou non d'un cadre national pour le système éducatif.

A plus court terme, M. Francisque Perrut, député UDF du Rhône, vient de déposer une proposition de loi visant à mettre à la disposition des chefs d'établissement du secondaire de jeunes appelés du contingent volontaires pour contribuer à assurer des missions de surveillance. De son côté, M. Jean-Christophe Cambadéla, député PS de Paris, avait proposé, lundi 5 novembre, la création d'un « service scolaire » dans le cadre du service national. Les jeunes appelés pouvant, selon lui, être affectés à la surveillance et à l'entretien des lycées à problèmes.

Lire également

15-20 ans, les pieds sur terre page 12

Les enseignants dans le miroir lycéen page 13

8 000 manifestants à Besançon

BESANÇON

Huit mille lycéens ont défilé, mardi 6 novembre, dans les rues de Besançon. C'est sans doute la manifestation la plus nombreuse enregistrée en province, record d'autant plus surprenant que les lycéens bésunois n'avaient pas jugé bon, jusqu'ici, de descendre dans la rue, contrairement aux élèves d'autres villes franco-comtoises. Eux-mêmes expliquent cette absence de mobilisation par le fait que la situa-

tion n'est pas spécialement dégradée dans le chef-lieu du Doubs.

Un cinquième lycée est actuellement en construction à Besançon et le conseil régional s'investit largement dans les constructions scolaires. Partie le matin d'un groupe de mille cinq cents lycéens, la manifestation devait s'achever au cours de l'après-midi en développant des thèmes aujourd'hui classiques, plus, semble-t-il, par solidarité que pour presser des revendications propres à la situation locale. C. F.

Pour construire l'avion spatial Hermès

Les industriels européens créent la société Hermespace

BRUXELLES

de notre envoyé spécial

Les industriels sont prêts à lancer le développement (fabrication des premiers prototypes volants) de l'avion spatial européen Hermès et la balle est désormais dans le camp des politiques. Tel était, en substance, le message lancé, mardi 6 novembre à Bruxelles, par les dirigeants des sociétés Aérospatiale, Dassault-Aviation, Deutsche Aerospace et Aeritalia. La création de la société Hermespace, annoncée dans la capitale belge à l'occasion du Salon international Technospace, marque en effet l'aboutissement d'une aventure technologique commencée en janvier 1985, quand le conseil des ministres des États membres de l'Agence spatiale européenne (ESA), réuni à Rome, estima que le

Vieux Continent devait s'efforcer d'acquiescer son autonomie dans le domaine des vols spatiaux habités. Une volonté que les mêmes ministres concrétisèrent en novembre 1987 à La Haye (le 16 octobre 1987), en donnant leur feu vert pour le lancement du programme Hermès (ainsi que du lanceur super-lourd Ariane 5 et des modules Columbus). Trois ans plus tard, la « phase 1 » est terminée : l'engin est parfaitement décrit sur le papier (le Monde du 6 juillet 1990), sa faisabilité démontrée et les technologies à utiliser définies et maîtrisées.

« Reste aux industriels à soumettre à l'ESA, d'ici à la fin de l'année, des propositions précises sur les détails techniques », l'organisation industrielle des programmes et les coûts », explique M. Henri Martre, PDG d'Aérospatiale, un rôle dévolu à Hermespace, qui se charge aussi de la fabrication des deux modèles de vol de l'avion spatial. Aérospatiale, qui était jusqu'à présent maître d'œuvre industriel du projet, cède ainsi sa place au nouveau consortium européen. Un effacement tout diplomatique : le poste de directeur général du programme Hermès est réservé, en effet, à un représentant d'Aérospatiale (en l'occurrence M. Philippe Couillard), actuel directeur des programmes Espace de la société. Mais il sera entouré de quatre directeurs généraux adjoints, représentant chaque société, et le conseil de surveillance sera présidé à tour de rôle par un représentant de Deutsche Aerospace, d'Aeritalia et d'Hermespac-France, par périodes de trois ans. Le premier président est M. Johann Schaffler, président adjoint de Deutsche Aerospace.

Ces aménagements étaient nécessaires face à l'irritation croissante de certains États membres de l'ESA, l'Allemagne en particulier, mécontents de la part trop importante à leur goût prise par la France dans la plupart des programmes spatiaux européens. C'est ainsi que la participation française fut ramenée de plus de 50 % dans le programme Ariane 4 à 43 % pour Ariane 5, au profit d'autres pays européens.

Un avenir incertain

L'ESA, qui avait délégué son rôle de maître d'ouvrage au Centre national d'études spatiales (CNES, français) pour Hermès, a préféré créer récemment une équipe commune ESA-CNES, pour prendre le projet en main. On peut penser qu'en contrepartie l'Allemagne adoptera le même esprit de conciliation pour le projet de module autonome Columbus, dont elle

assure le leadership. M. Schaffler a d'ailleurs indiqué que la création d'une société similaire à Hermespace devrait être annoncée bientôt pour Columbus.

Tous les problèmes ne sont pas pour autant aplanis. Les membres d'Hermespac devront tout d'abord s'efforcer de ne pas dépasser de plus de 20 % (limite au-delà de laquelle les États peuvent se désengager du projet) le budget de 4,5 milliards de francs (environ 31 milliards de francs) défini en 1987 à La Haye. « Ce sera difficile », reconnaît un responsable d'Aérospatiale. Et même s'ils y arrivent, le feu vert que les ministres de l'ESA doivent normalement donner en juin 1991 pour le démarrage de la deuxième phase du projet est loin d'être acquis.

Beaucoup de choses ont changé, en effet, depuis le début du programme. D'une part, la réunification avec la RDA coûte très cher à l'Allemagne, gros bailleur de fonds pour Hermès et surtout Columbus. D'autre part, les restrictions budgétaires ont amené la NASA à réduire les dimensions et à retarder la mise en œuvre de sa station orbitale Freedom, dont le module habitable, APM Columbus, devait constituer l'un des éléments et dont la desserte représentait l'une des raisons d'être principales de l'avion spatial européen.

« L'autonomie européenne pour la maîtrise des vols habités reste, pour nous, un but important à atteindre », reconnaît un haut fonctionnaire français de l'espace, mais la manière d'y arriver peut évoluer. » A côté de la poursuite pure et simple de programmes Hermès et Columbus, plusieurs autres options sont ainsi envisagées. Le module APM, lié à la station Freedom, pourrait être retardé sine die, au profit d'un seul module, MTFF, sorte de gros satellite-laboratoire pouvant être visité régulièrement par les astronautes d'Hermès. Mais on évoque aussi, face aux atermoiements de la NASA, la possibilité du lancement d'un projet de station orbitale purement européenne. Cela amènerait évidemment les ministres européens à préconiser « une phase complémentaire d'étude » d'un ou deux, un répit qui arrangerait tout le monde.

Quelle que soit cependant la décision finale sur Hermès et Columbus, le sort du lanceur lourd Ariane 5 ne semble, en revanche, pas menacé. Le lancement de l'avion spatial européen ne sera pour lui, en effet, qu'une tâche annexe, à côté de la mise en orbite des satellites de communication, activité dont l'intérêt économique n'est plus à prouver.

JEAN-PAUL DUFOUR

2,5 millions de lycéens

5,7 millions d'élèves fréquentent cette année les établissements d'enseignement secondaire publics et privés. 3,1 millions sont scolarisés dans les collèges (classes de la sixième à la troisième), 894 000 dans les lycées professionnels (menant aux CAP, BEP et baccalauréats professionnels) ; 129 000 dans des établissements pour enfants déficients ; 1,6 million dans les lycées d'enseignement général et technologique (menant aux baccalauréats d'enseignement général et technologique).

Ce sont ces derniers établissements qui sont touchés par les grèves et les manifestations. Ils ont connu une croissance rapide ces dernières années : l'effectif de 422 000 lycéens, en 1980, a doublé dix ans plus tard (849 000) et triple en 1985 pour atteindre 1,2 million. A la rentrée 1989, 90 000 lycéens supplémentaires ont été accueillis et à nouveau 55 000 à la rentrée dernière.

Thaïlande, un pays de trésors

Trésors de la Thaïlande : 16 jours à partir de 450 000 F

Des temples de Bangkok aux tribus tibéto-birmanes du Nord, des rives du Mekong aux rizières de la plaine centrale, les paysages khmers de l'Andaman aux plages de la mer d'Andaman, la Thaïlande est un pays de trésors.

Découvrez-les grâce à ce circuit très complet de 16 jours, conduit par un accompagnateur spécialiste de l'Asie du Sud-Est, avec d'autres trésors en Thaïlande, dont vous pourrez profiter lors d'autres séjours. Demandez à VOYAGEURS EN THAILANDE, 30, rue de la Paix, Paris 1^{er}. Tél. (1) 42.60.63.31, le programme complet de ses séjours.

VOYAGEURS EN THAILANDE

Un seul pays, tous les voyages.

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

La deuxième conférence mondiale sur le climat

Les responsables politiques à la recherche d'une position commune pour lutter contre l'effet de serre

Plusieurs chefs de gouvernement, dont M. Margaret Thatcher et M. Michel Rocard, et les ministres de l'environnement de seize États ont réuni les 6 et 7 novembre la conférence de Genève, pour tenter de définir une action globale contre le réchauffement de la planète.

GENÈVE

de notre envoyée spéciale

« Les énergies renouvelables (hydrauliques, solaires, éoliennes, marées-motrices) resteront, au moins pour un certain nombre d'années, dans le domaine des espérances. En revanche, les économies d'énergie à la production sont pleines de promesses. Surtout tant que le nucléaire, qui fournit 70 % de l'électricité française, est seul capable de produire massivement de l'énergie. Et lui n'est pas de gaz carbonique. » Devant la presse, M. Michel Rocard n'a manqué ni de courage ni de franchise. Le premier ministre, venu à Genève le 6 novembre pour la première journée de la réunion ministérielle qui termine la deuxième Conférence mondiale sur le climat, n'a pas nié le problème des déchets nucléaires, mais il a rappelé que « toutes les formes d'énergie ont leur contre-effet ». Il s'est gentiment moqué des Verts suisses et allemands, qui ont obligé leurs pays respectifs à abandonner le nucléaire, mais ne protestent pas contre les importations d'électricité française — « une source de bonnes devises pour nous », a-t-il dit —, produites pourtant en majorité par ces centrales nucléaires. Il a aussi rappelé que les Verts français avaient manifesté, il y a plusieurs années, dans le Nord contre le nucléaire, en oubliant que le charbon avait tué, en plus d'un siècle, quelque mille cinq cents personnes et que le nucléaire, en quatre décennies, n'avait pas fait de victime.

L'Europe et le Japon à la pointe du combat

De son côté, le roi Hussein de Jordanie, qui participait à la séance solennelle d'ouverture, a évoqué la catastrophe écologique sans précédent qui, selon lui, accablait le Koweït, le Irak, le Bahreïn, le Qatar, les Émirats arabes unis et une grande partie de l'Arabie saoudite, de la Jordanie, de la Syrie et de l'Iran, sans parler des eaux du Golfe, si la masse des réserves de pétrole du Koweït (soit environ 30 milliards de barils) était incendiée.

Quant à M. Margaret Thatcher, premier ministre de Grande-Bretagne, elle a qualifié de « très bon accord » la récente décision prise par les Communautés européennes de stabiliser les émissions de gaz carbonique à leur niveau actuel pour les dix ans à venir, et elle a affirmé, à l'instar des scientifiques, que les mesures contre l'effet de serre doivent être globales, comme l'est la menace de réchauffement.

L'Europe et le Japon sont donc à la pointe du combat contre l'effet de serre. Le 5 novembre à Genève, les ministres de l'environnement des pays de l'Association européenne de libre-échange, du Liechtenstein et des Douze se sont mis d'accord.

Désormais, ce sont dix-huit pays européens qui se sont engagés à lutter ensemble contre l'effet de serre, avec la stabilisation de leurs émissions de gaz carbonique. Ils invitent les autres États industrialisés à en faire autant et souhaitent que soit étudiée la réduction des émissions de gaz à effet de serre à partir de 2005 ou 2010.

Les 6 et 7 novembre, les ministres de l'environnement conduisant les délégations ont exprimé l'avis de leurs pays respectifs. Ils sont, dans l'ensemble, d'accord sur l'urgence du nouveau problème posé à l'humanité entière par l'effet de serre et le réchauffement rapide de la planète, sur le fait que les pays industrialisés, responsables des trois quarts des émissions de gaz carbonique, doivent montrer la voie à suivre et sur le fait que les États pauvres, qui souffrent le plus des bouleversements climatiques, doivent être aidés pour se développer sans augmenter l'effet de serre.

Pour le moment, les solutions proposées par les pays industrialisés qui se sont déjà exprimés suggèrent de taxer les utilisateurs de combustibles fossiles, ce qui pourrait obliger, entre autres, à repenser le système de transport. M. Brice Lalonde, ministre délégué à l'environnement, a insisté sur deux points : d'une part, la lutte contre l'effet de serre doit servir désormais de fil directeur aux politiques de l'environnement, avec, entre autres, une fiscalité dissuasive ; d'autre part, cette lutte pourrait commencer par la réduction des différences, qui vont de un à douze, des émissions de gaz carbonique par les États de la planète. Cette action permettrait de réduire en vingt ans ces émissions dans l'ensemble du monde, à environ 2 tonnes de carbone par habitant et par an.

Un tel objectif n'entraverait pas trop le développement des pays pauvres, qui rejettent en moyenne 0,4 tonne de carbone par habitant et par an ; surtout si l'on met au point, d'ici là, les techniques capables d'augmenter l'efficacité des sources d'énergie ; il ne gênerait pas trop la plupart des Douze et le Japon, qui émettent entre 0,9 tonne de carbone (pour le Portugal) et 3,19 tonnes de carbone (pour l'Allemagne fédérale). Mais de telles mesures seraient beaucoup plus contraignantes pour le Luxembourg (6,83 tonnes de carbone par habitant et par an), les États-Unis (5,2 tonnes de carbone), l'Europe de l'Est (3,2 tonnes de carbone). Notons que les « mauvais élèves » de l'Europe des Douze (Allemagne, Grande-Bretagne, Danemark et Pays-Bas) ont déjà déclaré vouloir stabiliser ou réduire leurs émissions de gaz carbonique d'ici à 2000 ou 2005.

Il reste le problème des États-Unis (5,2 tonnes de carbone), de l'URSS (3,5 tonnes de carbone) et même de la Chine (0,5 tonne de carbone, mais 1,1 milliard d'habitants), qui manquent d'enthousiasme — c'est le moins que l'on puisse dire — pour prendre chez eux les mesures nécessaires à la réduction de gaz carbonique.

Tous les scientifiques réunis à Genève du 29 octobre au 3 novembre ont rédigé une déclaration où ils reconnaissent l'urgence du problème de l'effet de serre, où ils demandent le renforcement des programmes de recherche et de la coopération internationale, où ils déclament des déclarations spécifiques des pays en voie de développement.

Les politiques réunies à Genève les 6 et 7 novembre parviendront-elles à un accord aussi unanime pour prendre position contre l'effet de serre ? Un accord, même très général, serait souhaitable : il laisserait le temps de négocier les dispositions de la future convention sur l'environnement et le développement, qui pourrait être prête pour la conférence prévue à Rio-de-Janeiro en 1992.

YVONNE REBEYROL

RELIGIONS

Mgr Daly, nouveau primate catholique d'Irlande

DUBLIN

de notre correspondant

Mgr Cahal Brendan Daly, évêque du diocèse de Down et Connor, a été nommé par le pape, mardi 6 novembre, archevêque d'Armagh et devient ainsi le nouveau primate de l'Église catholique d'Irlande. Mgr Daly, soixante-trois ans, succède au cardinal Tomás O'Fiaich, décédé en mai dernier au cours d'un pèlerinage à Lourdes.

Le nouveau chef spirituel des 3,7 millions de catholiques irlandais est né en Irlande du Nord. Depuis 1982 il est évêque du diocèse de Down et Connor, qui comprend Belfast. Aussi connaît-il très bien les problèmes politiques et sociaux de la République d'Irlande. Mgr Daly est surtout connu pour les sévères critiques qu'il a lancées contre l'Armée républicaine irlandaise (IRA).

Bien qu'il soit réputé comme un théologien conservateur, Mgr Daly a réussi à développer des contacts étroits avec les chefs des Églises protestantes. Sa nomination a été bien accueillie non seulement par des leaders nationalistes au nord et au sud de l'île, mais aussi par des leaders unionistes en Irlande du Nord.

JOE MULHOLLAND

JUSTICE

Vaste fraude dans le Vaucluse

Les truffes noires étaient blanches

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Tous les gastronomes en sont d'accord : il n'existe qu'une espèce de truffe noble, la truffe noire, dite du Périgord. Autrefois dit, pour les botanistes, la *Tuber melanosporum* reconnaissable à son enveloppe extérieure brun foncé et à sa chair finement veinée, d'un noir violacé à maturité complète. Un « bijou » qui ne saurait être, en aucun cas, confondu avec la truffe blanche (*Tuber aestivum*) au tissu périphérique également noir mais à la chair blanche ou brunâtre.

Entre les deux, la différence de valeur gustative est la même qu'entre des œufs de lump et du caviar. Et la première peut valoir de huit à dix fois plus que l'autre. D'où la tentation, pour les marchands, de faire prendre l'une pour l'autre en colorant artificiellement la blanche à l'aide de brou de noix pour la rendre noire et en ajoutant un zeste d'arôme qui masquera son goût insipide. Tentation d'autant plus grande que la production de truffes noires, en France, n'a cessé, depuis un siècle, de régresser (1). Le procédé, au demeurant, est bien connu et ne date pas d'aujourd'hui.

À la suite d'une enquête lancée, en octobre 1989, par la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, plusieurs conservateurs du départe-

ment truffier du Vaucluse ont été épinglés pour l'avoir utilisée à une grande échelle. Selon les résultats de cette enquête, la fraude porterait sur plusieurs tonnes, non seulement de truffes blanches, achetées entre 200 à 400 F le kilo et revendues sous l'appellation de truffes du Périgord entre 1 500 à 2 500 F, mais aussi de « terzès » ou « truffes des sables », une espèce mal définie produite en Afrique du Nord.

Du brou de noix

Les agents de la répression des fraudes — une brigade nationale renforcée par les services de la direction du Vaucluse, — ont d'abord procédé à des prélèvements sur les lieux de distribution, puis ont remonté la filière jusqu'à quatre sociétés de conservation de la région de Carpentras où ils ont effectué des contrôles inopinés qui se sont révélés concluants. Ils auraient également établi qu'une secrétaire d'une de ces sociétés était chargée d'aller prendre directement livraison de brou de noix dans une entreprise de produits chimiques de Viroflles (Bouches-du-Rhône) auprès de laquelle la commande était passée au nom d'une quincaillerie fictive.

Saisi des faits, le parquet de Carpentras a ouvert une information judiciaire en juillet dernier et un juge d'instruction de cette ville, M. Claude Choquet, a été chargé de l'instruction du dossier. Bien que la tromperie ait été

confirmée par des examens en laboratoire, les sociétés mises en cause — dont certaines approvisionnaient de grands restaurateurs et traiteurs parisiens fort renommés, — ont sollicité des contre-expertises qui devraient intervenir prochainement. Interrogé, l'un des conservateurs carpentrassiens cités dans la procédure, M. Charles Vian, admet que la coloration des truffes blanches est une pratique courante mais, selon lui, elle était, jusqu'ici, tolérée — bien qu'interdite — et limitée exclusivement à la vente des « brisures ».

« On ne nous a jamais rien dit, plaide-t-il, et il n'y a eu aucune plainte de nos clients dont beaucoup, au contraire, nous ont adressé des félicitations pour la qualité de nos produits. » Un débat a même été engagé au sein du comité technique de la conserve pour savoir s'il ne faudrait pas légaliser la « vraie fausse truffe ». Dix négociants sur dix-huit se seraient prononcés dans ce sens. La plus grande fantaisie paraît, en fait, régner dans la profession (mélange des espèces, étiquetage abusif), qui aurait bien besoin d'être organisée.

GUY PORTE

(1) D'un millier de tonnes en 1892, la production française est tombée à soixante-dix tonnes dans les années soixante et à seulement dix tonnes au cours de la dernière récolte de 1989-1990 en raison, notamment, de mauvaises conditions climatiques.

Racket, trafic de stupéfiants et vols à main armée

Une bande de malfaiteurs démantelée par la gendarmerie dans la région de Toulon

Vingt-deux personnes impliquées dans des affaires de racket, de trafic de stupéfiants et de vols à main armée ont été interpellées lors d'une opération de gendarmerie lancée, mardi 6 novembre, dans le Var et les Alpes-de-Haute-Provence. Un gendarme du (GIGN) groupe d'intervention de la gendarmerie nationale, qui portait un gilet pare-balles, a été légèrement blessé au cours de l'interpellation d'un individu armé d'un Colt 38 spécial.

Impliquant cent vingt hommes du groupement de gendarmerie du Var, de la section de recherches d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône) et du GIGN, le coup de filet a été réalisé sur la base de deux commissions rogatoires délivrées par M. Michèle Cutajar, juge d'instruction à Toulon (Var) : l'une du 23 août, pour tentative d'extorsion de fonds, coups et blessures avec armes et détention d'armes, à la suite d'une tentative de racket contre une boîte de nuit de Carqueiranne, près de Toulon ; l'autre du 8 octobre, pour infraction à la législation sur les stupéfiants. Des armes, de l'argent et de la drogue ont été saisis au cours des perquisitions.

Mercredi 7 novembre au matin, une quinzaine de personnes étaient toujours en garde à vue. La veille au soir, Jean-Charles Tarnat, un ancien du gang des postiches de la Côte d'Azur, avait été inculpé de tentative d'extorsion de fonds, et écroué.

L'affaire Doucet

Les causes de la mort de l'ancien pasteur n'ont pas encore été éclaircies

Les policiers de la brigade criminelle chargés de l'enquête sur la mort de Joseph Doucet, pasteur déchu et militant homosexuel, avancent sur plusieurs fronts. Certains d'entre eux sont à Rambouillet, ratisant la forêt et ses alentours, à la recherche de témoignages pouvant les éclairer sur les conditions de l'abandon du cadavre du pasteur, découvert le 18 octobre par un ramasseur de champignons (*Le Monde* du 25 octobre). D'autres s'apprêtent à reprendre les auditions des fonctionnaires des RG, chargés de surveiller le pasteur avant sa disparition, tandis que les experts de police scientifique se poursuivent et pourraient connaître des développe-

ments décisifs. Ainsi les débris découverts dans la forêt de Rambouillet — dont on ne pouvait, d'un point de vue, établir s'il s'agissait d'un corps humain, et à fortiori du cadavre d'un homme ou d'une femme — ont été identifiés comme étant le corps de Joseph Doucet. L'empreinte dentaire correspond formellement à celle de la victime, comme semble le confirmer l'empreinte digitale d'un pouce avec celle recueillie sur son missile. D'autres expertises sont en cours, notamment la comparaison entre les cheveux du cadavre et ceux retrouvés dans le coffre de la voiture de l'inspecteur Jean-Marc Dubourg, le policier des Renseignements généraux chargé de surveiller les activités du pasteur avant sa disparition.

Les experts semblent par ailleurs pessimistes sur la possibilité d'établir selon quel mode opératoire la victime a été tuée. M. Anne Le Dimna, substitut auprès du procureur de la République de Versailles, a confirmé mardi 6 novembre que « le larynx du pasteur a été retrouvé enfoui sous terre à proximité du corps, le vendredi 10 octobre (soit huit jours après la découverte du cadavre), par les policiers de la brigade criminelle, assistés d'un médecin légiste ».

Le magistrat a précisé qu'à sa connaissance, « on ne pouvait pas en déduire qu'il y ait eu strangulation. Ce larynx ne parlait pas... ». Cette déclaration met un terme à la rumeur selon laquelle le pasteur aurait été étranglé avec une corde de piano, « châtiment hétérosexuel infligé aux traitres de la cause nazie pendant la deuxième guerre mondiale », comme on l'entendait dire dans l'entourage du pasteur.

Enfin, M. Philippe Ducoux, responsable de l'association Homosexualités et socialisme, a remis vendredi 2 novembre au tribunal de Paris l'enregistrement de menaces proférées sur son répondeur téléphonique par une voix anonyme, message qui, selon lui, serait daté du 21 juin 1990, soit plus de trois semaines avant la disparition du pasteur.

Selon M. Philippe Ducoux, il s'agirait de « menaces de mort visant l'association Homosexualités et socialisme, une autre association, le projet Ornicar et explicitement le pasteur Doucet. Cet homme nous reprochait de mener des travaux en faveur des transsexuels et il précisait que si Le Pen prenait le pouvoir, on nous tuerait à coups de mitrailleuse ». Ce document serait en cours d'analyse, même s'il semble difficile d'en évaluer la portée dans le contexte de la disparition du pasteur Doucet.

D. L. G.

Dans le sud de l'Iran

Une centaine de victimes dans un tremblement de terre

Un tremblement de terre de magnitude 6,6 sur l'échelle de Richter s'est produit, mardi 6 novembre, à 19 h 17 (heure française) dans la province de Fars, dans le sud de l'Iran. Selon le bilan provisoire établi dans la nuit de mercredi, ce séisme a fait au moins vingt et un morts, plus de quatre-vingts blessés, et une dizaine de milliers de sans-abri.

Dans la région de Darab, au sud-est du Fars, où se situe l'épicentre du séisme, deux villages dont le nombre d'habitants n'a pas été précisé ont été totalement détruits. Une centaine d'autres auraient été endommagés dans des proportions de 60 à 80 %.

Deux agents des RG infiltrés au Front national de Belfort, selon *le Figaro*. — Selon *le Figaro* du 7 novembre, la section « traitement du renseignement » de la direction centrale des renseignements généraux a recruté en 1984 deux agents au sein de la section de Belfort (Territoire-de-Belfort) du Front national. L'un d'eux, enregistré sous le nom de code « Balzac », serait « encore aujourd'hui en activité ».

Racket en Haute-Savoie : un adolescent inculpé après la mort d'un garçon de seize ans. — Un adolescent de dix-sept ans, placé en garde à vue après la mort d'un de ses camarades de quartier (*Le Monde* du 7 novembre), dimanche 4 novembre à Seynod (Haute-Savoie), a été inculpé d'assassinat et écroué à la maison d'arrêt de Chambéry. Le jeune garçon semble avoir voulu mettre fin à un chantage dont il était victime en se munissant d'un couteau de cuisine pour rencontrer son racketteur. Au cours de l'altercation qui a suivi, la victime, un jeune de seize ans habitant la même ZUP de la Donzière, a reçu un coup de couteau en pleine poitrine.

Enquête administrative après l'évasion de Lannemezan. — M. Xavier Salvat, chef de l'inspection pénitentiaire, s'est rendu, mardi 6 novembre, à la centrale de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) afin de mener une enquête administrative sur les conditions dans lesquelles quatre hommes, qui purgeaient de lourdes peines, ont réussi à s'évader grâce à un hélicoptère. Trois d'entre eux ont été arrêtés, mardi matin, dans le nord de l'Espagne tandis que les policiers espagnols estiment que le quatrième, Hamed Mazouz, armé d'un fusil à canon court, s'était réfugié à Saragosse.

SPORTS

RUGBY :

la tournée des All Blacks

Huit changements dans le XV de France

Seuls sept des joueurs de l'équipe du XV de France, humiliée samedi 3 novembre à Nantes, par les All Blacks, ont trouvé grâce après des sélections pour le deuxième test-match France-Nouvelle-Zélande, prévu pour le samedi 10 novembre au Parc des Princes, à Paris. Les sélectionneurs, réunis mardi 6 novembre à La Rochelle, quelques heures après le cinquième succès des joueurs des antipodes (22-15), ont remanié le pack, où seuls trois des joueurs de Nantes, — le pilier Pascal Ondart, le seconde ligne Olivier Romain et l'espoir Abdelatif Benazzi — ont conservé leur place.

Aux côtés du Biterrois Jean-François Gourragne, Marc Fajolle (Nice), Marc Dal Maso (Mont-de-Marsan), Philippe Benetton (Agen), Olivier Deslandes (Racing), Henri Saux (Narbonne), Thierry Lacroix (Dax) et Jean-Baptiste Lafond (Racing), font leur apparition.

FOOTBALL : Bordeaux qualifié pour les huitièmes de finale de la coupe de l'UEFA. — Au terme d'une rencontre bâclée et peu spectaculaire, le club des Girondins de Bordeaux a battu, mardi 6 novembre, les Allemands du FC Magdebourg (1-0), et s'est ainsi qualifié pour les huitièmes de finale de la coupe européenne de l'UEFA. Jean-Marc Ferreri, auteur du but victorieux il y a deux semaines en Allemagne (1-0), a récidivé devant son public d'un tir croisé du pied gauche à la cinquante-huitième minute de la rencontre.

Mépris de la com

COMMUNICATION

Tout en conservant ses fonctions à Carat

M. Pascal Josèphe prend la direction de la Cinq

M. Pascal Josèphe a été nommé, mardi soir 6 novembre, directeur général de l'antenne de la Cinq. Ancien directeur des programmes de TF1 sous la présidence de M. Hervé Bourges, M. Josèphe aura « autorité sur l'ensemble des services concourant directement à l'élaboration des programmes et à la programmation ». Un communiqué ajoute qu'il aura « également pour mission la mise en œuvre de la politique commerciale de la chaîne et veillera à la coordination de l'antenne et de la région ».

Une précision : qui préfigure un bouleversement des principaux rouages de la chaîne. M. Pascal Josèphe aura beaucoup fait attendre - et languir - le groupe Hachette et son ancien vice-président, aujourd'hui PDG de la Cinq, M. Yves Sabouret. Sollicité depuis plusieurs semaines pour conduire la mission de transformer la télévision la plus décriée de France en « une chaîne de qualité haut de gamme conçue pour le plus grand nombre » (selon les promesses de M. Lagardère au CSA), cet homme de l'ombre, vice-PDG de Carat TV, filiale du groupe Gross, devenu champion des études sur la télévision, a en effet longuement hésité à affronter les projecteurs, et commenté par refus de l'offre qui lui était lancée.

Timidité ? Frilosité ? Manque de confiance en soi, dans les moyens du groupe Hachette ou dans le potentiel d'expansion de la chaîne ? L'homme gardait, si on l'interrogeait, un sourire un brin énigmatique qui cachait mal le plaisir de se savoir ainsi couronné et considéré comme le sauveur possible d'une chaîne en péril.

Et puis, surmontant une espèce de retenue naturelle qui le rend peu prolixe en confidences, il expliquait - avec force arguments économiques - toute sa défiance à l'égard du système audiovisuel français, malade et terriblement déséquilibré, son pessimisme devant les perspectives d'un marché publicitaire en croissance, et son incertitude face aux nombreux règlements imposés aux plus jeunes chaînes. Non vraiment, l'offre était flatteuse, mais la tâche impossible, et la mission suicidaire. Que diable allait-il faire dans cette galère ?

C'est que M. Pascal Josèphe (ancien responsable de l'information à la mairie de Lille et fils du président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais), pour être passionné par le petit écran, n'en est pas moins extrêmement prudent. Ses activités au sein du groupe Carat, réputé confortable, le conduisent à disséquer les rouages du système audiovisuel, observer à la loupe les pratiques étrangères en matière de production et de programmation,

faire de l'expertise sur la construction des grilles, nouer des contacts parmi tous les professionnels à l'échelon européen. Une formation et une ouverture de choix - avec des moyens hors du commun - pour un homme qui, en l'espace de quelques années, s'est taillé la réputation d'un des meilleurs programmeurs de France. N'était-il pas à la tête des programmes de TF1 (1985-87) au temps où celle-ci, présidée par M. Hervé Bourges, est devenue la Une ?

Un pouvoir immense

Ce titre de gloire - que certains jugent abusif, étant donné la brièveté de la période à laquelle il se réfère et la difficulté de distinguer les responsabilités et les mérites respectifs de M. Bourges et Josèphe - se devait donc d'être remis en jeu. On ne se retire pas à trente-six ans. On se retire encore moins derrière une image passée. Pascal Josèphe, attentif aux sondages et soutenu d'officiers considérés, le temps de son passage à TF1, d'avantage comme une éminente prise de conscience, devait retrouver l'antenne et aller au charbon.

Pas à n'importe quelles conditions. Les siennes furent draconniennes et l'on ne saura que dans quelques jours, voire quelques semaines, leurs conséquences concrètes sur l'organisation et le management de la Cinq. Son pouvoir d'ores et déjà paraît immense.

Mépris de la concurrence

par Jean-François Lacom

Le groupe Carat, premier acheteur d'espace publicitaire sur les télévisions françaises, contrôlait déjà, de fait, le chiffre d'affaires de la Cinq. Il aura désormais la haute main sur la programmation et la politique commerciale de la chaîne. La France est sans doute le seul pays développé où un tel mépris des règles élémentaires de la concurrence.

On comprend que M. Pascal Josèphe préfère la sécurité et le confort financier d'une double casquette. On comprend que le groupe Hachette soit réduit, pour assurer la survie de la Cinq, à négocier avec Carat une augmentation de son chiffre d'affaires publicitaire, et une réduction des taux de négociations consentis par les anciens propriétaires. On comprend aussi que le groupe de MM. Gilbert et Francis Gross ait besoin de la Cinq pour assurer leur emprise sur le marché, achever leur diversification vers la production d'émissions directement

puisqu'elle s'étend des programmes à la politique commerciale de la chaîne et donc à sa régie. Elle implique, comme prévu, le départ de M. Carlo Freppero, placé depuis 1986 par M. Silvio Berlusconi, capable de symboliser trop fortement la Cinq d'« avant Hachette ». Elle entraînera également la refonte de la régie publicitaire, filiale de la chaîne, placée jusqu'à présent - via M. Antoine Verdier, son président - entre les mains de M. Robert Hénaut.

Beaucoup pour un seul homme ? Sans doute. D'autant qu'un communiqué de la chaîne stipule que M. Pascal Josèphe conservera la responsabilité de l'académie Carat Espace (parrainée par le groupe Carat, elle assure une formation aux métiers de la communication) et de la société International TV Services, une structure de conseil, de marketing, et d'ingénierie financière, lancée au dernier marché des programmes à Cannes, à l'adresse des producteurs, diffuseurs et investisseurs dans le secteur audiovisuel.

La nomination intervient, il est vrai, « en plein accord avec le groupe Carat Espace », une précision qui ne manquera pas de susciter des questions, voire des inquiétudes sur l'indépendance de la nouvelle Cinq, à l'égard de la fameuse centrale d'achats d'espaces. Le CSA n'en est pas là, qui a accueilli « avec satisfaction la nomination d'un professionnel reconnu, conformément aux engagements pris lors des auditions publiques du groupe Hachette ».

ANNICK COJEAN

sponsorisées par les annonceurs.

Mais, en se félicitant publiquement de l'officialisation du concubinage, le Conseil supérieur de l'audiovisuel s'abîme au mieux dans la contradiction, au pire dans la ridicule. Son président, M. Jacques Bourrat, n'a-t-il pas été l'un des premiers à mettre en garde les pouvoirs publics contre la pression grandissante des centrales d'achat sur l'indépendance des chaînes ? Le CSA n'a-t-il pas dénoncé la position dominante du groupe Gross dans son avis au Conseil de la concurrence lors du mariage entre Carat et Eurocom ?

Il est vrai que lors de son audition par les « sages », M. Jean-Luc Lagardère avait pris les devants : « Nous ne partons pas en guerre contre les centrales d'achat. Nous ne sommes pas des croisés. » Et M. Boutet de répondre alors : « Nous n'en demandons pas tant. » Admirable maîtrise de la litote.

Le dialecte alsacien revient sur FR 3-Alsace

STRASBOURG

de notre correspondant

FR 3-Alsace retrouvera un rendez-vous quotidien en dialecte alsacien à partir du lundi 26 novembre. La station régionale, qui avait, dans sa grille d'antenne, repoussé ses émissions dialectales en fin de semaine et à la mi-journée, fait amende honorable.

Devant les protestations nombreuses des élus de gauche comme de droite, de nombreuses associations et même du diocèse de Strasbourg, elle met en place un magazine quotidien de huit minutes, confié à une petite équipe de sept personnes.

Cette émission, provisoirement baptisée « Rund Um » (« On nous parle »), alternera des reportages et des « plateaux » en alsacien mais sous-titrés systématiquement en français. Elle s'inscrira entre les titres du 19-20 h et le journal régional de FR 3-Alsace à 19 h 10.

« Rund Um » devrait trancher avec les émissions dialectales supprimées en septembre, qui s'adressaient à un public plus âgé. La direction de FR 3 cherche à rétablir des passerelles entre le dialecte et les jeunes, même s'il s'agit de discussions serrées, la chaîne a décidé de consacrer un budget d'environ 3,5 millions de francs à cet objectif et n'écartera pas l'hypothèse de demander leur aide aux collectivités locales.

J. F.

CULTURE

DANSE

Chorégraphes et lycéens

Pour sa troisième édition « Iles de danses » en Ile-de-France entre dans Paris

« Iles de danses » est un ensemble de manifestations organisé depuis trois ans par Ile-de-France Opéra et Ballet dont Jean-Jacques Salles - vice-président du conseil régional chargé de la culture - est le président.

But de l'opération : contrebalancer le poids culturel et artistique de Paris dans les départements qui entourent la capitale. Diffusion de spectacles et surtout engagement des chorégraphes et des danseurs pour un travail pédagogique et artistique dans les écoles et dans les universités. Ateliers d'éveil ou de création, stages courts ou intensifs, autant dire que les élèves, les professeurs et les directeurs d'établissements prennent le parti de la danse et du corps. « Cela débouche les cervelles et les comportements d'échec », affirme Alain Surraus, qui dirige « Iles de danses ».

Cette année, Daniel Larrieu, Christine Bastin et Christine Blaise, de Grenoble, vont chacune pendant une semaine faire danser une classe à raison de six heures par jour. Un vrai plein temps, le but de créer un spectacle. Carolyn Carlson avait tenté avec succès l'expérience en 1988, et Dominique Bagouet en 1989.

Travail sur la bantique, et au-delà : Karine Saporta ira en résidence jusqu'à Nemours, et des courts métrages, « Iles de danses » entre dans Paris. Les travaux de Larrieu, Bastin, Blaise seront présentés au Théâtre Marigny. Kazuo Ohno, figure centrale d'une manifestation qui s'ouvre à d'autres formes de danse, est l'invité du Théâtre du Liège.

Parmi les autres participants de l'édition 90 : Alain Michard, François Verret, Dominique Petit, Catherine Diverrès et Bernardo Montet, Jean Gaudin, Hervé Diasnas, Odile Duboc, Hervé Jourdet et le danseur de Bharata natyam, Raghunath Manet.

« Il ne s'agit pas là d'un coup d'épée dans le dos des activités artistiques en milieu scolaire, explique Alain Surraus, mais d'un travail suivi, avec la formation d'un public, pour provoquer une demande de spectacles chorégraphiques. L'Espace Prévert d'Aulnay-sous-Bois vient d'installer Andy Degroot à l'année. Environ quarante villes sont touchées, et plus de 50 000 spectateurs. Notre budget est de 4,5 millions de francs : 2,1 millions viennent du conseil régional et 650 000 F de l'Etat. Nous avons obtenu 900 000 F (Etat et région à égalité) pour développer des résidences longues durée, au-delà du temps des « Iles de danses ». Cette année, je mets beaucoup d'es-

poir sur la Seine-et-Marne et Karine Saporta, et sur Alain Michard à Aubervilliers ».

DOMINIQUE FRÉTARO

► Daniel Larrieu dans les Marchands, les Bâtisseurs et les Prophètes : les 8, 9 et 10, à la Ferme-du-Buisson, à Noisiel. Dominique Petit dans les Tournesols, le 9, au Cinéma Normandie de Mantes-la-Jolie. Kazuo Ohno dans Water Lilies : le 9, Espace Prévert, à Aulnay-sous-Bois, et le 10 dans Kachofu-gatsu (création), à l'Agora d'Evry. Hervé Diasnas, Répertoire : les 9, 11 et 13, au Studio Berthelot de Montrouil. Catherine Diverrès, les 10 et 17, Centre Pablo Neruda, à Corbeil-Essonnes. Karine Saporta, dans Bal dans un couloir de fer, le 10, à la Coupole de Melun-Sénart/Combs-la-Ville.

► « Iles de danses », 4, rue de la Michodière, 75002 Paris. Tél. : 45-65-06-58. Minitel : 3616 code TELIF.

EN BREF

► Mort d'Herbert Berghof. - Il avait fait répéter Geraldine Page, Anne Bancroft, Al Pacino, Liza Minnelli, Robert De Niro, Matthew Broderick. Plus que par sa carrière d'acteur et de metteur en scène, Herbert Berghof, qui est mort, lundi 5 novembre à New York, à quatre-vingt-un ans, restera comme le professeur d'art dramatique des stars. Il avait quitté Vienne pour les Etats-Unis en 1938, pour fuir les nazis. Dès 1943, il ouvrait un cours de théâtre

à New-York. Berghof a également joué les classiques à Broadway et signé plusieurs mises en scène, notamment la création américaine d'« En attendant Godot ».

► Incendie à Universal. - Le spectaculaire incendie qui a ravagé une partie des studios Universal à Los Angeles dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 novembre n'était pas du cinéma. Déclaré dans un studio d'enregistrement, le sinistre a détruit plusieurs bâtiments et des décors, en particulier les rues de New-York construites pour Dick Tracy. L'incendie a également interrompu la réception donnée par le Parti républicain à l'occasion des élections. Et il risque de compliquer encore un peu plus les négociations avec la firme japonaise Matsushita, qui projette de racheter le studio. - (UPI)

► Courts métrages made in New-York. - Le cinéma américain, c'est une grosse armada basée à Hollywood, mais aussi une bande de francs-tireurs venus de New-York. Et le plus souvent de la section cinéma de l'université de New-York (NYU). Martin Scorsese, Oliver Stone, Spike Lee, Jim Jarmusch et bien d'autres y ont fait leurs premières armes. Organisé par l'American Center et la société franco-américaine de cinéma Elendil avec le soutien de la FEMIS, le festival Court circuit présente un choix de leurs courts métrages, et de ceux de la nouvelle génération, parmi lesquels se trouvent, peut-être, les « grands » de demain.

► Du 8 au 11 novembre au Palais de Tokyo. Tél. : 40-15-00-88.

M. de La Barre de Nanteuil futur président du groupe Les Echos

C'est un diplomate de carrière, l'actuel ambassadeur de France à Londres, M. Luc de La Barre de Nanteuil, qui devrait occuper à partir de 1991 la fonction non opérationnelle de président du groupe Les Echos. Il remplacera M. Frank Barlow, directeur général du groupe britannique Pearson (Financial Times), propriétaire depuis 1988 du quotidien économique français (109 000 exemplaires cette année) et des autres publications du groupe dans le secteur médical ou économique.

La fonction de président « non-exécutif » confiée à M. de La Barre de Nanteuil, peu usitée en France à la différence de la Grande-Bretagne, est tournée essentiellement

vers la représentation du journal à l'extérieur. Les responsabilités du directeur général M. Gilles Brochen sont échangées à la tête du groupe Les Echos, qui a réalisé 547 millions de francs de chiffre d'affaires en 1989.

[Entré dans la carrière diplomatique à la sortie de l'EINA 1949, M. Luc de La Barre de Nanteuil a occupé diverses fonctions au sein d'Orsay et à l'ambassade de France avant d'être ambassadeur de France aux Pays-Bas (1976-1977), représentant de la France auprès des Communautés Européennes (1977-1981), puis (1984-1986), chef de la mission française auprès des Nations-Unies (1981-1984). Agé de soixante-cinq ans, M. de La Barre de Nanteuil est ambassadeur de France à Londres depuis 1986.]

lieu au CNIT de Paris-La Défense du 6 au 8 novembre, organise quarante quatre conférences ou ateliers sur « l'internationalisation de la presse française », « le choix d'une régie publicitaire pour la presse spécialisée », « les jeux et concours dans la presse », ou la publication assistée par ordinateur (PAO), la micro-édition, l'infographie, etc. Conscrit aux professionnels de la presse écrite, ce salon de dimension européenne, est organisé par Edigraphie et parrainé par la Fédération nationale de la presse spécialisée et par le ministère de la culture et de la communication.

► Salon Interpresse 1990, CNIT Paris-La Défense, Niveau 1, Tél. : (1) 42-54-53-53 (temporaires) et 47-60-00-05 (ateliers).

► Conférences, ateliers et nouveaux matériels au quatrième Salon Interpresse. - Le Salon Interpresse 1990, dont la quatrième édition a

JEAN DELUMEAU

L'aveu et le pardon

Les difficultés de la confession XIII-XVIII

204 p. 89 F

Un des plus beaux livres sortis de la plume généreuse de Jean Delumeau... Ce sont sept siècles d'une pratique vivante, difficile, qui a marqué consciences, intelligences, conduites, que Delumeau expose et explique. C'est une terrible ascèse pour tous, comme pour la sexualité et le mariage, une des clefs de la supériorité, donc de la réussite, de l'Occident.

Pierre Chauvin, Le Figaro

Un ouvrage très documenté et passionnant.

Marcel Neusch, La Croix

L'Histoire

FAYARD

TGP

7 AU 17 NOVEMBRE

Théâtre Musical de Ghedalia Tazartes

Le miracle des roses

de Jules Laforgue

Jusqu'au 24 NOVEMBRE

Phèdre

mise en scène Daisy Amias

Implacable V.S.D.

A partir du 14 NOVEMBRE

Oui

de Thomas Bernhard

mise en scène Marc Liebens

ENQUÊTE

15-20 ans, les pieds sur terre

III. - Zap, rap et vidéo

Les jeunes sortis de l'école sont les plus exposés à l'instabilité du marché du travail et, même pour ceux qui ont un emploi, la vie s'arrête aux portes de l'entreprise (le Monde du 6 novembre). Ils manifestent un réel désengagement par rapport aux luttes politiques et se mobilisent surtout pour des actions ponctuelles, comme la défense de meilleures conditions de vie dans les banlieues et de travail dans les lycées (le Monde du 7 novembre).

Sont-ils pour autant sans passion ? Sûrement pas. Grands amateurs de musique, de boîtes, et de zapping, « cinglés » de cinéma, de bandes FM, de cassettes vidéo et de fringues modernes, les jeunes inventent, à travers leurs loisirs, des pratiques conviviales, créent de nouveaux réseaux tissés d'émotions, de rêves et de héros.

Sur cette piste de bowling, le 19 janvier 1990, Momo a réalisé le premier « 300 » de Saint-Nazaire. Immortalisé par un médaillon à la rigidité guerrière, au-delà de sa légende glorieuse, Momo accueille, au-dessus des quatre écrans qui diffusent en boucle des clips un peu usés, les nouveaux arrivants du Paquebot dont il est aujourd'hui l'idole. « A Saint-Nazaire, on a besoin de se connaître. On a besoin de héros », glisse Frédéric, quinze ans, qui prépare un CAP de peintre en bâtiment, mais se rêve, un peu triste, en « journaliste-aventurier, style Nicolas Hulot ».

A Saint-Nazaire, ce Paquebot de métal fait figure de repère. Il a été ouvert, il y a deux ans, pour faire battre le cœur des jeunes et de cette ville à angles droits. C'est bon signe : les troquets s'y pressent en ronde. Au-dessus du bowling, au premier étage, les billards à 10 F du Salambou Club font le plein d'adolescents. En bas, les boutiques de fringues colorent la grisaille high-tech du bateau de leurs teintes fluo. Il était temps ! Dans la stalle d'attente avenue de la République, le divorce était flagrant. « Z », ringarde boutique, coincée entre le Magellan et le Crédit agricole, n'offrait que « la mode des enfants de 0 à 16 ans ».

« La mode », rient Patricia et

Sylvia. On sait bien qu'il suffit de la nommer pour ne pas y être. Et que si cette enseigne d'un autre âge arrête l'œil, c'est aussi qu'elle résume cette loi : les tranches d'âge, les vraies ruptures, se font loin des enseignes et des interdictions. « A quinze ans, dit Patricia, on ne va pas s'habiller avec papa-maman dans une boutique pour enfants. » On a plutôt envie d'imiter Momo. D'ailleurs, sous la pression de la demande, le bowling a ouvert, depuis la rentrée, des formules pour les jeunes de quinze ans.

Les fans du « Grand Bleu »

Que faire à Saint-Nazaire ? S'y ennuyer, disent les jeunes qui s'y promènent. Mais ni plus, ni moins qu'ailleurs. D'abord, parce qu'il y a quatre cinémas et dix salles, et que les jeunes, c'est bien connu, sont les plus gros consommateurs de films sur grand écran et de publications sur le septième art. Les 15-20 ans, qui n'aiment pas les livres (sauf les bandes dessinées, qu'ils lisent davantage aujourd'hui qu'il y a dix ans), se passionnent par exemple pour *Première*. « Ça m'intéresse plus que les ragas style Paris-Match », raconte Sylvie, lycéenne de dix-sept ans.

En ce samedi d'octobre, ils piétinent, couples d'amoureux, trîques de copains ou quatuor de copines, pour *Total Recall*, de Paul Verhoeven, qui tient l'affiche et fait le plein. Ils viennent ici le week-end, pour voir des films d'aventures ou de science-fiction. Ici comme ailleurs les gros succès s'appellent *58 minutes*, *Nikita*, *Dick Tracy*...

Chez les jeunes Nazairiens, on trouve ces « blindés » que décrit le Centre national du cinéma dans sa récente *Enquête sur les habitudes du cinéma* : provinciaux, citadins de moins de vingt-quatre ans, titulaires au plus d'un CAP, ils sortent au cinéma « en bande » et au moins une fois par semaine. Les autres, dans la file, se recrutent auprès des « romantiques », provinciaux – et surtout provinciales – peu diplômées, qui ont adoré voir et revoir le *Grand Bleu* avec leur petit (e) ami (e).

Etonnant phénomène que celui du « film culte » de Luc Besson. Ou plutôt de cet enthousiasme juvénile pour une histoire d'homme et de dauphin. *Le Grand Bleu* demeure à ce jour le plus long succès de l'histoire du cinéma. « C'est un succès typique des que-

l'ordre seize ans », raconte Laurent Beccaria, auteur avec Isabelle Giordano d'un documentaire nommé *Génération Grand Bleu*. Leurs interlocuteurs ont vu le film « dix, quinze, vingt fois ». « Quand nous les avons interviewés, ajoute-t-il, nous avions laissé passer deux années. Ils avaient entre seize et dix-huit ans, et nous n'avons

d'une chaîne haute-fidélité, deux sur trois ont un walkman. Tous ou presque se ressource dans la musique (seule 6 % n'en écoutent jamais) et un sur deux en écoute chaque jour. « C'est ce caractère quotidien de l'écoute qui donne la mesure de l'intensité du rapport que les 15-24 ans entretiennent avec la musique », explique Olivier Donnat, qui a réalisé avec Denis Col-



Jamais senti ce traditionnel phénomène de dépréciation propre à l'adolescence et à toute émotion qui l'accompagne. Laurent Beccaria parle d'un « vide » où chacun, avec ce film, est venu greffer son sens à lui ». On y communique aussi comme dans toutes ces autres « eucharisties », faites d'images, d'émotion et de musique.

La musique, « notre drogue, notre histoire »

Musique. Elle occupe l'essentiel de leurs loisirs. « C'est notre drogue, notre histoire », souffle Matthieu, vingt ans. 95 % des 15-19 ans sont équipés au moins d'un électrophone. Trois sur quatre vivent dans un foyer disposant

général pour le ministère de la culture une vaste enquête sur les Pratiques culturelles des Français (1).

Dans cette tranche d'âge, les 15-20 ans se distinguent par « des attitudes et un comportement très spécifiques », poursuit Olivier Donnat. D'abord, confirme Thérèse, seize ans, qui voit de stages en stage dans la banlieue parisienne et hante la FNAC du Forum, parce qu'ils écoutent de la musique « pour le bonheur, sans rien faire d'autre ». Ensuite, parce que le « rock », comme disent de façon un peu désuète les questionnaires du ministère, n'arrive en tête des genres préférés que dans cette tranche d'âge (37 %). Les jeunes aiment la musique anglo-saxonne qui brille au firmament du Top 50 : la variété, la « house », le « rap ».

« La nouveauté dans les loisirs des jeunes, c'est bien sûr cette immersion dans la culture musicale », résume Paul Yonnet (2). Mais le plus important, c'est que la musique des jeunes devient une danse-musique, ajoute le sociologue. Dans les années 60-70, la musique induisait certaines opinions et s'associait à des comportements, sans que les paroles aient d'ailleurs besoin d'être vraiment « engagées ».

Aujourd'hui, la musique des jeunes ressemble davantage à une musique contextualisée, où les paroles se notent dans un arrière-fond sonore et où, sur les quelques mots qui émergent, l'auditeur peut se faire son propre cinéma. « L'un des succès les plus significatifs de cette « esthétique rock », c'est *Pourvu qu'elle soit douce*, de Mylène Farmer. Les paroles, assez hard (« le mec plus ultra, c'est d'aimer de tous les côtés »), n'arrivent pas directement aux oreilles. On danse dessus, c'est tout.

Une génération née avec la FM

Les jeunes aiment donc, tout naturellement, les boîtes, leur bleuauté enfumée et leurs décibels enveloppants. Les stroboscopes, qui trouvent les corps et les découpent, « créent cet univers de drogue, de maladie mentale, de prison, qui obsède les chansons » (Paul Yonnet). Dès qu'ils ont dix-huit ans, c'est-à-dire « un peu de fric et surtout une caisse, bricolée ou prête », ils s'extasient et filent, souvent à l'extérieur des villes : vers la Belgique (pour les Lillois), vers de grands complexes périphériques comme Pont d'Orly, pour les Parisiens et les banlieusards (lire par ailleurs).

La musique n'est qu'un signe. Tient d'union avec les jeunes, elle unifie la tranche d'âge, les villes, les régions. A Paris, l'influence de la culture « banlieue » se fait sentir. Ambiance funk et 15-20 ans assurée, par exemple, sur Voltage FM,

radio qui émet depuis Rosny-sous-Bois et a gardé un ton « kids » de banlieue. Le rap, « qui ne concerne pas a priori que quelques purs et durs, comme le rock alternatif » au début des années 80, rappelle Olivier Allardet, responsable de la programmation de cette station, devient commercial, digéré, grand public. Le *Vous êtes fous*, de Belges Benny B., ils adorent tous, de Saint-Nazaire à Rosny. Et si Alexandre, lycéen de quinze ans et d'une bonne famille de Bois-Guillemme, près de Rouen, fait mine de mépriser (« c'est nul », ça ne l'a pas empêché de s'acheter le 45-tours et de porter un samedi soir avec un copain et devant sa télé la panoplie complète du L.A. breaker : tee-shirt, baskets montantes et casquette de base-ball).

La radio est devenue, à la différence de la presse et de la télévision, le média de prédilection des 15-20 ans. Cette génération est née avec la FM, alors que son aînée avait grandi avec la télé. D'où une pratique du petit écran aussi habituelle que celle de la musique, un intérêt limité pour la télévision. Seuls 63 % des jeunes regardent la télé tous les jours, alors que ce chiffre est de 73 % pour l'ensemble des Français. Cette tranche d'âge reste la bête noire des « média-planniers » et des responsables de programmes. A TF1, l'astucieuse Dominique Castan a dû renoncer à une émission capable de le fidéliser.

D'autant que les 15-20 ans semblent regarder la télé d'une manière relativement distancée. « Le bloc-notes de Dechavanne me fait rire », raconte Dominique, lycéenne de dix-huit ans, sur le plateau de « Ciel mon mardi » où se pressent chaque semaine, après plusieurs mois de réservation, des jeunes venus en groupe de province et de banlieue. « Je préfère ça, ajoute-t-elle, aux variétés, toujours les mêmes, qu'on nous propose. » Ils aiment surtout les films, les émissions sportives, du dimanche, la formule un et les grands matchs d'équipe, à l'image des « sports.co » qu'ils pratiquent. « Les sports extrêmes », explique Stéphane, basketteur et volleyeur à ses heures, « c'est plutôt pour les plus grands, voire pour nos parents ».

« Nous, les mecs, on vit dehors ». Place au rêve. Au pays de la « démerde », de la débrouille – celui des cités, des ZUP – quand, passé seize ans, on a fini l'école et qu'on n'est pas encore rentré dans le circuit des stages, on trafique et on rêve, avec ou sans musique, en laissant filer les heures. On offre à qui passe l'image d'une jeunesse découverte, qui « traîne ». Logique, vu l'inflation de temps libre offerte par le chômage.

C'est à la fois vrai et faux. Faux, explique Dominique Duprez, chercheur au CNRS, auteur d'une thèse à paraître sur la *Représentation de l'insécurité dans les quartiers à forte population d'origine étrangère*. Faute de moyens, les jeunes benta qu'il a côtoyés ne vont pas au café, font peu de sport, excepté du foot. En l'absence de lieux qui les accueillent le soir – « car si mon père veut regarder un film, c'est pas à cause de moi qu'il va pas regarder ».

(1) Les Pratiques culturelles des Français, 1973-1989, La Découverte-La Documentation Française, 1990.
(2) Paul Yonnet est l'auteur de *Jeux, modes et masses 1945-1985 : la société française et le moderne*, Gallimard, 1985.
(3) *Le Rap, ou la Parole de dire*, chez Louis Téloart, septembre 1990.

ARIANE CHEMIN

Prochain article : Les enfants de la révolution sexuelle

Dans une grande « boîte » de la banlieue sud de Paris

Le Metropolis revit la nuit

Certains week-ends, ils sont deux mille, tassés au-dessus des voitures qui passent en trombe. Passerelle auréolée de bleu, la Metropolis enjambe l'autoroute entre Rungis et Orly. Autour, sur le parking, les néons illuminent un paysage de banlieue. Restaurant, fast-food, club de billard, station-service, et surtout discothèque. Dans ces 1 600 mètres carrés, balayés par les lasers et les projecteurs, on ignore les états d'âme des branchés parisiens.

Une discrète sélection

Le vendredi et le samedi restent jours de sortie, de danse et parfois de rencontre. Les moins de vingt ans, qui forment près de la moitié de la clientèle, aiment encore les « boîtes ». 100 francs pour entrer, 50 francs pour renouveler la consommation : ce prix n'est pas dissuasif quand on veut s'amuser.

Le style, pourtant, a évolué, depuis le temps où le Metropolis, pour ramer son monde, misait sur les radios libres. A l'époque, NRJ organisait des soirées. On en parlait à l'antenne et le public se précipitait. A présent, il faut faire preuve de plus d'ingéniosité. D'abord, multiplier les espaces. On n'a pas touché aux passerelles de métal et aux podiums qui donnent à la salle principale l'allure d'un temple de la « House ». Le DJ (disc-jockey) annonce le titre des morceaux,

raconte quelques anecdotes. On attend les slows, vers 2 heures du matin.

« Mais cela ne suffisait plus, explique « Monsieur Maurice », qui gère le complexe. Les gens en ont un peu assez de l'univers agressif des boîtes. Ils veulent se rencontrer, se parler. » La Palmerie a donc été inaugurée. Piliers de béton aux silures de colonnes, décor à la fois plus chargé et douillet, c'est presque un havre de paix. La musique, ici, est plutôt rétro, et le répertoire de Claude François défie.

Ceux qui entrent à la Palmerie ont montré patte blanche. Si l'on accueille « presque » tout le monde au-dessus, on pratique pour le salon d'en bas une discrète sélection. Efficace : alors que les teenagers de la salle principale portent jeans et baskets, les fidèles de la Palmerie donnent dans le pantalon à pince, la veste en tweed, et la fine cravate en cuir. Les boissons, orange et whisky-Coca règnent en maîtres, alors que dans le salon, on verse des alcools plus mode, tequila et cocktails...

La musique ou la drague

Au comptoir, quelques conversations se nouent. Peu de couples se forment au cours de la soirée. On vient en bandes de copains ou de copines, et l'on repart comme on est arrivé.

Eternel malentendu des discothèques : « La danse et la musique de cette boîte, je n'aime pas beaucoup. Quand j'écoute de la musique, c'est Pink Floyd ! Moi, je viens au Metropolis pour les filles ! », lance Laurent, vingt ans, vendeur chez Fiat. A quelques mètres de là, Laurence et Sophie n'entendent pas le message.

Toutes deux étudiantes en secrétariat, elles viennent à d'abord, pour « s'éclater » : « Pas question de s'entourer une semaine, disent-elles. On est de vraies habituées. Au début, on se faisait tout le temps draguer. C'est devenu plus rare. »

Le système de sécurité est radical. Ils sont une dizaine de costauds, qui se partagent la surveillance entre les boîtes et le parking. En cas d'alerte, le barman déclenche un système centralisé : l'affaire est réglée en quelques secondes. L'affluence pourtant est grande. Si les Parisiens sont plutôt rares (20 % environ), Evry, Orly, Villejuif, et toute la banlieue sud forment le gros de la clientèle.

Du pont de l'autoroute, les voitures et les motos forment vers la capitale. Mais les fidèles du Metropolis n'entendent rien changer à leurs habitudes. « Les Belins-Douches ? Le Palace ? Oui, on connaît de nom, lance Guy, un jeune pâtissier. Mais on n'a pas du tout envie d'essayer. Ici au Metro, on est entre nous et on y est bien. »

JEAN-LOUIS ANDRÉ

Vente par correspondance franco de port

CATALOGUE PRATIQUE DE L'ETUDIANT

droit, économie, gestion et langues des affaires

matières, années d'édition et prix

demandez ce catalogue gratuit par écrit à :

MEDILIS S.A. PROMO-LIVRE

Librairie Universitaire - La Librairie de l'Université

9 rue Séguier 75006 PARIS 9-16 rue Bonald 69007 LYON

Tél: 46.34.07.70 Tél: 78.61.26.61

Jeudi 8 novembre 1990

Le Monde EDUCATION

Les enseignants dans le miroir lycéen

Derrière le malaise explicite des élèves affleure la crise d'identité de leurs professeurs.
Même si tous se retrouvent pour réclamer des moyens supplémentaires

BIENHEUREUX professeurs ! La colère qui gronde depuis la mi-octobre du côté des lycées les a complètement épargnés. De manifestation en monôme et en assemblée générale, la question « Et les profs ? » amène une réponse invariable : « Ils sont avec nous, ils nous soutiennent ! » « Quand le toit fuit, profs et élèves, on est tous mouillés pareils », résumait joliment une lycéenne rencontrée dans la manifestation du 5 novembre.

En choisissant de situer leur bataille sur le plan financier, un terrain traditionnellement occupé par les syndicats d'enseignants, les lycéens ont scellé un pacte inédit avec leurs professeurs. Même si pointent çà et là, notamment dans les rangs de la Fédération indépendante et démocratique des lycéens (FIDL), des revendications sur les droits des élèves, sur une meilleure organisation des programmes ou sur les rythmes scolaires, la mayonnaise ne prend pas. La plupart des lycéens ne souhaitent pas changer leur lycée, ils veulent y faire des études, les plus longues possibles et ils sentent qu'ils tiennent là l'une des clés de leur intégration sociale.

Après l'échec de ses prédécesseurs, qui ont tout misé sur la réforme des lycées, Lionel Jospin s'interroge à son tour sur la meilleure façon de négocier - ou de mettre en attente - ce dossier à haut risque. Dans le même temps, syndicats d'enseignants et associations de parents d'élèves rivalisent de projets plus ou moins ambitieux pour le « lycée de l'an 2000 ». Mais les principaux intéressés font la sourde oreille et s'obstinent dans un raisonnement à court terme. Le lycée de l'an 2000 ne les concerne pas : trop abstrait, trop lointain.

Faut-il s'en étonner ? Ils se battent d'abord pour eux-mêmes, pour leur bac. Dans un an ou deux, ils ne seront plus au lycée. Ils n'ont guère le temps d'attendre. C'est parce qu'ils sont pressés, et aussi parce qu'ils sentent que les divergences scolaires et sociales pèsent lourdement derrière l'unité de façade de leur scolarité, qu'ils ont choisi de construire leur mouvement autour du minimum vital qui est leur lot commun à tous : élèves bourgeois ou prolétaires, privilégiés des filières d'excellence ou futurs ouvriers bacheliers : des classes surpeuplées et des lycées qui craquent.

L'attention bienveillante des syndicats

Surpris, vaguement mal à l'aise, les enseignants se sont d'abord contentés, au début, d'observer le mouvement, fermant les yeux sur les absences de leurs élèves ou promettant leur désolvement passerger dans les salles des profs.

Dans les premiers jours, certains ont vu aussi d'un œil inquiet les lycéens « s'enliser dans un discours sécuritaire sur le filtrage des entrées et les trous dans les effectifs », comme le souligne un professeur de Bondy (Seine-Saint-Denis). Puis le débat s'est vite déplacé de la sécurité sur les problèmes d'effectifs et de conditions de travail. Embarras, là encore, mais d'une autre nature : comment, sans risquer d'être accusé de le récupérer, prendre en compte et avec une force juvénile somme toute assez efficace, l'essentiel des revendications quantitatives communes à la plupart des syndicats enseignants ?

« On ne peut pas se contenter d'avoir une position purement défensive vis-à-vis de ce mouvement, défendant, devant ses collègues, un enseignant d'un gros lycée de banlieue parisienne peu de temps après la première manifestation du 22 octobre. C'est à nous plus qu'à eux de poser les problèmes de fond sur l'avenir du lycée, les contenus du bac. L'enjeu est qu'il n'est pas sûr que les projets qui se préparent au ministère, ne trouvent pas, sur un certain nombre de points, l'assentiment des élèves. »

Les syndicats, et en premier lieu le SNES, ont donc, dès le début, joué la carte de l'attention bienveillante mais discrète à l'égard

d'un mouvement dont il semblait difficile de prédire l'évolution et la durée de vie. A peine remarquait-on, lors de la première grande manifestation parisienne du 22 octobre, la présence symbolique de quelques membres du bureau national du SNES, venus en voisins faire un bout de chemin avec les lycéens. Ce n'est finalement qu'un lendemain du troisième défilé à Paris, le 26 octobre, et après l'annonce par Michel Rocard de la création de 1.000 postes d'ATOS pour les lycées, que les principaux syndicats ont apporté explicitement leur soutien aux lycéens. Jusqu'à la manifestation du lundi 5 novembre, où le SNES qui appelait ses adhérents à débattre dans leurs établissements avait, comme le SGEN-CFDT, sorti les banderoles et invité une maigre troupe à marcher avec les lycéens.

Les enseignants déboussolés

Après trois semaines d'agitation, on sent les enseignants déboussolés, pris de court, en attente d'un dénouement ou d'éléments nouveaux capables de transformer l'esprit. « C'est sympa, mais c'est un peu court », résume avec bienveillance une enseignante de Montreuil venue manifester avec des élèves. En regardant d'un air las un groupe de jeunes particulièrement remuants et bruyants passant à sa portée, elle lâche : « Vous comprenez, ils sont comme ça aussi nos élèves... »

En manifestant leur frustration et leur inquiétude, les lycéens renouent à leurs profs qui se disent volontiers « à cran ». « Épuisés », « sans perspective », le miroir grossissant de leur propre malaise. « Ce sont nos élèves qui nous montrent qu'il y a des choses inacceptables que nous, les profs, nous finissons par ne plus voir, ou par accepter par lassitude, comment un professeur de philosophie enseignant dans la



Vienne. En même temps leur demande est énorme, trop énorme. Et nos missions n'ont jamais été aussi floues. Alors comment leur répondre ? »

L'analyse est largement partagée et explique en partie l'embarras des professeurs. Ceux qui travaillent dans les gros établissements des banlieues défavorisées insistent tous sur les « élèves en détresse », « en crise », « paumés dans leurs familles » qui forment une partie non négligeable de leur public scolaire. Or ce sont pour l'essentiel ces élèves turbulents qui forment le gros des cortèges lycéens. « Ils craquent par terre en vous croisant dans un couloir et vous rétorquent si vous leur faites une remarque :

« Mais je ne vous ai pas craché dessus », raconte un professeur d'histoire. Ces nouveaux lycéens qu'il faut « tirer, pousser, porter à bout de bras », insiste une enseignante de maths, qui appellent leurs profs à soutenir leur mouvement, qui les invitent dans leur AG, ce sont eux, justement, qui font grincer la machine.

L'afflux de ces « primo-arrivants dans l'enseignement secondaire », selon l'expression d'un conseiller de Michel Rocard, oblige les enseignants à des révisions de leurs comportements qui sont autant de renoncements. La pression exercée sur l'école est tellement considérable qu'ils se sentent « laminés », coupables de n'avoir pas réussi

l'impossible, avant même d'avoir commencé un cours ou débuté une année scolaire.

« C'est au moment où la structure s'effondre, où les ambitions sont démesurées par rapport à la réalité des élèves et des lycées que l'école devient le lieu de tous les espoirs. Et l'exutoire commode de tous les ratages culturels, sociaux, familiaux », complète un professeur de philosophie enseignant dans un lycée de la Vienne.

Nous ne serons pas des animateurs

Manque de considération, salaires médiocres, perte d'identité culturelle et sociale : le diagnostic est connu. Pour les 95 000 professeurs de lycée, la crise est d'autant plus profonde qu'ils étaient, il n'y a pas si longtemps encore, les nantis d'un système éclaté, multi-forme. Une grosse moitié sont certifiés et moins du quart agrégés. Plus diplômés, mieux formés et, pour une partie d'entre eux, mieux payés que la plupart de leurs collègues des collèges (où certifiés et agrégés ne représentent qu'un enseignant sur trois), ils n'avaient pas, en outre, à affronter quotidiennement comme eux le public « tout venant » du premier cycle. Jusqu'au seuil des années 80, la physionomie encore très lisse des lycées leur laissait toute latitude de poursuivre leur histoire d'amour avec leur discipline, entamée sur les bancs de l'université.

Mais l'équilibre s'est rompu, sans qu'on y prenne garde. L'écrit très important qui séparait les profs de lycée des profs de collège et a fortiori des instituteurs s'est progressivement réduit. Les professeurs de lycée sont aujourd'hui trois fois plus nombreux qu'au début des années 60, mais ni leur niveau de qualification (que le SNES voudrait voir élever à la maîtrise pour les certifiés) ni leur mode de recrutement n'ont changé.

Et ils se sentent, de surcroît trahis par les instituteurs, qui seront, en 1992, recrutés comme les certifiés au niveau de la licence. Le prestige des concours de recrutement a aussi été très largement entamé.

Jusqu'au seuil des années 60, quand les étudiants étaient environ six fois moins nombreux qu'aujourd'hui, CAPES et agrégation étaient considérés comme les débouchés naturels et prestigieux des études universitaires. Et une véritable aubaine, via les IPES, pour les moins fortunés d'entre eux. Devenus très sélectifs à mesure qu'enflait le nombre d'étudiants et que les postes se raréfiaient, ils ont drainé, dans la période suivante, les meilleurs candidats au métier d'enseignants. Autrement dit de bons, voire de très bons élèves. Ce sont eux qui, avec la génération précédente, plus nombreuses encore, forment aujourd'hui le gros des troupes des professeurs de lycée. Ils apparaissent d'autant plus en décalage avec la population de leurs élèves.

Dans ce contexte morose, toutes les tentatives d'adaptation de l'institution aux réalités nouvelles sont perçues comme de nouvelles obligations qui chargent un peu plus la baraque. Et comme un moyen détourné de faire passer les contraintes budgétaires.

Les enseignants redoutent surtout les dérives de leur mission et des fonctions de l'école. L'idée revient, lancinante, dans toutes les conversations : « Nous ne serons pas des animateurs. » « Personne ne nous a encore expliqué comment réussir le pari de préserver la culture, le savoir et le niveau des diplômés tout en donnant à tout le monde un bagage minimum », résume un jeune certifié d'histoire de la région lyonnaise.

CHRISTINE GARIN

Le retour des « faluches »

Le premier congrès des associations locales et corporatives d'étudiants vient de se réunir à Strasbourg. Avec un objectif : être présent au plan national

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

LES faluches, ces bêtes étudiantes constellées de médailles, ont fleuri dans les rues de Strasbourg à l'heure des chrysanthèmes. Profitant du pont de la Toussaint, 335 jeunes se sont réunis du 1^{er} au 4 novembre pour assister au premier congrès national des associations d'étudiants. L'existence de centaines d'associations locales ou régionales, associations locales ou anciennes « corporatives », n'est pas nouvelle, mais leur désir de s'exprimer au plan national est récent. Tout en revendiquant leur apolitisme, ils ont manifestement décidé d'être plus présents, plus visibles et de ne plus laisser les syndicats étudiants patentés occuper la totalité de la scène universitaire.

Ayant résolu de ne plus être la « grande muette » du monde étudiant, certaines associations ont entrepris de créer un organisme fédérateur. C'est ainsi qu'est née, en novembre 1989, la Fédération des associations générales des étudiants (FAGE), qui regroupe des bureaux des élèves, corporations et amicales de tout poil, eux-mêmes régionaux, région par région, au sein d'Associations générales d'étudiants (AGE). Cet ensemble pyramidal assez complexe a désigné, samedi 3 novembre, son nouveau président en la personne de Philippe Bessot, étudiant en pharmacie à Toulouse. Le nouvel élu, vingt-trois ans et l'accent chantant, devra consolider un édifice encore

multiforme et fragile. Car la FAGE se veut avant tout diverse, tant sur le plan structurel que politique. Rejetant le centralisme, fût-il démocratique, des syndicats étudiants, ses responsables la veulent « décentralisée », ouverte sur l'extérieur et accueillante à tous. « Notre principe est de faire remonter les informations et les décisions de la base vers le sommet, contrairement à ce qui se produit ailleurs », explique Jean-François Leconte, le président sortant qui prépare un diplôme de dentiste à Strasbourg. Toute les formes de dirigisme ou même de simple gouvernement sont considérées comme le mal en personne. « Dans mes nouvelles fonctions, je me contenterai d'être un porte-parole et de répartir l'information, mais je ne prendrai pas moi-même les décisions », explique Philippe Bessot.

Le local et l'Europe

Comme preuve de leur respect de la « base », les membres de la FAGE insistent sur l'aspect essentiellement « régional » de leur groupement. « Nous travaillons localement et au cas par cas », souligne Jean-François Leconte. Nous avons constaté qu'il est plus facile et plus efficace de rencontrer les présidents d'université, les recteurs et les responsables des collectivités territoriales, que le ministre qui a autre chose à faire. » Au-delà d'un culte du terroir qui pourrait devenir érigé, son ambition est de miser sur l'Europe qui, dit-il, se fera forcément à partir des régions. Pour

quoi, dans ces conditions, chercher à se donner un mode d'organisation qui dépasse l'échelon local ? La réponse est simple, répondent les responsables de la FAGE : sans bureau national, pas question de siéger dans des instances comme le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNSER) ou le Conseil national des œuvres universitaires (CNOUS).

Cette démarche signifie clairement que la FAGE et les associations qui la composent ne visent pas à conquérir le poids et la représentation qui leur font défaut, malgré des résultats souvent flatteurs dans les élections locales aux CROUS ou aux conseils d'université. « Nous rassemblons des milliers d'étudiants et nous sommes trop peu connus, vus et entendus, remarque un étudiant. A force de nous démenner sur le terrain, nous avons oublié de nous montrer. Il fallait que cela cesse. »

Ces jeunes gens qui se veulent avant tout des « gestionnaires », comme le montre la précision de leurs discussions sur la sécurité sociale étudiante ou l'autonomie des universités, ont décidé de concilier l'action et l'expression, sans sortir d'une neutralité politique de rigueur. « Il vaut mieux travailler avec des chiffres qu'avec des idéaux », affirme Jean-François Leconte, sans se soucier de ceux qui accusent les membres des associations d'être de vulgaires « ramasseurs de fric ». Les adhérents qui se laisseraient aller à mettre en avant des idées partisanses seront exclus, et le président sor-

tant se définit lui-même comme un « élu de la politique nationale ».

Est-ce à dire que la FAGE et les associations qui gravitent autour d'elle sont réellement apolitiques et « inclassables » ? La question se pose, à entendre les pointes dirigées contre l'UNEF-ID ou les réorientations adressées à M. Claude Allègre, « qui a refusé de nous envoyer quelqu'un du ministère sous prétexte de neutralité, alors que M. Jospin a inauguré le congrès de l'UNEF-ID en 1989 ». La question se pose encore, si l'on considère la forte proportion, parmi les associations représentées au congrès, d'étudiants en droit et en médecine, lesquels sont moins connus pour leurs idées de gauche que pour leur corporatisme.

Enfin, les propos tenus par les étudiants lors des débats qui ont occupé la journée du 2 novembre, les font souvent apparaître comme des gestionnaires à tendance libérale, même s'ils n'hésitent pas à réclamer, au besoin, un plus grand engagement de l'Etat. La ligne de partage n'est cependant pas nette, et la FAGE comprend, au dire de son président sortant, des associations « de droite et de gauche ». De toute façon, explique un participant, « comment pourrions-nous tenir une ligne vraiment de droite en cherchant à améliorer les droits sociaux des étudiants ? » La défense des étudiants, de tous les étudiants reste le but principal de la Fédération qui doit assurer sa pérennité en faisant coexister les corporatismes et l'intérêt général.

RAPHAËLE RÉROULE

Universitaires « Religions »

sous la direction de J.P. Willmann
On assiste aujourd'hui à un réaménagement des rapports entre l'école et la société, et à une revalorisation culturelle et éthique du religieux. Les rapports entre l'Etat et la religion sont en cours de redéfinition au sujet des religions. Ce livre retrace les évolutions récentes de plusieurs pays tels les Etats-Unis, la France, l'Iran, le Québec et l'URSS.

coll. Sciences humaines et religieuses - 148 pages 95F.

cerf

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

POINT DE VUE

par Jean Janitza

**Takez dans fibre* : Et la latiné, nom de Dieu !

1990/11/50

AGENDA

CARNET DU MONDE

Naissances

- Dominique PENSO et Rémy ASSATHIANY sont heureux de faire part de la naissance de
Simon, Félix, Lévan
le 25 octobre 1990.
40, rue Taboia,
92140 Clamart.

Mariages

- Francine DUBE, professeur, et François JOXE, artiste dramatique, se sont mariés le 4 novembre 1989.
23, boulevard du Montparnasse,
75006 Paris.

Décès

- M. Thierry de Baillencourt, dit Courcol, son mari, Stanislas et Maximilien de Baillencourt, dit Courcol, ses enfants, M. et M^{me} François Coulet, ses parents, M^{me} Vincent de Baillencourt, dit Courcol, sa belle-mère, M. et M^{me} Francis Tancrède, sa sœur et son beau-frère, Albert Paynard et Paul Tancrède, ses neveux, M^{me} Isabelle de Baillencourt, dit Courcol, sa belle-sœur, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
Sylviane de BAILLIENCOURT, dit Courcol, née Coulet,
survenue à Paris, le 30 octobre 1990, dans sa quarante et unième année.
Les obsèques ont eu lieu le 31 octobre.

- M. Lucien ELKIND, son épouse, M^{me} et M. Alain Fochet, ses enfants, M^{me} Valérie Fochet, sa petite-fille, sa famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Lucien ELKIND, née Annie Mesochich,
survenue le samedi 3 novembre 1990, à l'âge de soixante-dix-sept ans, en son domicile, des suites d'une longue et douloureuse maladie.
Selon la volonté de la défunte, les obsèques ont été célébrées mardi 6 novembre, dans la stricte intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.
31, avenue René-Coty,
75014 Paris.

- Saint-Tropez, Montpellier, Paris.
M^{me} Georges GAUSSEL, son épouse, M^{me} Joseph Vidal, sa sœur, M. et M^{me} Francis GAUSSEL, M. Alain GAUSSEL, Le docteur et M^{me} Jean-Jacques GAUSSEL, M^{me} Hélène GAUSSEL, ses enfants, Anne, Frédéric, Marie, Alice, Amans, ses petits-enfants, Jessica et Johanna, ses arrière-petits-enfants, et toute leur famille, ont la douleur de faire part du décès de
M. Georges GAUSSEL,
survenu le 27 octobre 1990, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.
Selon la volonté du défunt, une cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité et l'inhumation a eu lieu au cimetière de Saint-Tropez.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Paul Lévy, Le docteur et M^{me} Meyer-Michel Samama, Le docteur Marc Samama, Pascal Mosnier et leurs enfants, Laurent Samama, ont la douleur de faire part du décès de
Paul LÉVY, croix de guerre 1914-1918, médaille de Verdun,
survenu à Vire, le 30 octobre 1990, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.
Les obsèques ont eu lieu à Rouen, dans la plus stricte intimité.

- Les associés et les collaborateurs, cabinet Beau de Loménie, ont la douleur de faire part du décès de
M. Michel de HAAS, officier de l'Ordre national du Mérite, chevalier de l'Ordre des Palmes académiques, ingénieur de l'Ecole centrale des arts et manufactures, docteur en droit, professeur au Centre d'études internationales de la propriété industrielle de l'université Robert-Schuman de Strasbourg, directeur honoraire de la Section internationale du Centre, président de la Maison des contrainctions, ancien gérant du cabinet Beau de Loménie, survenu subitement, le 31 octobre 1990, dans sa soixantième année.
La cérémonie religieuse sera célébrée, le vendredi 9 novembre, à 11 heures, en l'église Saint-Foy de Conches-en-Ouche (Eure).
L'inhumation aura lieu dans l'intimité de sa famille et de ses proches au cimetière du Fresnoy.
(Michel de Haas laisse au cabinet Beau de Loménie un souvenir vivant après avoir apporté toute sa compétence, son dévouement pendant vingt-cinq ans, aussi bien à son entreprise qu'à ses organisations professionnelles dont elle fait partie.)
35, rue d'Amsterdam,
75008 Paris.

- Le docteur François JOY, son épouse, M. et M^{me} Thomas JOY, M. et M^{me} Pierre Guyard, M. Mathieu JOY, ses enfants, Cécile et Pauline JOY, ses petits-enfants, M^{me} Jacques Salard, sa mère, M^{me} Annie Salard, M. et M^{me} Pierre Guy, M. et M^{me} Jean-Paul Salard, M. Fabrice Pierre JOY, Le docteur Jean JOY et M^{me}, ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, M^{me} Richard Habasque, sa tante, ses neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de
docteur Stanislas JOY, née Salard,
survenu le 6 novembre 1990.
La cérémonie religieuse aura lieu, le vendredi 9 novembre, à 10 h 45, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, à Verreries-le-Buisson.
L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Choisy (Yvelines).
Place de l'Eglise,
91370 Verreries-le-Buisson.

- M^{me} Franz J. Leenhardt, Laurent Leenhardt, Marguerite Leenhardt, Claire et Peter Berner, Dominique et Anton Mair, Christian, Isabelle, Mathieu et Samuel Berner, Michaela Berner, Denise et Rolf Giboni, Frank Giboni et Danièle Couta, Anne et Norbert Berner, Claude et Véronique Giboni, Jacques Leenhardt et Françoise Gaillard, Guillemette Leenhardt, François Warnod-Leenhardt, Les familles Leenhardt, Pellogrin, Ythier, Chenevière, de Würstemberger, Arnal, Albarret Naville, Les familles parentes, alliées et amies, ont la douleur de faire part du décès de
professeur
Franz J. LEENHARDT,
survenu dans sa quatre-vingt-neuvième année, à Genève, le lundi 5 novembre 1990.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Un don peut être adressé à la CIMADE ou à l'EPF.
Domicile : 7, rue de l'Évêché,
CH 1204, Genève.

- Le Bouscat (Gironde). Orthez (Pyrénées-Atlantiques).
M^{me} Janine Loquet, M^{me} Françoise Loquet, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean LOQUET, ingénieur IET,
survenu le lundi 5 novembre 1990, à Orthez.
Un service d'action de grâce aura lieu jeudi 8 novembre, à 11 heures, au temple d'Orthez.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- Mari Oliver, son épouse, Michel Oliver, et ses enfants, M^{me} Dominique et Sophie Oliver, M^{me} Stéphane Oliver, et ses fils, M. et M^{me} Bruno Oliver et leur fils, ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de
Raymond OLIVER,
survenu à Paris, le 5 novembre 1990.
La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 9 novembre, à 13 h 45, en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou, 92, rue Saint-Dominique, à Paris-7.

- L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, dans l'intimité familiale.
Les fleurs seront déposées uniquement à l'église.
153, rue de l'Université,
75007 Paris.
(Le Monde du 7 novembre.)

- Genève, New-York, Paris.
M. et M^{me} Israël Smidoff, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Vladimir Helgérin, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Madeline Spierer, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Aviel Kruger, M^{me} Tzila Kruger, M^{me} Robert Weissman-Netter, M. et M^{me} Florin Abela, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Georges Spierer, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Hélène Spierer, M. Simon Spierer, M. et M^{me} Jean Libsonne, M. et M^{me} Antoine Vél, M. et M^{me} Alain Vernet, Les familles Meller et Lieber, M^{me} Rosa Almeida, ont le profond chagrin de faire part du décès de
M^{me} Léon SPIERER, née Germaine Weissman,
leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, belle-sœur, tante, grand-tante et amie,
survenue à Genève, le 3 novembre 1990, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.
Les obsèques ont eu lieu au cimetière israélite de Vevey-Genève, le 5 novembre.

- Une messe à la mémoire de
M. Roger CHAPON, cofondateur de l'Association européenne des enseignants, décédé à Nice le 18 octobre 1990, sera célébrée au monastère de Cimiza, le 14 novembre 1990, à 11 heures.
5, avenue Michel-de-Cimiez, 06000 Nice.

- Une messe sera célébrée le lundi 12 novembre 1990, à 18 h 30, en l'église Saint-Antoine-de-Padoue, 52, boulevard Lefebvre, Paris-15^e, à la mémoire de
Jean-Yves DANIEL, directeur de la MJC Paris-XV^e Brancion et du Théâtre de la Plaine, décédé le 5 août 1990.

- Une messe à l'intention de
M. Jean-Pierre VINCENT, décédé le 31 octobre 1989, sera célébrée le mardi 13 novembre 1990, à 19 heures, en l'église Saint-François-de-Sales.
6, rue Brémontier,
75017 Paris.

- Pour le dixième anniversaire de la disparition de
docteur Stanislas BORNSTEIN, une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

- Technique et Démocratie remercie les personnes qui ont assisté aux obsèques ou exprimé leurs condoléances lors du décès de
Jean BARETS, président fondateur.
Une réunion sera organisée ultérieurement au cimetière du Montparnasse.
Technique et Démocratie, 28, avenue Simon-Bolivar, 75019 Paris.

- M. et M^{me} Albert Darand, ses parents, M. et M^{me} Guy Morineau, ses beaux-frères, sœurs, neveux et nièces, Ainsi que ses amis les plus proches, très sensibles aux marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoignées lors du décès de
M. Bernard DURAND, directeur de scène du Théâtre Marigny, vous expriment leurs sincères remerciements.

- (Iot Tenslow remercie les étudiants de Sup de Co Bretagne Rennes pour leur présence à la soirée du mercredi 7 novembre.

- La crise du Golfe et Israël. Débat autour des exposés de Dominique Moïsi, de l'Institut français des relations internationales, rédacteur en chef de *Politique étrangère*, et d'Aré Shapir, historien, représentant du MAFAM en Europe, jeudi 8 novembre, à 20 h 30, cercle Bernard-Lazare, 10, rue Saint-Clément, 75003 Paris.

- Université Paul-Valéry (Montpellier-III), le lundi 19 novembre, à 14 heures, salle des Actes Pierre-Jourda, M^{me} Jacqueline Roux : « Les fédérations diocésaines de jeunes filles (1904-1945) : une ACF féminine ? ».

- Université Paris-IV, le vendredi 23 novembre, à 14 h 30, salle des Actes, centre administratif, 1, rue Victor-Cousin, M^{me} Mary Collier : « La Carmen essentielle et sa réalisation au théâtre ».

- Université Paris-VIII (Saint-Denis), le vendredi 23 novembre, à 14 heures, salle Q 201, M. Jean-Paul Brunet : « Le cinéma est soviétique ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

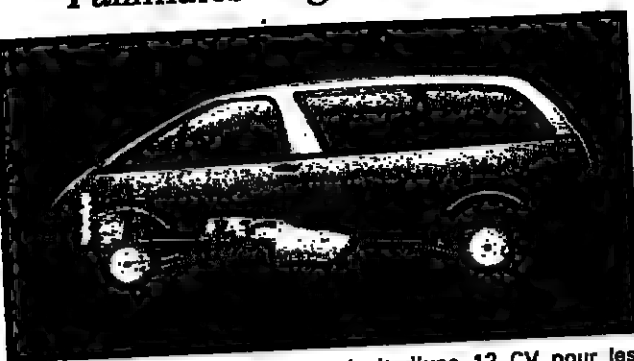
- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

- Université Paris-Val-de-Marne (Crèteil), le jeudi 29 novembre, à 15 h 30, hall de médecine de Gréteil, M^{me} Céline Chaurès, épouse Bertrand : « Etude de l'expression des constituants microtubulaires au cours de la différenciation des cellules nerveuses in vivo et in vitro ».

AUTOMOBILE

Familiales et grand espace



Tandis que le Voyager de Chrysler a pris depuis son arrivée en France quelques caractéristiques réclamées par les habitudes de conduite de nos concitoyens (suspensions plus fermes, nouvelle boîte automatique à 4 rapports), plusieurs véhicules de même philosophie nous arrivent du Japon. Nissan, qui avait, avec sa Prairie, connu un certain succès à rajeunir son modèle, tourne comme l'Espace de Renault, vers la famille et les parcours de vacances. Mais surtout, Toyota propose dans sa gamme une Previa qui ne manque pas d'originalité.

Il s'agit d'une voiture monocorps à cabine semi-avancée sur laquelle a été monté un moteur central séparé dans sa structure d'éléments connexes montés d'habitude sur le groupe. Un arbre fournit aux roues arrière la motricité, un autre vers l'avant relie le groupe à l'alternateur, la pompe de direction assistée et le ventilateur. Ainsi a-t-on donné à l'ensemble un équilibre (50/50) de poids parfait, ainsi a-t-on gagné en volume intérieur de la place pour les passagers. Huit places sont disponibles et le véhicule possède 3 portes (dont 2 côté trottoir) plus un hayon.

Ce véhicule, très élégant de ligne, se voit doté d'un moteur de 2 438 cm³ à 4 cylindres à 18 soupapes et 2 arbres à cames en tête, qui sort 135 chevaux à 5 000 tours. Suspension à quatre roues indépendantes dans la version la plus luxueuse (GL) et à essieu arrière rigide dans la version de base. Une boîte automatique est disponible. Fiscalement, il s'agit d'une 12 CV pour les modèles à boîte mécanique et d'une 13 CV pour l'automatique. Les prix sont de 140 000 francs pour la version de base, de 160 000 francs pour le modèle à 4 roues indépendantes et de 170 000 francs pour la version automatique. A essayer.

C. L.

Monaco : le rouge est mis

Samedi 12 novembre, Montecarlo pavillera aux couleurs de Ferrari. vingt-deux voitures, toutes issues des ateliers de Maranello, seront les uniques stars du plateau de la vente aux enchères organisée dans la principauté. Voitures de grand tourisme, comme une superbe 250 GT cabriolet de 1961, voisineront avec des purs-sangs de compétition telle cette 312 Formula 1 « Spérimentale » de 1972, pilotée en son temps par Jackie Ickx et Arturo Merzario. Pas de Testarossa et encore moins de F 40 mises à l'encan à Monaco. Seules des Ferrari fabriquées entre 1952 et 1972 s'offriront à la convoitise d'amateurs fortunés. Une manière de viser le record de vente...

► Vente aux enchères « Solo Ferrari ». Samedi 10 novembre à 21 heures, chapiteau Espace Fontvieille à Montecarlo. Tél. : (16) 93-25-81-30.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5386

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. Placés sous dépendances.
II. Donner une certaine constance.
III. Une bonne pomme. Coupé en long.
IV. Réaliser ses aspirations.
V. Ne pas fin quand il est gris.
VI. Dans la panthéon des Grecs.
VII. Un homme souvent amené à se lever de la table.
VIII. Prodiges de la nature. Peut introduire un duit des colonies. Peut introduire une condition.
IX. Largeur de crêpe. Avait son chef pendant la guerre.
X. Peut être assortie quand on est dans de beaux draps. Utile pour scrocher.

VERTICALEMENT
1. Comme l'air de celui qui cherche sa voie. Evoque une très bonne action.
2. Peut se faire traîner de punaise. Observa comme un mouton.
3. Est aménagé pour le transport de l'essence. Laisse toujours des restes.
4. Participe. Une grande quantité.
5. Comme une langue de vipère.
6. Refuser de se charger. Un ensemble d'hommes.
7. Engager. Article.
8. Pense à Nantes. Peut-être mis dans une machine.
9. Un homme qui sait bien trancher.

Solution du problème n° 5385
Horizontalement
I. Libéria. - II. Ariane. Ov. - III. Vermina. - IV. Busards. - V. Miers. Ala I - VI. Do. Ite. - VII. Inusables. - VIII. Est. Riera. - IX. Icar. Tu. - X. Eole. Emet. - XI. Schenck. Sa.

Verticalement
1. Lavandières. - 2. Ite. Ions. Oc. - 3. Birbe. Utile. - 4. Ramures. Sen. - 5. Ansa. Ara. - 6. Iéna. Ibrés. - 7. Erfa. - 8. lo. Disertes. - 9. Evase. Saute.

GUY BROUTY

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-94

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Jeudi 8 novembre 1990

... Le Monde • Jeudi 8 novembre 1990 17

Le Monde

SECTION C

ARTS • SPECTACLES



Luciano Pavarotti.

JACQUES MOATI

LA PREMIÈRE SAISON LYRIQUE DE L'OPÉRA-BASTILLE

Comme une bouteille à la mer

Faire grève ou ne pas faire grève? Les techniciens de l'Opéra-Bastille se posaient la question dans les jours qui précéderont le départ inopiné de Dominique Meyer du fauteuil de directeur général et son remplacement par Philippe Belaval, jeune énarque de trente-cinq ans (*Le Monde* du 26 octobre). Cette question, ils se la posent et se la poseront encore tant que les conventions collectives n'auront pas été renégociées dans la sérénité.

Il serait injuste de désigner du doigt tel ou tel responsable à la Bastille lorsque, dans cette affaire, la carence de l'Etat est manifeste. Elle a de multiples origines.

La première serait que l'Etat n'a pas nommé suffisamment tôt une équipe en mesure de mettre

en chantier une programmation artistique à la hauteur d'un investissement que seule la réussite éclatante de l'entreprise justifiera. La deuxième serait l'affaire Barenboim qui a discrédité internationalement la vie musicale française tout en déstabilisant les musiciens de l'orchestre de l'Opéra, qui n'a retrouvé sa confiance que depuis la nomination de Myung Whun Chung au poste de directeur musical. La troisième serait que l'on a trop optimisé les performances techniques de la machinerie de la Bastille, faisant croire du coup qu'elle fonctionnerait presque « seule ». Une autre, enfin, serait la rapidité avec laquelle on a « déménagé » Garnier moribond à la Bastille, une décision qui n'a pas tenu suffisamment compte de la nécessaire période de rodage

d'un établissement neuf. Sans doute aurait-il fallu continuer à utiliser le palais Garnier jusqu'au moment où la Bastille aurait fonctionné à plein régime.

Il se sera passé une petite quinzaine d'années entre le moment où le projet Bastille aura été lancé et celui où cet Opéra sera vraiment opérationnel (c'est-à-dire quand un ouvrage lyrique y sera donné chaque soir ou presque). En attendant, les amateurs de grand théâtre chanté, longtemps frustrés, même s'ils rêvent de recevoir Luciano Pavarotti, pourront, en guise de zakouski, choisir l'un ou l'autre des huit ouvrages à l'affiche cette saison. (*Lire nos articles pages 18 et 19.*)

ALAIN LOMPECH

CINÉMA

20

La Cinémathèque fête Fritz Lang



Si *M*, le Maudit magnifique, approche de la soixantaine, son géniteur aurait eu cent ans cette année. La Cinémathèque française rend donc hommage à Fritz Lang : rétrospective exhaustive, bien sûr, mais aussi soirées exceptionnelles à Chaillot et codédition d'un ouvrage consacré au tournage de *M*, le Maudit. Les Cahiers du cinéma publient de leur côté un entretien du metteur en scène allemand avec Peter Bogdanovich.

THÉÂTRE

23

Comment aborder « le Songe »

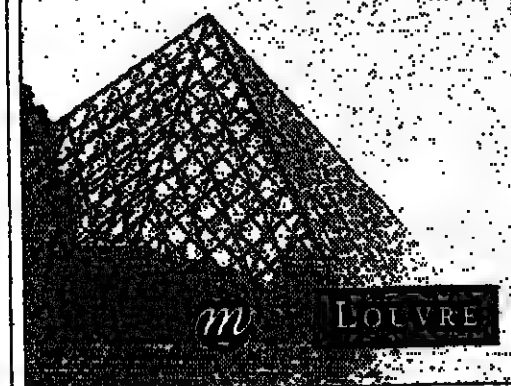


Un metteur en scène ne peut parcourir les chemins escarpés du théâtre classique sans devoir graver une passe abrupte, un sommet lumineux : *le Songe d'une nuit d'été*, fantaisie extraordinairement sophistiquée née de l'imagination de Shakespeare. Après Deszoteux, Mnouchkine, Brook, Jérôme Savary s'est lancé à son tour dans l'ascension.

Au Louvre le son

Après le projet de la plus grande librairie d'art de Paris, vous accueillez jusqu'à 200 000 visiteurs. Elle vous propose le plus large choix de livres, films, disques, gravures, moulages d'œuvres, affiches, cartes postales, diapositives.

Fermée le mardi
Tél. : 40 20 81 81



OPÉRA

DU CASTRAT AU TÉNOR,

Les Rambo

Le 13 novembre, l'Opéra-Bastille ouvre sa saison lyrique avec *Otello*, dirigé par Myung Whun Chung et mis en scène par Petrika Ionesco. Dans cet opéra, Verdi donne la vedette à un ténor héroïque. Une voix inventée par une société qui rejeta les castrats et leur voix androgyne, les contraltos travestis et leur invraisemblance dramatique. L'art de la scène a peut-être gagné à l'apparition des ténors musclés. Mais l'art du chant ? Ne dit-on pas « bête comme un ténor » ?

L'APOGÉE du bel canto glorifié par Haendel et Vivaldi, le ténor ne pouvait certes pas exhiber une virilité triomphante. L'interdiction faite aux femmes de chanter les louanges de Dieu dans les lieux sacrés par le Vatican avait enfanté des monstres qui, de leur voix suave et puissante, virtuose et éclatante, allaient ravir des générations de spectateurs. Adulte plus qu'aucune diva ne le sera, le castrat, qu'il fût soprano ou contraltiste, incarnait le héros de l'intrigue, l'ardent défenseur de la vertu et de la morale. Il était le guerrier invincible, l'amant irrésistible.

La voix des castrats, qui couvrait souvent trois octaves, avait, dans l'accent, la vigueur masculine et, dans l'émission, la virtuosité féminine. Ce chanteur du troisième type exprimait l'amour avec une volupté qui faisait chavirer l'auditoire. Ce phénomène vocal, regretté par Mozart, Meyerbeer et Rossini, était le reflet de l'aristocratie raffinée et cultivée du dix-septième siècle.

Comment le remplacer à l'aube du dix-neuvième siècle ? Les compositeurs ne songent pas à amplifier l'usage du ténor tel que Gluck, Spontini ou Cherubini le concevait. Ces voix masculines, pourtant capitales sur le plan dramatique, n'ont qu'un rôle modeste dans la partition musicale. La *prima donna* — dans le rôle d'Alceste, de la Vestale ou de Médée — assume l'entière responsabilité de la représentation. La tragédie lyrique, l'*opera seria* évincent le ténor dont la voix, robuste dans le médium et les couleurs « barytonnantes », annonce pourtant le *heldentenor*, ténor héroïque wagnérien.

Dans l'*opera buffa* ou *giocosa* de Paisiello, de Mozart, le *tenorino* charme par la grâce de son expression, l'élégance de son phrasé, mais ne s'impose jamais, personnage trop flou (Don Ottavio dans *Don Giovanni*). Il est le précurseur du *tenore di grazia* du premier romantisme. Ni Jason, ni Ottavio ne peuvent être des amoureux crédibles, fantoches que des maîtresses vindicatives mènent par le bout du nez.

Seule une femme peut désormais tenir le public en haleine. Le contralto (ou *contraltino*) paraît idéal pour remplacer le castrat : ses notes graves, amples et poitrinées, son médium sonore ont quelque chose de masculin et son aigu peut évoquer les folles cadences virtuoses et les variations *da capo* des castrats.

Que ces femmes se déguisent donc en homme et qu'elles courtisent la *prima donna* ! Pour Rossini, la tâche n'est pas aisée. Isabelle Colbran, sa fouguese et divine épouse, supporte mal cette convention : elle a trop peur qu'une rivale lui ravisse le succès. A quelques exceptions près, le contralto travesti n'aura guère de place dans les opéras napolitains du Cygne de

Pesaro. Il ne parviendra à l'imposer (*Semiramide*) qu'au moment où il s'apprête à quitter sa colérique compagne pour s'installer définitivement à Paris.

A Naples, entre 1815 et 1822, Rossini trouve, en revanche, une pépinière de ténors. Il leur écrit des partitions sur mesure. Tant et si bien que le compositeur n'a aucun mal à faire évoluer l'esthétique de son temps (dans *Armida*, il réussit même à distribuer six ténors de premier plan autour de la magicienne).

Giovanni David (1790-1864) devient ainsi le premier mythe du bel canto romantique. Rossini conçoit pour lui le *Turc en Italie*, *Otello*, *Ricciardo e Zoraida*, *Ermione*, la *Donna del lago* et *Zelmira*. La voix de David s'étend de l'aigu grave au contre-mi. Elle lui permet tout. Mais n'aimant pas prendre de risques, ce ténor abuse du *falsetto* au point que le public de la Scala le siffle lors de ses premières apparitions. Chanter sur trois octaves est contraire à l'émission masculine : à partir du *la* aigu, les nouvelles idoles émettent leurs sonorités en voix de tête et non en voix de poitrine.

Leur renommée s'étend assez vite, et leurs caprices vont bientôt égaler ceux des divas les plus célèbres. Le père de Maria Malibran et de Pauline Viardot, le fameux Manuel Garcia (1775-1832) sera même à l'origine de l'échec du *Barbier de Séville*. Il exige de chanter une mélodie de sa composition en

s'accompagnant à la guitare, le jour de la première, au Teatro Argentina de Rome. La banalité de l'air mis à part (qui fait tout de même grincer les dents du public), il casse une corde et provoque l'hilarité. Il rejoint malgré tout l'Olympe aux côtés de David Rubio et d'Andrea Nozzari (1775-1832), une trilogie d'interprètes rossiniens dont le style revit aujourd'hui grâce à Rockwell Blake, Chris Merritt et William Matteuzi. Trois ténors qui affrontent les cadences avec une voix pleine jusque dans le suraigu.

Le ténor romantique est né. Il trouvera sa consécration en Giovanni Battista Rubini (1794-1854). Avec Adolphe Nourrit (1802-1839) et Gilbert Louis Duprez (1806-1896), Rubini fait reconnaître ce « nouveau » ténor qui s'imposera tout au long du dix-neuvième siècle.

Rubini débute comme ténor rossinien, mais sa rencontre avec Bellini est capitale. Son émission *di grazia*, son timbre extatique capable de vaillance, éblouissent le compositeur sicilien qui lui confie le rôle-titre de *Il Pirata* (1824) — le premier grand emploi de ténor dans la lignée de ceux dévolus aux castrats. Mais Rubini entrera dans l'histoire grâce à ses incarnations donizettiennes, *Lucia di Lammermoor* et *Anna Bolena* en tête. C'est que, entre-temps, le mythe du ténor s'est installé en France. Incorrigeables cartésiens, les Parisiens ne pouvaient admettre

une femme déguisée en jeune amoureux. Sur la première scène nationale, la rigueur exige la présence d'un homme dans le *Siège de Corinthe* et, bien sûr, dans *Mohse* que Rossini présente aux Français en 1826 et en 1827.

Adolphe Nourrit, leur créateur, sera également le premier *Comte Ory* avant d'être Arnold dans *Guillaume Tell* et Masaniello dans la *Muette de Portici* de Daniel François Esprit Auber, deux grands opéras qui vont bouleverser le goût du public. Nourrit est un cas. Il refuse d'abord d'étudier avec son père, fort ténor rompu à la déclamation de la tragédie lyrique, pour suivre la méthode Garcia. L'alliance de la culture française et de l'école italienne forge l'une des voix les plus passionnantes de l'histoire du théâtre lyrique.

Musicien à l'esprit ouvert, passionné de littérature, Nourrit est le parfait démenti à l'expression « bête comme un ténor ». Son amour pour Cornélie Falcon, la plus étrange voix féminine de l'histoire, son suicide à l'âge de trente-sept ans, ses obsèques lors desquelles Chopin tient l'orgue, ajoutent à sa légende. Rival direct de Nourrit, Gilbert Louis Duprez, de quatre ans son cadet, possède un timbre plus sonore et une émission plus arrogante. Il passera à la postérité pour son phénoménal contre-ut, émis non plus en voix de tête, mais avec la même couleur de poitrine. Garcia et Jacques Lavigne, ténors de l'Opéra



Giuseppe Verdi et Francesco Tamagno (ci-dessus), Plácido Domingo (ci-contre) : un siècle sépare ces deux photographies. Un siècle qui a vu peu à peu l'art du chant décliner, alors que son audience gagnait tous les continents. L'opéra entrerait au musée, obligeant les ténors à chanter toutes les esthétiques. Et certaines, tel le verisme, firent des ravages. Suivant l'heureux exemple d'Alfredo Kraus, William Matteuzi, Rockwell Blake et Chris Merritt (page de droite) se limitent aujourd'hui aux rôles qui vont à leur voix. Leur carrière a toutes les chances d'être longue.



Enrico Caruso (1873-1921)

Un siècle de l'art du chant en vingt disques

TROIS TÉNORS POUR «OTELLO»

Jon Vickers, Leonie Rysanek, Tito Gobbi, Chœurs et Orchestre de l'Opéra de Rome, Tullio Serafin : 2 CD RCA GD 81 969-2.

Ramon Vinay, Herva Nelli, Giuseppe Valdengo, Chœurs et Orchestre de la NBC, Arturo Toscanini : RCA (doit être très prochainement réédité).

Plácido Domingo, Sherill Milnes, Renata Scott, Chœurs et Orchestre national philharmonique, James Levine : 2 CD RCA RD 82 951.

UNE CURIOSITÉ SOCIO-MUSICOLOGIQUE

Le dernier castrat, Alessandro Moreschi (1858-1902) dans des airs religieux (dont *Ave Maria* de Gounod) enregistrés en 1902 et 1903, à la chapelle Sixtine : 1 CD Pearl-Média 7.

AU TEMPS DU PHONOGRAPHE

Les grands ténors, Francesco Tamagno, Alessan-

dro Bonci, Enrico Caruso, Giuseppe Anselmi, Fernando De Lucia, Tito Shipa, Giovanni Martinelli, enregistrés entre 1903 et 1921 : 1 CD Pearl-Média 7 GEMM CD 9 344.

Enrico Caruso. Vingt et un airs célèbres de Bizet, Donizetti, Flotow, Giordano, Gounod, Leoncavallo, Meyerbeer, Verdi, Puccini et Ponchielli : 1 CD RCA RD 85 911.

Tito Shipa. Airs d'opéras de Donizetti, Giordano, Gounod, Mascagni, Ponchielli, Verdi, Puccini et Massenet : 1 microsilicon EMI 290 2691.

LES VOIX D'OR

Jussi Björling. Airs d'opéras de Cilea, Donizetti, Flotow, Giordano, Gounod, Leoncavallo, Massenet, Meyerbeer, Puccini, Rossini et Verdi : 1 CD EMI 7610 532.

Luciano Pavarotti. *Grandes Histoires*, de Bellini à Richard Strauss : 2 CD Decca 417-011-2. *La Bohème*, de Puccini, avec Mirella Freni, les Chœurs et l'Orchestre philharmoniques de Berlin, Herbert von Karajan : 2 CD Decca 421-049-2.

LES VOIX D'AIRAIN

Georges Thill. Airs d'opéras de Berlioz, Bizet, Gluck, Gounod, Massenet, Rossini et Saint-Saëns : 1 CD EMI 7695 482.

Lamitz Melchior. Airs extraits du *Crépuscule des dieux*, *Lohengrin*, les *Maitres chanteurs*, *Rienzi*, *Stiefried*, *Tannhäuser*, *Tristan et Isolde*, la *Walkyrie* : 1 CD EMI 7697 892.

TOUT DANS LA VOIX

Mario Di Stefano. Airs d'opéras de Bizet, Cilea, Massenet, Puccini, Ambroise Thomas, Verdi et chansons siciliennes : 1 CD EMI 763 1052.

Mario Del Monaco. Airs d'opéras veristes de Boito, Catalani, Cilea, Giordano, Leoncavallo, Mascagni, Ponchielli et Zandonai : 1 CD Decca 421 321-2.

Franco Corelli. *Andrea Chenier*, de Giordano, avec Antonietta Stella, les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Rome, Gabrielle Santini : 2 CD EMI 749 068.

LES STYLISTES

Carlo Bergonzi. *Un bel masqué*, de Verdi, avec Leontyne Price, Robert Merrill et Shirley Verret, les Chœurs et l'Orchestre de la RCA italienne, Erich Leinsdorf : 3 CD RCA 414 087-7.

Alfredo Kraus. *L'Art d'Alfredo Kraus*, airs d'opéras de Bizet, Cilea, Donizetti, Gounod, Mozart, Ponchielli, Rimski-Korsakov, Rossini et Verdi : 1 CD Bongiovanni-Schott GB 507-2.

Rockwell Blake. Airs d'opéras de Rossini : 1 CD Arabesque-Wotr Musique Z 6 582.

Chris Merritt. *Bianca et Falliero*, de Rossini (livre de 1984), avec Katia Ricciarelli et Marilyn Horne, les Chœurs et l'Orchestre du Festival de Pesaro, Donato Renzetti : 3 CD Legato Classics-DAM LCD 138-3.

William Matteuzi. *Conservatoire et Inconvenance teatrali*, de Donizetti, avec Daniela Dessi, les Chœurs et l'Orchestre symphonique Estense, Antonello Alemandi : 2 CD Ars Nova-DOM AVST 36 222.

A. L.

OPÉRA

L'ASCENSION ET LE DÉCLIN D'UNE VOIX

du contre-ut

entre 1809 et 1825, avaient déjà mesuré l'effet produit sur le public par cette note qui, perdant sa supériorité, se transforme en véritable coup de poing.

Les Italiens, habitués aux raffinements belcantistes, ne montrent pas une prédilection particulière pour cette innovation. L'oreille habituée au cri de la tragédie lyrique, les Français sont médusés. Rossini, qui entend Duprez un soir dans *Guillaume Tell*, taxe sa voix de « hurlement de chapon égorgé ». Mais Paris impose désormais les modes. L'ut de poitrine devient de rigueur.

L'art du *tenore di grazia* — qui venait d'atteindre son apogée — amorcé un déclin. Il sera inexorable. Avant de disparaître, noyé sous un flot de sonorités vigoureuses, vibrantes et ardentes, un noble Sarde va lui conférer ses dernières lettres de noblesse.

Giovanni Matteo da Candia, dit Mario (1810-1883), devient le plus légendaire interprète de Gennaro dans *Lucresia Borgia*, de Nemorino dans *l'Elisir d'amore*, d'Elvino dans *la Sonnambula*. Donizetti lui écrit des airs supplémentaires afin de mettre en valeur la pureté de son accent, l'élégance de son phrasé, la longueur de sa ligne. Admirable phrasé, le *tenore di grazia* doit exhaler ses abondants nostalgiques avec pudeur, donner l'illusion qu'il ne respire pas, posséder une émission capable de toutes les nuances, du pianissimo au fortissimo, avec un contrôle absolu du souffle. Aux côtés de son épouse, la belle Giulia Grisi, suprême interprète de Bellini, Mario parcourt le monde, préparant l'avènement de Verdi. Tito Schipa dans les années 1930 et Alfredo Kraus aujourd'hui ont perpétué sa tradition.

Une nouvelle figure se fraie un chemin parmi les ténors et dicte sa loi : le baryton. Au début du dix-neuvième siècle, la différence avec le ténor n'est pas très affirmée. La largeur du médium de certains interprètes belcantistes est celle d'un baryton attaquant, comme il se doit, les notes aiguës en voix de tête. La plupart abordent d'ailleurs sans problème le rôle-titre de *Don Giovanni*. Donizetti est le premier à prendre conscience des possibilités offertes par une authentique voix de baryton. Verdi saisit la balle au bond. Ses premiers triomphes à la Scala sont *Oberto* et *Nabucco*. Des chanteurs comme *Donizetti* et *Verdi* ont à quelques années de distance, à l'époque, le rôle-titre de *Don Giovanni*. En 1849, par Roger, à conférer à l'accent cette autorité qui se transformera en cri vériste à la fin du siècle. L'émission devient toujours plus *spinto*, plus « poussée ». Verdi et Wagner trouvent enfin leurs héros.

Le ténor aristocratique et cultivé, qui conduit sa phrase comme s'il jouait d'un instrument à cordes, se métamorphose peu à peu en un instrument à vent. Face à des partitions où l'écriture symphonique tend à écraser le chant, le ténor doit oublier raffinement et subtilité. Seul un certain répertoire français d'opéra-comique, grâce à Massenet, Bizet ou Gounod, lui offre comme autre parti des emplois de demi-caractère, nouvel avatar du *tenore di grazia*.

La trilogie mythique de la fin du dix-neuvième siècle illustre cette situation. Le Sicilien Roberto Stagno (1836-1897) soutient avec la même voix les réper-

toires les plus différents : le ténor de *Semiramide*, le *spinto* héroïque du *Prophète*, le *tenore di grazia* de *la Sonnambula*, le demi-caractère de *Mignon*... jusqu'à Turiddu de *Cavalleria*, rôle vériste par excellence qu'il crée à Rome, en 1890. Est-il à la hauteur chaque fois ? Les aifflets napolitains lorsqu'il interprète les *Puritains* de Bellini seraient-ils justifiés ? Verdi, en tout cas, le déteste et, en 1874, s'en plaint amèrement. La nécessité d'une spécialisation commence à s'imposer.

Sa rivalité avec l'Espagnol Julian Gayarre (1844-1890) est légendaire. De véritables campagnes publicitaires, comparables à celles qui annoncent les trois *tenorissimi* d'aujourd'hui (1), précèdent leurs apparitions. Comme son rival, il alterne *l'Elisir*, et *Samson* de Saint-Saëns, un emploi dramatique, *Lucresia Borgia*, de Donizetti, et *Tannhäuser* qu'il crée en Italie. Sa mort à quarante-six ans ajoute au mythe. L'Espagne entretient autour de lui un véritable culte, cristallisé par deux films, l'un avec Alfredo Kraus, l'autre, très récent, avec José Carreras.

Francesco Tamagno (1850-1905) est le premier *tenore di forza* authentique. Verdi taille Otello à sa voix, mais ne semble guère convaincu par ses qualités musicales. Son manque de legato et de justesse, l'absence des demi-teintes, sa médiocre culture, l'inquiètent au point qu'il songe à appeler son nouvel opéra *Iago*, mettant au premier plan le baryton. Il écrit en

tout cas une partition où l'insolence de l'accent et la puissance de l'organe sont primordiales, avec une seule page où le chant legato reprend ses droits : la douloureuse confession d'Otello devant l'infidélité de Desdémone (« *Dio mi potevi scagliar* »).

Inventée en France à cette époque, l'expression « bête comme un ténor » a été vite plébiscitée dans le monde entier. Des rôles aussi primaires que Siegfried ou Otello (qui font table rase de deux siècles de l'histoire du chant), sortes d'anticipation de Rambo, n'y sont pas étrangers. Wagner et Verdi, au terme de leur carrière, mettent un point final à l'histoire de la voix du ténor, créant un modèle aux antipodes du castrat. L'opéra entre dans sa léthargie pour entrer peu à peu au musée.

Lorsque Enrico Caruso (1873-1921) débute en 1894, le théâtre lyrique a presque tout dit : à la Callas des ténors, il ne reste plus qu'à parcourir le répertoire du passé. La jeune Amérique prend la relève de l'Europe en crise et fait un pont d'or à Caruso, Toscanini, Claudia Muzio et aux frères Jean et Edouard De Reszka.

La voix de Caruso, comme celle de ses rivaux les plus directs, est d'une santé spectaculaire. Ces gosiers fameux possèdent des dons naturels que l'on chercherait en vain par la suite. Ils chantent comme ils parlent, avec une aisance confondante et un aplomb irrésistible. Ils peuvent enfin léguer au micro leurs

interprétations. Elles font le tour du monde, établissant un nouveau contact avec le public. La beauté du timbre, la conviction de l'accent, la rondeur de l'émission, la précision de la diction sont les nouvelles exigences du ténor au vingtième siècle.

Caruso est sacré empereur en Amérique où il crée les derniers opéras de Puccini et entre de son vivant dans la légende. Il ose tout : *l'Elisir d'amore*, *la Juive*, *Pagliasse*, *les Pêcheurs de perles*, du bel canto romantique au vériste, sans aucune discrimination. Caruso le peut, ultime prototype d'une école définitivement perdue.

La spécialisation s'impose peu à peu. Avec Tito Schipa en Italie, Nemorino inégalé ; avec Georges Thill en France, Faust incomparable. Aureliano Pertile, le ténor de Toscanini, est le Lohengrin, le Nérón de sa génération. Giuseppe Borgatti débute même à Bayreuth. Helge Rosvaenge impose en Allemagne les raretés verdiennes. L'Espagnol Miguel Fleta est choisi pour la création de *Turandot* à la Scala. Lauritz Melchior n'a pas de rival en Siegfried. Richard Tauber règne sans partage sur l'opéra viennois. Beniamino Gigli, qui se fera le porte-parole de l'esthétique du régime fasciste, garde intacts ses moyens jusqu'à l'aube des années 50.

Tous défendent leur suprématie face à des divas omniprésentes dont ils sont jaloux. Giuseppe Di Stefano, dans *la Traviata* mise en scène par Luchino Visconti à la Scala de Milan, n'ira pas plus loin que la première. Il ne supportait pas le triomphe de Maria Callas. Aucune Lucia di Lammermoor ne supporte réellement de chanter sa folie avant la grande scène d'Edgardo. D'où la nécessité de former des couples fixes pour une meilleure entente à la scène et une meilleure exploitation publicitaire au disque : Callas-Di Stefano, Tebaldi-Del Monaco, Zinka Milanov-Jussi Björling.

Signe des temps, la race du ténor, comme celle du soprano dramatique, est en voie de disparition. Le Festival de Bayreuth a du mal à survivre et il devient impossible de monter sérieusement Siegfried, Tristan, le Crépuscule des dieux et Tannhäuser. Mario Del Monaco et Jon Vickers ont été les derniers Otello, les derniers Samson. L'un, brutal et excessif, violent et ravageur. L'autre, fin psychologue et stylistique impeccable.

Mais peut-on se définir ténor sans aborder Otello ? Di Stefano, à l'origine admirable *tenore di grazia*, y laissera des plumes. Franco Corelli reculera à la dernière minute, même devant les micros. Il faut avoir le courage de Rockwell Blake, qui ne consacre sa carrière qu'à trois années de l'histoire du chant et à un style bien défini. Ou celui d'Alfredo Kraus, qui vit dans le respect de lui-même et des compositeurs. Voir celui de ces hautes-contre qui pêtinent leur nature dans le désir d'évoquer la vocalité des castrats.

Le ténor aime tendre sa voix jusqu'au paroxysme, démontrer qu'il n'a peur de rien. José Carreras trahit ses origines lyriques pour devenir à son tour Samson et Radamès. Plácido Domingo, obsédé par la personnalité de Caruso, court après une ombre. Luciano Pavarotti affrontera, cette saison, Otello, en concert, à New-York.

« Bête comme un ténor. » Et si justement le public aimait cela, avant tout ?

SERGIO SEGALINI

(1) Un album, enregistré live par Decca lors d'un concert à Rome, qui réunit Luciano Pavarotti, José Carreras et Plácido Domingo, a bénéficié cette année d'un lancement publicitaire digne de grandes stars de la chanson.



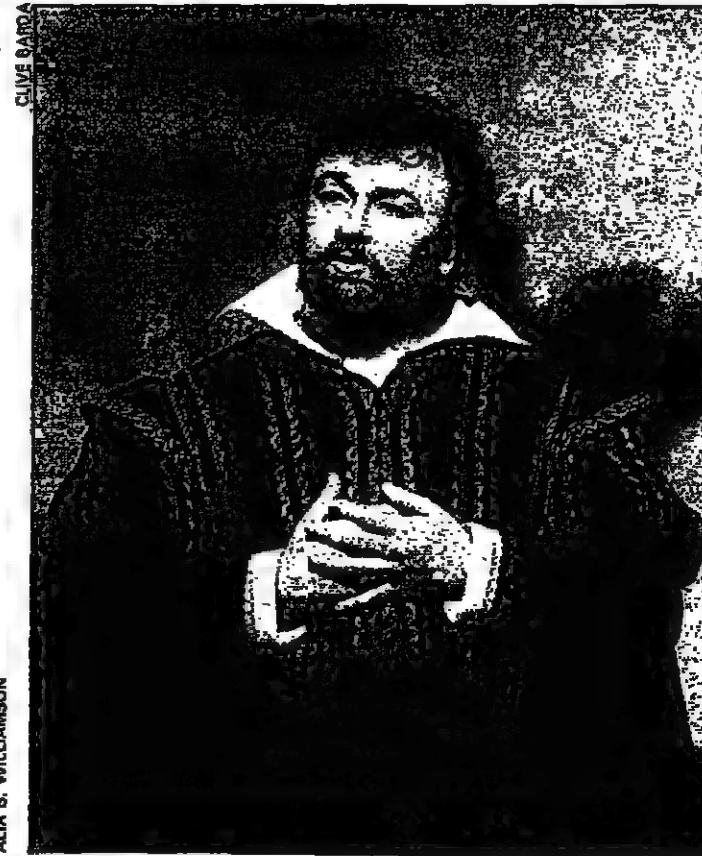
Alfredo Kraus



William Matteuzi



Rockwell Blake



Chris Merritt

DU CASTRAT AU TÉNOR
Les Rambo

CINÉMA

LE CENTENAIRE DE FRITZ LANG CÉLÉBRÉ PAR LA CINÉMATHEQUE FRANÇAISE

Dans l'intimité
de M

Le livre a le format d'un écran de cinéma, la densité d'un rêve éveillé, la beauté de l'objet qu'il exalte. Il s'agit de l'album de tournage de *M le Maudit*, de Fritz Lang, offert par le metteur en scène à Henri Langlois dans les années 50, trésor devenu invisible, presque mythique et dont l'existence n'était connue que de quelques initiés. Il apparaît aujourd'hui, co-édité par la Cinémathèque française qui en était le dépositaire, les éditions Plume et Calmann-Lévy. C'est un éblouissement en noir et blanc, une plongée en apnée dans l'intimité d'un chef-d'œuvre irréfutable, une immersion totale, un bonheur.

Des textes de Noël Simsolo, Bernard Eisenschitz et Gérard Legrand accompagnent les images du photographe de plateau Horst von Harbou. Ils éclairent la genèse du premier film parlant de Lang tourné en quarante-neuf jours, à Berlin, en 1931, dans les Studios de Staaken, un ancien hangar à zéppelins. Plus de trois douzaines de décors seront plantés sur les cinq plateaux où l'on travaillera simultanément.

Bernard Eisenschitz suggère que Fritz Lang a pu choisir son acteur principal, Peter Lorre, comédien d'origine hongroise ayant travaillé avec Brecht dès son arrivée à Berlin, après l'avoir vu en octobre 1929 dans une pièce de Wedekind, *L'Éveil du printemps*, il jouait un assassin : « Moritz Stiefel, c'est Peter Lorre, un nouveau venu qui s'empare du rôle, avec des mou-



Fritz Lang au repos.

CINÉMATHEQUE FRANÇAISE

vements délicats, liquéfiés, inconstants, avec une voix tâtouante. Ce n'est plus un romantique au revolver, mais un pauvre chien battu s'excusant encore pour sa présence mortuaire. » Cette critique prémonitrice est signée de la toute jeune Lotta H. Eisner qui beaucoup plus tard, en 1984, écrirait le livre essentiel sur Fritz Lang...

Fritz Lang, le voilà, jeune, costaud, le monocle altier, le sifflet en sautoir, dans sa salopette d'artisan dictatorial du dans un pull rayé qu'il semble affectionner. Le voilà donnant, mimant des indications, faisant répéter Peter Lorre. Le voilà brandissant dans chacun de ses films. Et voilà les scènes de *M* qui ressurgissent page à page, image par image, qui reflètent dans notre mémoire comme s'épanouissent les fleurs japonaises, somptueuses, dans un simple verre d'eau.

Images pleines d'ombres vivantes et d'angoisses projetées, foules obscures, balcons légers, jambes maigres des petites filles, visage de lune blême du meurtrier, tout nous est redonné, cadré, éclairé comme Lang l'a conçu, l'a vu, l'a voulu. Cadeau inespéré.

Jusqu'à cette dernière photo, légendée sobrement « Fritz Lang au repos ». L'homme dort sans avoir quitté son monocle. Il est à même le sol, la tête à peine soutenue par un coussin de cuir frangé. A ses côtés, comme lui les jambes repliées, sa compagne : la caméra.

DANIELE HEYMANN

* *M le Maudit*, un film de Fritz Lang. Coédition Cinémathèque française, Plume et Calmann-Lévy, 216 p., 260 F.

Images apatrides

Le père de Mabuse aurait eu cent ans cette année. La Cinémathèque présente la totalité des films de Fritz Lang depuis le *Métis*, réalisé en Allemagne en 1919, jusqu'au *Diabolique Docteur Mabuse*, tourné lui aussi en Allemagne, mais en 1960, dans l'Allemagne nouvelle, qu'il avait retrouvée après un long séjour à Hollywood.

L'ŒIL portant monocle, lèvres serrées - jamais un sourire - l'air hautain. Fritz Lang avait la morgue d'un hobereau prussien. Or il était autrichien d'origine juive, viennois du temps de l'apocalypse joyeuse. Né le 5 décembre 1890, il avait combattu dans l'armée de son pays pendant la première guerre mondiale. Passionné par l'architecture et les arts plastiques, grand voyageur en Europe et en Asie, on le retrouve cinéaste à Berlin en 1919.

L'extraordinaire éclipse du cinéma muet veut faire oublier la défaite. L'expressionnisme, son univers fantastique et métaphysique, fait naître aux yeux du monde l'âme et la culture allemandes alors que la guerre meurtrière de l'Allemagne de Guillaume II a provoqué une vague de germanophobie. Fritz Lang rencontre alors un producteur, Erich Pommer, et un réalisateur, Joe May. Pour Pommer, il devait tourner le *Cabinet du docteur Caligari*, ce manifeste de l'expressionnisme que réalisa, finalement, Robert Wiene. Et c'est Joe May qui porte à l'écran un de ses scénarios, écrit avec celle qui va devenir sa femme, Thea von Harbou : *le Tombeau hindou*.

Curieuse alliance que celle de Lang et de Thea von Harbou. La scénariste a le goût des intrigues rocambolesques, sociétés secrètes et puissances mystérieuses, des réveries nationalistes suscitées par les légendes allemandes, le romantisme allemand. Son goût pour les mythes pseudo-révolutionnaires (la « ville du futur » de *Metropolis*, l'« alliance du capital et du travail »...) la conduira à se mettre au service du cinéma hitlérien. Lang, lui, puisera dans le fantastique romantique sa vision du monde, tragique et pessimiste. Monde d'ombre et de lumière dans des compositions plastiques riches de symboles, acteurs pris dans les lignes géométriques de grands décors et d'ensembles monumentaux.

Paris fait un triomphe à sa première œuvre artistique et typiquement germanique : *les Trois Lumières* (1921). Et Lang invente, dans les deux épisodes de *Docteur Mabuse* (1922), au milieu du décor social de l'Allemagne de Weimar, un criminel à multiples transformations qui rêve de domination universelle.

Sa maîtrise artistique se manifeste de manière éblouissante avec les deux volets de *Nibelungen* (1924) dont on peut pourtant relever les ambiguïtés (le Monde du 20 septembre). Après *Metropolis* (1926) et les

Espions (1927), dont le héros maléfique ressemble à Mabuse, Fritz Lang se lance dans l'anticipation avec *la Femme sur la Lune* (1928). Hermann Oberth, l'un des futurs inventeurs des V2 pour Hitler, en est le conseiller technique pour un modèle de fusée spatiale.

Fritz Lang semble à ce moment-là lié pour longtemps à l'Allemagne et à son cinéma. Mais il a déjà pris conscience, intellectuellement, moralement, de la décomposition de la République de Weimar et du danger que représentaient les nazis. *M le Maudit* (1931), son premier film parlant, met en scène le cas pathologique d'un tueur de petites filles et sous-entend que, face à la justice officielle impuissante, une pègre, résolue à tout, va prendre le pouvoir. *Le Testament du docteur Mabuse* (1932) est encore plus explicite : il place les « articles de foi » d'Hitler dans la bouche d'un criminel fou. Le film est interdit par les nazis.

Goebbels, ministre de la propagande, cherche pourtant à s'attacher officiellement les talents de Fritz

Lang, malgré son ascendance - « Ce qui est juif, nous le décidons ». Fritz Lang n'attendra pas une quelconque « décision ». Il monte dans le train de l'exil. A Paris, en 1933, il tourne *Liliom*, curieuse fêerie dans un milieu populiste dont le style, plus viennois que berlinois, n'est pas compris. Il s'embarque alors pour les États-Unis.

Si l'unité de la période allemande est manifeste - une thématique (tout de même partagée avec Thea von Harbou) liée à un climat historique précis ; un style lié au courant expressionniste ; un travail avec une équipe technique qui était comme une famille artistique ; - la période américaine va longtemps déconcerter les critiques français et les historiens. Rupture ? Recommencement ? A Hollywood, Fritz Lang doit compter avec les producteurs (MGM, Artistes associés, Paramount, 20th Century Fox, RKO, etc.), la politique des genres et celle des stars. Films sociaux, westerns, thrillers, le cinéaste se plie à certaines règles mais reste fidèle aux

thèmes de la justice, de la vengeance, du destin. Ils les imprime sur un univers américain qu'il ne cessera d'examiner avec un regard très critique. *Farle* (1936) et *J'ai le droit de vivre* (1937) le montraient déjà. Dans les années 50, le cinéaste devient le peintre implacable d'une corruption qui appelle le châtiement : *Désirs humains*, *la Cinquième Victime*, *l'Introuvable Vérité*.

A cette époque commence en France, grâce à la jeune critique des *Cahiers du cinéma* (Présence du cinéma prendra la relève une dizaine d'années plus tard), une reconsidération de l'œuvre de Lang à travers deux critères : la notion d'auteur et l'analyse esthétique. On redécouvre alors les films antinazis du temps de guerre : *Chasse à l'homme* (1941), *les Bourreaux meurent aussi* et *Espions sur la Tamise* (1943), *Cape et poignard* (1946), la psychanalyse du *Secret derrière la porte* (1948). *L'Ange des maudits* (1951), western insolite et rigoureux avec Marlene Dietrich, et *les Contrebandiers de Moonfleet* (1954), film en couleurs et à costumes dans lequel s'affronte purité de l'enfance et mal du monde des adultes, deviennent des films-cultes.

Lorsque Fritz Lang tourne enfin, en 1958 et dans la nouvelle Allemagne, son scénario en deux époques d'autrefois, *le Tigre du Bengale* et *le Tombeau hindou*, les exégèses pleuvent sur les figures architecturales et les symboles de ce feuilleton d'aventures. En 1960, il signe son film-testament : *le Diabolique Dr Mabuse*, fin du cycle des années 20-30 où le héros, criminel d'autrefois, reparait dans le décor d'un palace berlinois moderne truffé de caméras invisibles. Mise en scène à l'état pur.

Fritz Lang ne tournera plus. Il est allé jusqu'au bout de ses conceptions, au bout de lui-même. On peut bien dire qu'il méprise Hollywood. Jean-Luc Godard lui rend le plus beau des hommages en le faisant jouer son propre rôle dans *le Mépris* (1963).

Le cinéaste vivra assez longtemps pour se voir reconnu non seulement comme l'un des créateurs majeurs de l'histoire du cinéma, mais comme un témoin de son temps, de ce vingtième siècle, traversé d'orages et de guerres, qui avait fait de lui deux fois un exilé, un apatride. Naturalisé américain, Fritz Lang est resté profondément germanique. S'il n'avait pas de la nature humaine une idée, une vision optimistes, il n'en a pas moins traité, jusque dans ses films dits mineurs, les rapports de l'homme au monde tels qu'il les ressentait, intensément vécus.

JACQUES SICLIER

* Fritz Lang à la Cinémathèque française. Intégrale du 7 novembre au 9 décembre dans la salle du Palais de Chaillot (avenue Albert-de-Mun, 16) et reprise d'une vingtaine de films du 5 au 23 décembre au Palais de Tokyo (nouvelle salle, 13, avenue du Président-Wilson, 16). Ouverture du cycle le lundi 5 novembre dans la salle de Chaillot avec *Moonfleet*. Lundi 19 novembre : avant-première de *Dr M*, de Claude Chabrol. Lundi 10 décembre : *les Nibelungen*, dans la grande salle du Théâtre national de Chaillot. Tél. : 47-04-24-24.

Lang/Bogdanovich :
la rencontre

La publication, aux éditions Cahiers du cinéma (1), d'un entretien recueilli, en août et en septembre 1985, pendant six jours, par Peter Bogdanovich et dans lequel Fritz Lang passe en revue tous ses films américains (plus les trois derniers, produits en Allemagne de l'Ouest) nous éclaire singulièrement sur la personnalité du cinéaste et ses rapports avec les grandes compagnies.

A l'époque de l'entretien, Fritz Lang était devenu carrément misanthrope et le manifestait par une attitude sarcastique, une parole dure et tranchante, et une certaine distance à l'égard de ce qui était, pour lui, le passé. Mais c'est un témoignage direct, et de première importance. D'abord parce que Bogdanovich a posé, adroitement, des questions destinées à apprivoiser le vieil homme en restant strictement sur le terrain du « métier ». Ensuite parce que Lang, faisant flèche de tout bois, sait se montrer critique, aussi, vis-à-vis de son propre travail.

Assez laconique à l'égard de Brecht (à propos de *Casier judiciaire* et *Les Bourreaux meurent aussi*), il parle plus volontiers de ses « films de commande » et des raisons qui l'amenèrent à les accepter. Il explique ses méthodes de tournage, mais se débarrasse, parfois, d'un film par une pirouette. Il le fait avec *Espions sur la Tamise*, qui est, pourtant, l'un de ses meilleurs. On apprend quelles scènes furent coupées contre sa volonté, les ruses vis-à-vis des producteurs, et l'admiration de Lang pour Joan Ben-

nett, avec laquelle il tourna plusieurs fois. Fritz Lang dit que *Runcho Notorious* a été écrit pour Marlene Dietrich et qu'il a été amoureux d'elle. Mais, sur le plateau, l'entente ne régnait pas. Marlene a donné, de son côté, une version très violente de ses rapports avec Fritz Lang. Lui, remet les choses en place. On conçoit facilement le malentendu qui a pu s'élever entre ces deux personnages hors du commun. Trois lignes pour *la Femme au gardénia* (1953), là, on n'en revient pas. Non plus quand on apprend que Fritz Lang a été forcé de tourner *les Contrebandiers de Moonfleet* en CinémaScope.

Mais Bogdanovich relance suffisamment le débat pour que *Moonfleet* justifie, via Lang, sa réputation de grande œuvre romanesque. Passionnément sont l'analyse de *la Cinquième Victime* et l'histoire du tournage du *Tigre du Bengale* et du *Tombeau hindou*.

Mais Lang devient féroce pour le producteur de *l'Introuvable Vérité*, son dernier film hollywoodien. « J'ai pris la décision de ne plus faire de film à Hollywood. » On imagine la phrase tombant dans l'entretien comme un couperet.

On ne peut pas revoir les films de Fritz Lang sans avoir lu ce livre-là.

J. S.

(1) *Fritz Lang en Amérique*. Entretien avec Peter Bogdanovich. Traduit de l'américain par Serge Grünberg. Editions Cahiers du cinéma. 160 pages. 108 F. Mise en vente le 21 novembre.

Montrer

POUR QUE
LE CINÉMA FRANÇAIS
soit mieux compris

Journal Département

10 NOVEMBRE

Le Cinéma Français

CINÉMA

MK2 DÉCOUVERTES, UNE COLLECTION CINÉPHILE

Montrer les films

Au début de l'année, Marin Karmitz créait la collection MK2 Découvertes, destinée à présenter des films dont le marché ne voulait pas. Après une saison, premier bilan de cette originale opération de sauvetage, qui s'inscrit dans la stratégie d'un des principaux professionnels du cinéma français.

CETTE semaine sort sur les écrans un film superbe, *L'Aiguillon de la mort*, du Japonais Kohji Oguri. Malgré ses qualités évidentes, malgré le Grand Prix du jury et le Prix de la critique au dernier Festival de Cannes, il n'aurait très bien pu ne pas être distribué en France. Chaque année, ce triste sort échoit à des films qui ont pour seuls défauts de venir de cinématographies « marginales », de n'avoir ni une star internationale à leur générique ni un cadavre sexy à placer sur l'affiche. C'est pour combattre cette aberration que Marin Karmitz, fort de sa position particulière parmi les professionnels français, a créé au début de cette année MK2 Découvertes.

Le cinéma compte de nombreux réalisateurs qui sont devenus leur propre producteur, et parfois celui des autres. Il connaît aussi quelques producteurs qui sont passés derrière la caméra. Le cas de Karmitz est plus rare : lui a cessé d'être réalisateur pour devenir producteur, distributeur et exploitant. En affirmant qu'il continuerait ainsi à « faire des films », expression qui ne désigne d'habitude que les metteurs en scène.

Petite structure agitant volontiers la bannière contestataire lors de sa fondation en 1973, sa société, MK2, est devenue l'une des plus importantes du cinéma français. Et, il y a deux ans, les succès de *La vie est un long fleuve tranquille*, *Bagdad Café*, *Au revoir les enfants*, *Une affaire de femmes* et *Chocolat* propulsaient l'ex-« petit qui n'avait pas peur des gros » au rang de numéro un des distributeurs.

LA MARGE ET LE CENTRE

Marin Karmitz enjouait une grande fierté, et un certain trouble, « j'ai pris conscience de la perte d'identité qui me menaçait : MK2 devenait une société comme les autres. La même menace pesait également sur les films eux-mêmes. Quelles que soient leur origine et la manière dont ils ont été produits, ils sont tous diffusés selon les mêmes procédés. Les plus faibles ne peuvent que souffrir de ce nivellement ».

De cette réflexion, celui qui aime se définir comme « éditeur et marchand de films » conçoit l'idée d'une « collection » de films sous le label « MK2 Découvertes ». Ils seraient distribués au rythme d'un par mois dans la meilleure salle de Karmitz à Paris, le 14 Juillet-Odeon, et dans une centaine de salles de province avec lesquelles il passerait des accords. « Ce système permet d'extraire ces films du flot général pour leur donner un caractère particulier », explique Karmitz. Il donne en même temps rendez-vous d'un film à l'autre aux spectateurs, et constitue une réponse aux obstacles économiques qui bloquent leur commercialisation. Cette réponse se traduit par des affiches toujours conçues sur le même modèle, un tirage limité à cinq copies qui tournent à travers la France, un « lancement presse » plus « pointu », une personne chargée à l'année de choisir les films et de les suivre. Tout cela entraîne des économies qui rendent le projet viable. Et la singularité de sa collection lui a également permis de trouver des sponsors : la Fondation Gan, Europe 2 et le Nouveau Journal.

Le 7 février sortait *Let's Get Lost*, documentaire en noir et blanc, réalisé par le photographe Bruce Weber sur le jazzman Chet Baker. 42 000 spectateurs l'ont vu à Paris, près de 75 000 en France : une carrière exceptionnelle pour un film de ce type, et la justification de l'opération Découvertes. Le suivant, un film coréen, d'une beauté austère, dont le réalisateur occupait presque tous les postes techniques, apportait la confirmation : *Pourquoi Bodhi-Dharma est-il parti*



« L'Aiguillon de la mort », de Kohji Oguri.

vers l'Orient ? typique de ces œuvres admirées dans les festivals et qui ne sortent jamais, attirait 32 800 spectateurs.

Ce fut ensuite le tour du film de Patrick Grandperret, *Mona et moi* (qui lui aussi attendait depuis longtemps sur une étagère), puis de *Harry Plotnick seul contre tous*, une hilarante comédie new-yorkaise dont le réalisateur avait dû attendre vingt ans avant de pouvoir l'achever. Ce dernier film connut un échec public, « parce qu'il est passé à Cannes en même temps qu'il sortait », affirme Marin Karmitz. Il s'est retrouvé dans le même bain que tous les autres et l'« effet collection » n'a pas joué. Le bilan de la première saison a cependant été jugé suffisant pour relancer l'opération à la rentrée.

Pour choisir les quatre titres de ce deuxième volet, Christine Ravet, en charge de la sélection, a couru les festivals et visionné des centaines de films : « Au début, j'allais à la pêche. Mais après la première saison, la réputation de MK2 Découvertes s'est répandue et aujourd'hui, cinéastes et producteurs du monde entier me font des propositions. Les films « automne-hiver » correspondent tout à fait à l'esprit de la collection : *L'Aiguillon de la mort* révèle la qualité de mise en scène d'un cinéaste inconnu ; *Raspad* a été choisi pour son sujet, la catastrophe de Tchernobyl ; *Rei Dom*, premier film du chorégraphe Jean-Claude Gallotta, possède un style totalement original et le Procs du Roi, du Portugais Joao Mario Grilo, invite à découvrir une cinématographie pratiquement pas diffusée en France ».

« Un projet viable », dit Marin Karmitz. Pourtant MK2 Découvertes n'est pas, pour l'instant, un investissement rentable. « Cela n'est pas grave si les autres activités de la société le sont, affirme-t-il. Le cinéma est en grave danger du fait des discours d'exclusion qui y ont cours, opposant d'un côté les défenseurs des « gros » films, très chers et de plus en plus souvent en anglais, de l'autre les tenants « purs et durs » du petit film. Moi, je crois qu'il faut faire exister à la fois le centre et la marge, sans que l'un dévore l'autre. Et il faut que chaque film s'inscrive clairement à sa place dans cet ensemble. De ce point de vue, MK2 Découvertes nous a aidés à mieux définir la nature des autres films. » Karmitz a ainsi créé une seconde collection, MK2 Grande Diffusion, qui concerne des « séries B de qualité » à vocation grand public. Il a sorti dans ce cadre *Kill me Again*, auquel succédera un autre polai, *Plastic Nightmare*, de l'Allemand Wolfgang Petersen, l'auteur de *Das Boot*.

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît dans le Monde du mardi (date mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

L'Aiguillon de la mort

de Kohji Oguri, avec Keiko Matsuzaka, Toki Kishibe, Takao Matsuura, Yut Chikunori, Mitsui Kiuchi, Japonais (1 h 54).

Les déchirements d'un couple japonais quelques années après Hiroshima est l'occasion pour le réalisateur Kohji Oguri d'une parabole sur l'effondrement des valeurs et des repères traditionnels. La perfection de sa mise en scène, la beauté presque surhumaine de ses images lui valurent le Grand Prix du jury au dernier Festival de Cannes.

VO : 14 Juillet-Odeon, 6 (43-25-69-83).

Les Chevaliers de la Table ronde

de Denis Llorca, avec Benoît Bréane, Maria Casares, Alain Cuny, Nadine Durrant, Mirella Delcroix, Valérie Durin, Français (3 h 50).

Adaptée du cycle théâtral de Denis Llorca, une mise en images de la célèbre saga des chevaliers du roi Arthur et de la quête du Graal, depuis la naissance de Merlin jusqu'au retour de Galaad au château du roi pêcheur.

Panthéon, handicapée, 6 (43-64-15-04).

La Femme fardée

de José Pinheiro, avec Jeanne Moreau, Laura Morano, Jacqueline Maillan, Annie Girardot, Daniel Mesguich, Anthony Quinn, Français (1 h 45).

Adaptée de Sagan, une « comédie humaine » située à bord d'un navire de croisière : autour des amours entre une femme vieillissante et un jeune homme, les masques bourgeois tombent. Certains en sont libérés, d'autres ne s'en remettent pas.

Forum Horizon, handicapée, 1 (45-08-57-57) ; U.G.C. Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-52-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (45-61-94-55) ; Miroir, handicapée, 14 (45-39-52-43) ; U.G.C. Convention, 15 (45-74-93-40) ; Pathé Wexler II, 16 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-36-10-36).

Ghost

de Jerry Zucker, avec Patrick Swayze, Demi Moore, Whoopi Goldberg, Tony Goldwyn, Américain (2 h 08).

Un jeune cadre dynamique victime d'un crime crapuleux revient à l'état de fantôme pour veiller sur sa bien aimée, avec l'aide d'une fausse médium qui se découvre des pouvoirs surnaturels. Whoopi Goldberg prête sa gouaille tonitruante à cette comédie fantastique qui fit un malheur en Amérique.

VO : Ciné Beaubourg, handicapée, 3 (42-71-52-58) ; U.G.C. Danton, 6 (42-25-10-30) ; U.G.C. Normandie, 9 (45-63-16-16) ; Miroir, 14 (45-39-52-43) ; Sept. Parassians, 14 (43-20-32-20) ; U.G.C. Mallet, 17 (40-68-00-18).

Mélomanes, il est paru !

L'œuvre d'orgue de Vincent Lubeck. Les cantates de Hasse. Les romances de Luys Milan. Mais aussi tous les grands classiques, classés de A à Z sélectionnés et commentés par Paul Meunier. Les 400 meilleurs disques compact de l'année. Des coups de cœur qui tournent rond pour vous en mettre plein les oreilles. Et un tout petit peu dans les yeux, avec une sélection rigoureuse des meilleurs CD vidéo. Mais en revanche, tellement de CD « éco » de chefs-d'œuvre à petit prix que vous aurez envie de les acheter tous. Pas besoin de vous faire un dessin. Vous avez sûrement déjà deviné. C'est le HORS-SÉRIE MUSIQUE CLASSIQUE DE TÉLÉRAMA. Le nouveau qui vient de sortir.



Chez votre marchand de journaux : 45 F.
Hors-série Musique Classique

POUR QUE VIVE LE CINÉMA FRANÇAIS

3ème Journée Départementale du Cinéma

10 NOVEMBRE 1990

Le Conseil Général de la Seine Saint-Denis et l'Association Cinéma 93.

CINÉMA

VF : Rex, 2- (42-36-83-88) ; U.G.C. Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) ; Les Halles, 12- (43-43-04-57) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; Fauvart, 13- (43-31-66-86) ; U.G.C. Convention, 13- (45-74-93-40) ; Pathé Wapler, 18- (45-22-48-01).

To sleep with Anger
de Charles Burnett, avec Danny Glover, Paul Butler, Mary Alice, Carl Lumbly, Vernon McDoom, Richard Brooks. Américain (1 h 42).

SÉLECTION PARIS

Les Affranchis
de Martin Scorsese, avec Robert De Niro, Roy Lichten, Joe Pesci, Lorraine Bracco, Paul Sorvino. Américain (2 h 21).

La tentative insensée de réaliser le film de gangsters, celui qui démodera tous ses prédécesseurs, rendra inutile tous ses successeurs. Au service de ce projet, Scorsese déploie toutes les ressources du cinéma, marie les genres et les tons, fait rire et fait peur, mêle le documentaire au thriller et magnifie ses comédiens. Bref, gagne son pari en beauté.

VO : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83) ; Bretagne, 6- (42-22-57-37) ; U.G.C. Normandie, 6- (45-83-18-18) ; VF : U.G.C. Opéra, 9- (45-74-95-40).

Les Armes de l'espion
de Pierre Sauvage, 2127, Français (1 h 25).

Dans une famille de la bourgeoisie noire de Los Angeles, le conflit des générations recoupe l'affrontement entre les valeurs traditionnelles d'un Sud et les aspirations d'un fils plus proche de la société moderne et urbaine. L'apparition d'un étrange personnage sert de détonateur : une variation sur le modèle de *Théorème* par l'un des maîtres du cinéma noir américain.

VO : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; Les Trois Louvres, 6- (45-33-37-77) ; Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-80) ; La Bastille, 12- (43-07-48-50) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).



Portrait de la vie quotidienne à Varsovie, au sein d'une famille polonaise, dans *La Désenchantée* de Jerzy Skolimowski.

portait de la vie quotidienne à Varsovie, au sein d'une famille polonaise, dans *La Désenchantée* de Jerzy Skolimowski.

VO : Ciné Beaubourg, 1- (42-33-42-26) ; Cosmos, 6- (45-44-28-80) ; U.G.C. Rotonde, 6- (45-74-84-84) ; Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-80).

Le Décalogue
de Krzysztof Kieslowski, 105 min.

Dix films inspirés des Dix Commandements composent une mosaïque aux teintes sombres qui, dépassant le

portrait de la vie quotidienne à Varsovie, au sein d'une famille polonaise, dans *La Désenchantée* de Jerzy Skolimowski.

VO : Ciné Beaubourg, 1- (42-33-42-26) ; Cosmos, 6- (45-44-28-80) ; U.G.C. Rotonde, 6- (45-74-84-84) ; Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-80).

Le Décalogue
de Krzysztof Kieslowski, 105 min.

Dix films inspirés des Dix Commandements composent une mosaïque aux teintes sombres qui, dépassant le

portait de la vie quotidienne à Varsovie, au sein d'une famille polonaise, dans *La Désenchantée* de Jerzy Skolimowski.

VO : Ciné Beaubourg, 1- (42-33-42-26) ; Cosmos, 6- (45-44-28-80) ; U.G.C. Rotonde, 6- (45-74-84-84) ; Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-80).

Le Décalogue
de Krzysztof Kieslowski, 105 min.

Dix films inspirés des Dix Commandements composent une mosaïque aux teintes sombres qui, dépassant le

La rétrospective « Champ-Contre-champs » réunit une trentaine de films européens dont la campagne constitue le décor principal. Il s'agit d'un hommage que son sous-titre qui fleurit bon le large administratif, « la Cinéma rural en Europe », dissuade d'aller voir ou revoir des œuvres aussi remarquables que *Riz amer* de Giuseppe De Santis, *Heimat* d'Edgar Reitz, *L'Apollon* et *Voyage à Cythère*, de Théo Angelopoulos, *Kaos, des frères* de Roman Polanski, *(Champs-Contre-champs)* du 7 au 19 novembre.

VO : Ciné Beaubourg, 1- (42-33-42-26) ; Cosmos, 6- (45-44-28-80) ; U.G.C. Rotonde, 6- (45-74-84-84) ; Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-80).

Le Décalogue
de Krzysztof Kieslowski, 105 min.

Dix films inspirés des Dix Commandements composent une mosaïque aux teintes sombres qui, dépassant le

Mohamed Driss, Hélène Carraz, Fatma Ben Saidana, Franco-bulgar (1 h 38).

Noura a grandi. Il va quitter le monde des femmes parmi lesquelles il a jusqu'ici vécu pour rejoindre celui des hommes. De ce « passage », Ferid Bouhedir fait un film coloré, tendre et drôle, fourmillant des mille personnages qui peuplent l'Algérie, le faubourg populaire de Tunis.

Le Mari de la coiffeuse
de Patrice Leconte, avec Jean Rochefort, Anna Galiena, Roland Bertin, Maurice Chavance, Philippe Chevalier, Jacques Méthou, François (1 h 20).

Cet homme-là ne veut ni devenir riche ni devenir pauvre. Depuis l'enfance, il ne rêve que d'une chose : épouser une coiffeuse. Comment il mènera à bien ce grand projet, et quelle vie bienheureuse il goûtera ensuite, c'est tout le sujet de ce film farfelu et sensuel, ironique et tendre, qui confirme l'originalité de Leconte et la dinguerie de Rochefort, et révèle le charme d'Anna Galiena.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 12- (42-33-42-26) ; U.G.C. Odéon, 6- (43-25-59-83) ; 14 Juillet, 6- (42-22-57-37) ; U.G.C. Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; U.G.C. Montparnasse, 14- (43-27-52-37).

Nikita
de Luc Besson, avec Anne Parillaud, Jean-Hugues Anglade, Tchadsky Karo, Jean-Pierre L  aud, Jean Bouise, Jean Reno, Francis (1 h 57).

De la trajectoire d'une jeune loubarde transformée en agent secret par un mystérieux service spécial et qui découvre la tendresse, le sens du rythme et de l'image qui fait mouche de Luc Besson fait un thriller barbaque et trépidant.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 12- (42-33-42-26) ; U.G.C. Odéon, 6- (43-25-59-83) ; 14 Juillet, 6- (42-22-57-37) ; U.G.C. Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; U.G.C. Montparnasse, 14- (43-27-52-37).

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

En ce temps-l  , Almod  var n  tait pas encore la figure

de proue du cin  ma espagnol, mais un joyeux trublion de la movida madril  ne. Entre un happening et un concert rock, il signait ce premier film d  clatant, tourn   avec trois pesos et une poign  e de copines, qui r  v  lait son univers farfelu et marginal.

VO : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; Les Trois Louvres, 6- (45-33-37-77) ; Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-80) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

Sailor et Livia
de David Lynch, avec Nicolas Cage, Laura Dern, William Batty, Crispin Glover, Diana Ladd, Isabella Rossellini, Britannique (2 h 07).

La d  rive d  gl  n  e de deux tourtereaux fuyant une m  re diaboliquement abusive   tr  s le grand n  ant du sud des   tats-Unis. Avec Lynch    la cam  ra, cela devient une cascade de plans choc, de sch  mes grand-guignolesques et de mortuaires de bravoure o   le conte de f  es se m  le aux g  ges d  capit  s ou morbides, et cela obtient une Palme d'or    Cannes.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Op  ra, 2- (47-42-60-33) ; Cin   Beaubourg, 12- (42-33-42-26) ; U.G.C. Od  on, 6- (43-25-59-83) ; 14 Juillet, 6- (42-22-57-37) ; U.G.C. Biarritz, 8- (45-62-20-40) ; U.G.C. Montparnasse, 14- (43-27-52-37).

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

En ce temps-l  , Almod  var n  tait pas encore la figure

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

En ce temps-l  , Almod  var n  tait pas encore la figure

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

En ce temps-l  , Almod  var n  tait pas encore la figure

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

En ce temps-l  , Almod  var n  tait pas encore la figure

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

En ce temps-l  , Almod  var n  tait pas encore la figure

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

En ce temps-l  , Almod  var n  tait pas encore la figure

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

En ce temps-l  , Almod  var n  tait pas encore la figure

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

En ce temps-l  , Almod  var n  tait pas encore la figure

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

En ce temps-l  , Almod  var n  tait pas encore la figure

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

En ce temps-l  , Almod  var n  tait pas encore la figure

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

En ce temps-l  , Almod  var n  tait pas encore la figure

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

En ce temps-l  , Almod  var n  tait pas encore la figure

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

En ce temps-l  , Almod  var n  tait pas encore la figure

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

En ce temps-l  , Almod  var n  tait pas encore la figure

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

En ce temps-l  , Almod  var n  tait pas encore la figure

Pepl, Luci, Bom et autres filles du quartier
de Pedro Almod  var, avec Carmen Maura, Eva Siva, Alaska, Felix Rotunda, Pedro Almod  var, Espagnol (1 h 18).

AUJOURD'HUI

MOREAU MAILLAN DUSSOLIER MORANTE

"Un film joyeux, formidable, qui m'a redonn   le go  t du cin  ma."

FRAN  OISE SAGAN

LA FEMME FARDEE

JOSEPH SHELLEARD

JEAN-MARIE SENIA

Nos poissons adorent se faire prendre dans un filet de citron.

D  gustation de fruits de mer, langoustes et poissons jusqu'   3 h du matin.

LA CHAMPAGNE

La grande boutique de la mer. Tout ce qu'il y a de meilleur en produits de la mer, dans un cadre de prestige.

CHEZ HANSI

La grande boutique de la mer. Tout ce qu'il y a de meilleur en produits de la mer, dans un cadre de prestige.

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS

L'ALSACE AUX HALLES
16, rue Coquill  re, 1-
42-36-74-24

DE NUIT COM   DE JOUR
Chocolates, poissons, f  es, fruits de mer tous les soirs. Pour vos repas d'affaires, en famille, en particulier au 1- d  g  .

L'ARTOIS
F. sam. midi et d  m.
13, rue d'Artois, 8-
42-25-01-10

C  UISINE TRADITIONNELLE
POISSONS, coquilles St-Jacques, CONIT, magret, FOIE GRAS FRAIS de canard, GIBIERS en saison. Euro. 250 F. OUVERT LE SAM. SOIR.

RELAIS BELLEMAN
47-23-54-42
37, rue Franklin-1-
F. sam. d  m.

Jusqu'   22 h 30. C  tre uniquement r  serv  . Salle climatis  e. C  n  s Fran  ais traditionnels. LES RAVIOLES DU ROYAN. Soles aux concombres. FILET A L'ESTRAGON. G  t  s du jour.

AU PETIT RICHE
47-70-68-68/47-70-68-50
15, rue Le Peletier, 9-
F. d  m.

Menu QUINQUANARD    180 F VIN COMPRIS ET SA CARTE TRADITIONNELLE FORFAIT THE  TRE, 300 F    430 F. Service g  n  ral jusqu'   0 h 15. D  cor 1880. Salons particuliers. Parking Drouot.

L'AMBIGU DES TEMPLES
24, rue de Valenciennes
42-34-84-41 M. Anvers
T.L.J. UNIQUE A PARIS

Andr   Ambassadeur de Cambridge, M. WONGSANTHE pr  sente une carte de sp  cialit  s asiatiques (Cambodge, Chine, Tha  lande, Vietnam, Japon). L'accueil g  n  ral et l'atmosph  re sont remarquables.

LE RELAIS DU PARC
94, bd Montparnasse, 17-
42-27-41-22
F. sam. midi et d  m.

Avec les produits de la ferme de ses parents, le chef Roger LACERRE fait une cuisine de terroir de son go  t : f  es, magret, co  f, canard, et aussi quelques poissons locaux. Un spectacle menu 140 F.

RIVE GAUCHE

SHI RAM
15, rue Jules-Chartain (6-)
43-25-12-84
F. d  m.

1. 23 h 30. Sp  cialit   TANDOORI, CURRY, BIRYANI. Menu midi 49 F. Soir 99 F. Samedi soir : ambiance et musique indienne. M   Verrin, N.D. des Ch  ns.

YOGARAJ
14, rue Dauphine, 6-
43-26-44-91
F. midi

SP  CIALIT  S INDIENNES
   De tous les Indiens, celui-ci est de tr  s loin le meilleur et le plus authentique.    Christian Millau (Quint-Millau).

LA COURONNE TH  
17, rue Jules-Chartain, 6-
43-54-39-88
M. Verrin

C  te tha  landaise et chinoise. Plats aux fruits de mer, crevettes au sel parfum  . C  tre maison. Menu : 22    69 F    98 F. Soir. Ind. F  m. ind. midi.

LA PETITE CHAISE
36, rue de Clichy, 7-
42-22-13-35
T.L.J.

Fine cuisine dans un cadre d'  poque. Menu-carte 160 F. vin et s  . Vaste choix de sp  cialit  s. Service jusqu'   23 h. Rapport qualit  -prix excellent. Reservations.

RESTAURANT THOUMIEUX
47-48-48-75
T.L.J. jusqu'   23 h

Sp  cialit   de co  f et de canard et de canard en co  f de canard. Service jusqu'   22 h 30. OUVERT TOUS LES JOURS. SALONS CLIMATIS  S.

AU MOULIN VERT
45-39-31-31, Clignancourt
34 bis, rue des Minimes, 14-
T.L.J. jusqu'   23 h

Dans un cadre champ  tre, venez d  g  ter f  es de canard, saumon marin  , poisson du jour ou viande, d  jeuner, menu 165 F. VSC ind. 2300 personnes.

SOUPERS APR  S MINUIT

ALSACE A PARIS
T.L.J. 43-26-89-36
9, pl. Saint-Augustin-Arto, 6- Salons

CHOUROUTES, G  t  s, POISSONS

D  GUSTATION D'HUITRES ET COQUILLAGES

P    rie - Grands crus d'Alsace.

LES GRANDES MARCHES
AU PIED DE L'OP  RA-BASTILLE

La bi  re ad  qu  e du quartier. HUITRES tous l'ANN  E. POISSON DU JOUR.

Plats traditionnels. Vins d'  cuvaison.

D  COR    Remise de la bi  re.

T.L.J. de 11 h 30    2 heures du matin.

6, place de la Bastille. 43-42-90-32.

A la poursuite

LA ROBE VERTE

La s  lection    cin  mas      t   stable par Jean-Michel Frodon

THÉÂTRE

REPRISE DU « SONGE D'UNE NUIT D'ÉTÉ » A CHAILLOT

A la poursuite de l'innocence



MARC ENGUERAND

Jérôme Savary reprend à Chailiot le *Songe d'une nuit d'été* qu'il a créé à Avignon cet été. Une pièce mystérieuse, que chaque metteur en scène trouve sur son chemin un jour ou l'autre, car elle semble détenir le secret du théâtre, de ses lois fondamentales, celles qui apparaissent seulement quand on les transgresse.

UN campement de gitanes investit le grand plateau de Chailiot, un lutin appelé Puck apparaît dans l'orbite béante d'une statue cassée : Jérôme Savary reprend sa mise en scène du *Songe d'une nuit d'été*, créée au dernier Festival d'Avignon dans la carrière Callet. A Grenoble, pour son premier spectacle à la maison : de la culture (le Monde du 19 octobre), Michel Dezoteux a choisi la fêre shakespearienne, celle-là même que des comédiens sont supposés répéter dans le spectacle de Louis Pasqual à l'Odéon-Théâtre de l'Europe, sans titre (le Monde du 17 octobre). Le texte est de Garcia Lorca, qui n'a pas choisi par hasard cette interférence particulière pour exprimer ses doutes sur la nécessité du théâtre, sur l'illusion, le jeu, le mensonge, la vérité.

Illusions et incertitudes sont les ressorts du *Songe*, qui n'est vraiment pas une pièce facile à distribuer, à faire admettre à des acteurs, comme à des publics que l'habitude du cinéma, de l'image censée reproduire la réalité à l'identique, a éloigné des conventions du théâtre. Raison pour laquelle elle semble envoler les metteurs en scène.

Tout est dans Shakespeare et réciproquement ; en plus, a déclaré un jour Jan Kott, il est notre contemporain. Et si cette affirmation a depuis été controversée, on a beaucoup utilisé le théâtre de Shakespeare pour comprendre le vaste monde, surprendre les secrets de l'âme humaine. On l'a traité comme Brecht aurait pu le faire - et l'a fait quelquefois - tirant de

ses drames historiques des leçons politiques. On a joué l'effet miroir, la mise en abyme pirandellienne du théâtre dans le théâtre, mais les angoissantes questions d'identité et de folie n'ont pas cours dans une œuvre où toute identité est déguisement et la folie un ressort dramatique.

Vérité première : Shakespeare, c'est le théâtre tout simplement. Ainsi, quand ils montent le *Songe d'une nuit d'été*, les metteurs en scène s'attachent généralement aux scènes où l'innocence des artisans, leur maladresse même de comédiens, permet de découvrir cette réalité du théâtre, sa nature, ses lois fondamentales, le moment charnière où le faux engendre le vrai.

A la poursuite d'une innocence perdue, si tant est qu'elle ait jamais existé... Luc Bondy a souvent dit qu'on devrait faire jouer Shakespeare par des enfants, car ils ont le sens de l'irrationnel, rien ne vient entraver la disponibilité de leur fantaisie. Michel Dezoteux entrecroise références et citations dans le style tréteaux et premier âge - music-hall, cabaret, burlesque du cinéma muet. Dans sa recherche des racines du jeu théâtral, Ariane Mnouchkine - après un *Songe* écolo-fébration sexuelle - a adapté les codes - anciens, lointains, donc présumés purs - des traditions japonaise et indienne pour sa tétalogie shakespearienne, *Richard II*, la *Nuit des rois*, *Henri IV*, *Peines d'amour perdues* - et elle continue avec la tragédie grecque, elle annonce les *Atrides*.

Comme bien souvent dès qu'il s'agit de Shakespeare, Peter Brook a précédé le mouvement. Quand il a monté le *Songe d'une nuit d'été* en 1970 - au moment où les drogues planantes servaient à expliquer bien des situations - il a placé l'action dans un cirque. Pas le luxe à la Barnum, mais le royaume de l'enfance. Images d'une simplicité vitale, évidente. La forêt était représentée par des tubulaires d'acier sur lesquelles se pourchassaient, en jouant, les amoureux. Le souvenir reste d'une cruauté animale, ingénue, d'une complicité naturelle et en même temps agressive entre le monde des humains et celui des fées, comme entre des acrobates et des clowns.

Le goût du cirque a guidé le choix du *Songe* par Jérôme Savary. Il avait eu d'abord l'idée de monter *Chantecler* d'Edmond Rostand, avait déjà dessiné les costumes des animaux de basse-cour qui sont les personnages de la pièce, imaginé des trucs de féerie. Mais l'illusion n'aurait pas fonctionné en plein air. Il a donc opté pour Shakespeare, disposé des arbres au flanc des murs crayeux, un Parthénon au sommet, puisque l'histoire se passe à Athènes. Précisément elle se passe dans les environs, dans la banlieue d'Athènes, d'où la présence des Gitanes - peuple que la magie ne déconcerte pas - de leurs roulottes, leurs maisons de gens du voyage... Et le chant flamenco, lancé du haut de la falaise sur lequel s'achevait le spectacle, le reliait de façon étrangement concrète à un passé intemporel, au mystère de cette musique, du théâtre.

Alors, ce que Jérôme Savary a par-dessus tout aimé dans le *Song*, et qu'il a le mieux réussi, est la *Tragédie de Pyrame et Thisbé*, qu'il qualifie d'émouvante histoire d'amour. Dans ce mélo naïf monté avec des bouts de ficelle, joué avec une ferveur de néophyte, une sincérité éperdue, il retrouve l'esprit - qui ne l'a jamais complètement quitté - du Magic Circus, ses à-peu-près, son insolence, sa débrouillardise désinvolte, sa poésie émerveillée. Il l'a retrouvé, et repris avec délice et luxe pour le traitement du monde des elfes venu tout droit des *pantomimes* anglaises, contes de fées en forme d'opérettes - *Peter Pan* ou *Cinderella* - qui se donnent au moment des fêtes de Noël. Les personnages en sont hybrides, mi-humains mi-végétaux ou animaux, les méchants sont incarnés par des travestis grotesques. C'est exactement ce qui se passe dans le *Song*, en Angleterre, les traditions ne se perdent jamais.

L'Angleterre est un pays de fantômes, les morts ne le sont jamais tout à fait, Shakespeare est anglais, il ne peut pas disparaître. Son théâtre est parfaitement vivant et en bonne santé, les metteurs en scène courent après lui comme pour découvrir le secret du nombre d'or.

COLETTE GODARD

SPECTACLES NOUVEAUX

La Cerisaie

d'après Anton Tchekhov, mise en scène de Nadine Varouchakis, avec Dorine Banckala, Danièle Constant et André Lohet.

Tchekhov n'a pas fini d'inspirer les gens de théâtre, de séduire les spectateurs. Dans sa description d'un monde qui s'écroule, dans cette histoire de maison familiale vendue pour bâtir des lotissements habitables, on retrouve les difficultés, les angoisses de notre fin de siècle.

Maison des Prestes, 73, av. de la Marne, 93000 Episy-sur-Seine. A partir du 8 novembre. Du jeudi au samedi à 21 heures. Matinée mardi à 14 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 48-26-45-00. De 50 F à 80 F.

Coco perdu

d'après Louis Guilloux, mise en scène d'Alain Molitor, avec André Riot-Sarcey, Claire Comign et Pierre Trappet.

Précédent de peu *Cripure* que Marcel Maréchal reprend à partir du 14 novembre à Créteil, voici l'adaptation d'un autre livre de Louis Guilloux, dont le héros là encore est un vieil homme incurablement entêté : un clown. Théâtre Romane Rolland, 15, rue Eugène-Vaillant, 94000 Val-leuil. A partir du 7 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-26-15-02. 90 F.

Conversation sur l'infini des passions

de Louise Douteigine, mise en scène scénarographie de Jean-Luc Pafes, avec Claudine Fievet et Jean-Luc Pafes.

Louise Douteigine, autrefois dit la comédienne Claudine Fievet, a choisi l'intimité anonyme d'un salon d'hôtel pour ce spectacle composé de billets et de lettres écrites par des amants des siècles passés. Le théâtre épistolaire est en train de devenir à la mode.

Hôtel Lutetia (Salon Saint-Germain), 45, bd Raspail, 6^e. A partir du 13 novembre. Le mardi à 20 h 45. Tél. : 45-44-05-05. 100 F et 130 F.

Emmanuel et ses ombres, le Piège

d'après Emmanuel Bove, mise en scène de Didier Bezace, avec Jean-Claude Frisang, Philippe Paillet, Patricia Joanneau et Michel Baudinat.

Emmanuel Bove regardait ses contemporains sans indulgence. Surtout pendant les années glauques du vichysme. D'un roman sarcastique, Didier Bezace a tiré une farce cruelle.

Cartoucherie Théâtre de l'Aquarium, route du champ de manœuvre, 12^e. A partir du 9 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. :

43-74-89-61. De 50 F à 100 F.

L'enfer et Compagnie

de Jean-François Josselin, mise en scène de Marcel Maréchal, avec Françoise Fabian, Michel Duchaussoy, Annie Le Yoddec et Richard Guedj.

Un homme, une femme et l'alcool. Et dans l'alcool des vérités que l'on déforme, des désirs que l'on ose, des mots qui viennent, pour dire et aussi pour cacher. Et deux comédiens remarquables.

Théâtre de l'Est Parisien, 158, av. Gambetta, 20^e. A partir du 13 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 1 h 30. De 55 F à 130 F.

La Fausse Suivante

de Marivaux, mise en scène de Jean-Luc Jeener, avec Yasmine Reza, Marie de Baillencourt, Jean-Marie Voltz, Gabriel Le Doe, Jacques Tessier et Jean-Michel Dagory.

Quand l'habit fait le moine et que le travestissement trompe au point de faire le malheur de qui y croit. L'une des pièces les plus perverses de Marivaux... Mais peut-être le croit-on parce qu'on se souvient des deux mises en scène qu'on a faites Chéreau.

Théâtre 13, 24, rue David, 13^e. A partir du 13 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-88-52-22. 70 F et 100 F.

Kikiu

mise en scène de Jean-Pierre Jourd'he, avec Dominique Michel et Muriel Beckouche.

Une heure de cabaret folklorique européen par deux comédiennes dont l'une joue du piano et l'autre chante.

Atlanta, 10, place Charles-Dullin (impasse à gauche), 18^e. A partir du 9 novembre. Les lundi, vendredi et samedi à 22 heures, le dimanche à 19 heures. Tél. : 48-06-11-00. Durée : 1 heure. 50 F et 80 F.

Madame Bovary, je l'embrasse partout, Gustave

mise en scène de Jean-Luc Borg, avec Raymond Jourdan, Martine Fontanille, Karine Dron, Frédéric Houssinot, Henri-Paul Korchia, Alain Servo, Frédéric Tokar et Jean-Pierre Muller.

Puisque Emma Bovary c'est Gustave Flaubert et réciproquement, Jean-Luc Borg met au récit des malheurs de la créature, la correspondance de l'auteur.

Théâtre Par le Bas, 2, rue des Andaines Marées, 92000 Nanterre. A partir du 7 novembre. Du lundi au samedi à 21 heures. Tél. : 47-78-10-88. Durée : 1 h 35. 70 F et 100 F.

THÉÂTRE MUSIQUE & DANSE DANS LA VILLE

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFEARD : 5 NOV. - 31 DEC

Loc. : 43-54-11-27

CHATTERTON

d'Alfred de Vigny

adaptation et mise en scène Jacques DESTOCH

12 NOV. - 2 DEC

LA ROBE VERTE

de TAWFIQ AL-HANIM

mise en scène de Hervé Dubourjal

création en France

avec DENISE GENCE, GILLES SEGAL, PIERRE TABARD, ABDES FARAOUN, ILLA PALINSKI, YVES GRENIER, MICHEL ESTIER

49 80 18 88

Théâtre de Billancourt

Montserrat

OU 9 NOV. AU 9 DEC.

PIÈCE ET LUMIÈRE

JEAN-FRANÇOIS PREVARE

avec CHRISTOPHE PARE, ANTOINETTE LEBLANC, JEAN LEROY, ALAIN SERVO, PHILIPPE TOGAR, PATRICK JOANNEAU, MICHEL BAUDINAT

46 03 60 44

LA FERME DU BUISSON

Centre d'Art et de Culture du Montreuil-Villiers

location : 60.06.20.00

8, 9, 10 NOVEMBRE - 21 H

Dans le cadre du Festival d'Automne à Paris et d'Illes du Danes

Daniel Larrieu

chorégraphies

"LES MARCHANDS"

"LES BATISSEURS"

"LES PROPHETES"

création

La Ferme du Buisson

LE DUO AMÉRINDIEN KASHTIN AU THÉÂTRE DE LA VILLE

Comme les loups flairent les lièvres

Sur des rythmes folks, deux jeunes Indiens du Canada chantent la révolte et les aspirations d'un peuple. Les Blancs de Québec ont voulu leur casser la voix. Mais il est des chants, des rythmes qui ne se domptent pas. Leur résonance universelle se propage au Vieux Continent.

Le duo amérindien Kashtin a eu sa revanche. Quelques semaines après que plusieurs grandes stations de radio montréalaises eurent boycotté leur folk matiné de rythmes ancestraux, Claude McKenzie — grand feu follet de vingt-trois ans — et Florent Volland — petit moustachu, plus posé, d'une trentaine d'années — ont provoqué fin octobre un véritable délire dans la métropole. Dans une salle comble, cris, mains tendues au bord d'une scène aménagée en tipi, danses dans les allées, « hits » repris en cœur par un public blanc de tous âges qui ne comprenait pas un traître mot de ce qu'ils chantaient : les deux « bannis des ondes » avaient de quoi exulter.

Au pire de la violente partie de bras de fer qui a opposé cet été les Mohawks au gouvernement québécois, des auditeurs, mettant tous les « maudits Indiens » de la province dans le même panier, avaient fait pression pour que la musique de Kashtin ne soit plus diffusée. Trois stations ont discrètement cédé. Lorsque l'affaire est devenue publique, le boycott a cessé, sans que les radios justifient vraiment leur geste.

McKenzie et Volland étaient au grand air chez les leurs, dans la réserve de Malietonnam, à 350 kilomètres du tumulte. Ils ont attendu que la crise mohawk se dénoue, fin septembre, avant de livrer leur première grande profession de foi. « Nous sommes Montagnais et nous en sommes fiers. Les Indiens et les peuples fiers sont ceux qui survivent. Pour exprimer notre différence, nous avons choisi la musique. Musiciens d'abord et avant tout, nous défendons notre musique mais nous avons nos rêves, nos valeurs, nos aspirations. Nous appuyons les revendications légitimes de tous les peuples autochtones », ont-ils dit, en se gardant bien de cautionner toute forme de violence.

Lorsqu'ils ont reçu, le 21 octobre, leurs deux premiers Félix (équivalent québécois des Victoires), les deux Indiens ont, par déision, remercié les stations de radio pour la publicité provoquée par le boycott, avant de saluer « toutes les réserves de la Terre ». Sur scène, McKenzie lève dorénavant le poing lorsque son comparse rappelle, en martelant la peau de caribou d'un tambour *home made*, que les Amérindiens étaient autrefois les premiers habitants de ce continent où ils cherchent aujourd'hui leur place.

Volland et McKenzie sont les premiers à avoir trouvé la leur dans le monde du show-biz. Jamais aucun autochtone — pas même Buffy Sainte-Marie, l'Indienne Crie des prairies de l'Ouest du Canada qui chantait surtout en anglais — n'avait réussi à s'imposer chez les Blancs dans sa langue maternelle. Le montagnais propulsé aux sommets des hit-parades ! Les quelque dix mille Innus (1) du Québec et du Labrador qui le parlent encore croient rêver. Leur idiome chuintant et chatoyant n'avait jusqu'alors intéressé que des curés évangélistes, des anthropologues ou des linguistes suffisamment motivés pour séjourner dans leurs contrées.

A Malietonnam (le « village de Marie ») les deux « boys de la rue de l'Eglise » ne cessent de faire des émules. Là-bas, tout près de Sept-Îles, la ville de la côte nord du golfe du Saint-Laurent désertée par les Blancs depuis que son usine sidérurgique a fermé, les Montagnais vivotent, comme dans toutes les réserves du Canada, des aides de l'État, en tentant de préserver leurs droits ancestraux de chasse et de pêche sur des territoires de plus en plus exploités. Les grandes migrations traditionnelles de l'automne vers la toundra du Nord sont menacées : l'école, pilier d'une sédentarisation mal acceptée, est obligatoire tout au long de l'année scolaire blanche. Mais les adolescents grattent consciencieusement leurs guitares de fortune



Les « boys de la rue de l'Eglise ».

et donnent de la voix. Depuis Kashtin (« tomade » en montagnais), l'espoir est permis.

Les jeunes Montagnais, scolarisés en français et dans leur langue, se sentent écartelés entre leurs valeurs ancestrales et l'attrait d'une civilisation encore étrangère véhiculée essentiellement par les ondes. Ils naviguent d'un mode de vie à l'autre — Claude McKenzie a choisi d'étudier un temps à Montréal et de chanter dans le métro pour boucler ses fins de mois — ils s'y perdent parfois en chemin, noyant leur mal de vivre dans l'alcool, et la drogue.

Arthur Robertson, l'un des membres du Conseil des Montagnais, explique que, pour la première fois, les jeunes voient en Kashtin le lien possible entre deux mondes : « Ils comprennent qu'on peut parler sans honte de la terre, de l'harmonie avec la nature, du partage, de l'esprit indien et des fêtes traditionnelles tout en entrant dans les circuits contemporains ». Dans tout l'est du Canada au moins, Kashtin est devenu le modèle à suivre d'une nouvelle vague, le « folk amérindien » : point de rencontre entre un style musical blanc et des rythmes séculaires. « La musique qu'on joue et qu'on écoute très fort dans les réserves, ajoute Volland, est devenue une sorte d'exutoire ».

Du Max Band de Sheshatsheits, village perdu au fin fond du Labrador, au Kishashibi Band de la baie James, les groupes poussent comme des champignons. Ils se retrouvent en août au Festival Innu Nikamu (« chants des hommes »), créé à Malietonnam en 1985. Cette année-là, Kashtin, nouvellement formé, avait entamé une « tournée des réserves ». Volland et McKenzie ont véritablement fait un tabac, lorsque, au milieu d'un répertoire emprunté à Pink Floyd, aux Beatles, à Bob Dylan ou Neil Young, ils ont introduit leurs propres compositions, qu'ils se refusent, fidèles à la tradition orale de leur peuple, à emprisonner dans des partitions. Ils ne savent d'ailleurs ni lire ni écrire la musique. Ils disent la traquer d'instinct, « comme les loups flairent les lièvres ». Tshinanu (« Nous autres ») a d'emblée sonné si juste à l'oreille des leurs, jeunes et vieux, qu'ils se sont mis à danser le Makusham, réservé à la clôture des grandes célébrations.

Les Montagnais sont d'autant plus fiers des deux « boys » qu'ils n'ont rien sacrifié de leur honnêteté. Ils n'ont eu à implorer ni les maisons de disques ni les producteurs. Un simple reportage diffusé au

milieu de l'an passé sur la chaîne de télévision publique Radio-Canada a suffi pour que les coups de téléphone affluent. Incrédulés, les deux larrons ont été invités à enregistrer une nouvelle émission.

Il a fallu plus de conviction pour les amener à entrer dans ce qu'ils appellent « l'énorme truc », la machine à spectacle du Sud. « On avait peur de quitter notre milieu, de perdre une partie de nous-mêmes », expliquent-ils. A chaque fois, notre plus grand sacrifice est de quitter la réserve et la nature, là où est la vraie vie. Succès oblige, ils s'éloignent de plus en plus souvent de leurs grands espaces, dans l'espoir de « faire éclater la bulle de l'indifférence », tout en s'amusant, ce qu'ils savent aussi bien faire. Et, comme pour se convaincre qu'ils reviendront toujours aux sources, ils disent, à chaque départ, qu'ils s'en vont simplement « étudier l'homme blanc dans son milieu ».

MARTINE JACOT

(1) Les Montagnais se désignent eux-mêmes comme des Innus, soit « des hommes » dans leur langue.

* Kashtin au Théâtre de la Ville. A 18 h 30. Jusqu'au 10 novembre, 65 F. Tél. : 42-74-72-77.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Liszt
Les Préludes
Concerto pour piano n° 1

Kodaly
Dances de Galante
Psalms hungaricus
Andras Molnar (ténor),
Zoltan Kocsis (piano),
Orchestre du Festival
de Budapest,
Chœur national de Hongrie,
Ivan Fischer (direction).

La programmation moderne et chic du Festival d'Aix ne nous avait pas habitués à des programmes semblables. La virtuosité du Premier Concerto de Liszt, la musique séductrice de Kodaly ne seront sans doute pas du goût des aficionados de la musique contemporaine. Qu'ils fassent un petit effort.

Le 9, Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 200 F.

Szöllösy
Musica per orchestra

Bartok
Concerto pour violon n° 2
Cantata profane

Balassa
Liszt
Andras Molnar (ténor),
Sándor Solyom-Nagy
(baryton),
Andras Keller (violin),
Orchestre du Festival
de Budapest,
Chœur national de Hongrie,
Peter Ernő (direction).

L'Orchestre du Festival de Budapest a été fondé à l'initiative d'Ivan Fischer et de Zoltan Kocsis qui regrettaient la qualité trop moyenne de l'Orchestre de l'Etat hongrois. Quelques disques ont justifié cette initiative (dont une intégrale des concertos pour piano de Bartok publiée par Philips). Sauf erreur, cette formation vitait Paris pour la première fois. Et son programme a tout pour attirer le chaland mélomane.

Le 10, Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 200 F.

Dvorak
Dances slaves
Sérénade op. 44

Schubert
Trio à cordes en si bémol
majeur

Kodaly
Duo op. 7

Rachmaninov
Vocalise

Dohnanyi
Sérénade pour trio à cordes

Sibelius
Valsa triée

Debussy
La plus que lente

Webern
Quintette pour piano et cordes

Liszt
Jeu de main à la villa d'Este

Bartok
Contrastes
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

Bartok
Quatuor n° 5

MUSIQUES

SÉLECTION PARIS

Mercredi 7 novembre

Martin

Les Monologues de Jederman

Ravel

Don Quichotte à Dulcinée

Pavane pour une infante défunte

Stravinsky

L'Oiseau de feu

Joël Van Dam (baryton),

Orchestre de l'Opéra de Lyon,

Kent Nagano (direction).

Théâtre des Champs-Élysées,

20 h 30. Tél. : 47-20-36-37.

De 50 F à 300 F.

Levaillant

DPA mla

Vincent Le Texier,

Claudine La Cour,

Yann Collette,

Irina Dalia (chanteurs,

comédiens),

Ensemble Ars Nova,

Philippe Nahon (direction),

André Engel (mise en scène).

Reprise de l'opéra de Denis

Levaillant. La musique est

de notre temps, le livret

plonge dans les affres de la

Bourse. Et l'on ne s'enquie

pas.

Opéra-Comique, Salle Favart,

19 h 30 (le 6, 10 et 11).

Tél. : 42-56-53-53. De 80 F à

250 F.

Bartok

Suite de danses

Brahms

Symphonie n° 8

Orchestre de Paris,

Sir Georg Solti (direction).

Georg Solti ne s'est jamais

mieux entendu avec l'Or-

chestre de Paris que depuis

qu'il ne l'a plus en charge.

On peut ne pas aimer ses

interprétations efficaces

mais guère subtiles. On ne

peut qu'admirer la science

avec laquelle il dirige ses

troupes.

Salle Pleyel les 7 et 8,

20 h 30 : le 10, 18 h 30.

Tél. : 45-53-53-73. De 70 F à

250 F.

Brahms

Sonate pour alto et piano n° 2

2 Gésange pour contralto, alto

et piano

Sextuor à cordes n° 1

Georges Pludermacher

(piano),

Gérard Caussé (alto),

Guillaume Laurent

(mészo-soprano),

Membres du Trio Amati et de

l'Israel Chamber Orchestra.

Shlomo Mintz (violin, alto et

direction).

Plus qu'aujourd'hui et

demain pour rendre une

petite visite à l'Auditorium

du Louvre qui a invité

Shlomo Mintz et quelques-

uns de ses amis. C'est la

mode, tous les violonistes

veulent fonder leur p'tit

orchestre à eux. Alors évi-

demment, Mintz a fondé le

sien. « Par militantisme et

pour retrouver la vie musi-

cale de l'après-guerre »,

dit-il dans un entretien qu'il

a accordé à Arièle Butaux

dans le dernier numéro du

Monde de la musique. Est-il

aussi virtuose que celui de

Spivakov ? Aussi musical

que celui de Youri Bash-

met ? Aussi virtuose et

musical que celui de Dmitry

Sikovsky ? Réponse par-

ticelle les 7 et 8 novembre.

Auditorium du Louvre,

20 h 30. Tél. : 40-20-52-23.

De 60 F à 120 F.

Bach

Sonate pour violon

et piano n° 5

Beethoven

Sonate n° 8 à Kreutzer

Kreutzer

Liebesleid, Liebestreu

Fauré

Sonate pour violon

et piano n° 1

Saint-Saëns

Rondo capriccioso

Tedi Papavrami (violin),

Christophe Lantier (piano).

Papavrami joue sacrément

bien du violon. Sa sonorité

est fine, son intonation par-

faite, ses interprétations

enlevées. Son programme

est varié, à la mesure d'un

jeune qui veut montrer

l'étendue de ses dons.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. :

43-53-05-07. De 100 F à

180 F.

Schumann

La Fiancée de Mésine,

ouverture

Rachmaninov

Concerto pour piano n° 3

Schmittke

Klein-Sommerbachstrum

Tchaïkovski

Francesca de Rimini

Bruno Leonardo Gebel

(piano),

Orchestre national de France,

Christoph Eschenbach

(direction).

Un pianiste à son piano,

l'autre au pupitre. Ils

devraient être à l'écoute l'un

de l'autre. D'autant que

Christoph Eschenbach n'est

pas un dictateur. C'est un

musicien cultivé. Qui il n'y

a pas longtemps se plongent

avec passion dans la parti-

tition du Roi Roger de Stimi-

novski. Pour le plaisir de la

découverte.

Théâtre des Champs-Élysées,

20 h 30. Tél. : 47-20-36-37.

De 40 F à 190 F.

Schubert

Quatuor à cordes n° 12

Schoenberg

La Nuit transfigurée

Mendelssohn

Octave

Gérard Caussé (alto),

Membres du Trio Amati,

Membres de l'Israel Chamber

Orchestra.

Shlomo Mintz (violin et

direction).

Lire la quatrième annonce

du 7 novembre.

Auditorium du Louvre,

20 h 30. Tél. : 40-20-52-23.

De 60 F à 120 F.



À l'Opéra-Bastille
« On » a une
curieuse conception
du protocole. Dans
les programmes, le
nom de Myung
Whun Chung n'apparaît
qu'après
celui du président
et de l'administra-
teur général. Des
catégories de per-
sonnel qui sont
certes utiles, mais
le 13 au soir, quel
chef portera la repré-
sentation d'Ofello
sur ses épaules ?
Leurs déclarations
fraseuses, leur
précipitation
brouillonne ont-
elles facilité sa
tâche ?

Tournées

Axel Bauer

Il y a longtemps. Bauer
interprétait Cargo, tube rock
brillamment mis en images
par Mondino. Puis il s'est
égaré et vient de revenir
avec Sentinelle, album
complexe et énergique qui
donne envie d'aller prendre
de ses nouvelles sur scène.

Le 8 novembre, à Caen, salle
Georges-Basseaux ; le 9, à
Rennes, Ubu ; le 10, à Mor-
laix, Cornet Club ; le 14, à
Tours, le Bateau Ivre.

Les VRP

Les VRP dureront-ils ? C'est
le moment où il leur faut
dépasser l'idée de base, d'ar-
rêter le terrain. C'est le pro-
pos de cette tournée dont
Enlève les nains de tes
poches, le disque, donne un
avant (mauvais) goût tout à
fait sympathique.

Le 8 novembre, à Lille, Aéro-
net ; le 10, au Festival de
Saint-Lô ; le 14, à Clermont-
Ferrand, Maison du peuple.

MUSIQUES
DU MONDEZsigmond Karsai
Ferenc Sebő
Kalyi Jég

Des cuillères, des claque-
ments de doigts, de la gui-
tare et une vieille à roue : la
musique populaire hon-
groise, à l'honneur aux
Bouffes du Nord dans le
cadre du Festival d'au-
tomne, n'en finit pas de sur-
prendre. Le groupe Kalyi
Jég (le feu noir), de vrais
Tigres dont la musique
flamboyante, Zsigmond Karsai,
transylvain, - mémoire
vivante des chants tradition-
nels de la région, et Ferenc
Sebő qui parachevèrent l'édi-
tion de chants populaires com-
mençés par Bela Bartok : un
programme digne de la
Hongrie la plus profonde, la
plus belle.

De 7 au 10, 20 h 30 : le 11,
15 h 30. Bouffes du Nord,
Tél. : 42-35-34-50. De 60 F à
100 F.

Mazovoi

Vingt ans de carrière pour
ce Martini qui ont
détourné le violon et plongé
dans les traditions popu-
laires avec un raffinement
moderniste. Leurs meilleurs
moments résumés au Bal-
can.

De 7 au 10, Estacien,
20 h 30. Tél. : 47-00-12.
Location FNAC. De 120 F à
150 F.

Sali Kaita

Sali Kaita, avec sa voix, ses
dons d'improvisation, d'in-
novation, et une présence
magique sur scène, a su
imposer parmi les premiers
l'Afrique au show-biz mo-
dial. Les sonorités y ont
gagné en modernisme, et la
musique ne ressemble plus
tout à fait à celle des
Ambassadeurs du Motel de
Bamako dont Sali fut col-
laborateur avant de tenter l'aventure
européenne.

Le 10, Les Ulys. Centre Boris-
Vian, 20 h 30. Tél. : 69-07-
55-53. De 80 F à 100 F.

Hermès Pascoal
e Grupo

Du jazz, certes. De la musi-
que, sûrement. Mais
encore ? Hermès Pascoal
voit des instruments per-
touts. Des casseroles-lam-
boirs, des bouilloires-trom-
pettes, des râpes-guitares,
tout un arsenal quotidien
dont une partie arrive sur
scène. L'énergie vient en
prima.

Le 13, Petit Journal Montpar-
nasse, 21 heures. Tél. : 43-
21-58-70.

La sélection

« Musiques »
a été établie par
Alain Lemaire.
« Rock » :
Thomas Sotinel.
« Musiques
du monde » :
Véronique
Mortagne.
Danse :
Sylvie de Nassac.

Après La Rochelle et Lyon,

Après La Rochelle et Lyon,

Après La Rochelle et Lyon,

Après La Rochelle et Lyon,

Après La Rochelle et Lyon,

Après La Rochelle et Lyon,

Après La Rochelle et Lyon,

Après La Rochelle et Lyon,

Après La Rochelle et Lyon,

Après La Rochelle et Lyon,

Après La Rochelle et Lyon,

Après La Rochelle et Lyon,

Samedi 10

Brahms

Symphonies n° 1 et 2 op. 73

Gewandhaus de Leipzig,

Kurt Masur (direction).

L'excellence de Kurt Masur

ne date pas de l'an dernier

dans les deux concertos de

Brahms. Du piano sombre,

un peu professoral parfois,

mais toujours juste, grand,

sans trop de concessions au

public.

Châtelet. Théâtre musical de

Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-
28-40. De 70 F à 235 F.

Schubert

Sonate pour arpeggione

Schumann

Marche militaire

Adagio et allegro

Brahms

Sonate pour alto et piano n° 1

Jean-Philippe Collard (piano),

Gérard Caussé (alto).

Gérard Caussé, on le

connaît bien, sa sonorité

chaleureuse, sa propension à

écouter les autres. Mais

Jean-Philippe Collard ?

Depuis quelques années, on

le sentait à la recherche de

sa sonorité, d'un style per-
sonnel. Son dernier disque

EMI consacré aux quatre

ballades et à la Sonate en si

mineur de Chopin montre

un progrès remarquable.

Quelle allure ! Quels doigts !

Quelle projection ! Rien à

voir avec ses valises

pâtisseries d'il y a quel-
ques années. Une bonne

nouvelle.

Sceaux, Les Gémeaux,

20 h 30. Tél. : 46-60-06-04.

De 50 F à 110 F.

Dimanche 11

Brahms

Symphonie n° 3

Concerto pour piano n° 1

Alfred Brendel (piano),

Gewandhaus de Leipzig,

Kurt Masur (direction).

Lire la première annonce du

10 novembre.

Châtelet. Théâtre musical de

Paris, 20 h 30 (le 12), Tél. :

40-28-28-40. De 70 F à

335 F.

Chopin

Mazurkas

Jean-Marc Luisada (piano).

Cette nouvelle série de

concerts proposés par

Radio-France est à la fois

une bonne et une mauvaise

idée. Bonne parce qu'elle

donne à entendre de jeunes

musiciens à l'aube d'une

carrière qu'on leur souhaite

aussi brillante que possible.

Mauvaise parce qu'elle

marche sur les brisées de

celle de Janine Rozé à lan-

cée, il y a quinze ans. Avec

les ressources dont dispose

la Maison Roméo, il y avait

peut-être un autre moyen de

lancer ces jeunes. S'agissant

de Jean-Marc Luisada, il y

avait une anomalie à répa-

rer. Pourquoi ne pas avoir

invité ce pianiste à jouer

avec l'un des deux orchest-

res maison ? Cela posé,

nous nous réjouissons de

l'entendre jouer ces mazur-

kas de Chopin qu'il

s'apprête à enregistrer pour

Deutsche Grammophon.

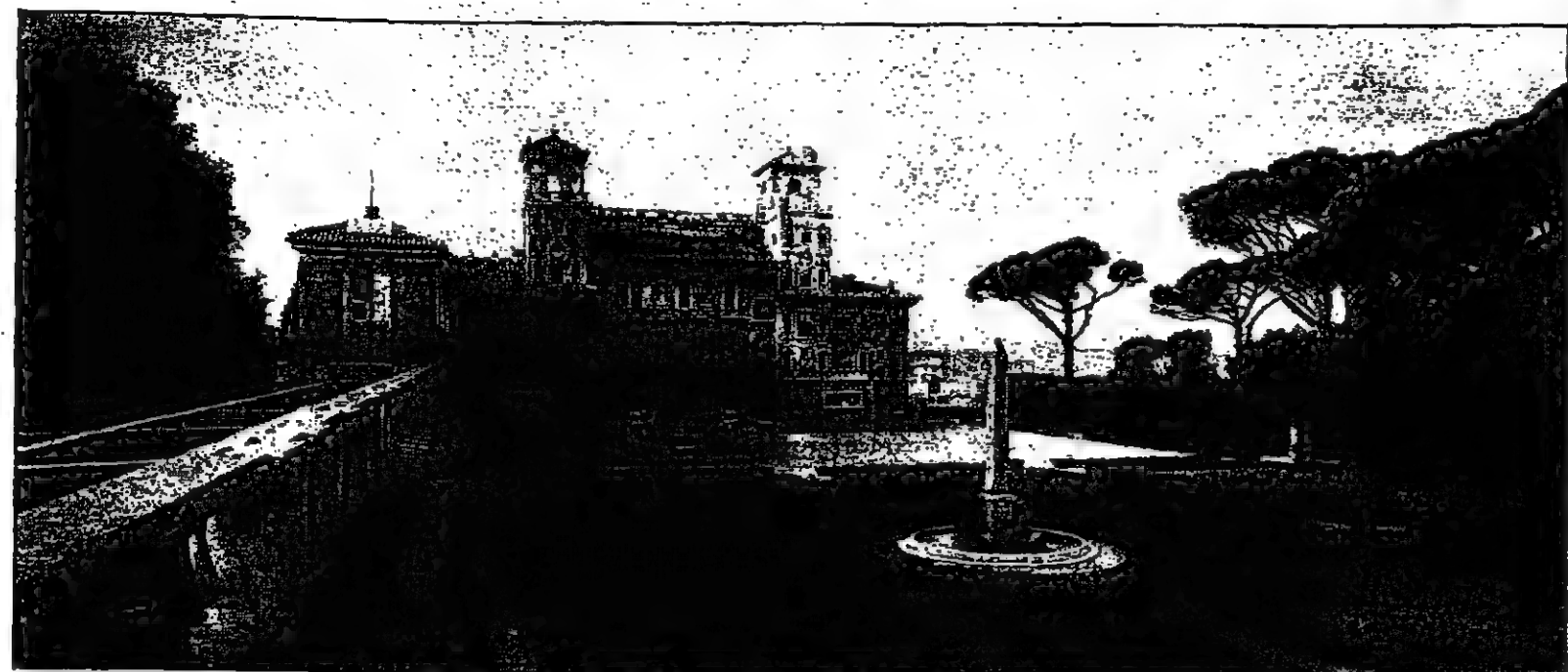
Salle Gaveau, 10 h 45. Tél. :

4

ARTS

LA VILLA MÉDICIS CHERCHE LES MOYENS DE SA RESTAURATION

La malédiction de la chambre turque



GASTON BERGERET

Après un passé prestigieux, mais en demi-teinte, la villa Médicis s'ouvre à Rome et à son animation pour découvrir son âge et ses fissures. Pour se consoler, elle présente une rétrospective Balthus.

Au huitième étage de la villa Médicis, dont on hésite encore à céder l'ascenseur aux antiquaires de la via dei Condotti, Horace Vernet, qui venait d'être nommé directeur de l'Académie après un séjour en Afrique du Nord, fit aménager, en 1829, une chambre appelée depuis «chambre turque». Ainsi baptisée, bien sûr, pour son décor à l'orientale, c'est aussi la pièce la plus haute de la villa. Elle se trouve juste sous l'une des deux tours qui encadrent la terrasse et donnent au bâtiment ces trois doigts de fantaisie que les architectes ont accordés à la façade sur la ville.

L'existence de la chambre turque n'a rien à voir avec une péroration de la Smala d'Abd El Kader que devait célébrer plus tard Vernet, mais tout, semble-t-il, avec un foudroyant désir de fuite si l'on en croit les ténébreuses impressions confiées par Dominique Fernandez au spécial, et forcément somptueux, *Villa Médicis*, de l'éditeur Franco Maria Ricci (1).

Le texte de Fernandez à cette particularité — à moins que ce ne soit véritablement la malédiction de la villa — d'expliquer l'une par l'autre et réciproquement la vie de l'Académie de France et son architecture : une prison fastueuse, où l'on aura enfilé à tour de bras les plus prometteurs des talents, et d'où ne s'échappe qu'exceptionnellement le génie. Le texte est beau et cruel, comme la postérité. Il date aussi, faut-il ajouter, de 1987, une période où l'administration de la villa commençait juste d'estimer utile d'ouvrir ce monument aux Romains, à recuser en somme ce rôle de sépulture qu'avait légué l'histoire.

L'ouverture d'un sépulcre au public ne se fait pas sans problème. Il aura d'abord fallu le travail de l'«archéologue» Balthus, qui, pendant les deux septennats de sa direction, aura eu le temps de remédier aux legs intertemporels de l'histoire, à l'intérieur de la villa et dans ses jardins. Les mezzanines, les cloisonnements rapportés par des fonctionnaires soucieux de ménager l'espace républicain ont alors été supprimés.

Faute de fresques à restaurer, faute d'œuvres d'art, à l'exception de la chambre des Muses, Balthus imagina pour décorer «sa» villa une sorte de peinture à l'éponge, aux couleurs suffisamment neutres pour paraître relever d'une sorte d'éternité. Les amateurs retrouvent volontiers ces teintes grises, ocres entre ciel et terre, dans les tableaux du peintre. Dans le jardin, qu'il redessina avec un notable souci de simplicité, il installa tout un ensemble de sculptures, ou plus exactement de copies en résine ou en plâtre, dont une reconstitution des Niobides, ces créatures mythologiques si cruellement punies, nous rappelle

encore Fernandez, pour leur «crime d'abondance», leur «crime de vitalité».

Au réinventer de la villa Médicis devait succéder Jean Leymarie, homme de culture, à qui l'on doit d'ailleurs l'ouvrage de référence sur Balthus, en 1978, ouvrage qui vient d'être réédité et augmenté par Skira (2), et disponible pour la modique somme de 1 200 francs... Puis, à Jean Leymarie, Jean-Marie Drot, homme de communication, ce qui n'interdit pas la culture, mais qui eut, dans un premier temps, l'étrange idée de vouloir séder la villa et d'en ouvrir les portes aux Romains, à travers expositions, festivals et autres animations plus ou moins silencieuses. Colère des pensionnaires, peu satisfaits qu'on vienne contempler leur pèlerin de Niobides. Colère du «Dien Tradition» qui a quelque raison de détester être brusqué.

Tout cependant est peu à peu rentré dans l'ordre. Non que les pensionnaires de la villa se soient farouchement modernisés, mais parce que la tradition ramuée à petit feu peut s'appeler adaptation. Les principes de sélection des heureux élus ont évolué, leur temps de séjour a perdu la forme d'un exil, les domaines de l'art concernés se sont diversifiés. Seul leur nombre a peu varié : deux petites dizaines, variablement consciencieuses, variablement individualistes, qui semblent avoir compris que le séjour à la villa ne correspond ni à des vacances dorées ni à une retraite dans le «désert» romain, mais à une occasion de travail et d'imagination, à Rome. La chambre turque n'est-elle donc plus un refuge solitaire dans la plus haute tour pour endiguer la nostalgie des directeurs?

Reste que Jean-Marie Drot a encore du pain sur la planche. Pour faire vivre la villa autrement que par ses seuls pensionnaires, autrement dit avec d'autres moyens que ceux que lui accorde le ministère de la culture, il faut trouver de nouvelles sources de financement. Le mécénat? Italien sans doute : ce sont paradoxalement les Romains qui, en ce domaine, apportent l'essentiel de la manne privée à cette institution française qui, à ses vertus formatives, a ajouté une fonction de rayonnement. Mais cette aide, pour précieuse qu'elle soit, ne risque pas de transformer la villa en institut culturel... Et surtout, elle ne saurait se substituer aux obligations qu'a la France d'entretenir «sa» villa.

Car la villa Médicis est aujourd'hui «dans un état de dégradation préoccupant», comme s'en inquiètent ses gestionnaires. Des fissures récentes sont apparues, qui impliquent que soit entreprise d'urgence une étude précise sur la situation de l'édifice, construit à la va-vite entre 1565 et 1582. Mais un ravalement s'impose également pour protéger la villa, ravalement qui fait d'ores et déjà l'objet de bien des inquiétudes. Un premier colloque de spécialistes a permis de faire émerger ici des partisans du rouge, là des défenseurs de l'ocre, là encore des amateurs

de ruines qui supportent mal de voir leur villa perdre sa beauté de vieille dame.

Spécialistes, amateurs et critiques fournissent déjà leurs armes, dans l'hypothèse où un financement serait enfin trouvé. Les responsables de la villa font montre d'un flegme certain, réel ou feint, devant les discussions qui ne manquent pas de s'ouvrir. Ils sont, il est vrai, habitués. Vouant creuser une fosse pour l'alimentation d'un bassin, ils sont bien sûr tombés sur quelques restes antiques. Les travaux sont, depuis, bloqués par une direction de l'archéologie qui semble s'être promis de transformer Rome en gruyère, quel que soit l'intérêt des vestiges exhumés. Mais il y a aussi l'équivalent de nos Monuments historiques, qui ont plus que jamais leur mot à dire dans une Rome largement toilettée, restaurée, dépolluée pour les beaux yeux des supporters du Mondiale, même si — c'est la normalité italienne — on voit seulement s'achever les travaux, par exemple à la fontaine de Trevi. Et puis imaginons que les Américains s'en mêlent, jetant, avec ou sans argent, des arguments définitifs, des arguments de «grands professeurs» sur ce que devrait être la villa, comme quelques-uns l'ont fait pour la chapelle Sixtine.

La vieille dame qu'est la villa, se sachant ainsi digne d'attention, prend garde à ne pas perdre la mémoire. La continuité des savoirs, des traditions, des hommages, vient bien en contrepoint de ses velléités de check-up. D'où, cet automne, une belle exposition Balthus, venue de la Fondation Goulandris, qui, à travers une demi-douzaine de tableaux mais plusieurs dizaines de dessins, forme comme une rétrospective de l'ancien maître de la villa (3). On y voit un grand nombre de petites filles, dont quelques-unes, singulièrement poussées, étaient présentes lors de l'inauguration. Ni elles ni la villa Médicis ne conservent, il est vrai, d'œuvres du temps passé, car Balthus préférerait donner, lorsqu'il donnait, aux cameriers de la villa, au personnel de sa maison.

Il est vrai que la vieille dame s'est toujours interdite de conserver la moindre œuvre de ses pensionnaires. Mémoire sélective, et prudente.

FRÉDÉRIC EDELMANN

- (1) *Villa Médicis*, Ed. Franco Maria Ricci, 1988.
- (2) Jean Leymarie, *Balthus*, Ed. Skira, 1200 F.
- (3) *Balthus à la villa Médicis*, jusqu'au 18 novembre. Un catalogue de 200 pages accompagne l'exposition.

NOUVELLES EXPOSITIONS

Le calendrier des expositions paraît dans le Monde du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Arts-Spectacles.

Simon Vouet

Ce n'est pas à une mince entreprise que se sont attelés les responsables de cette exposition Vouet. L'essentiel de son œuvre décorative a disparu et nombre des tableaux sortis de son atelier ont été peints par des élèves auxquels il savait insuffler son propre talent. Soixante tableaux autographes ont toutefois pu être réunis, qui rappellent le séjour en Italie

de Vouet et son inspiration caravagesque, ou qui relèvent de la veine française, plus légère, de ce peintre favori de Louis XIII.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 42-89-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Du 8 novembre au 11 février 1991. 33 F.

SÉLECTION PARIS

Art ésotérique de l'Himalaya

Toute la richesse et la splendeur de l'art tibétique à travers les 101 pièces, peintures et sculptures diablement inspirées, de la donation Lionel Fournier. Qui propose le Musée Guimet au premier rang international dans le domaine des arts de l'Himalaya.

Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16^e. Tél. : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 28 janvier 1991. 23 F.

Chercheurs d'or et orfèvres des temps anciens

Chercheur d'or : un métier et une tradition qui ne remontent pas aux débordements de Charlot, mais beaucoup plus loin dans le temps, quelques quatre mille ans avant Jésus-Christ, pour cette exposition du Musée des antiquités nationales. De Mésopotamie, de Perse, d'Égypte ou bien de Chine, du Sahara, ou bien du Mexique, voici le portrait brillant du mineur de pépites, à travers les objets qu'il façonnait l'orfèvre, son frère inséparable. Quelques deux cent cinquante objets, provenant d'une quinzaine de musées, sont présentés.

Musée des antiquités nationales, avenue de Saint-Germain, 78100 Saint-Germain-en-Laye. Tél. : 34-51-53-65. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Jusqu'au 21 janvier 1991. 18 F.

Euphronios, peintre à Athènes au VI^e siècle avant Jésus-Christ

Les peintres de vases grecs avaient des noms, dans l'Antiquité, comme les artistes d'aujourd'hui. Euphronios était parmi les plus célèbres. Il a bénéficié d'un nouveau type d'archéologie, le dépoussiérage muséographique, qui profite tout particulièrement à cette forme de la création hellénique. Le Musée du Louvre, en outre, n'a rien négligé pour redorer la renommée du bel et bon Euphronios.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide, Paris 1^{re}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures. Fermeture des caisses à 21 h 15. Visites-confé. du 11 oct. au 23 déc. les lundi à 19 heures (sauf 24-12), jeudi et samedi à 15 h 30. Jusqu'au 31 décembre 1991.

Les artistes de Worpewede

Petit village des bords de la Baltique, Worpewede fut à l'art allemand de la fin du dix-neuvième siècle ce que Pont-Aven avait été à l'art français : une colonie de peintres et de sculpteurs autour de Rilke et de Vogler y jeta les bases de l'expressionnisme.

Musée départemental du Prieuré, 2 bis rue Maurice-Denis, 78100 Saint-Germain-en-Laye. Tél. : 39-73-77-57. Tous les jours de 10 heures à 17 h 30, samedi dimanche et fêtes de 10 heures à 18 h 30. Jusqu'au 31 janvier 1991.

L'œuvre gravé de Goya

«Capricies», «Désastres», «Taurinomie» et «Disparates». Soit une exposition réunissant 218 gravures originales de Goya peignées par la Fondation Juan March à Madrid.

Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly, Paris 18^e. Tél. : 42-24-07-02. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 6 janvier 1991. 25 F.

Mémoires d'aveugle, l'autoportrait et autres ruines

Le département des arts graphiques du Louvre inaugure, avec Jacques Doucet, une série d'expositions intitulées «Part pris», dont le commissariat doit être confié à diverses personnalités extérieures au musée. Pour cette prestation le philosophe a rassemblé une quarantaine d'œuvres autour du thème paradoxal : «Le dessin est aveugle».

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide.

Galerie Beaubourg
César
c/o
Marianne & Pierre Nahon
23 RUE DU RENARD 75004 PARIS
42 71 20 50

GALERIE DENISE RENÉ
196, bd Saint-Germain, Paris 7^e - Tél. : 42 22 77 57
LOHSE
PEINTURES

6^e SALON des ANTIQUAIRES de PARIS XVI^e
JARDINS du TROCADERO
9 au 19 Novembre 1990
Tous les Jours de 11 h. à 22 h. Week-Ends 10 h. à 22 h.
SALON DE THÉ - RESTAURANT Tél. SALON (1) 44 05 00 10

FONDATION L'ARCHE DE LA FRATERNITE
France des libertés
France des étrangers
DU 11 SEPTEMBRE 1990 AU 3 MARS 1991
LE TOIT DE LA GRANDE ARCHE
TOUS LES JOURS DE 9H à 17H
RER LIGNE A STATION LA DEFENSE
TELEPHONE (1) 49 07 26 26

Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 21 h 45, fermeture des caisses à 21 h 15. Vente cont. du 15 novembre au 17 janvier le mercredi à 15 h 30. Jusqu'au 21 janvier 1991, 27 F (prix d'entrée du musée).

Nature artificielle

La lumière artificielle, en tube ou en projecteur, fait partie des matériaux que les artistes contemporains explorent ou exploitent volontiers. A l'occasion, ou systématiquement, à des fins fort diverses. Comme en témoigne cette exposition de 35 œuvres (souvent prêtées par de grands musées) de personnalités aussi différentes que Boltanski, Dan Flavin, Jenny Holzer, Piotr Kowalski, Martial Rayssou ou Michel Vaxj.

Papiers peints panoramiques

Les bourgeois aisés du dix-neuvième siècle avaient trouvé un excellent moyen de rêver, de plonger dans l'histoire, de voyager sans quitter leur salon ou leur salle à manger : en couvrant les murs de grands paysages imprimés sur papier à l'encre ou à la gouache. Presque du cinéma, Scope, en souvient.

Passage de l'image

Soit une exposition réunissant seize artistes internationaux, producteurs d'œuvres issues de la photographie, du cinéma, de la vidéo et des nouvelles technologies. Dont les œuvres animent à l'alternance sur la nature et le rôle des images dans notre société.

Picasso, une nouvelle dation

Une nouvelle dation, celle de l'héritière de Jacqueline Picasso. Elle comporte beaucoup d'œuvres, peintures, céramiques, dessins, lithographies des dernières années, mais aussi des carnets, de précieux carnets concernant, par exemple, la genèse des *Des Femmes* et un formidable papier collé de Braque : *Théâtre de 1913*.

Jean Prouvé

Prouvé, le grand Prouvé dont chacun se réclame aujourd'hui, aura eu le bonheur de mourir avant de voir le CNIT, auquel fut associé son talent d'ingénieur, défiguré par les lois du marché. De son vivant on avait un peu tendance à en faire un martyr de l'indifférence, un artiste mas-

dit. Le CCI lui restitue la lumière et la gloire, dans un espace signé Renzo Piano.

Centre Georges-Pompidou, galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 28 janvier 1991, 16 F.

Rétrospective Pierre Klossowski

Klossowski, ou l'histoire d'un dévot, d'un confidentiel passant par le scandale, qui fit de lui, on le sait, un des plus grands écrivains de la littérature du XX^e siècle. Il se prit au jeu du dessin, au point que, depuis les années 70, cette activité qu'il a portée à grande échelle, a dévot l'autre, l'écriture, ou le reconnaître, est, pour le moins, singulière.

Centre national des arts plastiques, 11, rue Bayen, Paris 8^e. Tél. : 45-63-90-55. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 décembre, 10 F.

Vieux

Des vases préhistoriques, magiques et symboliques, y tissent des liens avec des œuvres d'artistes contemporains : Marina Abramovic, Elishah Mercur, Gina Pane, Michelangelo Pistoletto, Jaume Plensa, Niki de Saint Phalle, Joël Peter Witkin. Une exposition qui vient d'Albi, où elle a été présentée au cours de l'été.

Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri, Saint-Denis, 93000. Tél. : 42-43-05-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 h 30, dimanche de 14 heures à 18 h 30, jusqu'au 31 décembre, 12 F.

GALERIES

Victor Brauner

Cinquante œuvres importantes de cet artiste d'origine roumaine, disparu en 1966 et dont la dernière grande rétrospective remonte à 1972. C'est un moderne, après un bref passage surréaliste, et avant d'être simplement un peintre solitaire qui livre ses obsessions et ses inquiétudes, explorant tout à tour les palettes de l'inconscient et de l'ésotisme.

Galerie Didier Imbert Fine Arts, 19, av. Matignon, Paris 8^e. Tél. : 45-52-10-40. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures et de 14 h 30 à 19 heures, lundi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 décembre.

Eduardo Chillida

Austères, rigoureuses, tendues, les sculptures d'un artiste espagnol d'aujourd'hui, qui commença par travailler le plâtre et la terre, puis la pierre. Mais c'est avec le métal forgé qu'est né le grand Chillida, celui des stèles et des tables, qui se joue de l'espace et du temps, du vide et du plein.

Galerie Lafont, 13-14, rue de Valenciennes, Paris 5^e. Tél. : 45-63-13-19. Tous les jours sauf dimanche de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 novembre.

Gottfried Graubner

Première exposition perso-



Virginia Dwan et les nouveaux réalistes à Los Angeles

Créée par Virginia Dwan à Los Angeles, en 1960, implantée à New-York en 1965, la Dwan Gallery fut une des rares galeries américaines à défendre, coûte que coûte, les nouveaux réalistes. L'exposition qui, opportunément, lui rend hommage réunit des œuvres de Tinguely, Klein, Niki de Saint Phalle, Arman et Martial Rayssou, alors exposés par Virginia Dwan.

Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne, Paris 8^e. Tél. : 47-23-32-35. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 décembre.

Fautrier

Des *Chardons noirs* de 1926 aux paysages et aux nus des années 50 en passant par les têtes de *Partisans*, un choix d'œuvres illustre le parcours singulier de Fautrier, le peintre ami de Paulhan et père de l'art informel. Pour l'inauguration, rue des Beaux-Arts, du second espace de la galerie Di Meo.

Galerie Di Meo, 9, rue des Beaux-Arts, Paris 8^e. Tél. : 45-54-10-88. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 19 décembre.

Gottfried Graubner

Première exposition perso-

nelle d'un peintre allemand, professeur aux Beaux-Arts de Hambourg, pour qui la couleur, fine, broyée, imprégnée dans la toile, dans le corps curieusement épais du tableau, suffit à la peinture.

Galerie Karsten Grevé, 8, rue Deboussy, Paris 9^e. Tél. : 42-77-13-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 décembre.

Mimmo Paladino

Mimmo Paladino, le Napolitain, a été le premier de la génération des transavant-gardistes italiens à revenir à la peinture pratiquée selon les techniques traditionnelles. En champion d'une imagerie mêlant mythes, rites, religions et histoire personnelle. L'exposition réunit des œuvres de 1933 à 1989.

Galerie Hadrien Thomas, 3, rue de Valenciennes, Paris 5^e. Tél. : 42-76-03-10. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Jean-Pierre Pincemin

Les *« années support / surface »* d'un peintre qu'on ne saurait assimiler, même au début des années 70, au groupe du même nom, dont il n'épousa jamais les propositions théoriques. Se situant à un degré premier plutôt que zéro de l'art, Pincemin entreprenait alors d'emprisonner les strates de l'histoire de la pen-

ture en des compositions abstraites, sombres, somptueuses.

Galerie Jacques Bailly, 38, avenue Montaigne, Paris 8^e. Tél. : 43-59-09-18. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Richard Serra

Sous la verrière de la maison carrée d'Yvon Lambert, une installation de Richard Serra, le sculpteur d'espaces par plans d'acier interposés, dont la présence d'avère toujours flagrante.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 25 novembre.

David Tremlett

Cet Anglais, que l'on peut qualifier de nouveau post-conceptuel, explore depuis vingt ans, discrètement, toutes sortes de voies : images-souffles, figures géométriques, lignes courbes et fermées, tracts de mémoire. Économe, sensible, son œuvre ne manque pas de charme.

Galerie David Tremlett, 42, rue de Valenciennes, Paris 5^e. Tél. : 42-78-29-66. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Villeglé

Quand la laceration d'affiches, geste de nouveau réaliste, s'attache, avec Jacques Villeglé, artiste natif de Quimper, à arracher aux affiches les textes plutôt que les images. Pour en faire des typographies éclatées vastes comme la mer. Une mer de débris de discours et de slogans.

Galerie Fanny Guillon-Lefebvre, 4, avenue de Messine, Paris 8^e. Tél. : 45-63-52-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 décembre.

Galerie Katia Granoff

13, quai de Conti
75006 Paris

Monique BELLANGER

Vernissage
le 7 NOVEMBRE

7 NOVEMBRE/1^{er} DÉCEMBRE

Catalogue raisonné en préparation

Louis TOFFOLI

avec l'autorisation du peintre

Adressez toutes informations à

M^{me} J. PELISSIER : 14, rue des Barres, 75004 Paris.

Uaine Fromage - Ecole de sculpture de Normandie, rue Lucien-Fromage, 78160. Tél. : 35-08-07-70. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 janvier 1991.

Evreux Vies d'artistes

(Voir au Havre)

Musée d'Evreux, ancien hôtel de ville, 5, rue Charles-Corbeau, 27000. Tél. : 32-31-52-28. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 janvier 1991.

Gravelines

La Bibliothèque Imaginée de Collectif génération

Une exposition de livres d'artistes du Collectif génération, dont le maître d'œuvre, Germain Jussieu, se souvient de Voltaire, entend faire fructifier la rencontre d'artistes contemporains, d'écrivains, de techniciens du livre et d'éditeurs. Une centaine d'ouvrages sont présentés.

Musée du dessin et de l'esquisse, 17, rue de la République, 59620. Tél. : 28-23-08-13. Tous les jours sauf mardi de 17 heures à 19 heures, dimanche de 15 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 décembre.

Grenoble

Piero Dorazio

Piero Dorazio est un peintre italien peu connu en France. Un abstrait qui, après s'être intéressé aux recherches des avant-gardes du début du siècle, a noué des liens avec l'école new-yorkaise, tout en demeurant fidèle aux moyens traditionnels de la peinture. Le résultat : un art non objectif ni strictement géométrique ni tout à fait informel.

Musée de Grenoble, place de Verdun, 38000. Tél. : 78-54-08-92. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 novembre.

Le Havre

Vies d'artistes

De Ben à Zush, en passant par Boltanski, Messager, Fautrier et Raimon, tout un panorama contemporain, qui trouve dans le *Vies de Giorgio Vasari*, publiée en 1550, son modèle et son prétexte. Comme pour forcer le destin à prendre date, dès à présent, avec les renommées encore fragiles du présent.

Musée des Beaux-Arts André-Malraux, boulevard Kennedy, 76600. Tél. : 35-42-33-37. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 janvier 1991.

Marseille

Arte Povera

Alighiero e Betti, Anselmo, Calzolari, Fabro, Kounellis, Manzoni, Pistoletto, Raimon, Zorio : soit le gros des troupes d'Arte Povera, l'avant-garde italienne de la fin des années 60. A travers la collection du Musée national d'art moderne. Pour la première des expositions proposées par le nouveau directeur des musées de Marseille, Bernard Blistène.

Musée Cantini, 19, rue Grignan, 13006. Tél. : 91-54-77-75. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 décembre, 12 F.

Nîmes

Robert Filliou

Quatre-vingt œuvres en tous genres, pour illustrer la production insolite et turbulente d'un artiste « touche-à-tout », qui, partageant les vues des néo-dadaïstes du mouvement Fluxus, s'est déclaré pour la créativité permanente et l'abolition des frontières entre l'art et la vie.

Musée des Beaux-Arts, rue Célèbre, 30083. Tél. : 86-76-73-47. Tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de

14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 janvier 1991.

LE MOIS DE LA PHOTO

Bettina Rheims

L'ambiguïté sexuelle d'une génération androgyne par une ethnologue « in » et « out ». Modern Love, Maison européenne de la photographie, 82, rue François-Mitterrand, Paris 4^e. Ouvert tous les jours de 14 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, fermé le lundi, jusqu'au 2 décembre.

« Paris-Soir »

« France-Soir »

De Front populaire à Mitterrand, la vie vue par deux journaux parisiens du soir. Cinquante ans de photographie de presse, les archives de Paris-Soir/France-Soir. Bibliothèque historique, 24, rue Pavée, Paris 4^e. Tél. : 42-74-44-44. Ouvert tous les jours de 10 heures à 18 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, fermé le lundi, jusqu'au 24 novembre.

Takashi Hirokawa

Sépés par un grand couturier, pigiste et vendeur de cochons forment un amusant défilé. Sonoma, Galerie Charles Selton, 21, avenue de la République, Paris 15^e. Tél. : 45-48-10-48. Ouvert tous les jours de 14 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés. Jusqu'au 24 novembre.

La chose exorbitée

Un ensemble thématique conçu tel un fragment d'été de Balthus. Carte blanche à Régis Durand : rien que la chose exorbitée. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaumont, Paris 2^e. Tél. : 42-78-05-62. Ouvert tous les jours de 14 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés. Jusqu'au 24 novembre.

Sam Levin

Bardot, Gabin, Gérard Philipe, magnifiques, par un grand photographe du cinéma art. Le cinéma français des années 30 à 60. Vidéotheque de Paris, Nouveau Forum des Halles, 2, Grande Galerie, Paris 1^{er}. Tél. : 40-26-34-30. Ouvert tous les jours de 12 h 30 à 18 heures, samedi et dimanche de 13 heures à 19 heures, fermé le lundi, jusqu'au 19 novembre.

Kennedy

Tout un style d'être saisi par l'opérateur attiré du président. Les années Kennedy : portrait d'un président, par Jacques Lova, Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, 2, Grande Galerie, Paris 1^{er}. Tél. : 40-26-37-12. Ouvert tous les jours de 13 heures à 18 heures, samedi et dimanche de 13 heures à 19 heures, fermé le lundi, jusqu'au 18 novembre.

Balthus

L'odyssée guerrière d'un amateur paisible et désarmé, mort le 12 juin dernier. Le Compère de la photographie, cour du 94-96, 56, rue de Valenciennes, Paris 12^e. Tél. : 43-44-11-38. Ouvert tous les jours de 11 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés. Jusqu'au 2 décembre.

Rauschenberg

Le patchwork de l'initiateur du pop art, photographe avant d'être peintre. Galerie J.-J. Donguy-J.-P. Huit, 57, rue de la Roquette, Paris 11^e. Tél. : 47-08-10-04. Ouvert tous les jours de 13 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés. Jusqu'au 24 novembre.

La sélection « Arts » a été établie par : Gérard Berruette et Frédéric Edelman. Sélection « Photo » : Patrick Rogiers.

MARJOLAINE

3 au 11 Novembre

400 expositants, 11000 m² de marché biologique, d'agriculture, hygiène et santé, jardinage, artisanat, stages, associations, conférences, débats, ateliers, éditions...



PARC FLORAL DE PARIS
BOIS DE VINCENNES
Tél. 45 95 01 85

Le Monde
DES LIVRES

MAITRES
IMPRESSIONNISTES
ET MODERNES

25 OCT - 22 DEC

GALERIE DANIEL MAINGUE

26, AV. MATIGNON - 75008 PARIS

BILLET

L'Europe naïve

Début 1998 : ce serait la date de l'ouverture complète du marché des Douze aux voitures japonaises. D'ici là, les importations seront freinées. Telle est du moins la position de M. Bangemann, vice-président de la Commission européenne, en visite à Tokyo. « Nous n'avons encore rien conclu, a-t-il dit mardi 6 novembre, mais la date de 1998 constitue un bon compromis entre les positions des industriels européens et celles des Japonais. »

Il n'y a pas dans ces déclarations beaucoup de neuf. M. Bangemann remplace sur ce dossier M. Andriessen, commissaire aux relations extérieures, qui était allé cet été au Japon pour avancer la même date de 1998. M. Andriessen avait même proposé que la part des Japonais sur le marché européen atteigne 18 % à cette échéance.

En fait, les positions sur ce dossier sont connues et tranchées. Les libre-échangistes constitués par les commissaires de Bruxelles, les Britanniques, les Irlandais et les Allemands ont accepté, en juillet dernier, le principe d'une période de transition. Les « protectionnistes » dont la France, l'Espagne et l'Italie avaient donc remporté une victoire de principe... mais tout dépend de la date et des chiffres exacts de la pénétration japonaise.

Les industriels réclamant dix ans et la Commission répond cinq ans. Coupant la poire en deux, M. Bangemann estime sans doute que ça va bien.

En réalité, dans cette négociation, les Européens font preuve de désunion et de naïveté. Désunion puisque les Douze, s'ils ont un marché unique, n'ont pas un intérêt unique. C'est un problème général de toutes les négociations commerciales de la CEE, on le voit aussi dans l'agriculture. Naïveté parce que, comme le déplore M. Calvet avec raison, ils exposent toutes leurs cartes avant la partie. Il vaut mieux ne pas dire que 1998 est un bon compromis si l'on veut obtenir que les Japonais ne réclament pas 1997 ou qu'ils cèdent autre chose sur un autre terrain... C'est se fier les mains pour l'après 1998 que d'accepter aujourd'hui une liberté au-delà de cette date.

L'Europe doit se défendre, dans l'automobile comme ailleurs, c'est une évidence industrielle et sociale. M. Thatcher le sait bien qui, chez elle, maintient les Japonais sous un quota discret mais bien réel. Mais à hésiter sur la conduite à tenir l'Europe se défend mollement, sans perspective globale et au gré des petites déclarations des uns et des autres, c'est-à-dire très mal.

E. L. B.

Compromis entre les Douze pour les négociations de l'Uruguay Round

La CEE propose de réduire de 30 % les soutiens aux exploitants agricoles

Les ministres de l'agriculture des Douze réunis à Bruxelles le 6 novembre se sont entendus à l'unanimité pour proposer une baisse de 30 % de leurs soutiens agricoles sur dix ans à compter de 1986. Cette proposition sera défendue par la CEE dans le cadre de l'ultime phase de l'Uruguay Round, les négociations commerciales multilatérales du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce).

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

L'« offre » agricole de la CEE tient compte du souci de la majorité du conseil d'encadrer strictement la phase à venir de la négociation, et d'éviter ainsi par avance les dérapages en donnant sur les principaux points sensibles (stabilisation des importations d'aliments de bétail, subventions à l'exportation, réduction de la protection aux frontières) des garanties appréciables aux agriculteurs. « C'est un accord qui, au moins dans un premier temps, nous permettra de rassurer plus aisément les agriculteurs de la Communauté que les négociateurs des États-Unis, et c'est très bien ainsi », a commenté M. Louis Mermaz, ministre français de l'Agriculture.

L'offre de la CEE, même si elle est fraîchement accueillie par les partenaires du GATT, devrait permettre à la négociation agricole, aujourd'hui bloquée, de reprendre. M. Renato Ruggiero (commerce extérieur) et Vito Saccomande (agriculture), qui ont présidé avec efficacité les travaux du conseil, ont mis en garde les États-Unis ainsi que les autres pays producteurs.

Une agriculture moins protégée

Suite de la première page

Desservi par une conjoncture défavorable (la lourdeur des marchés céréaliers, la persistance du marasme de la viande), les agriculteurs français s'apprentissent pourtant, semble-t-il, à criser plus fort qu'ils n'ont fait. Comme le reconnaît lui-même M. Lacombe, l'effort de réduction des subventions a été entamé depuis 1986. Autrement dit, « la moitié du chemin est faite ». Le reste qu'en dépit de ses protestations la question des aides aux agriculteurs des pays riches n'a pas encore été tranchée avec le courage politique nécessaire, d'un côté comme de l'autre de l'Atlantique.

Chaque année, les États-Unis et la CEE desservent respectivement quelque 20 milliards de dollars pour leurs agricultures. Différence notable, ces sommes bénéficient en Amérique à 2,2 millions de fermiers, quand l'Europe distribue un montant équivalent à 9 millions de paysans.

Considérées à juste titre comme modernes, américaines pour affaiblir les marchés mondiaux, les agricultures américaine et européenne devraient en bonne logique être servies de sub-

ventions. A-t-on jamais mesuré l'impact des aides de toutes sortes sur les excédents monstrueux de lait ou de blé accumulés dans les silos des pays riches au début des années 80, avant que les crises budgétaires n'obligent à réduire de façon drastique ce type de dépenses ? Une frappe anormale subsiste dans les échanges agricoles : c'est dans les pays du Sud, ceux dont le manque à produire est le plus criant, que les subventions sont aussi nombreuses que les gouttes de pluie. A l'inverse, l'Europe et l'Amérique n'en finissent pas d'aider sans distinction des agricultures qui, globalement, n'en ont pas besoin.

Demeure le problème crucial, en France comme en Allemagne et dans le sud de l'Europe, des exploitations familiales défavorisées, celles qui occupent l'espace et concourent à la protection de l'environnement. L'Europe verte de Jean Monnet avait pour ambition de préserver cette agriculture. Elle a pratiquement disparu.

Mesures

d'accompagnement

Au reste, une partie de l'effort envisagé (15 % et 20 % selon les produits) a déjà été accomplie grâce aux réformes de la réglementation communautaire mise en œuvre depuis 1986. Le chemin à parcourir d'ici à 1996 se limite donc à une réduction du soutien se

situant entre 10 % et 20 % selon les produits (15 % pour les céréales). Par ailleurs, la Commission s'est fermement engagée à présenter avant la fin de l'année des mesures d'accompagnement, amorcées d'une nouvelle réforme de la politique agricole commune (PAC), dont l'objet est de favoriser la cohabitation d'une agriculture compétitive, peu soutenue, tournée vers l'exportation, et celle d'une agriculture moins ambitieuse vers l'extérieur, plus aidée, tournée vers la qualité, la défense de l'environnement.

La défaite des libéraux

Au cours des sept réunions qu'il a consacrées à ce dossier, le conseil s'est employé à limiter la portée des trois clauses qui ont été introduites dans les propositions de la Commission par ses éléments les plus libéraux conduits par M. Frans Andriessen, vice-président chargé des relations extérieures. La façon dont s'est conduit le débat constitue une défaite pour ceux-ci. « Un des résultats positifs de nos discussions est d'avoir réussi à faire obstacle à certains secteurs de la Commission qui étaient prêts à détruire la PAC », commentent sans détour un porte-parole italien quelques minutes avant la fin de la réunion.

Les Douze exercent la possibilité de prendre des engagements spécifiques sur les subventions à l'exportation. « Nous pourrions continuer à soutenir nos exportations de céréales, comme les États-Unis le font, avec leur déficience payments ; pour la France, c'est essentiel », a observé M. Mermaz.

Écartant l'idée d'un accroissement supplémentaire des importations de soja et des produits de substitution des céréales (PSG) de 8 %, les Douze ont souligné leur volonté de les stabiliser au niveau actuel, déjà considérable. Au-delà de ce seuil, ils souhaitent pouvoir appliquer des droits d'entrée dissuasifs. C'est ce qu'on appelle le rééquilibrage de la protection.

La réduction de la protection aux frontières de la CEE devra permettre de maintenir « une préférence communautaire suffisante ». C'est sur ce point que s'est focalisée la discussion au cours des dernières réunions. Même si les textes adoptés sont relativement ambigus, il apparaît que M. Mermaz a obtenu gain de cause : la réduction des droits d'entrée lors d'importations dans la CEE devra suivre les baisses de prix ; autrement dit, elle ne sera pas automatiquement de 30 %, comme le prévoyait la proposition initiale de Bruxelles. Il pourra y avoir décrochage inférieur à 30 % de la protection lorsque la réduction du soutien s'opérera par d'autres moyens que des diminutions de prix, et cela précisément afin de ne pas affecter la préférence communautaire.

Il revient maintenant à la Commission, porte-parole des Douze, de négocier avec les partenaires du GATT sur la base de cette offre communautaire. « Nous serons vigilants », a souligné M. Mermaz.

PHILIPPE LEMAITRE

38 Marchés financiers.

39 Bourse de Paris.

Alors que M. Séguin s'associe aux critiques

Mobilisation syndicale en ordre dispersé le 14 novembre contre la CSG

Si la contestation syndicale au projet de contribution sociale généralisée (CSG) ne se dément pas, elle apparaît de plus en plus éclatée. La CFE-CGC, qui a confirmé mardi 6 novembre, l'organisation d'une manifestation le 14 novembre, veille du débat parlementaire sur le projet de gouvernement, a finalement refusé le concours de la CGT qui manifestera elle aussi, mais sur un autre parcours. Après avoir engagé des pourparlers avec M. Henri Krasucki, M. Paul Marchetti, président de la CFE-CGC, a subitement redécouvert « un différentiel considérable entre les deux organisations ».

Alors que FO, qui appelle à une journée de grève le 14 novembre, n'a pas donné d'autre consigne à ses militants, la confédération des cadres recevra néanmoins l'appui de l'Union nationale des associations de professions libérales (UNAPL). Par contre, la CFTC ne s'associera à aucun défilé. Elle refuse d'entretenir une quelconque « équivoque » et rappelle que « si la CSG a le mérite (...) de comporter un effort de solidarité », cette réforme doit prendre en compte le « risque dépendance pour les personnes âgées », et être modulée en fonction de la situation familiale. Quant à M. Jean Kaspar, secrétaire

général de la CFDT, il se dit « atterré par la nature du débat engagé autour de la CSG », et qualifie ceux qui s'y opposent de « postmodernes et conservateurs de tout poil ».

Ancien ministre des affaires sociales, M. Philippe Séguin (RPR) estime pour sa part dans un entretien au Figaro du 7 novembre, que « la version Rocard de la CSG est à jeter à la poubelle ». M. Séguin, qui reproche au gouvernement de ne pas affecter intégralement la CSG à la Caisse nationale d'allocations familiales et de ne pas réduire les charges des entreprises, considère qu'il est « normal que tout le monde contribue » à la CSG « y compris les retraités ». « La CSG était une grande idée que Michel Rocard a dénaturé par aveuglement ou cowardise, et probablement les deux à la fois », ajoute-t-il.

Enfin, selon M. Alain Richard (PS), rapporteur du budget, des mesures visant à freiner les dépenses de santé seront prises par décret, vraisemblablement avant la fin de l'année. Pour M. Claude Evin, ministre de la solidarité, il s'agira de mesures « au cas par cas » portant sur les professions de santé mais il refuse un « plan d'économies » touchant les assurs.

J.-M. N.

Selon le « Financial Times »

L'allemand RWE devrait récupérer la distribution électrique de l'ex-RDA

L'industrie électrique de l'ex-RDA sera, selon toute vraisemblance, modernisée par des firmes ouest-allemandes. Selon le Financial Times daté du 7 novembre, le conglomérat énergétique RWE (distribution d'électricité, construction de centrales, mécanique, pétrole et bâtiment travaux publics) récupérerait avec deux autres partenaires ouest-allemands quelque 75 % des activités de production et de distribution électrique en Allemagne orientale.

Ce transfert de propriété — qui devrait être effectif dès les premiers mois de 1991 — représenterait l'une des plus grosses opérations de privatisation en Allemagne de l'Est.

Parmi les associés possibles de RWE, Bayernwerk et Preussen Elektra (groupe VEB) sont les firmes les plus citées. En coopération avec RWE, ces deux firmes avaient déjà présenté au mois de juin une propo-

sition de reprise de cette branche dont la modernisation — urgente — est indispensable au décollage économique de la RDA. Ce projet avait toutefois été bloqué par le Parlement est-allemand, le groupe social-démocrate estimant n'avoir pas été consulté sur cette cession. La vente sera probablement effective début décembre après les élections du nouveau Parlement de l'Allemagne réunifiée.

Disposant de solides liquidités, RWE entasse investir pas moins de 30 milliards de deutschemarks (environ 100 milliards de francs) dans les cinq années à venir avec pour cible principale la distribution d'électricité. Le géant de l'énergie a annoncé le 6 novembre une nette progression de ses résultats au cours de l'exercice 1989-1990 (clos le 30 juin dernier), avec un chiffre d'affaires en hausse de 13,3 % à 44,2 milliards de marks (150 milliards de francs).

Les prévisions de la Banque de France

« La poursuite de la croissance ne semble pas remise en cause »

L'avenir proche n'est pas trop sombre pour l'économie mondiale, selon une analyse de la direction des études économiques de la Banque de France : « Malgré les événements du Golfe, la poursuite de la croissance ne semble pas vraiment remise en cause, à condition que les prix du pétrole n'accroissent pas sensiblement et durablement un cours de l'ordre de 30 à 35 dollars le baril ».

Sur le front de l'inflation, la non-poursuite de la crise du Golfe, au moins à court terme, ne représente pas une

menace majeure pour les pays industriels. Ainsi, la hausse des prix pétroliers est moins forte que lors des précédents chocs. Enfin, « le repli du dollar atténue l'impact du choc pour les pays dont les monnaies s'apprécient à l'égard de la devise américaine ».

La Banque de France constate que « depuis le début de l'année, les déséquilibres des échanges entre grands pays industriels se sont bien atténués ».

Lourdes pertes prévues pour 1990 pour le groupe informatique

M. Fauroux assure que l'Etat « fera son devoir d'actionnaire » face aux difficultés de Bull

Le groupe informatique nationalisé Bull essuiera de lourdes pertes en 1990. M. Fauroux l'a annoncé à l'Assemblée nationale, mardi 6 novembre, à l'occasion du vote de son budget (lire en page 40). « Le groupe Bull a enregistré au premier semestre 1,88 milliard de francs de pertes. Il ne faut pas de doute que celles-ci seront encore plus importantes pour l'ensemble de l'année 1990 », a déclaré le ministre de l'Industrie, démentant les déclarations de l'entreprise cet été.

Le groupe, annonçant ses pertes du premier semestre, avait estimé que la situation se redresserait en fin d'année. M. Fauroux a expliqué que ces chiffres, qui ne sont pas

« étonnants », proviennent de la mauvaise conjoncture mondiale du secteur informatique.

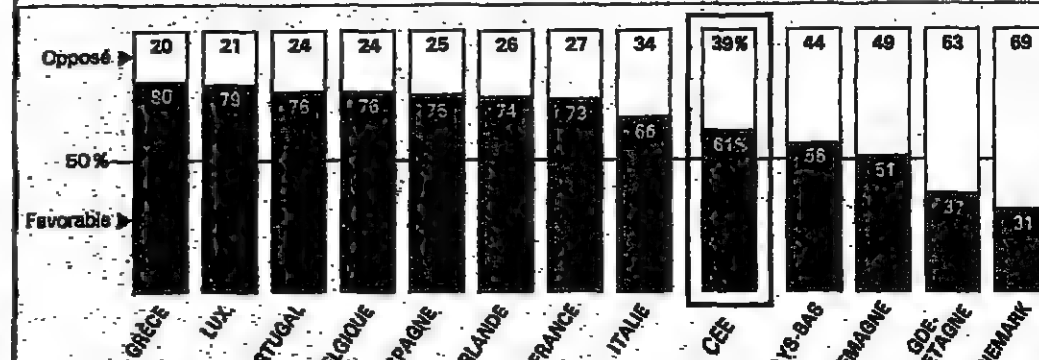
La concurrence accrue en Europe et la conversion des ordinateurs vers des logiciels « standards », c'est-à-dire compatibles, laminent les marges et font que « tous les constructeurs européens et la plupart des américains essuient de lourdes pertes ».

Plusieurs milliers d'emplois supprimés

Le ministre a ajouté que « l'entreprise dispose d'outils » et qu'elle a fait « les bons choix stratégiques ». Mais elle doit « accélérer le

rythme de ses transformations » et, dans cette optique, « devrait proposer d'ici à la fin de l'année un plan de redressement sévère ». En fait, ce plan, dont le principe avait déjà été annoncé et qui doit se traduire par plusieurs milliers d'emplois supprimés dans les différents unités mondiales du groupe, devrait être présenté jeudi 8 novembre aux partenaires sociaux. « Je puis vous assurer que l'Etat remplira le moment venu son rôle d'actionnaire et fera face à toutes ses obligations », a déclaré M. Fauroux. Mais l'effort sera long, le parcours est plein d'embûches et il faudra être persévérant.

Les Européens se déclarent favorables à l'écu



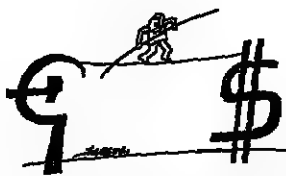
Le sondage Gallup réalisé fin octobre par l'Association pour l'union monétaire de l'Europe auprès d'un échantillon représentatif de 6 049 citoyens des douze pays de la Communauté indique que 61 % des personnes qui se sont exprimées clairement sont

favorables au remplacement de leur monnaie nationale par l'écu : 76 % des personnes se sont exprimées en faveur de la création d'une banque centrale européenne. C'est au Danemark, en Grande-Bretagne et, dans une moindre mesure, en Allemagne

que l'on trouve le moins de citoyens favorables au remplacement de leur monnaie par l'écu. En Belgique, Grèce, Portugal, Espagne, France, Luxembourg, Irlande, les trois quarts des personnes interrogées ont répondu positivement.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER



Un an après la chute du mur de Berlin, les pays d'Europe centrale et orientale ont entamé leur conversion vers l'économie de marché. Chacun à sa manière, à des rythmes et suivant des formules bien différentes (*Le Monde* du 7 novembre).

Le riche vocabulaire évoquant la chute, la décadence et la décomposition, est exploité jusqu'à la corde s'agissant des pays de l'Est. Comme la plupart des institutions caractéristiques du modèle communiste, le COMECON est aujourd'hui moribond, moribond, mais pas mort. Car il fait partie de la construction économique qui s'est révélée, à l'Est, beaucoup plus difficile à démanteler que l'ordre politique.

Le COMECON (Conseil d'assistance économique mutuelle), c'est cette organisation d'une folle complexité qui régit depuis 1949 les échanges commerciaux entre les six pays d'Europe de l'Est (l'Albanie s'en étant retirée en 1961), l'Union soviétique, ainsi que la Mongolie, le Vietnam et Cuba.

Des milliers de fonctionnaires ont travaillé pendant des décennies à affiner « la gestion de l'efficacité économique à l'échelle internationale », selon le mot d'un cynique. Le résultat de leurs efforts est un fonctionnement qui aurait fait les délices de Lewis Carroll et dont il n'est pas plus facile de sortir que des labyrinthes du *Pays des merveilles*. Pour résumer : tout le commerce international, dans chaque pays, était centralisé ; il s'effectuait, avec les partenaires du COMECON (entre 60 % et 85 % des échanges selon les pays), sur une base bilatérale,

au moyen de contrats à moyen terme, en quantités et à prix fixes. Ces prix étaient exprimés en roubles-devises, dits aussi transférables, affectés d'une valeur différente selon le produit et selon le pays. Mais leur détermination n'avait pas grand-chose à voir avec les coûts de production. Le COMECON s'efforçait de tenir compte des « prix mondiaux » mais avec une grille de lecture bien particulière : le produit considéré était-il « dur » (c'est-à-dire échangeable contre des monnaies fortes) ou « mou » (invendable hors du bloc de l'Est) ?

Réformer de fond en comble

Si l'on peut aujourd'hui parler au passé de ce système, ce n'est pas qu'il ait cessé d'exister, c'est que ses protagonistes ont reconnu unanimement qu'il devait être réformé de fond en comble. La chose a été décidée en janvier 1990, à Sofia, lors de la quarante-cinquième session du conseil. A l'époque, les Soviétiques ont affirmé leur intention d'effectuer à partir du 1^{er} janvier 1991 l'ensemble de leur commerce en devises convertibles et aux prix mondiaux, ce qui constitue un changement considérable. Un autre principe fondateur du COMECON était officiellement abandonné : celui de la spécialisation par pays (la « division internationale socialiste du travail »).

Depuis lors, la commission chargée d'élaborer une nouvelle charte s'est réunie trois fois. Peu de résultats tangibles ont filtré, sinon les échos d'une controverse

sur le nouveau nom à donner à l'ensemble : Conseil de coopération économique ? Organisation de coopération économique ? Conseil pour l'interaction économique ? Quoi qu'il en soit, on attend toujours la convocation de la quarante-sixième session, annoncée à l'origine pour octobre ou novembre, qui devra entériner les nouvelles règles du jeu.

M^{me} Anita Tirapolsky, chercheur au CEDUCEE (1), ne croit pas que les pays de l'Est vont rayer d'un trait de plume leurs anciennes relations commerciales. Pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les discussions entre experts ont fait apparaître que l'importance des échanges entre l'URSS et les pays de l'Est avait été mal évaluée. En particulier, la dépendance réciproque pour certains produits est beaucoup plus grande qu'on ne le pensait. Si chacun veut s'approvisionner à l'ouest, les déficits s'accumuleront tandis que les entreprises nationales seront menacées de faillite. Il y a donc un intérêt évident à maintenir des liens. C'est pourquoi les Soviétiques proposent de créer une nouvelle communauté qui fonctionnerait aux prix mondiaux, avec un système de « clearing » convertible, qui permettrait de convertir progressivement les productions les moins rentables.

Discuter prix

D'autres raisons plaident pour la « progressivité » des réformes au sein du COMECON. La crise du Golfe a rendu encore plus sérieuse la dépendance des pays

de l'Est vis-à-vis du pétrole soviétique. La Tchécoslovaquie, la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie et l'URSS elle-même avaient conclu récemment des accords avec l'Irak, ce pays payant les livraisons d'armes par du pétrole. L'embargo international a rendu aiguë une crise énergétique qui n'était que latente. Les pays de l'Est, compte tenu des coûts de transport beaucoup plus élevés qu'avec l'URSS qu'avec l'Occident, vont la encore être amenés à composer. Ce qui, pour M^{me} Tirapolsky, va permettre aux Soviétiques de durcir leur position dans les « échanges-produits ».

Après, ces échanges s'effectueraient sur une base physique : une tonne contre une tonne. Désormais, il va falloir discuter prix, et ces prix, pour les machines livrées par l'Est, vont devoir baisser (sinon, quel intérêt l'URSS aurait-elle à les acheter ?). Autre question : l'URSS voudra-t-elle vendre à l'intérieur du COMECON ce qu'elle peut vendre ailleurs, ou des biens d'équipement sont plus grandes ?

L'Union soviétique aurait donc tous les atouts en main ? Pas tout à fait. Comme le montre l'étude détaillée du commerce extérieur soviétique publiée dans le numéro de septembre du *Courrier des pays de l'Est*, l'URSS dépend largement des machines et équipements fournis par ses partenaires du COMECON (jusqu'à 40 % dans certains secteurs). Inversement, ces derniers représentent un débouché essentiel pour nombre d'industries soviétiques, et pas seulement pour les matières premières. Dans les équipements textiles, par exemple, l'intensité des échanges intra-COMECON commence à ressembler au commerce entre pays développés... En outre, les pays de l'Est fournissent des services non négligeables de coopération scientifique et technique sur les grands chantiers soviétiques, qui sont rémunérés en pétrole.

Intérêt réciproque

En somme, il y aurait un intérêt réciproque bien compris à ne pas mettre à bas tout l'édifice commercial de l'Est. D'ailleurs, les choses ont déjà commencé à évoluer vers des relations plus vraies économiquement. Prenons l'exem-

ple des échanges de la Bulgarie. Avec la Tchécoslovaquie, ils sont payés jusqu'à la fin de l'année en roubles transférables ; mais avec une dévaluation de fait au détriment de la Bulgarie qui doit livrer deux fois plus de produits qu'auparavant pour une même somme en roubles. Toutefois, la cohérence a ses limites. Avec la Hongrie, l'échange se fait toujours en roubles à « un pour un », tandis que, depuis le 3 octobre, le commerce avec l'ex-RDA s'effectue en deutschemarks. Avec l'URSS, l'état actuel des négociations est le suivant : le commerce se fera à partir du 1^{er} janvier en devises et sur la base du marché ; cependant, pour des marchandises stratégiques — le pétrole notamment — des contingents seront maintenus, et payés en marchandises (ce qui est une survivance de l'ancien système). Tous les pays de l'Est négocient ainsi, bilatéralement, leurs relations commerciales pour l'an-

née de transition qui s'annonce. Après...

L'idée d'une « normalisation » progressive des transactions entre pays de l'Est comporte évidemment un gros point d'interrogation : l'Union soviétique restera-t-elle un partenaire commercial unique, ou verra-t-on apparaître un commerce extérieur géorgien, ukrainien, arménien ou russe ? Déjà, la Pologne et la Hongrie ont noué des contacts avec les Républiques (Biélorussie, Ukraine et pays Baltes). Mais pour l'essentiel, les négociations commerciales se font toujours d'appareil à appareil, de façon centralisée. Reste à savoir ce que vaudront demain les engagements pris avec l'Est central soviétique.

SOPHIE GHERARDI

Prochain article : Les années de tous les dangers.

(1) Centre d'études et de documentation sur l'URSS, la Chine et l'Europe de l'Est.

Chiffres-clés

	1988	1989	1990 (six mois)
Dettes extérieures (en milliards de dollars)			
Bulgarie	8,89	10,22	
Tchécoslovaquie	7,28	7,92	
Hongrie	19,63	20,61	
Pologne	39,10	40,58	
Roumanie	2,80	1,08	
Yougoslavie	18,45	16,47	
Réserves officielles (en millions de dollars)			
Bulgarie	1 460	1 010	180
Tchécoslovaquie	1 627	1 390	1 800
Hongrie	1 976	1 725	1 000
Pologne	2 244	2 503	3 364
Roumanie	800	1 700	n.c.
Yougoslavie	2 378	4 216	9 000
Evolution du PNB réel (en pourcentage)			
Bulgarie	2,4	-1,5	-9
Tchécoslovaquie	2,4	1,7	-
Hongrie	-0,1	-1,8	-2
Pologne	4,1	-0,5	-10
Roumanie	0,9	-7	-3
Yougoslavie	-2,3	0,8	-6

N.B. - Estimations et projections établies par la Commission de la CEE, en tenant compte des répercussions de la crise du Golfe.

L'hiver le plus long

L'année 1990 dans les pays de l'Est, couronnera, si l'on ose dire, une décennie de ralentissement économique. On assiste désormais à un effondrement de la production, notamment industrielle.

Les uns après les autres, les pays d'Europe centrale et orientale sont entrés en récession. Dès 1989, en ce qui concerne la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Pologne, à partir du 1^{er} trimestre 1990, pour l'Union soviétique et probablement la Tchécoslovaquie. Sans parler même de l'ex-RDA, dont la production industrielle s'est effondrée dès le début du processus de réunification, c'est surtout les performances industrielles qui ont souffert. En 1989, la croissance industrielle n'a été que de 1,3 % pour l'ensemble des pays, le plus bas niveau historique.

Pour expliquer cette détérioration (constatée dans les statistiques officielles qui surevaluent traditionnellement la production réelle), il y a bien sûr les perturbations liées à la situation politique : grèves, émigration, désorganisation de l'ancien système sans mise en place de nouveaux mécanismes. Mais il y a aussi des effets de plus long terme : si l'investissement reste, sur le papier, assez élevé (avec des taux situés entre 26 % pour la Pologne et 35 % pour la Bulgarie), les résultats qualitatifs sont plus que médiocres, si bien que la productivité du capital ne cesse de baisser et que le parc vieillit. Selon la note de conjoncture internationale de la Caisse des dépôts de juillet 1990, la part du stock de capital industriel de moins de cinq ans est

passée, au cours de la décennie, de 35 % à 19 % en Pologne, 32 % à 23 % en Tchécoslovaquie, 41 % à 24 % en Hongrie, 40 % à 36 % en URSS et 49 % à 45 % en Bulgarie.

La crise énergétique avait commencé, à l'Est, avant les événements du Golfe. L'Union soviétique avait déjà sensiblement réduit ses livraisons, obligeant des pays très dépendants comme la Tchécoslovaquie ou la Bulgarie à se tourner vers l'Irak pour leur approvisionnement. Le manque d'essence et les coupures de courant n'ont fait, cet automne que désorganiser davantage encore une production qui ne sait plus très bien où se diriger du fait du démantèlement en cours de l'organisation commerciale du COMECON. Les premiers effets positifs de l'économie de marché introduite notamment en Pologne se traduiront par une progression de 26 % du produit industriel « privé », ce qui ne compense évidemment pas la faiblesse de l'économie encore étatisée.

Chômage et inflation

Le recul de la production d'une part, la libération de certains prix de l'autre ont des conséquences très graves sur le plan du chômage et de l'inflation. En Pologne, le nombre des chômeurs tourne autour du million, en Tchécoslovaquie, le ministère du travail parle de 1,4 million d'emplois perdus d'ici à la fin de l'année 1991, en Bulgarie on en serait déjà à 100 000.

La Pologne et la Hongrie sont les seuls pays de l'Est à avoir,

depuis plusieurs années déjà, une estimation officielle de l'inflation : elles affichaient en 1989 des taux de 24 % et 17 % respectivement. Le plan Balcerowicz de stabilisation a beaucoup réduit l'inflation, au prix d'un fort ralentissement de l'activité et d'une baisse du pouvoir d'achat. Partout ailleurs, le phénomène inflationniste, mal mesuré, est apparemment en pleine explosion. La suppression des subventions aux produits et services de base, prévue dans la plupart des programmes de réforme, devrait l'aggraver dans les mois à venir.

Les difficultés des pays de l'Est seront d'autant plus dures à surmonter, même avec la « normalisation économique » amorcée partout, que leur endettement extérieur est considérable. L'URSS affiche une dette en forte croissance même si elle est encore limitée par rapport à la taille de son économie (environ 50 milliards de dollars) ; la Pologne doit 40 milliards, la Hongrie 20 milliards et la Bulgarie 10 milliards.

La crise du Golfe va considérablement aggraver les déséquilibres de balance des paiements des pays de l'Est, à l'exception notable de l'Union soviétique qui bénéficie de la hausse des prix mondiaux du pétrole. L'Est est entré en récession au moment du boom économique mondial de la fin des années 1980. Le ralentissement de la croissance internationale qui se dessine ne fera que rendre plus douloureuse la sortie de crise pour les « économies européennes en transition », selon la terminologie de l'OCDE. S. G.

INVITATION

LES 257 ENTREPRISES ONT DÉJÀ RECRUTÉ À PRO/SEARCH DEPUIS 1987

INFORMATIENS, venez rencontrer les constructeurs, les SSI, et les grands utilisateurs qui recrutent dans *Le Monde* au 14^e salon Pro/Search informatique

les 9-10 NOVEMBRE 1990
CNIT - PARIS LA DEFENSE
vendredi 9 novembre : 10h - 19h30 - samedi 10 novembre : 10h - 17h

Entrée libre

PRO/SEARCH
Le salon du recrutement

114 avenue Charles-de-Gaulle • 92592 Neuilly-sur-Seine • (1) 46 40 17 00

INFORMATIENS, venez rencontrer les constructeurs, les SSI, et les grands utilisateurs qui recrutent dans *Le Monde* au 14^e salon Pro/Search informatique

les 9-10 NOVEMBRE 1990
CNIT - PARIS LA DEFENSE
vendredi 9 novembre : 10h - 19h30 - samedi 10 novembre : 10h - 17h

Entrée libre

PRO/SEARCH
Le salon du recrutement

114 avenue Charles-de-Gaulle • 92592 Neuilly-sur-Seine • (1) 46 40 17 00

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

La fin de la visite en Chine de M. Perigot

Les Chinois veulent créer à Shanghai un nouveau Hongkong financier

Après avoir été reçue par le maire de Shanghai, M. Zhu Rongji, la délégation du CNPF que préside M. Perigot a achevé, lundi 5 novembre, son séjour en Chine par la visite de Pudong, la nouvelle zone de développement qui vise à faire de Shanghai « un des principaux centres industriels et financiers » de l'Asie-Pacifique, un nouveau Hong-kong (le Monde du 6 novembre). Pudong est ainsi un autre signe de la volonté de réouverture des dirigeants chinois au capital étranger.

SHANGHAI

de notre envoyé spécial

Installé dans une modeste maison au centre de Pudong, dans la partie est de Shanghai, les promoteurs de la nouvelle zone de développement révèlent déjà un certain savoir-faire dans l'accueil des délégations étrangères. Depuis que le projet a été décidé par le conseil des affaires d'Etat, à Pékin en avril, ils en ont déjà reçu plus de 2 000, pour l'essentiel des groupes de la région asiatique. A chacune, ils remettent en fin de visite une vidéo vantant les mérites du projet.

Comme les cinq zones économiques spéciales déjà créées au cours des années 80, la nouvelle zone de Pudong vise à attirer les capitalistes étrangers à travers toute une série d'avantages fiscaux (exonération, puis réduction des impôts sur les bénéfices en particulier). Située à l'est de la rivière Huangpu, la zone

de Pudong doit aussi permettre de décongestionner Shanghai, la première ville chinoise (12,6 millions d'habitants) et la principale métropole industrielle du pays (9 % de la production totale).

L'opération vise enfin à relancer le développement d'une région sur laquelle le pouvoir central avait opéré depuis plus de quarante ans une pondération très importante. Trois petites zones avaient déjà été créées, dans l'ouest de la ville. C'est d'ailleurs dans l'une d'elles qu'Air Liquide a installé une société qu'elle détient à 100 % et qui va fabriquer des gaz rares.

Une innovation importante

Une gigantesque cité industrielle et financière va donc être créée là où se trouve pour l'instant une ville peuplée (1,1 million d'habitants sur 350 km²). Par rapport aux zones économiques spéciales déjà créées (et dont Shenzhen, près de Hongkong, est sans doute la seule réussite), la zone de Pudong offre une innovation importante : pour la première fois en Chine, une zone franche va être installée, c'est-à-dire un endroit où les entreprises pourront importer et exporter sans acquiescer de droits de douane. Cette innovation devrait attirer les industriels qui veulent faire assembler des produits pour un coût de main-d'œuvre faible.

Pour les investisseurs étrangers, les promoteurs de Pudong soulignent justement la main d'œuvre nombreuse et bon marché dans une région à la tradition industrielle forte. Le salaire mensuel d'un

employé dans une société à capitaux fixes doit se situer autour de 350 yuans par mois (environ 350 francs). Des règles limitent le salaire maximum qu'une société mixte peut payer à ses salariés chinois. La possibilité de louer, à des coûts encore assez faibles et pour des périodes de cinquante à soixante-dix ans des terrains est un autre argument mis en avant par la mairie de Shanghai.

Les autorités locales affirment leur intention de créer rapidement les infrastructures pour la zone. Les besoins sont énormes. Un premier pont reliant le centre de Shanghai et l'est de la rivière, où se situe Pudong, est en construction, un second est en projet. Une grande rocade reliant ces deux points doit être réalisée. Un nouvel aéroport est en cours de conception. L'assainissement de la zone, son équipement téléphonique sont encore à effectuer. Bref, au total, ce projet nécessitera pour sa première phase, c'est-à-dire d'ici à 1995, au moins 10 milliards de dollars d'investissements. La somme n'est pas encore réunie. Pékin veut bien verser au pot environ 1,4 milliard de dollars la municipalité de Shanghai est prête à y consacrer entre 200 et 400 millions de dollars par an. Le maire compte sur les organismes internationaux comme la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, mais aussi sur les investisseurs privés. Pour les attirer, les dirigeants chinois seront prêts à tout. Le maire, M. Zhu Rongji, annonce ainsi l'ouverture dès décembre d'une bourse des valeurs à Pudong.

ÉRIK IZRAELWICZ

REPÈRES

en septembre à 4,6 milliards de DM, alors qu'un an plus tôt, en septembre 1989, l'Allemagne de l'Ouest avait dégagé un excédent pratiquement deux fois plus important, de 8,8 milliards de marks.

AUTOMOBILE

Recul des immatriculations de 7 % en octobre

Le marché automobile français terminera très probablement l'année sur une baisse de 2 % des immatriculations par rapport à 1989. Les chiffres d'octobre (140.000 immatriculations soit une chute de 7 % par rapport au même mois en 1989) confirment le recul enregistré en septembre (-7,7 %) et l'inflexion du marché vers la baisse, observé cet automne après quatre années de glorieuse croissance. Ce score de 2 % de baisse est fort honorable par rapport à la glissade observée en Grande-Bretagne (-12 %) ou en Espagne (-8 %) et se situe dans la moyenne européenne.

En octobre, Peugeot a réalisé une vive remontée de 22 %, mais

1989 avait été marqué par des grèves à Sochaux. Citroën recule de 17,6 % et Renault de 7,3 %. Conservant sa part de marché, Renault observe de bonnes ventes de la Clio qui avec la R5 obtient 12 % du marché. La Peugeot 205 résiste pourtant très bien avec 11,2 %. Les groupes étrangers ont au total obtenu 38,8 % du marché en octobre et 38,8 % sur les dix premiers mois de l'année.

Pirelli rejette le pacte de non-agression proposé par Continental

Le groupe italien Pirelli, cinquième fabricant mondial de pneumatiques, a catégoriquement rejeté la demande d'armistice faite par son concurrent allemand Continental, pour qu'il suspende pendant deux ans toute tentative de prise de contrôle.

Pirelli, qui se dit fort de détenir la majorité du capital de Continental, via sa participation de 5 % rachetée en juin dernier mais aussi à travers le pacte conclu avec de grands investisseurs actionnaires de ce groupe, persiste à signer. La firme de Milan tient à mener les opérations de fusion à leur terme.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Confirmation de la baisse de l'excédent allemand

L'excédent commercial de l'Allemagne unifiée a chuté de 39 % en septembre par rapport à la période correspondante de 1989 (7,7 milliards de marks, soit 25,7 milliards de francs contre 12,5 milliards de marks, soit 41,8 milliards de francs en septembre 1989), selon les chiffres publiés lundi 5 novembre par l'Office des statistiques de Wiesbaden.

En août 1990, l'excédent commercial avait été de 7,5 milliards. « Au vu de ces chiffres, on peut penser que notre excédent commercial baissera d'un tiers environ cette année par rapport à son niveau record de l'année dernière (134 milliards de deutschemarks) », a estimé M. Hermann Rempersperger, chef-économiste de la banque d'affaires BHF.

Au niveau de la balance des opérations courantes, le surplus de l'Allemagne unifiée s'est limité

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BPB INDUSTRIES PLC.

a acquis
la division gypse et plâtre de
POLIET & LAMBERT FRÈRES



Rothschild & Cie

NM Rothschild & Sons Limited

AOÛT 1990

MESSAGE DU PORT

AUTONOME DE DUNKERQUE

Cher client,

Vous n'êtes pas content de nous et vous avez raison. Nous venons de traverser un dur conflit, et vous en avez peut-être été victime. Si c'est le cas, nous vous présentons nos plus profonds regrets.

Oui, nous venons de vivre une crise, dont l'origine doit être trouvée à la fois dans la formidable mutation que nous devons accomplir, dans la pression toujours plus forte de la concurrence et dans l'angoisse profonde des hommes sur leur avenir. Comment expliquer autrement une "grève pour avoir du travail" ?

En tant que client, vous avez été constamment au cœur du débat. Et vous n'avez pas été oublié. Aujourd'hui, le port de Dunkerque se présente avec des engagements de tous les partenaires sur :

- une organisation renouée et évolutive, passant par une complète révision des méthodes de travail et la création de terminaux puissants ;
- un grand projet de modernisation et de développement de l'ensemble des équipements portuaires ;
- un accord social clarifiant les relations de travail et apportant des garanties significatives de fiabilité commerciale.

La région Nord-Pas-de-Calais bouge ; nous aussi. Ça ne se passe pas toujours en douceur ; c'est vrai. Mais qui peut prétendre que les révolutions se font toujours dans la tranquillité ?

Aujourd'hui, nous sommes mieux armés pour le service que vous attendez de nous.

Venez le vérifier vous-même.

Hubert du MESNIL,
Directeur Général
du Port Autonome de Dunkerque



Port Autonome de Dunkerque

Terre Plein Guilain - B.P. 6534 - 99386 DUNKERQUE CEDEX 1 - Tél : 28.29.70.70 - Télex 820033 F - Télécopieur 28.29.71.06



Premier parti, premier rentré.



Paris/Madrid 113 vol de la journée 07h25 Orly Sud par Iberia

A partir du 29 octobre, Iberia propose un nouvel horaire exceptionnel : le premier vol Paris/Madrid de la journée, départ 7 h 25 Orly-Sud, arrivée 9 h 15 à Madrid. Grâce à cette nouvelle fréquence quotidienne, Iberia vous offre désormais la possibilité d'arriver très tôt à Madrid et donc de mieux gérer votre temps de travail ou de loisirs. Avec Iberia, vous avez ainsi l'avantage de voyager plus rapidement mais aussi et surtout de voyager encore mieux : flotte aérienne moderne, confortable, qualité du service... Sans compter qu'avec le nouveau vol Paris/Madrid de 7 h 25, vous pouvez, si vous le souhaitez, effectuer un rapide aller-retour dans la journée. Avec Iberia, le premier parti est aussi le premier rentré !

(Sud France)

IBERIA
LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE

LA CHALEUR EN PLUS

PARIS - ILE-DE-FRANCE

Le projet d'aménagement Seine Rive Gauche de la gare d'Austerlitz au boulevard Masséna

Une difficile opération de chirurgie réparatrice

Parmi tous les records dont elle se targue - le projet d'urbanisme le plus vaste, le plus technique et le plus coûteux de France - l'opération Seine Rive Gauche en a déjà battu un : celui de l'intérêt qu'elle suscite.

Huit mille personnes ont participé aux journées de présentation de la maquette, ces été, sur les quais de la Seine (le Monde du 21 juin). Ce n'est pas fini. Devant les épreuves des architectes transportées au pavillon de l'Arsenal, les visites guidées se succèdent (1), sept mille curieux ont déjà défilé. Enfin des tableaux explicatifs sont affichés dans la hall de la mairie du treizième arrondissement à l'occasion de l'enquête publique actuellement en cours (2).

Une telle curiosité est à la mesure des ambitions affichées : là où ne s'étendent aujourd'hui qu'entrepôts et voies ferrées, on veut faire vivre 15 000 habitants, faire travailler 50 000 employés franciliens, accueillir des milliers d'étudiants de la région dans une Sorbonne bis et des milliers de chercheurs internationaux à la Bibliothèque de France, la nouvelle Bibliothèque nationale.

Une blessure du chemin de fer

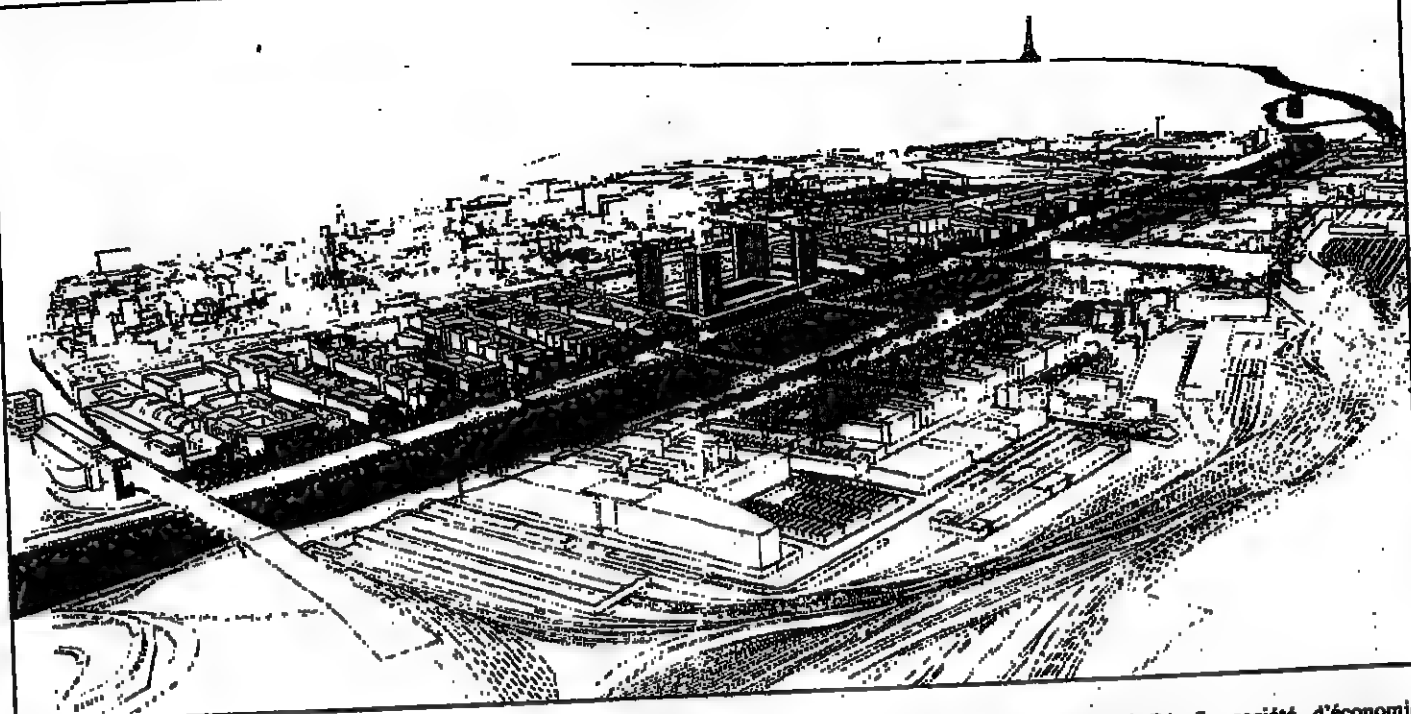
En insérant ainsi leur ultime pièce dans le puzzle composant la capitale, les urbanistes lancent non seulement la plus importante opération imaginée depuis Haussmann (130 hectares), la plus décisive dans la rééquilibrage (une gare TGV + la Cité-Salpêtrière + le ministère de l'Intérieur + la Bibliothèque de France + une université + les sièges de grandes firmes comme la Société générale, ça pèse), mais la plus ardue sur le plan technique.

Le problème posé n'est pas de

bourrer, comme d'habitude, quelques paquets d'immeubles et d'équipements publics dans une dent creuse, mais de reconstituer, fibre par fibre, un tissu urbain vivant avec ses mille capillaires. De la chirurgie réparatrice pour effacer définitivement l'une des plus graves blessures infligées à Paris par le chemin de fer.

La construction en 1840 de l'embarcadere d'Austerlitz, entre le Jardin des plantes et le sinistre hospice de la Salpêtrière, a coupé du fleuve toute cette partie de la rive gauche pour un siècle et demi. Elle a condamné un emplacement créé sur ces territoires en 1860 à n'être que le dépôt à fabriquer de la capitale. A tel point qu'on lui a attribué le numéro dont personne ne voulait : le 13. L'opération Seine Rive Gauche c'est d'abord cela : le rattachement à Paris du plus déshérité de ses arrondissements, celui que les lignes de métro ont oublié, celui à qui, jusqu'à l'an dernier encore, les urbanistes «fourageaient» les projets incassables : zone industrielle et portuaire, pavillons de l'Expo universelle, installations des JO de 92, que sais-je encore. Tout cela à cause de ces maudites, interminables et incontrournables voies ferrées qui entravaient l'imaginaire des esprits timorés.

Puis un quidam - ou plutôt une inspiration collective des techniciens de l'APUR (Atelier parisien d'urbanisme, le réservoir à idées de la Ville) a fait jaillir l'astuce géniale : ouvrir les voies, c'est-à-dire réparer le coup de sabre ferroviaire. Couler une dalle de béton de trente hectares plantant délicatement ses pattes éléphantesques dans les interstices d'un labyrinthe d'acier où rouleront demain les TGV. Puis, à l'aplomb exact de ces supports, poser des immeubles de onze étages aussi lourds que des croiseurs de bataille. Enfin, rebâtir tout cela sur réseaux viraux (eau, égouts, électricité,



chauffage, téléphone, etc.) sans perturber, ni en sous-sol, le fonctionnement SNCF, ni en surface, l'ordonnance des rues bordées de commerces. Voilà une équation à multiples inconnues pour laquelle les meilleurs experts d'un trentaine de bureaux d'études s'attachent les cheveux.

Tous les réseaux dans une même galerie

Car, sur ces 130 hectares aux frontières desquelles les infrastructures parisiennes s'étaient arrêtées, les ingénieurs doivent tout reconstruire. A trente mètres dans le calcaire, les lignes de métro Métropolitain (passant sous la Seine en provenance de Bercy), le prolongement de la ligne 10 et une immense gare souterraine (un Châtelet bis) assurant, à Tolbiac, leur interconnexion avec la ligne C du RER. Au-dessus, deux tunnels routiers de chacun trois voies (deux publiques, une de service) courant sur deux kilomètres, d'Austerlitz au périphérique. Avec leurs sérations. Car on va essayer d'épargner à ces nouveaux quartiers les outrages incessants de l'automobile. Mise en souterrain des voitures individuelles (mais, hélas, pas celle des camions), limitation volontaire des places de parking, interdictions de stationner, sont les moyens de cette politique. Ensuite viennent ce qu'on appelle avec condescendance les R.D., les réseaux divers. Ils sont pourtant vitaux. Là

encore, on va tenter d'innover en les plaçant tous dans la même galerie technique. Histoire d'éviter ces tranchées incessantes et successives qui, jamais, nulle part, personne, n'a réussi à coordonner. On y trouvera les égouts et l'évacuation séparée des eaux de pluie, la distribution d'eau, le chauffage urbain, les réfrigérateurs (climatisation des ordinateurs, des bureaux et des appartements), le gaz (7 000 mètres de conduites), l'électricité (120 MW de puissance installée),

le téléphone (50 000 lignes), et les fibres optiques. On a même mis à l'étude un réseau de transport pneumatique des ordres ménagers. Mais il est douteux que ce rêve technologique aboutisse.

Enfin, par là-dessus, on reconstruira la trame des voies urbaines : quai sur la Seine, avenue centrale de 40 mètres de large et une douzaine de kilomètres de rues venant se greffer sur ces axes.

Ces infrastructures vont coûter à la

SEMAPA (la société d'économie mixte qui met le projet en musique) la modeste somme de 22 milliards de francs. Ils seront remboursés, au fur et à mesure, par les ventes de droits à construire (900 000 m² de bureaux, 500 000 m² d'appartements, 250 000 m² de commerces et d'ateliers, 300 000 m² d'équipements publics, etc.). Dans 20 ans, les promoteurs parcourant la nouvelle Rive Gauche seront frappés par les monuments qui en ponctueront le déroulé : la grande halle vitrée d'Austerlitz, le bâtiment de la Société générale, les quatre tours de la Bibliothèque de France, le ministère de l'Intérieur, les services de l'Île-de-France, la Sorbonne bis, les ex-Moulin de Paris transformés en centre culturel. Mais ils oublieront l'immense travail souterrain et les cent exploits techniques qui auront permis ces effusions. Quant aux habitants, ils diront si cet univers-là est bien celui qui leur convient. Mais ceci est une autre histoire.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, 75004 Paris. Tél. : 47-76-33-97. Ouvert de mardi au samedi (10 h 30 à 18 h 30) et dimanche (11 h à 19 h). Entrée gratuite.

(2) Enquête publique à la mairie du treizième, place d'Italie, jusqu'au 10 novembre. Du lundi au vendredi (9 h-12 h, 14 h-18 h) et samedi (9 h-12 h).

Le calendrier de l'opération

25 juin 1990 : Adoption du projet par le conseil de Paris.
1^{er} octobre 1990-10 novembre 1990 : Enquête publique
Printemps 1991 : Approbation du plan d'aménagement de zone par le conseil de Paris.
1991 : Début du chantier de la Bibliothèque de France, du forage des tunnels routiers et de la démolition des magasins généraux.
Septembre 1991 : Première cession de terrains autour de la Bibliothèque.
Fin 1991 : Inauguration du pont de Bercy dédoublé.

1992 : Construction de logements autour de la Bibliothèque et de la dalle SNCF.
1993 : Inauguration du pont Charles-de-Gaulle.
1994 : Ouverture de la station Tolbiac du métro Métropolitain. Début des travaux autour des Grands Moulins.
1995 : Inauguration de la Bibliothèque de France et du quartier avoisinant. Début des travaux autour d'Austerlitz.
1996 : Construction de la passerelle Tolbiac-Bercy.
Vers 2010 : achèvement de réalisation du projet.

Pollution

Une Seine à moitié propre

Les assises de l'eau de la région Île-de-France, réunies dernièrement à Issy-les-Moulineaux, ont connu une affluente exceptionnelle, rehaussée par la présence du premier ministre, M. Michel Rocard, venu «en voisin» comme maire de Conflans-Sainte-Honorine et comme chef du gouvernement, afin de présenter le «plan vert» et le projet de loi sur l'eau. «Nous devons passer à la vitesse supérieure dans la lutte contre la pollution», a dit le premier ministre.

De fait, toutes les données concernant la propreté des eaux en Île-de-France inquiètent les responsables. Dans les nappes souterraines profondes, on trouve bien sûr des nitrates provenant des engrais chimiques, et l'on commence même à rencontrer du lindane, ce produit organo-chloré qui entre dans la composition des pesticides agricoles. Preuve que, au fil des ans, les intrants utilisés en agriculture percolent à travers les sols et corrompent les réserves aquifères, considérées naguère comme pures.

Mais la pollution des eaux de surface, moins insidieuse, provoque des dégâts immédiatement perceptibles. Lors des orages qui ont éclaté en région parisienne l'été dernier, notamment le 27 juin, les stations d'épuration n'ont pu absorber le volume de pluie qui s'est abattu d'un seul coup. Le trop-plein s'est alors déversé dans le moindre traitement dans le fleuve, provoquant une surcharge des eaux en matières organiques, sans parler des métaux lourds et des hydrocarbures lessivés après des semaines de sécheresse. Résultat : des tonnes de poissons le ventre en l'air, asphyxiés par des eaux complètement privées d'oxygène.

Les participants aux assises en ont eu la preuve vivante lors d'une séance de pêche électrique organisée à l'initiative du Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP). Des techniciens du Conseil supérieur de la pêche ont sillonné les berges de l'Île Saint-Germain à bord de canots pneumatiques, en s'efforçant de traquer la faune avec leur «poêle à frire» spéciale - une perche-électrode qui met le poisson en état de choc et permet de le recueillir indemne dans une épuisette. Fiasco total : en dehors des anguilles, un des poissons les plus résistants à la pollution organique, seuls quelques gardons, chevannes et écrevisses ont pu être capturés. «La Seine n'a pas encore récupéré du choc de juin», ont expliqué les techniciens, habitués à voir le poisson grouiller.

Quatre mois plus tard, à l'Île Saint-Germain, entre Boulogne-Billancourt et Issy-les-Moulineaux, les poissons n'étaient toujours pas revenus. «Il faut trois ans pour que le cheptel se reconstitue», constate un technicien en culottes sales. Trois ans, cela mène aux alentours de 1993, soit un an avant la fin du programme «Seine propre», supposé «reconquérir le fleuve».

ROGER CANS

La Carte Jeunes 1990-1991. - La Carte Jeunes permet aux moins de vingt-six ans de bénéficier de places gratuites lors des manifestations sportives, des Salons, des concerts, etc. Elle coûte 70 francs, mais elle est gratuite pour les chômeurs et les jeunes en formation d'insertion à la vie professionnelle justifiant d'un domicile à Paris. Un guide pratique est remis en même temps que la Carte Jeunes.

► Renseignements : Paris Kiosque Jeunes, 25, boulevard Bourdon, 75004 Paris. Tél. : 42-76-22-80.

La dame de fer

La responsabilité de mener à bien le projet Seine Rive Gauche, la maîtrise d'œuvre comme on dirait, a été confiée à la Société d'économie mixte d'aménagement de Paris, la SEMAPA. Pour piloter le navire pendant une à deux décennies, il faut à son capitaine une main d'un exceptionnelle fermeté.

Le patron de la SEMAPA est une dame de quarante-sept ans, inconnue du grand public, au visage doux, éclairé d'un aimable sourire. Thérèse Cornil, mariée et mère de trois enfants, ne possède

qu'une modeste licence en droit, mais vingt ans d'expérience dans l'immobilier public parisien. Elle connaît le treizième arrondissement comme sa poche pour y avoir déjà réalisé, en douceur, trois ZAC d'importance.

C'est elle aussi qui a déniché l'architecte japonais Kenzo Tange pour dessiner l'immeuble Grand Ecran dominant la place d'Italie. Sa discrétion et sa simplicité frêle ne trompent pas ses pairs, qui la tiennent pour un manager exceptionnel. Rarement l'expression «main de fer dans un gant de velours» n'a mieux convenu qu'à Madame Seine Rive Gauche.

Dépenses de santé

Un contrat d'objectifs pour les médecins parisiens

Les organismes d'assurance-maladie et les syndicats de médecins signataires de la dernière convention médicale (Fédération des médecins de France et Syndicat des médecins libéraux) viennent de conclure un «contrat local d'objectifs médicaux de bon usage des soins» destiné aux 9 000 médecins parisiens. Ce contrat, qui reprend dix recommandations parmi les dix-sept proposées sur le plan national, doit permettre de réaliser un peu plus de 2,5 % d'économies en année pleine.

Il s'agit notamment d'inviter les praticiens à ne pas procéder systématiquement à des examens préopératoires complémentaires ou à des échographies superflues durant la

grossesse. De même, les médecins sont incités à éviter les «doublons» en matière de médicaments ou encore à modérer les prescriptions de soins infirmiers, de masso-kinésithérapie et de transport des malades.

Ces critères ont été jugés «représentatifs des actions à mener prioritairement dans la capitale, compte tenu de ses caractéristiques propres (dimension des moyens techniques au service de la médecine, importance structurelle des personnes âgées)». La commission conventionnelle paritaire locale de Paris (composée de six médecins libéraux désignés par les syndicats signataires de la convention médicale et de six administrateurs des organismes d'assurance-ma-

ladie) a fixé ces objectifs d'ensemble. Elle sera chargée d'évaluer les résultats de cette opération.

Par ailleurs, il apparaît aujourd'hui que, parmi les 9 019 médecins libéraux installés à Paris, 42,6 % appartiennent au secteur 1 (respect des tarifs de la Sécurité sociale), dont 12,8 % détiennent un «droit à dépaysement» ; 54,8 % appartiennent au secteur 2 (honoraires libres) et 2,6 % des médecins parisiens ne sont pas conventionnés. Bien que, au cours des six derniers mois, le secteur 1 ait progressé d'un point à Paris, la part du secteur 2 reste deux fois plus importante dans la capitale que dans l'ensemble du pays.

JEAN-MICHEL NORMAND

Exposition

Cent ans d'urbanisme religieux

Aborder Paris sous l'angle des édifices religieux qui s'y sont construits, toutes confessions confondues, depuis un siècle, est une initiative pour le moins originale. Qui sait, par exemple, que les «Chantiers du cardinal» sont à l'origine, depuis la séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905, de la construction de... trois cent dix églises en région parisienne ?

C'est une première, en fait, qu'on ait réalisé conjointement le Centre d'histoire comparée des religions de la Sorbonne et le Centre de recherches et d'études sur Paris et l'Île-de-France, avec l'aide du conseil régional. Plus qu'un simple catalogue d'églises, de mosquées, de temples, de synagogues

ou de pagodes, l'exposition est à prendre comme le reflet de flux démographiques - accroissement de l'agglomération, réfugiés d'Afrique du Nord et d'Extrême-Orient - qu'ont dû maîtriser, elles aussi, les confessions religieuses.

De l'église orthodoxe Saint-Serge à la Grande Mosquée érigée entre 1921 et 1926, de la pagode de Créteil à la synagogue de Belleville, du temple réformé d'Issy-les-Moulineaux à la future cathédrale d'Evry dessinée par Mario Botta, le visiteur découvrira, outre une cohabitation confessionnelle explicite, une grande variété de partis pris architecturaux et de conceptions artistiques du sacré. Les photographies, les maquettes et les plans

étaient divers objets de cultes. Parmi les ostensoirs, bénitiers ou chandeliers à neuf branches, on aura noté deux fanions bouddhistes symbolisant Théravada, la victoire de la vérité sur l'ignorance et, à cent lieues des traditions catholiques, l'allure quasi «spatiale» d'un habit liturgique en tricotine de laine extratfine avec application de plastique nacré, le tout signé... Courrèges.

JEAN-MICHEL DUMAY

► Mairie du quatrième arrondissement, 2, place Baudoyer, Paris. Tous les jours, de 12 heures à 18 heures, jusqu'au 18 novembre. Entrée gratuite.

L'ESPACE DU BIEN-ETRE

SEANCE DE RELAXATION OU TONIQUE

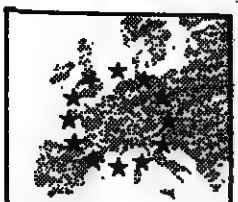
Ouvert de 11 heures à 18 heures avec ou sans rendez-vous

Métro : Etoile

Tél. : 42-27-40-82

100150

REPRODUCTION INTERDITE



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Organisme public des Alpes-Maritimes recherche pour sa Direction des infrastructures et du développement économique.

UN CHARGE DE MISSION : AFFAIRES EUROPEENNES réf. 95.06

Dans votre rôle d'interface, vous reporterez directement à la Direction Générale. Dans le cadre de votre mission, vous prendrez en charge le développement des échanges et contacts techniques avec l'ensemble des organismes à vocation européenne présents à Bruxelles, tels que la DATAR, les Chambres de Commerce et d'Industrie, les grandes entreprises...
De formation universitaire (Bac + 5 filière juridique ou économique), vous possédez une expérience dans le contexte de la communauté européenne en tant que chargé d'affaires ou intervenant.
Très à l'aise dans le relationnel d'affaires, vous vous exprimez et rédigez parfaitement dans au moins deux des trois langues suivantes (anglais, allemand, italien).
Ce poste est à pourvoir sur Bruxelles (avantages + logement).
Stimulé par ce poste d'envergure, merci d'adresser votre candidature à notre conseil.

UN CHARGE DE MISSION réf. 95.07

Directement rattaché au Directeur Général Adjoint vous aurez la responsabilité de la coordination et de l'animation de trois directions :
- Aménagement et équipement rural.
- Agriculture et forêts.
- Environnement et milieu naturel.
Fort de ses compétences techniques dans ces domaines, il contribuera à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques du département.
Dans le cadre de votre mission de planification et de suivi des projets, vous préparez les budgets et tableaux financiers, vous assurez les relations avec les organismes extérieurs français et étrangers (pratique de l'anglais).
De formation Ingénieur IGRF ou équivalent, vous possédez au moins cinq ans d'expérience dans le développement rural. Autonomie et sens de la diplomatie sont vos atouts.
Une expérience dans l'administration et une connaissance de la réglementation seraient un plus.
Motivés pour participer à la conduite de l'avenir économique d'un département en expansion.
Merci d'adresser votre candidature à notre conseil (CV, photo, rémunération actuelle).



HERBLIN CONSEIL
11, Place de Beaulieu 06300 NICE - Confidentialité assurée
NICE - PARIS



3816 CODE HERBLIN



LEADER MONDIAL POUR LA PRODUCTION D'ENERGIE ET
LES TRANSPORTS - CA 45 milliards dont 50 % à l'export - 80 000 pers.

**Le développement de nos Ressources Humaines
est sans frontière**

Nous **CREONS**, au Siège de notre Groupe, à PARIS-ARC DE TRIOMPHE le poste

JEUNE ADJOINT AU RESPONSABLE GESTION EXPATRIES

Rattaché au Directeur Général, vous avez une première expérience de gestion du Personnel en entreprise internationale et une bonne connaissance (écrite et parlée) du français et de l'anglais. Vous n'êtes pas allergique à la micro-informatique.
Au sein de l'équipe de la DRH du Groupe, composée d'Européens, vous assisterez le Responsable Statistiques Sociales, Migration et Expatriation, notamment pour :
• élaborer les procédures d'expatriation et conseiller les Divisions dans leur application,
• s'occuper des différents systèmes européens de rémunération,
• participer aux enquêtes et études sur les rémunérations et avantages en Europe, les analyser et formuler des propositions,
• constituer une banque d'informations par pays.
PERSPECTIVES CERTAINES D'EVOLUTION AU SEIN DU GROUPE.

GECALSTHOM

Merci d'adresser sous référence GEC/GES-EXP/54 M, en indiquant votre salaire actuel à Richard Bénatouil
GROUPE BBC Conseil - 1 bis, place de Valois 75001 Paris. Discretion absolue et réponse assurée.

DIRECTEURS DE FILIALE

NEW-YORK MUNICH BARCELONE MILAN GENEVE BRUXELLES

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez au minimum 5 ans d'expérience réussie dans un poste de direction commerciale et souhaitez intégrer une société en pleine expansion (connaissance du secteur de la parfumerie souhaitée, non indispensable).
Homme de terrain et futur chef d'entreprise, nous vous proposons de devenir l'ambassadeur des parfums Jean-Marc Sinan dans l'une des six villes citées précédemment.
Vous aurez l'entière responsabilité de la mise en place d'un réseau de vente parfums, de l'encadrement et de l'animation d'une équipe commerciale.
Basé à l'étranger, vous serez en relation directe avec la direction France, qui est également le créateur des parfums et des modèles.
Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier complet (lettre + CV + photo) en français ou en anglais en précisant le pays concerné à Jean-Marc Sinan S.A., 45 avenue George V, 75008 Paris, France.



Savez-vous combien l'assurance recrute chaque année de cadres et de jeunes diplômés ?

Quelle que soit votre formation, vous devez vous informer sur les nombreux débouchés offerts par le monde très diversifié de l'Assurance. Chaque année, les Sociétés d'Assurance recrutent des juristes, des statisticiens, des comptables, des commerciaux, des médecins, des ingénieurs, des architectes et de nombreux diplômés d'autres filières.

Si vous aimez les contacts, le dialogue, vous pouvez développer et enrichir vos connaissances actuelles en devenant un spécialiste de pointe, intégré à une équipe pluridisciplinaire de haut niveau, en évolution permanente. Des responsabilités importantes vous attendent à terme.

Découvrez les 50 Métiers porteurs de l'Assurance. Pour un Risk Manager, un Audit, un Assureur International, un Souscripteur, un Courtier, un Agent Général, un Rédacteur Gestionnaire, quelles sont les perspectives de carrière ? Quels sont les métiers de l'Informatique dans l'Assurance ? Venez vous renseigner et rencontrer les Responsables des plus grandes sociétés : GAN, CNP, Groupe Victoire, AGE, AXA, GPA, PFA, La France, Les Mutuelles du Mans, Groupama, Eagle Star Vie, FISA, Lloyd Continental...

"PASSEPORT POUR L'ASSURANCE"

LE PREMIER FORUM

DES 50 MÉTIERS DE L'ASSURANCE

LE 23 NOVEMBRE 1990 DE 10 H À 21 H

LE 24 NOVEMBRE 1990 DE 10 H À 17 H

AU CNIT - PARIS LA DÉFENSE

RER LIGNE A - ARRÊT LA DÉFENSE - PARKING CNIT

ENTRÉE GRATUITE



L'ARGUS

Le Monde

Le Monde

de l'
International

European Audit

Major US multinational seeks next generation of financial managers for subsidiaries throughout Europe and worldwide

BRUSSELS

The European Audit team is seen as the priority route for promotion into these roles. The company has manufacturing operations in most European countries. It has 40,000 employees in this region and generates sales of US\$3 billion - opportunities for achievers are unlimited. Based in Brussels, you will join a young, dynamic and international team which answers directly to the USA. Reporting to the Audit Manager, you will immediately commence work on financial/operational audits, investment appraisals and ad hoc assignments.

**Excellent
Tax Efficient
Salary**

Qualifications:
- university degree and/or professional qualification.
- relevant financial experience, preferably in internal/external audit.
- fluency in English. Other language ability would be an advantage.
- mobility. Prepared to travel 75% (return to base at weekend).

This is a high profile appointment. You will be dealing with top international management. Having already demonstrated success nationally, you will be looking to progress to the international arena, where the rewards for success are outstanding.

Interested candidates should write in confidence to: Nicholson International (recruitment consultants), Imperial Buildings, 48/56 Kingsway, London WC2B 6DX, England, or fax details on +44 71 404 8128, or call Koen Breken or Rod Bailey on +44 71 404 5501 for an initial discussion.



**NICHOLSON
INTERNATIONAL**

Cabinet de conseil international
recherche pour séjours et missions en Afrique

ECONOMISTES spécialisés

programmation des investissements publics, politiques sectorielles (agriculture, industrie, secteurs sociaux).

JURISTES praticiens

restructuration, gestion des entreprises publiques, privatisations.

Prêt à adresser C.V., prétentions, coordonnées à :
Mlle D. VAILLANT - 98, route de la Reine,
92100 Boulogne-Billancourt.

ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE
recrute

TRADUCTEUR (M/F)

de langue maternelle française, connaissance approfondie de l'anglais et bonne connaissance de l'espagnol.

Les candidats, âgés de moins de 35 ans, devront être titulaires d'un diplôme universitaire. Expérience de la traduction et du traitement de texte souhaitée.

Contrat initial de trois ans.
Adresser avant le 7 décembre C.V. complet à la Division de l'administration du Conseil de coopération douanière, rue de l'Industrie, 26-38, 1040 BRUXELLES (Belgique).

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

REPRODUCTION INTERDITE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	
PARIS			15^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES Park., 65 m², 1 ^{er} ét. Disponible 15-01-91 Balcon.			4 410 + 590 + 3 445 6 100 + 776 + 4 340 5 800 + 1 097 + 4 127 7 000 + 1 285 + 4 981 2 440 + 373 + 2 083 + 4 473 + 445 5 500 + 797 + 4 226 4 600 + 909 + 3 273 8 128 + 1 598 + 5 783 6 840 + 1 673 + 4 867
1^{er} ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 90 m², 6 ^e étage			3 PIÈCES Parking, 70 m² 3 ^e étage Immeuble neuf			MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission
STUDIO 40 m², 1 ^{er} étage			14-20 rue des Boudonnais SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission			3 PIÈCES Parking, 73 m² 3 ^e étage Immeuble neuf			MEUDON 68-80, rue de la République SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission
3 PIÈCES Parking 40 m², 2 ^e étage			7, rue Mollière SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission			4 PIÈCES Parking, 85 m² 4 ^e étage Immeuble neuf			MEUDON 68-80, rue de la République SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission
2^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES Park., 74 m² 4 ^e ét., asc. poss.			18^e ARRONDISSEMENT			PUTEAUX 161 bis, r. de la République AGIFRANCE 47-42-17-61 Frais de commission
3 PIÈCES 71 m², 3 ^e étage			64, rue Tiquetonne SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission			19^e ARRONDISSEMENT			SAINT-CLOUD 9, square de l'Hippodrome AGF 42-44-00-44 Frais de commission
3^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES NEUF 63 m², box, cave			20^e ARRONDISSEMENT			SÈVRES 41, Grande-Rue SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission
3 PIÈCES 64 m², 5 ^e étage Terr., balcon			7 et 7 bis, rue St-Gilles SEFIMEG 43-21-63-21			3 PIÈCES Park., 96 m², 1 ^{er} ét. Balcon Disp. 01-02-91			SÈVRES 10, rue des Postes SAGGEL 46-08-96-70 Frais de commission
4^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 63 m², 3 ^e étage			78 - YVELINES			VANVES 114, av. Victor-Hugo SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission
7^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES 63 m², 3 ^e étage			4 PIÈCES Park., 92 m² rez-de-jardin			VANVES 4, rue Robespierre SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission
3 PIÈCES 60 m², rdc.			185, rue de l'Université SAGGEL 47-42-44-44 Frais de commission			MAISON Garage, 5 pièces 111 m²			CHARENTON 21, rue de Valmy LOC INTER 47-45-19-97
8^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 127 m², 1 ^{er} étage Cave			3 PIÈCES Park., 84 m² 4 ^e étage			NOGENT-SUR-MARNE 68, rue François-Rolland SOLVEG 40-67-06-99 Frais de commission
11^e ARRONDISSEMENT			2^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 58 m², 2 ^e étage			ORMESSON 11, avenue des Touraies CIGIMO 48-00-89-89 Honoraires de location
STUDIO MEUBLÉ 20 m² sur jardin			HOME PLAZZA NATION HOME PLAZZA 40-08-40-00 Frais de commission			4 PIÈCES Parking, 102 m² 2 ^e étage, cave			SAINT-MANDÉ 5, rue Fays LOC INTER 47-45-19-97
2 PIÈCES MEUBLÉ 60 m² sur jardin			HOME PLAZZA BASTILLE HOME PLAZZA 40-21-22-23 Frais de commission			6 PIÈCES Parking, 116 m² 1 ^{er} étage			SUCY-EN-BRIE 7, ché Verte LOC INTER 47-45-19-97
3 PIÈCES Parking 71 m², 2 ^e étage			4, rue Mouffe LOC INTER 47-45-19-97			3 PIÈCES Parking, 75 m² 2 ^e ét., balcon			VINCENNES 88, rue Debraune LOC INTER 47-45-19-97
12^e ARRONDISSEMENT			14^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 15, rue des Colonnades-du-Trône LOC INTER 47-45-19-97			VINCENNES 21-35, rue du Petit-Parc AGF 48-08-78-48 Frais de commission
3 PIÈCES 59 m², 2 ^e étage			189-201, av. du Maine LOC INTER 47-45-19-97			4 PIÈCES Park., 60 m², 3 ^e ét.			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
14^e ARRONDISSEMENT			2^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES Park., 81 m² 2 ^e étage, cave			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
2 PIÈCES Park., 60 m², 3 ^e ét.			189-201, av. du Maine LOC INTER 47-45-19-97			3 PIÈCES Park., 61 m² 2 ^e étage, cave			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
3 PIÈCES Park., 61 m² 2 ^e étage, cave			149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission			2^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
2^e ARRONDISSEMENT			3^e ARRONDISSEMENT			3^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
3^e ARRONDISSEMENT			4^e ARRONDISSEMENT			4^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
4^e ARRONDISSEMENT			5^e ARRONDISSEMENT			5^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
5^e ARRONDISSEMENT			6^e ARRONDISSEMENT			6^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
6^e ARRONDISSEMENT			7^e ARRONDISSEMENT			7^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
7^e ARRONDISSEMENT			8^e ARRONDISSEMENT			8^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
8^e ARRONDISSEMENT			9^e ARRONDISSEMENT			9^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
9^e ARRONDISSEMENT			10^e ARRONDISSEMENT			10^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
10^e ARRONDISSEMENT			11^e ARRONDISSEMENT			11^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
11^e ARRONDISSEMENT			12^e ARRONDISSEMENT			12^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
12^e ARRONDISSEMENT			13^e ARRONDISSEMENT			13^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
13^e ARRONDISSEMENT			14^e ARRONDISSEMENT			14^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
14^e ARRONDISSEMENT			15^e ARRONDISSEMENT			15^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
15^e ARRONDISSEMENT			16^e ARRONDISSEMENT			16^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
16^e ARRONDISSEMENT			17^e ARRONDISSEMENT			17^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
17^e ARRONDISSEMENT			18^e ARRONDISSEMENT			18^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
18^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
19^e ARRONDISSEMENT			20^e ARRONDISSEMENT			20^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
20^e ARRONDISSEMENT			21^e ARRONDISSEMENT			21^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
21^e ARRONDISSEMENT			22^e ARRONDISSEMENT			22^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
22^e ARRONDISSEMENT			23^e ARRONDISSEMENT			23^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
23^e ARRONDISSEMENT			24^e ARRONDISSEMENT			24^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
24^e ARRONDISSEMENT			25^e ARRONDISSEMENT			25^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
25^e ARRONDISSEMENT			26^e ARRONDISSEMENT			26^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
26^e ARRONDISSEMENT			27^e ARRONDISSEMENT			27^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
27^e ARRONDISSEMENT			28^e ARRONDISSEMENT			28^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
28^e ARRONDISSEMENT			29^e ARRONDISSEMENT			29^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
29^e ARRONDISSEMENT			30^e ARRONDISSEMENT			30^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
30^e ARRONDISSEMENT			31^e ARRONDISSEMENT			31^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
31^e ARRONDISSEMENT			32^e ARRONDISSEMENT			32^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
32^e ARRONDISSEMENT			33^e ARRONDISSEMENT			33^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
33^e ARRONDISSEMENT			34^e ARRONDISSEMENT			34^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
34^e ARRONDISSEMENT			35^e ARRONDISSEMENT			35^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
35^e ARRONDISSEMENT			36^e ARRONDISSEMENT			36^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
36^e ARRONDISSEMENT			37^e ARRONDISSEMENT			37^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
37^e ARRONDISSEMENT			38^e ARRONDISSEMENT			38^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
38^e ARRONDISSEMENT			39^e ARRONDISSEMENT			39^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
39^e ARRONDISSEMENT			40^e ARRONDISSEMENT			40^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
40^e ARRONDISSEMENT			41^e ARRONDISSEMENT			41^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
41^e ARRONDISSEMENT			42^e ARRONDISSEMENT			42^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
42^e ARRONDISSEMENT			43^e ARRONDISSEMENT			43^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
43^e ARRONDISSEMENT			44^e ARRONDISSEMENT			44^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
44^e ARRONDISSEMENT			45^e ARRONDISSEMENT			45^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
45^e ARRONDISSEMENT			46^e ARRONDISSEMENT			46^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
46^e ARRONDISSEMENT			47^e ARRONDISSEMENT			47^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
47^e ARRONDISSEMENT			48^e ARRONDISSEMENT			48^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
48^e ARRONDISSEMENT			49^e ARRONDISSEMENT			49^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
49^e ARRONDISSEMENT			50^e ARRONDISSEMENT			50^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
50^e ARRONDISSEMENT			51^e ARRONDISSEMENT			51^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
51^e ARRONDISSEMENT			52^e ARRONDISSEMENT			52^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
52^e ARRONDISSEMENT			53^e ARRONDISSEMENT			53^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
53^e ARRONDISSEMENT			54^e ARRONDISSEMENT			54^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
54^e ARRONDISSEMENT			55^e ARRONDISSEMENT			55^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
55^e ARRONDISSEMENT			56^e ARRONDISSEMENT			56^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
56^e ARRONDISSEMENT			57^e ARRONDISSEMENT			57^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
57^e ARRONDISSEMENT			58^e ARRONDISSEMENT			58^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
58^e ARRONDISSEMENT			59^e ARRONDISSEMENT			59^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
59^e ARRONDISSEMENT			60^e ARRONDISSEMENT			60^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
60^e ARRONDISSEMENT			61^e ARRONDISSEMENT			61^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
61^e ARRONDISSEMENT			62^e ARRONDISSEMENT			62^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
62^e ARRONDISSEMENT			63^e ARRONDISSEMENT			63^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
63^e ARRONDISSEMENT			64^e ARRONDISSEMENT			64^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
64^e ARRONDISSEMENT			65^e ARRONDISSEMENT			65^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
65^e ARRONDISSEMENT			66^e ARRONDISSEMENT			66^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
66^e ARRONDISSEMENT			67^e ARRONDISSEMENT			67^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
67^e ARRONDISSEMENT			68^e ARRONDISSEMENT			68^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
68^e ARRONDISSEMENT			69^e ARRONDISSEMENT			69^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
69^e ARRONDISSEMENT			70^e ARRONDISSEMENT			70^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
70^e ARRONDISSEMENT			71^e ARRONDISSEMENT			71^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
71^e ARRONDISSEMENT			72^e ARRONDISSEMENT			72^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
72^e ARRONDISSEMENT			73^e ARRONDISSEMENT			73^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
73^e ARRONDISSEMENT			74^e ARRONDISSEMENT			74^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
74^e ARRONDISSEMENT			75^e ARRONDISSEMENT			75^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
75^e ARRONDISSEMENT			76^e ARRONDISSEMENT			76^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission
76^e ARRONDISSEMENT			77^e ARRONDISSEMENT			77^e ARRONDISSEMENT			VINCENNES 149, rue R.-Lasserand AGF 42-44-00-44 Frais de commission

MARCHÉS FINANCIERS

La plus importante émission française en « monnaie » européenne

Le Trésor lance un emprunt en écus de 10,5 milliards de francs

Le Trésor vient de procéder au lancement de son plus gros emprunt libellé en écus, pour un montant de 1,5 milliard, soit 10,5 milliards de francs. Cet emprunt, émis au taux de 10 % nominal et de 10,43 % en rendement réel sur une durée de dix ans, sera placé auprès des investisseurs institutionnels internationaux.

Le syndicat de placement, dirigé par la Caisse des dépôts et la Société générale, comprend les principales banques françaises et de nombreux établissements étrangers, Deutsche Bank, Dresdner Bank, J. P. Morgan, Nomura France, l'Union de banques suisses et la Société de banque

suisses, Bankers Trust, Daiwa Securities, San Paolo, etc.

Cette nouvelle émission est destinée à accroître le stock d'emprunts en écus de l'Etat français, dont la liquidité sera ainsi augmentée pour mieux alimenter le gisement du contrat MATIF long terme en écus ouvert il y a trois semaines. Elle répond au souci de M. Pierre Bérégovoy de renforcer le rôle de la place de Paris sur le marché de l'écu, face aux ambitions de la place de Londres, déjà très active sur les émissions à court terme.

F. R.

La Suisse juge abusive la nouvelle appellation « Swiss Made » employée à Hongkong

La Suisse a envoyé une note diplomatique aux autorités de Hongkong pour protester contre la nouvelle appellation « Swiss Made » que les horlogers de la colonie britannique pourraient employer dès le début de 1991. Elle juge abusive la décision prise à Hongkong de modifier la réglementation au sujet de cette appellation en la faisant désormais figurer sur les montres dont les mouvements sont originaires de Suisse (la modification concerne aussi les autres pays producteurs de mouvements horlogers).

Le décret pris en 1975 à Hongkong spécifiait que le pays d'origine d'une montre était celui où le mouvement était emboîté, de sorte que les montres faites à Hongkong pouvaient être seulement marquées des mots « mouvement suisse » ou « mouvement japonais ». Le vice-président de l'Association des fabricants de montres de Hongkong (HKWMA) estime que la modification du

marquage pourrait favoriser une hausse de 20 % des commandes de montres faites à la colonie par les acheteurs qui préfèrent un marquage suisse ou japonais.

Le Comité permanent de l'horlogerie européenne (CPHE), dont les pays de la CEE et la Suisse font partie, avait déjà lancé fin octobre un appel à ses pays membres afin qu'ils interviennent auprès des autorités de Hongkong pour les persuader de renoncer à la nouvelle réglementation. Il estime que celle-ci constitue une « tromperie » pour les consommateurs et qu'elle ne tient pas compte du coût de l'habillage des montres ni de l'emboîtement et du contrôle final. Les pays membres du CPHE ont menacé de prendre des mesures de représailles, comme l'interdiction d'accès à leurs marchés pour les montres produites sous la nouvelle réglementation, au cas où Hongkong persisterait dans son attitude.

Ferruzzi incorpore Montedison à Agricola Finanziaria

Le groupe italien Ferruzzi vient de renforcer son engagement dans le secteur de la chimie en incorporant Montedison (activités chimiques) à son holding financier Agricola Finanziaria. La nouvelle société prendra le nom, le statut, l'objet social et le siège social de Montedison à Milan, a annoncé le groupe de M. Raul Gardini.

Mêlant les activités du groupe italien dans la chimie aux sociétés qu'il contrôle dans l'agroalimentaire (notamment les huiles Lesieur et le sucre Béghin-Say), la « nouvelle Montedison », avec un chiffre d'affaires de 35 000 milliards de francs (156 milliards de francs), se place désormais parmi les principaux groupes mondiaux sur ces secteurs.

L'annonce de cette fusion, le 27 juillet dernier, avait permis à M. Raul Gardini de réaffirmer « l'engagement stratégique de Ferruzzi dans le secteur de la chimie » (le Monde daté 29-30 juillet). Cette opération constitue en fait un nouvel épisode dans la lutte qui oppose l'Etat italien au groupe privé Ferruzzi pour la possession des actifs d'Enimont, groupe chimique créé officiellement il y a moins d'un an (40 % Etat, 40 % Ferruzzi, 20 % investisseurs privés) et rapidement rendu incapable de poursuivre ses activités en raison des profondes dissensions apparues entre les actionnaires.

Par cette nouvelle démarche, le PDG de Ferruzzi renforce ses positions dans la bataille engagée pour reprendre le groupe chimique Enimont avec l'aide de ses amis investisseurs.

La société Lip définitivement acquise au groupe Sensemat. Le tribunal de commerce de Besançon a finalement débouté la société Lip Précision, qui avait engagé une requête en annulation après le rachat de la marque Lip par le groupe Sensemat, le 14 septembre dernier au cours d'une vente aux enchères avec soumission cachetée (le Monde des 22 et 28 septembre). Il a retenu le motif de forclusion. Après ce jugement, M. J.-C. Sensemat, PDG du groupe acheteur, estime que la signature de l'acte de vente n'est plus qu'une question de jours. Il n'a pas dévoilé le lieu d'implantation de la nouvelle société Lip. (Corresp.)

Moulinex convoite l'allemand Krups

L'affaiblissement du marché des fours micro-ondes a beau affecter assez lourdement les comptes de Moulinex, le spécialiste français du petit électroménager — qui a réalisé des pertes de 25 millions de francs au premier semestre 1990 — ne compte pas réviser à la baisse ses ambitions. Le directeur général du groupe, M. Roland Darneau, a en effet, confirmé, mardi 6 novembre à Berlin, que sa firme avait bien engagé des négociations en vue d'une reprise éventuelle de la société allemande Krups (1,7 milliard de chiffre d'affaires et environ 2 000 salariés).

Moulinex qui multiplie les opérations de croissance externe depuis le début de l'année tente de rattraper le retard pris dans son implantation industrielle à l'étranger. Après le rachat de l'anglais Swan, la firme française recherche une base de production en Allemagne de l'Ouest, indispensable pour attaquer le marché de l'ex-RDA.

Hafnia repart à l'assaut de Baltica

Hafnia, le groupe financier danois qui, depuis plusieurs mois, ramassait en Bourse des titres de la compagnie d'assurances danoise Baltica, a affirmé, lundi 5 novembre, posséder désormais 33,5 % du capital, contre 28,7 % auparavant, soit la majorité de blocage. Cette opération hostile serait due au fait qu'Hafnia n'aurait pas supporté la rupture des négociations engagées avec Baltica en 1989 sur un éventuel rapprochement. A cette date, Baltica avait préféré se rapprocher du groupe Suez-Victoire, plutôt que de finaliser un accord avec Hafnia. Jusqu'au lundi 5 novembre, victoire était le premier actionnaire de Baltica.

Deux questions se posent : le management de Baltica, qui affirme rassembler autour de lui 50 % des titres, est-il aussi sûr de ses positions ? Victoire va-t-il en profiter pour jouer les chevaliers blancs ? Quant à l'UAP, qui possède 6 à 7 % du capital d'Hafnia, elle affirme vouloir se ranger du côté de Suez dans l'hypothèse où le conflit dégénérerait.

NEW-YORK, 6 novembre

Repli en fin de séance

L'amélioration observée en début de semaine à New-York n'a eu-elle été qu'un dénouement de la semaine ? Mardi, la tendance est redevenue très hésitante à Wall Street et, après avoir évolué une bonne partie de la séance autour de la barre des 2 500 points, l'indice Dow Jones des Industriels a finalement perdu pied pour s'établir à la clôture à 2 485,15, soit à 17,08 points en dessous de son niveau précédent.

La bilan général est toutefois resté assez mitigé. Sur 1 967 valeurs traitées, 764 ont baissé, 699 ont monté et 503 n'ont pas varié.

Selon les professionnels, le marché américain a surtout réagi à la remontée des prix du pétrole. Une certaine nervosité régnait également autour du « Big Board » en raison des rumeurs de guerre imminente au Moyen-Orient qui ne cessent de circuler sur le parage. « Des stratèges de firmes d'investissement vont même jusqu'à avancer le jour où les hostilités débuteront », affirme M. Sara Caratelli, vice-président de Nomura Securities International. D'où la création d'une véritable psychose à laquelle les investisseurs ne peuvent échapper. Dans ce contexte, nul ne s'est vraiment inquiété du déroulement de la première phase de l'opération de refinancement du Trésor américain.

L'activité, déjà faible la veille, a encore un peu diminué avec 141,13 millions de titres échangés contre 147,51 millions.

VALEURS	Cours de 6 nov.	Cours de 7 nov.
Alcoa	54	53
AT&T	35 1/4	34 3/8
Bowling	48 1/4	46 3/8
Chemical Bank	48 1/4	46 3/8
Deere	34 3/8	34 3/8
Eastman Kodak	48 1/4	46 3/8
Ford	27 1/4	27 1/2
General Electric	37 1/4	37 1/4
General Motors	37 1/4	37 1/4
Goodyear	27 1/4	27 1/2
IBM	107 1/2	107 1/2
ITT	48 1/4	46 3/8
Johnson & Johnson	80 1/4	79 1/2
McDonald	70 1/2	69 3/8
Schlumberger	58 1/4	56 3/8
Texas Instruments	101 1/2	100 3/8
Union Carbide	32 1/4	31 3/8
Westinghouse	32 1/4	31 3/8
Xerox Corp.	31 1/4	31 1/4

LONDRES, 6 novembre

Poursuite de la hausse

Les cours des valeurs ont continué leur gain pour terminer à un netta hausse mardi sur Stock Exchange, encouragés par l'espoir d'une réaction prochaine des taux d'intérêt britanniques. L'indice Footsie a gagné 19,7 points, à 2 069,2, soit à 0,9 point au-dessus de la veille. Le marché, malgré une amélioration par rapport à lundi, est resté étroit. Seulement 378,3 millions d'actions ont été échangées, contre 305,4 millions la veille. Les investisseurs se sont montrés prudents avant la publication, jeudi, des résultats de plusieurs grosses compagnies britanniques. De nombreux secteurs se sont appréciés, notamment les sociétés d'assurance et les compagnies d'air. Les valeurs bancaires se sont améliorées suite de la communication d'achats par certaines maisons de courtage. En revanche, les prévisions se sont affaiblies dans le sillage du repli des cours du brut.

VALEURS	Cours de 6 nov.	Cours de 7 nov.
Abel	820	825
Admiral	1 110	1 110
Anglo	2 000	2 000
Bank of Scotland	1 600	1 600
British Airways	720	720
British Petroleum	8 010	8 010
British Telecom	1 760	1 760

FAITS ET RÉSULTATS

Shiseido : bénéfice net en hausse de 33,5 %. — Shiseido Co. Ltd., première société japonaise de cosmétiques, a annoncé mardi dernier l'Ordre annonce une progression de son bénéfice net de 33,5 % à 8,7 milliards de yen pour les six premiers mois de son exercice s'achevant le 31 mars 1991. Shiseido enregistre simultanément une progression de ses ventes de 13,7 % à 172 milliards de yen. Les ventes de cosmétiques ont progressé de 6 % à 127 milliards de yen, celles d'articles de toilette de 13,7 % à 30 milliards de yen. Les ventes d'autres produits, notamment l'alimentation, ont augmenté de 10,5 % à 15 milliards de yen. Le bénéfice net sur l'ensemble de l'année est évalué à 16,5 milliards de yen et les ventes à 348 milliards de yen.

La société de Bourse Odoré ouvre son capital au japonais Daiwa pour 5 %. — La société de Bourse Odoré vient d'associer la maison de titres japonaise Daiwa à son capital à hauteur de 5 %, renforçant ainsi le montant de ses fonds propres, qui seront de 350 millions en fin d'année. Avec ce nouveau partenaire, Odoré devrait développer des actions communes dans le domaine de la gestion, du rapprochement d'entreprises et de l'intermédiation. Cette entente a été conclue à la suite d'un accord de change à long terme conclu avec Daiwa, comme la Compagnie financière du Japon (AFJ, 25 %), l'Institut bancaire San Paolo d'

PARIS, 7 novembre

Amplification de la baisse

La Bourse a vécu mercredi sa cinquantième séance consécutive de baisse, et le mouvement est allé en s'amplifiant. Si au cours des quatre dernières journées le recul quotidien n'excédait pas 0,5 %, la baisse s'est accélérée mercredi. Si à l'ouverture, l'indice CAC 40 perdait 0,56 %, la recul évoluait les 2 % en fin de séance. Dans l'après-midi, peu avant le début des transactions à Wall Street, le baromètre de la place parisienne revenait à -1,93 % dans un marché assez actif. L'indice CAC 40 se rapprochait au cours de cette séance de son plus bas niveau de l'année (1548,51) touché le 21 août dernier. Aucun élément vraiment nouveau ne justifiait ce recul, si ce n'est qu'il suivait la tendance amorcée par Tokyo dans la matinée (-1,9 %) et qu'il s'ajoutait à un phénomène global sur les places européennes. A Londres, l'indice Footsie se déplaçait sensiblement en début d'après-midi, tout comme le DAX à Francfort. Parmi les valeurs en baisse figuraient l'Airbus, la Peugeot, la Labinal et la Cédex. Le holding de Carlo De Benedetti a vu son titre chuter de plus de 73 % depuis le début de l'année, ce qui représentait la plus forte baisse du marché à règlement mensuel. Cette forte baisse correspondait à un phénomène mondial : « C'est un phénomène d'affaiblissement qui n'a plus rien à voir avec la réalité », a déclaré mercredi à l'AFP M. Alain Blanc, vice-président de Cédex.

L'événement du jour restera la suspension des cotations du groupe Arjomand Proulx. Le papeter français pourra alors reprendre du tonnerre Wiggins Teape Appleton, numéro un mondial des papiers sans carbone. Les cours de cette société cotée à Londres étaient également suspendus.

TOKYO, 7 novembre

Nouvelle baisse

Pour la deuxième journée consécutive, les cours ont baissé mercredi à Tokyo. Le mouvement s'est même légèrement accéléré. Réaménagé l'ouverture, l'indice Nikkei a poursuivi durant toute la séance et, à la clôture, l'indice Nikkei s'est établi à 23 546,3, soit à 465,50 points (-1,94 %) au-dessous de son niveau précédent.

De nouveau, des rumeurs de conflit au Moyen-Orient ont circulé sur le marché. Sans favoriser particulièrement de nouveaux dégagements, elles ont fortement dissuadé les acheteurs potentiels de prendre des positions. L'affaiblissement un peu attendu du yen a également joué en faveur de la baisse. Et, comme cela se produit souvent, la persistance du manque d'affaires, en privant la Bourse d'un point d'appui, a été à l'origine de l'affaiblissement des cours. Bien qu'en augmentation, les transactions sont restées à un très bas niveau, avec 330 millions de titres échangés contre 280 millions la veille.

VALEURS	Cours de 6 nov.	Cours de 7 nov.
Abel	820	825
Admiral	1 110	1 110
Anglo	2 000	2 000
Bank of Scotland	1 600	1 600
British Airways	720	720
British Petroleum	8 010	8 010
British Telecom	1 760	1 760

INDICES

CHANGES

Dollar : 4,9865 F

La devise américaine est restée proche de son plus bas niveau de la veille, après le petit rebond enregistré à New-York du fait de la bonne adjudication de bons du Trésor à trois mois. A Paris, elle cotait, mercredi, en fin de matinée, 4,9865 francs, 127 yens et 1,4860 deutschemark.

FRANCOFORT 6 nov. 7 nov.
Dollar (en DM) : 1,4895 1,4895

TOKYO 6 nov. 7 nov.
Dollar (en yen) : 127,28 127,55

MARCHÉ MONÉTAIRE

(cettes privés)

Paris (7 novembre) : 9 718 - 10 %
New-York (6 novembre) : 7 314 %

La Société générale émet le premier warrant CAC 40 sans Etats-Unis. — Suite à l'accord signé au mois d'octobre dernier entre la SEC (Stock Exchange Commission) et la SBF (Société des Bourses françaises) autorisant la cotation de l'indice CAC 40 sur une Bourse américaine, le premier warrant sur cet indice a été coté aux Etats-Unis lundi 5 novembre. Il s'agit d'un warrant put CAC 40 émis par la Société générale lancé conjointement avec Goldman Sachs. L'émission a porté sur 2 500 000 warrants, soit 500 000 de plus que prévu.

Le Monde-RM

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mardi 7 novembre :
Roger Martin,
président
de la société franco-allemande
d'informatique Arica.

Jeudi 8 novembre
Philippe Emery,
PDG de Camping Gaz.
« Le Monde » publie dans ses
pages affaires du 9 novembre une
enquête sur Camping Gaz dans les
pays en voie de développement.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis de la France	304 80	304 80	RIA	315	310
Amis de la France	105	105	Idemex	128	128
B.A.C.	171 10	173	L.M.S.	329	334
B.C.M.	840	840	W.P.M.	336	336
Bolton (J.)	410	410	Locust	118	117
Bolton (J.)	201	201	Locust	80 06	61
Chen de la (C.L.)	2070	2070	Locust	125	125
Chen de la (C.L.)	947	923	Locust	180	180
Chen de la (C.L.)	340	326 80	Locust	589	589
Chen de la (C.L.)	480	448	Locust	347 70	314
Chen de la (C.L.)	204	204	Locust	670	670
Chen de la (C.L.)	475 50	472	Locust	318	318
Chen de la (C.L.)	306	379	Locust	201	200
Chen de la (C.L.)	278 80	278 80	Locust	170	174
Chen de la (C.L.)	280	286	Locust	359	359
Chen de la (C.L.)	785	791	Locust	120 80	84
Chen de la (C.L.)	480	488	Locust	171 50	171 50
Chen de la (C.L.)	587	588	Locust	120	120
Chen de la (C.L.)	540	540	Locust	245	245
Chen de la (C.L.)	238	242	Locust	170	174
Chen de la (C.L.)	822	822	Locust	359	359
Chen de la (C.L.)	440	418	Locust	120 80	84
Chen de la (C.L.)	177 80	182 80	Locust	171 50	171 50
Chen de la (C.L.)	220	215	Locust	120	120
Chen de la (C.L.)	385	385	Locust	245	245
Chen de la (C.L.)	135	128	Locust	170	174
Chen de la (C.L.)	184 80	185	Locust	359	359
Chen de la (C.L.)	388	388	Locust	120 80	84
Chen de la (C.L.)	624	624	Locust	171 50	171 50
Chen de la (C.L.)	177 30	174	Locust	120	120
Chen de la (C.L.)	620	631	Locust	245	245
Chen de la (C.L.)	238	238	Locust	170	174

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 6 nov. 1990

Nombre de contrats : 19 643

VALEURS	PRIX	Options d'achat	Options de vente
Borcyne	488	3,28	5
CCF	520	25,50	13
EDF	648	48	32
EDF	40	5,40	2,90
EDF	80	13,50	1,50
EDF	560	30,50	33
EDF	360	7,50	10
EDF	920	53	19
EDF	400	14	22
EDF	560	22,50	89
EDF	240	14,50	10,50
EDF	440	12,10	10,50
EDF	1 300	17	10
EDF	400	13	10
EDF	320	6,50	24
EDF	180	7	9

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 6 nov. 1990

Nombre de contrats : 39 994

COURS	ÉCHÉANCES			
	Décembre 90		Mars 91	
	Juin 91			
Dernier	96,16	96,06	96,18	
Précédent	96,18	96,08	96	
Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 90	Mars 91	Déc. 90	Mars 91

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

Options sur notionnel

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 7 NOVEMBRE

Cours relevés à 14 h 26

Règlement mensuel													Règlement mensuel													Règlement mensuel												
VALEURS		Cours	Prémier	Dernier	%	VALEURS		Cours	Prémier	Dernier	%	VALEURS		Cours	Prémier	Dernier	%	VALEURS		Cours	Prémier	Dernier	%	VALEURS		Cours	Prémier	Dernier	%									
Compt.	Prévis.	Prévis.	Prévis.	Prévis.	Prévis.	Compt.	Prévis.	Prévis.	Prévis.	Prévis.	Prévis.	Compt.	Prévis.	Prévis.	Prévis.	Prévis.	Prévis.	Compt.	Prévis.	Prévis.	Prévis.	Prévis.	Compt.	Prévis.	Prévis.	Prévis.	Prévis.	Prévis.	Prévis.									
3765	CANEX	8835	3540	940	-0.13	Compt.	1150	1141	-0.82	Logan	3468	3450	-0.53	S.A.T.	1650	1600	-3.03	Eastern Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
984	B.A.P.T.	941	940	941	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
984	CLYDE T.P.	971	971	971	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
1482	Hamilton T.P.	1265	1261	1250	-0.96	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
1482	Hamilton T.P.	1265	1261	1250	-0.96	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
1101	Hamilton T.P.	1106	1106	1106	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
780	CLYDE T.P.	886	886	875	-1.23	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
780	CLYDE T.P.	886	886	875	-1.23	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
780	CLYDE T.P.	886	886	875	-1.23	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
676	ALYON	682	722	718	-0.55	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
1800	ALYON	1812	1812	1836	1.32	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
1800	ALYON	1812	1812	1836	1.32	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
1800	ALYON	1812	1812	1836	1.32	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
945	ALYON	945	945	945	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
945	ALYON	945	945	945	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
945	ALYON	945	945	945	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
210	ALYON	210	210	210	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98	East Kodak	1650	1650	0.00	East Kodak	201	195	-2.98									
170	ALYON	170	170	170	0.00	Compt.	138	138	0.00	Logan	1650	1650	0.00	East Kodak	1650	1650																						

COMPTANT (selection)**SICAV** (selection)

6/11

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offer - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Au conseil des ministres

Le chef de l'Etat demande au gouvernement un effort de « communication » sur le dossier agricole au GATT

A l'issue du conseil des ministres, mercredi 7 novembre, M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, a indiqué que le gouvernement doit engager un effort de « communication » pour expliquer les propositions communautaires aux négociations du GATT, telles qu'elles se dégagent de la réunion de Bruxelles (lire pages 1 et 29). Le président de la République a lui-même exprimé ce souhait lors du conseil. M. Le Pen a également rapporté les propos de M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, selon lequel la délégation française à Bruxelles a « obtenu toutes les garanties nécessaires au maintien absolu de la préférence communautaire ». Le ministre de l'Agriculture juge qu'il s'agit d'un « succès considérable » car « les Douze ont obtenu de la Commission de Bruxelles qu'elle renonce à diminuer de 30 % la protection aux frontières de la Communauté ». C'est pourquoi « la baisse des soutiens n'aura donc pas

les incidences que l'on aurait pu craindre sur les revenus des agriculteurs ». M. Rocard a estimé qu'il s'agit d'un « grand succès ».

D'autre part, le conseil des ministres a adopté un projet de loi présenté par M. François Douhin, ministre délégué au Commerce et à l'Artisanat, qui vise notamment à éviter que les dispositions de la loi Royer qui limite l'installation de grandes surfaces ne soient contournées. Le projet prévoit également, en matière sociale, la reconduction pour 1991 de l'exonération, durant deux ans, des charges sociales dues en cas d'embauche du premier salarié.

Le conseil a également entendu plusieurs communications, notamment de M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'Education nationale, sur le réseau éducatif dans les zones d'habitat dispersé, et de M. Hélène Dorziac, secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées, sur la prise en charge des personnes dépendantes.

La polémique sur les fausses factures

Une électricienne assigne en référé M. Mitterrand et plusieurs responsables socialistes

Connu pour être l'avocat des Verts, M. Pierre-François Divier, du barreau de Paris, ne manque pas d'imagination juridique. Au nom d'une comptable, M^{me} Carmel Kadouch-Friesz, prise en sa qualité d'électricienne lors de l'élection présidentielle de mai 1988, il a fait assigner devant le juge des référés du tribunal de Paris pas moins que M. François Mitterrand, « en sa qualité d'ancien candidat à l'élection présidentielle d'avril-mai 1988 », Henri Nallet, ancien trésorier de la campagne de M. Mitterrand, Pierre Bérégovoy, ancien directeur de campagne de M. Mitterrand, Lionel Jospin, ancien premier secrétaire du Parti socialiste, André Laugier, ancien trésorier du PS, Gérard Monastie, ancien PDG des bureaux d'études Urbac-Gracco, et David Azoulay, « en sa qualité d'expert-comptable ayant certifié les comptes de campagne de

M. Mitterrand ». L'audience a été fixée au lundi 12 novembre, dans le cabinet de M. Gérard Playette. Au nom de sa cliente, M^{me} Divier demande tout simplement la communication de plusieurs documents qui sont au centre de la polémique sur le financement de la campagne électorale du président de la République provoquée par le livre de l'inspecteur de police Antoine Gaudino, l'Enquête impossible (Albin Michel). Il s'agit du rapport du 5 mai 1988, rédigé par l'inspecteur Gaudino et son collègue Alain Mayot après leur perquisition au siège marseillais d'Urbac-Gracco, de « tous les procès-verbaux dressés dans le cadre de l'enquête préliminaire ayant conduit à ce rapport », des cahiers de M. Joseph Delcroix placés sous le scellé n° 48 dans le cadre de l'instruction menée sur les fausses factures du Sud-Est et, enfin, des comptes de campagne du candidat François Mitterrand, « accompagnés des justificatifs des recettes ainsi que des factures, devis et autres documents de nature à établir le montant des dépenses payées ou engagées par le candidat ou son mandataire ».

M. Divier s'appuie sur une « jurisprudence constante » qui établit que « tout électeur peut poursuivre comme partie civile les infractions commises à l'occasion des élections qui ont eu lieu dans son collège électoral ». Ajoutant que l'amnistie prévue par la loi du 15 janvier sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales « ne préjudicie pas aux droits des tiers », il estime que les photocopies des documents réclamés par sa cliente lui sont indispensables afin qu'elle puisse intenter son action civile au fond. Et pour ajouter à l'originalité de sa démarche, qui a peu de chances d'aboutir, M. Divier introduit par cette citation de M. Mitterrand, placée en exergue de son assignation : « L'argent ruisselle de partout ».

E. P.

La crise du Golfe

M. Juppé (RPR) : « La France doit rester à l'écart de toute action militaire »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, devait être reçu par le premier ministre, mercredi 7 novembre, à l'Élysée. Mais, en compagnie de M. Bernard Pons et Charles Pasqua, présidents des groupes parlementaires du mouvement chiracien, à propos de la crise du Golfe. Avant cette audience, il a fait la déclaration suivante : « Aujourd'hui, au moment où les rumeurs d'intervention se multiplient, nous tenons à réaffirmer notre position : dans le cadre de la solidarité internationale qui s'exprime par les délibérations du Conseil des Nations unies, nous ne sommes pas prêts à intervenir dans le cadre de la sécurité collective. C'est pourquoi nous avons demandé et nous demandons à nouveau au premier ministre quelles sont les dispositions prises par la France pour maintenir son indépendance de décision ».

M. Juppé a précisé : « Sauf agression par l'Irak, et sauf décision prise à l'unanimité par le Conseil de sécurité des Nations unies, la France doit rester à l'écart de toute action militaire ».

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a décidé, d'autre part, le mouvement préfectoral suivant :

— M. François Bonnelle, préfet de la Corrèze, est nommé préfet des Vosges.

— M. Yvan Baradel, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne, est nommé préfet de la Corrèze.

— M. Pierre Brisset, préfet adjoint pour la sécurité auprès du préfet du Nord, est nommé préfet hors cadre.

— M. Gilles Bouilhaguet, sous-préfet hors classe, est nommé préfet adjoint pour la sécurité auprès du préfet du Nord.

— M. Rémy Chardon, préfet hors cadre, est placé en position de service détaché.

□ Un rapport sur la bioéthique. — M. Michel Rocard, premier ministre, a confié à M^{me} Noëlle Lenoir, qui fut directrice de cabinet de M. Pierre Arpaillange, une mission d'information sur la bioéthique. Il lui a demandé de remettre son rapport pour le 15 février.

M. Fauroux annonce un Livre blanc sur le nucléaire

Les députés ont examiné successivement, mardi 6 novembre, les crédits de l'industrie et de l'aménagement du territoire, présentés par M. Roger Fauroux, le ministre en charge de ces dossiers, et par M. Jacques Chérèque, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux reconversions. D'un montant de 17,921 milliards de francs, le budget de l'industrie est en augmentation de 2,3 % par rapport à 1990. Celui de l'aménagement du territoire atteint 2,091 milliards de francs, soit une hausse de 5 % par rapport à l'année en cours. Ces budgets ont été réservés mercredi en fin de matinée, de même que ceux du tourisme.

Ah ! qu'il est doux d'avoir été longtemps un grand patron lorsqu'on a la charge de présenter le budget de l'industrie ! On a cru rêver, en effet, en écoutant les députés de l'opposition analyser le budget présenté par M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire. « Votre budget ne dans le bon sens. Vous avez raison de continuer à réduire les aides aux secteurs en difficulté et à accroître les aides à l'innovation et à la recherche industrielle. Vous avez eu raison, aussi, de vouloir intensifier les économies d'énergie et vous avez raison, enfin, de réorienter les dotations en capital des entreprises nationales vers les secteurs de pointe. » C'était M. Franck Borotra qui s'exprimait ainsi, au nom du groupe RPR. Aussi, quand il a achevé son propos en annonçant un vote négatif, le député des Yvelines s'est-il pris soin de préciser que c'était en raison d'un « contexte budgétaire d'ensemble ».

Au nom de l'UDC, M. Francis Geng (Orne) a indiqué, ensuite, que son groupe s'abstiendrait. Volontiers plus acerbe, M. Philippe Vasseur (UDF, Pas-de-Calais) a commencé, pourtant, par rappeler qu'il avait été « l'un des plus fervents admirateurs » du ministre, au temps, bien sûr, où

celui-ci était chef d'entreprise. Bref, le cœur n'y était pas vraiment, sauf du côté du groupe communiste, au nom duquel M. Alain Bockel (Nord) a parlé de « France soignée à blanc, affaiblie, de plus en plus dépendante de l'Allemagne dans une Europe des affaires ».

M. Fauroux a développé ses quatre priorités : la politique énergétique, le soutien aux grandes entreprises publiques, l'aide aux petites et moyennes entreprises et la défense des deux secteurs stratégiques que sont l'automobile et l'électronique. Il a précisé, d'autre part, que nos stocks pétroliers représentent cent dix jours de consommation et que rien n'est encore arrêté quant à la création d'un « stock communautaire additionnel », qui avait été évoqué à Luxembourg, à la fin du mois d'octobre, lors du dernier conseil des ministres de l'énergie. M. Roger Fauroux a confirmé que la France sera candidate à l'Agence internationale de l'énergie, et il a annoncé que le gouvernement, présent, d'ici à quelques semaines, un Livre blanc sur le programme nucléaire, la sûreté des installations et l'élimination des déchets, qui doit servir de support à « un large débat ».

Se félicitant que les entreprises publiques aient, désormais, des dividendes à l'Etat (3,5 milliards de francs sur leurs résultats de 1989), le ministre de l'Industrie a plaidé en faveur des accords ou des prises de participations réalisées à l'étranger. « Je regrette, toutefois, a-t-il précisé, que l'Europe ne soit pas le lieu privilégié de ces acquisitions. J'espère que l'ouverture sur l'Europe centrale permettra de corriger le tir. »

Dans la soirée, la discussion sur les crédits affectés à la politique d'aménagement du territoire a principalement tourné autour du dernier comité interministériel (le Monde du 7 novembre). Le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Jean-Pierre Belligand (PS, Aisne) s'est félicité, notamment, du fait que, « pour une fois », les grandes lignes définies lors du débat d'orientation, les 29 et 30 mai dernier, avaient trouvé une application.

JEAN-LOUIS SAUX

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Rabat-joie

A quoi ça ressemble, vous pouvez me dire, ces hypothèses vasseuses, ridicules, météorites en fin de parcours, sur la vraie nature des conquérantes soupçonnées en trappes, rouges, jaunes ou vertes, venues en repérage l'autre soir ? Suffisait de lever le nez pour les voir, les envahisseurs venus d'ailleurs. Enfin ! Mais non, à tous les coups c'est pareil. Dès qu'il y a un peu d'excitation dans l'air, une histoire à rêver debout, un truc qui nous sorte de l'ordinaire, faut que des rabat-joie, des bonnets de nuit, y aillent de leurs explications bâtement terre à terre.

C'est comme la guerre du Golfe torpillée par ce tordu de Saddam. Il se prend pour Régine, me parlez, avec ses roulets, ses soirées mondaines, invitation pour deux personnes à Bagdad, le dernier endroit à la mode, tenue de soirée exigée, aboyer, M^{me} Heath, M^{me} Primakov, M^{me} Nakasone, M^{me} Willy Brandt et madame...

Bonjour, cher ami, permettez-moi de vous conduire au buffet. Qu'est-ce qu'on vous sert ? Quelques otages sur canapé ? Rien.

□ « Il faut que M. Nallet s'en aille », déclare M. Alain Juppé (RPR). — « Il faut que M. Nallet s'en aille » du ministre de la justice, a déclaré M. Alain Juppé, mercredi 7 novembre, sur RTL. Le secrétaire général du RPR se réjouit aux mises en cause de l'actuel garde des sceaux par l'opposition dans le financement de la campagne présidentielle de M. Mitterrand en 1988 dont M. Nallet fut le trésorier.

□ SYRIE : John Kelly à Damas. — Le secrétaire d'Etat adjoint améri-

que des Japonais ou des Allemands ? Vous prendrez bien aussi deux Australiens, cinq Suédois... Et mes Portugais, vous n'en voulez pas ? Vous m'offensez. Non, je vous assure, ils sont délicieux et parfaitement mûrs. Le soleil des sites, rien de tel. A ce train-là, il lui restera bientôt plus un saut invité, à ce Nabuchodonosor de bazar !

Il en prend un coup, du coup, le moral des armées, ensablées depuis des semaines dans le désert d'Arabie, tellement pressées d'en découdre qu'on leur a envoyé, pour tromper leur anxiété, des jeux électroniques nouveaux modèles. Ils font déjà fureur aux Etats-Unis. Suffit de presser boutons et manettes pour faire sauter à bord d'un avion de chasse vibrionnant tout un tas de puits de pétrole et d'objets militaires sous le feu de missiles et de tanks clignotant sur un écran.

Vous me direz, la guerre, vaut mieux à jouer que la faire. L'arrivée des extraterrestres, pareil. On les a si souvent vu débarquer à la télé qu'on a aucun besoin d'un remake grandeur nature. Pas d'accord. Faut être vraiment complètement schizo pour préférer la fiction à la réalité et la vie en vidéo à la mort en direct.

caïn pour le Proche-Orient, M. John Kelly, est arrivé, mercredi 7 novembre, à Damas. La visite de M. Kelly coïncide avec une tournée du secrétaire d'Etat James Baker au Proche-Orient.

□ Corps de feu sur la place Rouge. — Un homme a tiré deux coups de feu mercredi 7 novembre sur la place Rouge, à environ 200 mètres du président Gorbatchev, et a été immédiatement arrêté, a annoncé en fin de matinée l'agence Reuters, citant une source soviétique. Les deux coups de feu ont retenti pendant le défilé civil.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Golfe : « Convaincre et prévenir », par Mohamed Sayah ; Europe : « Main tendue à l'Est »..... 2

La crise du Golfe..... 3

Les relations entre l'Allemagne et la Pologne..... 3

Une rencontre entre M. Kohl et M. Mazowiecki sur la frontière..... 7

La préparation du congrès du PCF..... 8

M. Aricot Le Pors, explorateur..... 8

SECTION B

La crise lycéenne

Les enjeux politiques..... 9

La Conférence mondiale sur le climat..... 10

L'Europe et le Japon en pointe dans la lutte contre l'effet de serre..... 10

ÉDUCATION

Les enseignants dans le miroir lycéen • Le retour des « faulches »..... 13 et 14

SECTION C

ARTS • SPECTACLES

Les Rambo du contre-ut • La Cinémathèque fête Fritz Lang • Comment aborder le Songe d'une nuit d'été ?..... 17 et 28

SECTION D

Les automobiles japonaises et l'Europe..... 29

Les propositions de la CEE..... 29

Les difficultés de Bulgarie..... 29

L'Etat fera son devoir d'actionnaire..... 29

Paris-Ile-de-France..... 32

Le projet d'aménagement Seine-Rive Gauche..... 32

Services

Abonnements..... 2

Annonces classées..... 33 à 36

Automobiles..... 15

Carnet..... 15

Marchés financiers..... 38-39

Météorologie..... 16

Mots croisés..... 15

Radio-Télévision..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 7 novembre 1990 a été tiré à 530 469 exemplaires.

Le Monde VOYAGES



Des îles exotiques
Sur les pas de Mozart
Neige douillette
Ski américain

Dans son supplément TERRES D'HIVER, le Monde Voyages vous propose : reportages, guides et sélections pour vous mettre l'eau à la bouche, vous emmener aux quatre coins de la planète et vous permettre de choisir les lieux de vos prochaines évasions.

DES REPORTAGES. Au cœur de l'Australie profonde, à bord d'un cargo vers les Marquises, au milieu des ignames des Galapagos, au fil du Nil, à l'ombre des verandas de l'île Maurice, en quête du baroque sicilien, à la découverte des nouveaux hôtels de Disney, sur les traces des caravanes de sel, à Djibouti, et sur les pas des chercheurs de soufre, au fond d'un volcan de Java. Sans oublier un pèlerinage dans les villes de Mozart.

DES GUIDES. Un inventaire « coups de cœur » pour choisir une villa de rêve ou un hôtel de charme aux Caraïbes. Un mode d'emploi pour des vacances actives à la Réunion. Une sélection de rendez-vous culturels européens avec les bonnes filières pour s'y rendre.

DES SÉLECTIONS. Par continent, un choix de suggestions pour parcourir le globe. De San-Francisco à la Floride, du Costa-Rica à la Terre de Feu, du Hoggar à Zanzibar, du Bhoutan au Sri-Lanka et des Lakedives à la Malaisie.

UN DOSSIER VACANCES D'HIVER. Avec de la neige américaine, au Canada et aux Etats-Unis ; de la neige européenne et douillette, avec des hôtels confortables et chaleureux ; et un panorama hexagonal des formules conviviales : clubs, résidences para-hôtelières et location d'appartements.

TERRES D'HIVER

Supplément magazine couleur

72 pages

avec Le Monde

JEUDI 8 NOVEMBRE (numéro daté vendredi 9)